

Le présent ouvrage a été réalisé par le Greffe de
la Cour internationale de Justice

This book has been produced by the Registry
of the International Court of Justice

Tous droits réservés par la Cour internationale
de Justice (Organisation des Nations Unies)

All rights reserved by the International Court
of Justice (United Nations)

ISBN 978-92-1-157298-8

N° de vente: Sales number	1103
------------------------------	-------------

ANNUAIRE

2015-2016



YEARBOOK

2015-2016

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNUAIRE

2015-2016



Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ, La Haye, Pays-Bas
Téléphone : +31 (0) 70 302 23 23 – Télécopie : +31 (0) 70 364 99 28
Site Internet : www.icj-cij.org

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEARBOOK

2015-2016



Peace Palace, Carnegieplein 2, 2517 KJ, The Hague, Netherlands
Telephone: +31 (0) 70 302 23 23 – Telefax: +31 (0) 70 364 99 28
Website: www.icj-cij.org

AVANT-PROPOS

La Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, a chargé son greffier, dès 1947, de publier un *Annuaire* donnant des informations sur ses activités, son organisation, son administration et sa compétence.

Cet ouvrage, qui était traditionnellement publié en deux versions, l'une en français (*Annuaire*), l'autre en anglais (*Yearbook*), est désormais publié dans une version bilingue dont le contenu a été entièrement revu afin d'accroître la complémentarité de la collection avec les autres supports d'information de la Cour.

Le présent volume — soixante-dixième de la série — porte sur la période allant du 1^{er} août 2015 au 31 juillet 2016.

Rédigé par le Greffe, l'*Annuaire-Yearbook* n'engage en aucune façon la Cour. En particulier, les résumés d'arrêts, d'avis consultatifs et d'ordonnances ne sauraient être cités à l'encontre du texte même des décisions pertinentes, dont ils ne constituent pas une interprétation.

Le greffier de la Cour,



Philippe COUVREUR.

FOREWORD

In 1947, the International Court of Justice, principal judicial organ of the United Nations, instructed its Registrar to publish a *Yearbook* providing general information concerning its activities, organization, administration and jurisdiction.

This publication, which was traditionally issued in English (*Yearbook*) and French (*Annuaire*), is now being published in a bilingual version, whose content has been completely revised, with a view to enhancing complementarity with the Court's other information media.

The present volume — the seventieth in the series — covers the period from 1 August 2015 to 31 July 2016.

The *Annuaire-Yearbook* is produced by the Registry and in no way involves the responsibility of the Court; in particular, the summaries of judgments, advisory opinions and orders cannot be quoted against the actual texts of those decisions and do not constitute an interpretation of them.

Philippe COUVREUR,



Registrar of the Court.

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Première partie. De l'activité de la Cour entre le 1 ^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016	2
I. Des activités judiciaires	2
II. Des autres activités	22
Deuxième partie. De l'organisation de la Cour et de son Greffe	27
I. De la Cour	27
II. Du Greffe	42
Troisième partie. De la compétence de la Cour et de la procédure suivie par elle	51
I. De la compétence de la Cour	51
II. De la procédure suivie par la Cour	72
Note thématique. Le désistement d'instance	83
*	
Annexes	94

SUMMARY

	<i>Page</i>
Part one. Activity of the Court between 1 August 2015 and 31 July 2016	2
I. Judicial activity	2
II. Other activities	22
Part two. Organization of the Court and its Registry.	27
I. The Court	27
II. The Registry.	42
Part three. Jurisdiction of the Court and the procedure followed by it	51
I. Jurisdiction of the Court	51
II. Procedure followed by the Court	72
Special topic. The discontinuance of cases	83
*	
Annexes	94

INTRODUCTION

La Cour internationale de Justice (CIJ), qui a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas), est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946.

La Cour est le seul des six organes principaux des Nations Unies dont le siège n'est pas à New York. Elle a eu pour devancière la Cour permanente de Justice internationale (CPJI), instituée par le pacte de la Société des Nations en 1920 et dissoute en 1946. Composée de quinze juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, la CIJ est indépendante du Secrétariat des Nations Unies. Elle est assistée par un Greffe, son propre secrétariat international, dont l'activité revêt un aspect judiciaire et diplomatique, ainsi qu'un aspect administratif. Ses langues officielles sont le français et l'anglais.

Aussi appelée « Cour mondiale », la CIJ est la seule juridiction universelle à compétence générale. Elle a une double mission consistant, d'une part, à régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats (par des arrêts qui ont force obligatoire immédiate et ne sont pas susceptibles d'appel) et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes des Nations Unies et les institutions du Système dûment autorisées à le faire.

L'*Annuaire-Yearbook* présente, dans une première partie, l'ensemble de l'activité de la Cour — sur le plan tant judiciaire que plus général — entre le 1^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016. Sont ensuite exposés, dans une deuxième partie, l'organisation de la CIJ au travers de la structure et de l'administration de l'institution et, dans une troisième partie, le fonctionnement de la Cour au travers de sa compétence et de la procédure suivie par elle.

Des annexes retraçant l'histoire de la Cour et sa pratique de 1946 à nos jours viennent compléter les différentes parties de l'ouvrage.

Enfin, figure en *addendum* le texte des Instructions de procédure.

INTRODUCTION

The International Court of Justice (ICJ), which has its seat at the Peace Palace, in The Hague (Netherlands), is the principal judicial organ of the United Nations. It was established by the Charter of the United Nations in June 1945 and began its activities in April 1946.

Of the six principal organs of the United Nations, it is the only one not located in New York. It had as its predecessor the Permanent Court of International Justice (PCIJ), which was instituted by the League of Nations in 1920 and was dissolved in 1946. Composed of fifteen judges elected for a nine-year term by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, the ICJ is independent of the United Nations Secretariat. It is assisted by a Registry, its own international secretariat, whose activities are both judicial and diplomatic, as well as administrative. Its official languages are English and French.

Also known as the “World Court”, it is the only court of a universal character with general jurisdiction. It has a two-fold role: first, to settle, in accordance with international law, legal disputes submitted to it by States (its judgments have immediate binding force and are without appeal); and, second, to give advisory opinions on legal questions referred to it by duly authorized United Nations organs and agencies of the System.

The first part of the *Annuaire-Yearbook* sets out the Court’s activities — both judicial and more general — between 1 August 2015 and 31 July 2016. The second part focuses on the organization of the ICJ through its structure and administration, and the third part on the functioning of the Court through its jurisdiction and the procedures that it follows.

Annexes describing the history of the Court and its practice since 1946 supplement the various parts of the publication.

Finally, the Practice Directions are reproduced in an *addendum*.

PREMIÈRE PARTIE

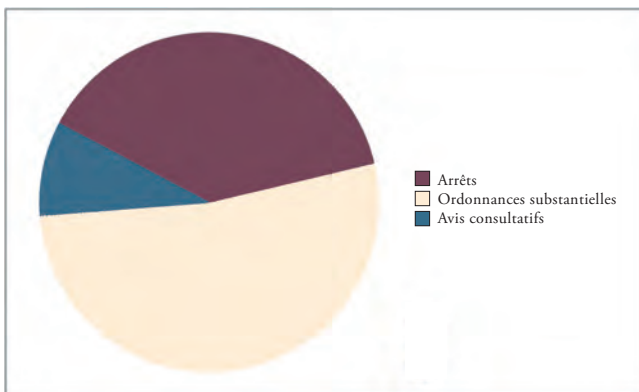
DE L'ACTIVITÉ DE LA COUR
ENTRE LE 1^{er} AOÛT 2015 ET LE 31 JUILLET 2016

I. DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES

A. Présentation générale

La première affaire inscrite au rôle général de la Cour (*Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*) a été introduite le 22 mai 1947. Entre cette date et le 31 juillet 2016, la Cour a eu à connaître de 138 affaires contentieuses et 26 procédures consultatives (la liste détaillée figure en annexe 1 au présent *Annuaire-Yearbook* (voir p. 98)). La Cour a, en tout, rendu 121 arrêts et 27 avis consultatifs. Elle a par ailleurs rendu 536 ordonnances. Si 374 d'entre elles portent sur des questions de délais (fixation ou prorogation) pour le dépôt de pièces de procédure, les 162 autres ont trait à des points plus substantiels (mesures conservatoires (pour 40 d'entre elles), demandes reconventionnelles, intervention, radiation du rôle, désignation d'experts, etc.).

A ce jour, les décisions de la Cour se répartissent donc comme suit :



1. Nouvelles requêtes

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, trois requêtes ont été présentées au Greffe de la Cour.

Le 6 juin 2016, le Chili a introduit une instance contre la Bolivie au sujet d'un différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala. Le Chili allègue que le Silala est un « cours d'eau international » qui coule entre les deux Etats, mais que la Bolivie nie ce

PART ONE

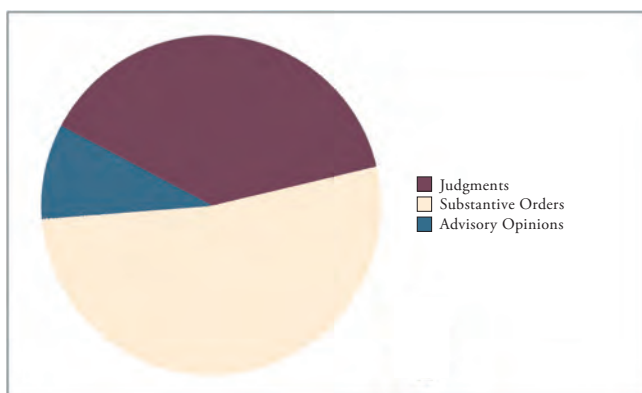
ACTIVITY OF THE COURT BETWEEN 1 AUGUST 2015 AND 31 JULY 2016

I. JUDICIAL ACTIVITY

A. General Overview

The first case entered in the General List of the Court (*Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*) was submitted on 22 May 1947. Between then and 31 July 2016, the Court has had to deal with 138 contentious cases and 26 advisory procedures (the full list of the proceedings can be found in Annex 1 of this *Annuaire-Yearbook*, p. 98). In all, the Court has rendered 121 Judgments and 27 Advisory Opinions. It has also made 536 Orders. While 374 of those Orders concern the fixing or extension of time-limits for the filing of written pleadings, the other 162 relate to more substantive matters (provisional measures (40 Orders), counter-claims, intervention, discontinuance, appointment of experts, etc.).

To date, the decisions of the Court can thus be broken down as follows:



1. New Applications

During the period under review in this *Annuaire-Yearbook*, three Applications were filed in the Registry of the Court.

On 6 June 2016, Chile instituted proceedings against Bolivia with regard to a dispute concerning the status and use of the waters of the Silala. Chile contends that the Silala is an “international watercourse” which flows between the two States, but that, since

statut depuis 1999 et s'arroge le droit exclusif d'en utiliser les eaux. Selon la requête, le différend entre les deux Etats porte donc sur la nature du Silala en tant que cours d'eau international, et sur les droits et obligations qui en découlent pour les Parties au regard du droit international.

Le 13 juin 2016, la Guinée équatoriale a introduit une instance contre la France au sujet d'un différend ayant trait à « l'immunité de juridiction pénale du second vice-président de la République de Guinée équatoriale chargé de la défense et de la sécurité de l'Etat [M. Teodoro Nguema Obiang Mangue], ainsi qu'[au] statut juridique de l'immeuble qui abrite l'ambassade de Guinée équatoriale en France ». La Guinée équatoriale allègue notamment que, en engageant des procédures pénales contre son vice-président chargé de la défense et de la sécurité de l'Etat, et en ordonnant la saisie d'un immeuble qui abriterait son ambassade, la France a méconnu des immunités consacrées en droit international et violé la souveraineté de la Guinée équatoriale.

Enfin, le 14 juin 2016, la République islamique d'Iran a introduit une instance contre les Etats-Unis d'Amérique au sujet d'un différend relatif à des « violations, par le Gouvernement des Etats-Unis, du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre l'Iran et les Etats-Unis d'Amérique, signé à Téhéran le 15 août 1955 et entré en vigueur le 16 juin 1957 ». L'Iran reproche notamment aux Etats-Unis d'avoir adopté un certain nombre d'actes législatifs et exécutifs ayant pour conséquence pratique d'assujettir les actifs et intérêts de l'Iran et d'entités iraniennes, notamment ceux de la banque centrale iranienne, à des procédures d'exécution, en violation d'immunités juridictionnelles reconnues par le droit international coutumier et par les dispositions du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 liant les Parties.

2. Audiences

Entre le 1^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016, la Cour a tenu cinq séries d'audiences publiques.

La Cour a tout d'abord tenu, du 28 septembre au 2 octobre 2015, des audiences sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie en l'affaire relative à des *Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)*.

La Cour a ensuite tenu, du 5 au 9 octobre 2015, des audiences sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie en l'affaire relative à la *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)*.

La Cour a en outre entendu, du 7 au 16 mars 2016, les plaidoiries des Iles Marshall et de l'Inde sur sa compétence en l'affaire des *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)*.

Elle a aussi tenu, le 8 mars 2016, des audiences sur sa compétence et la recevabilité de la requête en l'affaire des *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)*.

La Cour a enfin entendu, du 9 au 16 mars 2016, les plaidoiries des Iles Marshall et du Royaume-Uni au sujet des exceptions préliminaires soulevées par ce dernier en l'affaire

1999, Bolivia has denied this status and claimed to have the exclusive right to the use of its waters. According to the Application, the dispute between the two States thus relates to the nature of the Silala as an international watercourse, and to the resulting rights and obligations of the Parties under international law.

On 13 June 2016, Equatorial Guinea instituted proceedings against France with regard to a dispute concerning “the immunity from criminal jurisdiction of the Second Vice-President of the Republic of Equatorial Guinea in charge of Defence and State Security [Mr. Teodoro Nguema Obiang Mangue], and the legal status of the building which houses the Embassy of Equatorial Guinea in France”. Equatorial Guinea alleges in particular that by initiating criminal proceedings against its Second Vice-President in charge of Defence and State Security and by ordering the attachment of a building said to house its Embassy, France has disregarded immunities recognized under international law and violated the sovereignty of Equatorial Guinea.

Finally, on 14 June 2016, the Islamic Republic of Iran instituted proceedings against the United States of America with regard to a dispute concerning “violations by the Government of the United States of America of the Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between Iran and the United States of America which was signed in Tehran on 15 August 1955 and entered into force on 16 June 1957”. In particular, Iran alleges that the United States has adopted a number of legislative and executive acts that have the practical effect of subjecting the assets and interests of Iran and Iranian entities, including those of the Central Bank of Iran, to enforcement proceedings, in breach of jurisdictional immunities recognized by customary international law and by the provisions of the 1955 Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights, which is binding between the Parties.

2. Hearings

Between 1 August 2015 and 31 July 2016, the Court held five sets of public hearings.

First, from 28 September to 2 October 2015, the Court held hearings on the preliminary objections raised by Colombia in the case concerning *Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)*.

Then, from 5 to 9 October 2015, the Court held hearings on the preliminary objections raised by Colombia in the case concerning *Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)*.

From 7 to 16 March 2016, the Court heard the oral arguments of the Marshall Islands and India on the subject of its jurisdiction in the case of *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)*.

On 8 March 2016, it also held hearings on its jurisdiction and on the admissibility of the Application in the case of *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)*.

Finally, from 9 to 16 March 2016, the Court heard the oral arguments of the Marshall Islands and the United Kingdom on the subject of the preliminary objections raised by

des *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)*.

3. Décisions

Quinze décisions ont été rendues au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*.

Ainsi, le 24 septembre 2015, la Cour a rendu son arrêt sur l'exception préliminaire soulevée par le Chili en l'affaire relative à l'*Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)*. Le 16 décembre 2015, la Cour a rendu son arrêt au fond dans les affaires jointes relatives à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*. La Cour a en outre rendu, le 17 mars 2016, deux arrêts concernant les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie dans les affaires relatives à la *Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)* et à des *Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)*.

Par une ordonnance en date du 31 mai 2016, la Cour a décidé de faire procéder à une expertise en l'affaire relative à la *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)*, avant de désigner, par une ordonnance en date du 16 juin 2016, deux experts à cette fin.

Enfin, neuf ordonnances de fixation ou de prorogation de délais ont été rendues par la Cour pendant la période considérée.

L'ensemble des activités susmentionnées a fait l'objet de communiqués de presse placés sur le site Internet de la Cour.

B. Fiches signalétiques des affaires pendantes

La présente section a pour objet de présenter de manière synthétique l'état des procédures pendantes entre le 1^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016, sous forme de « fiches signalétiques ». Celles-ci exposent de manière succincte l'affaire, en insistant plus particulièrement sur les développements intervenus au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*. Les résumés peuvent être lus en parallèle avec le digeste, qui détaille l'application que la Cour a faite des dispositions de son Statut et de son Règlement (voir ci-après, p. 29-34).

Pour un exposé plus approfondi des affaires pendantes, les lecteurs sont invités à se reporter aux communiqués de presse placés sur le site Internet de la Cour.

Les décisions sont quant à elles publiées dans leur intégralité, avec les opinions et déclarations jointes par les juges, dans la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* et sur le site Internet de la Cour.

Les abréviations ci-après sont utilisées dans les fiches signalétiques qui suivent :

C.-M. : contre-mémoire
 D. : duplique
 M. : mémoire
 Ord. : ordonnance
 R. : réplique

the latter in the case of *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)*.

3. Decisions

Fifteen decisions were delivered during the period under review in this *Annuaire-Yearbook*.

Thus, on 24 September 2015, the Court rendered its Judgment on the preliminary objection raised by Chile in the case concerning *Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)*. On 16 December 2015, the Court delivered its Judgment on the merits in the joined cases concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*. On 17 March 2016, the Court also handed down two Judgments on the preliminary objections raised by Colombia in the cases concerning *Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)* and *Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)*.

By an Order dated 31 May 2016, the Court decided to obtain an expert opinion in the case concerning *Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)*; by an Order dated 16 June 2016, it then appointed two experts for that purpose.

Finally, the Court delivered nine Orders fixing or extending time-limits during the period under review.

All of these activities were the subject of press releases published on the Court's website.

B. Case Summaries of Pending Cases

This section aims to give an overview of the proceedings pending before the Court between 1 August 2015 and 31 July 2016, in the form of case summaries. These summaries briefly outline the case, giving particular attention to the developments that took place during the period under review in this *Annuaire-Yearbook*. They can be read alongside the digest, which explains the Court's application of the provisions of its Statute and Rules of Court (see below, pp. 29-34).

A more detailed account of the cases pending before the Court can be found in the press releases available on the Court's website.

The Court's decisions are published in full, together with any opinions and declarations appended thereto by the judges, in the series *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, and on the Court's website.

The abbreviations below have been used in the case summaries that follow:

C.-M.: Counter-Memorial
 M.: Memorial
 Ord.: Order
 Rej.: Rejoinder
 Rep.: Reply

Les croquis ci-après ne sont proposés qu'à titre d'illustrations et de repères. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

Par ailleurs, le « Thème » vise à donner une idée très générale des points soulevés dans l'acte introductif d'instance, et est évidemment sans préjudice de toute question de définition juridique de l'objet de l'affaire sur laquelle la Cour serait appelée à se prononcer.

Légende :

- Etat demandeur dans une affaire introduite par requête
- Etat défendeur dans une affaire introduite par requête
- Etat partie à une affaire introduite par compromis
- Etat intervenant

The following sketch-maps are for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

In addition, the “Themes” seek to give a general idea of the points raised in the act instituting proceedings; they are, of course, without prejudice to any question of the legal definition of the subject-matter of the case on which the Court may be called to rule.

Legend:

- Applicant State in a case brought by an Application
- Respondent State in a case brought by an Application
- State party in a case brought by Special Agreement
- Intervening State

LISTE DES AFFAIRES PENDANTES

	<i>Page</i>
1. <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)</i>	7
2. <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	8
3. <i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	9
4. <i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	10
5. <i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	11
6. <i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	12
7. <i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	13
8. <i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	14
9. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	15
10. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	16
11. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	17
12. <i>Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)</i>	18
13. <i>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	19
14. <i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	20
15. <i>Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	21

LIST OF PENDING CASES

	<i>Page</i>
1. <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)</i>	7
2. <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	8
3. <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	9
4. <i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	10
5. <i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	11
6. <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	12
7. <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	13
8. <i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	14
9. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	15
10. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	16
11. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	17
12. <i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i>	18
13. <i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	19
14. <i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	20
15. <i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	21

1. Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)



Introduction	2 VII 1993 (compromis)
Audiences	3-7 et 24-27 III 1997, puis 10, 11, 14 et 15 IV 1997 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 14 VII 1993 (ord.) Fixation de délai (R.): 20 XII 1994 (ord.) Descente sur les lieux: 5 II 1997 (ord.) Fond: 25 IX 1997 (arrêt)
Descente sur les lieux	1-4 IV 1997
Thèmes	Droit des traités; droit de la responsabilité; environnement

En application d'un traité de 1977, la Hongrie et la Slovaquie étaient convenues de construire et d'exploiter conjointement le système de barrage de Gabčíkovo-Nagymaros. Toutefois, à la suite de vives critiques que le projet avait suscitées en Hongrie, celle-ci décida, en 1989, de suspendre puis d'abandonner les travaux, et, en 1992, de mettre un terme au traité de 1977. Désireuse, quant à elle, d'exploiter le système de Gabčíkovo, la Slovaquie adopta une solution de rechange qui lui permit de mettre l'ouvrage en service à partir de 1992.

Chaque pays reprochant à l'autre les décisions ainsi prises, la Hongrie et la Slovaquie notifièrent conjointement à la Cour, le 2 juillet 1993, un compromis en vue de lui soumettre certaines questions nées de leurs contestations.

Dans son arrêt du 25 septembre 1997, la Cour a estimé que la Hongrie et la Slovaquie avaient toutes deux violé leurs obligations juridiques. Elle les a appelées à négocier de bonne foi pour assurer la réalisation des objectifs du traité de 1977 — dont elle a indiqué qu'il était encore en vigueur — en tenant compte de la situation de fait qui s'était développée depuis 1989.

Le 3 septembre 1998, estimant que la Hongrie n'était pas disposée à exécuter l'arrêt de 1997, la Slovaquie a présenté à la Cour une demande en vue du prononcé d'un arrêt supplémentaire. Elle a, à cette fin, fait usage d'une disposition particulière du compromis précité (art. 5, par. 3), aux termes de laquelle les Parties étaient convenues que, faute d'accord dans un délai de six mois sur les modalités d'exécution de la décision de la Cour, l'une ou l'autre d'entre elles pourrait demander un nouvel arrêt pour déterminer celles-ci. La Hongrie a répondu par écrit à la demande de la Slovaquie le 7 décembre 1998, en contestant la recevabilité de ladite demande. Début 1999, les Parties ont toutefois repris leurs échanges.

Elles ont depuis lors engagé des négociations et informent régulièrement la Cour de l'évolution de celles-ci.

Le président rencontre les agents des Parties lorsqu'il le juge nécessaire. ■

1. Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)

Proceedings instituted	2 VII 1993 (Special Agreement)
Hearings	3–7 and 24–27 III 1997, then 10, 11, 14 and 15 IV 1997 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C-M.): 14 VII 1993 (Ord.) Fixing of time-limit (R.): 20 XII 1994 (Ord.) Site visit: 5 II 1997 (Ord.) Merits: 25 IX 1997 (Judgment)
Site visit	1–4 IV 1997
Themes	Treaty law; law of responsibility; environment



Under a treaty concluded in 1977, Hungary and Slovakia had agreed to jointly construct and operate the Gabčíkovo-Nagymaros barrage system. However, as a result of intense criticism which the project had generated in Hungary, the latter decided in 1989 to suspend and subsequently abandon the works, and, in 1992, to terminate the 1977 Treaty. Slovakia, wishing for its part to operate the Gabčíkovo system, adopted an alternative solution which enabled it to bring the project into service from 1992.

As each country criticized the other for the decisions thus taken, Hungary and Slovakia jointly notified to the Court, on 2 July 1993, a Special Agreement for the submission to it of certain issues arising out of their differences.

In its Judgment of 25 September 1997, the Court found that both Hungary and Slovakia had breached their legal obligations. It called on them to negotiate in good faith in order to ensure the achievement of the objectives of the 1977 Treaty — which it declared was still in force — while taking account of the factual situation that had developed since 1989.

On 3 September 1998, in the belief that Hungary was unwilling to implement the 1997 Judgment, Slovakia submitted to the Court a request for an additional judgment, invoking a particular provision of the Special Agreement (Art. 5 (3)) under which, if the Parties were unable to reach agreement within six months on the modalities for executing the Court's judgment, either of them might request an additional judgment to determine those modalities. Hungary responded in writing to Slovakia's request on 7 December 1998 and challenged the admissibility of the request. At the start of 1999, however, the Parties reopened discussions.

They have since resumed negotiations and inform the Court on a regular basis of the progress made.

The President meets the Agents of the Parties when he deems it necessary. ■

2. Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)



Introduction	23 VI 1999 (requête)
Audiences	26 et 28 VI 2000 (mesures conservatoires); 11-29 IV 2005 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 21 X 1999 (ord.) Mesures conservatoires: 1 VII 2000 (ord.) Demandes reconventionnelles (recevabilité et fixation de délais (R. et D.)): 29 XI 2001 (ord.) Prorogation de délai (D.): 7 XI 2002 (ord.) Fixation de délai (pièce additionnelle): 29 I 2003 (ord.) Fond: 19 XII 2005 (arrêt) Fixation de délai (M. (réparations)): 1 VII 2015 (ord.) Prorogation de délai (C.-M. (réparations)): 10 XII 2015 (ord.) Prorogation de délai (C.-M. (réparations)): 11 IV 2016 (ord.)
Thèmes	Recours à la force; souveraineté territoriale; droit humanitaire; droit de la responsabilité

L'affaire a été introduite par la République démocratique du Congo (RDC) le 23 juin 1999 « en raison d'actes d'agression armée perpétrés en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine ». L'Ouganda a, pour sa part, présenté plusieurs demandes reconventionnelles le 20 avril 2001, reprochant en particulier à la RDC d'avoir attaqué les locaux de l'ambassade de l'Ouganda à Kinshasa et infligé des mauvais traitements au personnel diplomatique ainsi qu'à d'autres ressortissants ougandais présents dans ces locaux et à l'aéroport de Ndjili.

Dans l'arrêt qu'elle a rendu le 19 décembre 2005, la Cour a notamment conclu que l'Ouganda, en se livrant à des actions militaires à l'encontre de la RDC sur le territoire de celle-ci, en occupant le district de l'Ituri et en soutenant activement des forces irrégulières qui opéraient sur le territoire congolais, avait violé le principe de non-recours à la force dans les relations internationales et le principe de non-intervention ainsi que des obligations lui incombant en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire. La Cour est également parvenue à la conclusion que la RDC avait, pour sa part, violé les obligations lui incombant en vertu de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, envers l'Ouganda, dans le cas de mauvais traitements ou de défaut de protection accordée aux personnes et aux biens protégés par ladite convention. Elle a en revanche déclaré que le volet de la demande reconventionnelle de l'Ouganda relatif aux personnes autres que des diplomates à l'aéroport de Ndjili était irrecevable.

La Cour a, en conséquence, conclu que les Parties avaient l'obligation, l'une envers l'autre, de réparer le préjudice causé. Elle a décidé que, au cas où elles ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, elle réglerait la question des réparations. Le 13 mai 2015, estimant que les négociations menées à ce sujet avec l'Ouganda avaient échoué, la RDC a demandé à la Cour de fixer le montant de la réparation due par celui-ci.

Bien que l'Ouganda ait fait valoir que cette demande était prématurée, la Cour a constaté, dans une ordonnance du 1^{er} juillet 2015, que, si les Parties avaient effectivement cherché à s'entendre directement sur la question, il était manifeste qu'elles n'avaient pas pu parvenir à un accord. Elle a dès lors fixé au 6 janvier 2016 les délais dans lesquels les Parties devront déposer leurs pièces de procédure écrite sur la question des réparations.

Par des ordonnances en date du 10 décembre 2015 et du 11 avril 2016, les délais initialement prescrits dans lesquels les Parties devaient déposer leurs pièces de procédure écrite sur la question des réparations ont été reportés, respectivement, au 26 avril et au 28 septembre 2016. ■

2. Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo *v.* Uganda)

Proceedings instituted	23 VI 1999 (Application)
Hearings	26 and 28 VI 2000 (provisional measures); 11–29 IV 2005 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 21 X 1999 (Ord.) Provisional measures: 1 VII 2000 (Ord.) Counter-claims (admissibility and fixing of time-limits (Rep. and Rej.)): 29 XI 2001 (Ord.) Extension of time-limit (Rej.): 7 XI 2002 (Ord.) Fixing of time-limit (additional pleading): 29 I 2003 (Ord.) Merits: 19 XII 2005 (Judgment) Fixing of time-limit (M. (reparations)): 1 VII 2015 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M. (reparations)): 10 XII 2015 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M. (reparations)): 11 IV 2016 (Ord.)
Themes	Use of force; territorial sovereignty; humanitarian law; law of responsibility



The case was introduced by the Democratic Republic of the Congo (DRC) on 23 June 1999 for “acts of armed aggression perpetrated in flagrant violation of the United Nations Charter and of the Charter of the Organization of African Unity”. Uganda, for its part, raised several counter-claims on 20 April 2001, alleging that the DRC had, among other things, attacked the premises of the Ugandan Embassy in Kinshasa and maltreated diplomats and other Ugandan nationals present on the premises and at Ndjili Airport.

In its Judgment of 19 December 2005, the Court found, *inter alia*, that Uganda, by engaging in military activities against the DRC on the latter’s territory, by occupying Ituri district and by actively extending support to irregular forces having operated on the territory of the DRC, had violated the principle of non-use of force in international relations and the principle of non-intervention as well as its obligations under international human rights law and international humanitarian law. The Court also found that the DRC had for its part violated obligations owed to Uganda under the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations, through maltreatment of or failure to protect the persons and property protected by the said Convention. On the other hand, it ruled that the part of the second counter-claim submitted by Uganda relating to individuals other than diplomats at Ndjili Airport was inadmissible.

The Court therefore concluded that the Parties were under obligation to one another to make reparation for the injury caused. It decided that, failing agreement between the Parties, it would settle the question of reparation. On 13 May 2015, deeming that the negotiations with Uganda on this question had failed, the DRC requested the Court to determine the amount of reparation owed by Uganda.

While Uganda indicated that this request was premature, the Court, in an Order of 1 July 2015, observed that although the Parties had tried to settle the question directly, they had clearly been unable to reach an agreement. It consequently fixed 6 January 2016 as the time-limit for the Parties to file their written pleadings on the question of reparations.

By Orders dated 10 December 2015 and 11 April 2016, the time-limits originally fixed for the filing of the written pleadings on the question of reparations were respectively extended to 26 April and 28 September 2016. ■

3. Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)



Introduction	18 XI 2010 (requête)
Audiences	11-13 I 2011 (mesures conservatoires); 14-17 X 2013 (mesures conservatoires, nouvelle demande); 14-17 et 28-29 IV 2015 (fond)
Décisions	Mesures conservatoires: 8 III 2011 (ord.) Fixation de délais (M. et C.-M.): 5 IV 2011 (ord.) Jonction d'instances: 17 IV 2013 (ord.) Demandes reconventionnelles: 18 IV 2013 (ord.) Mesures conservatoires (demande de modification): 16 VII 2013 (ord.) Mesures conservatoires (nouvelle demande): 22 XI 2013 (ord.) Fond: 16 XII 2015 (arrêt)
Thèmes	Souveraineté territoriale; environnement

Le Costa Rica a introduit, le 18 novembre 2010, une instance contre le Nicaragua à raison d'une « incursion en territoire costa-ricien de l'armée nicaraguayenne », qui aurait occupé et utilisé une partie de celui-ci, « ainsi que [de] violations par le Nicaragua d'obligations lui incombant envers le Costa Rica » en vertu d'un certain nombre de conventions et de traités internationaux. Le Costa Rica reproche au Nicaragua d'avoir, à l'occasion de deux incidents distincts, occupé son sol dans le cadre de la construction d'un canal (*caño*, selon la dénomination adoptée par les Parties) à travers le territoire costa-ricien, entre le fleuve San Juan et la lagune de los Portillos (ou « lagune de Harbor Head »), et d'avoir mené certaines activités connexes de dragage dans le San Juan.

La requête était accompagnée d'une demande en indication de mesures conservatoires sur laquelle la Cour s'est prononcée par une ordonnance du 8 mars 2011. Par la suite, la Cour a estimé approprié, conformément au principe de bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire, de joindre les instances dans la présente affaire et dans celle relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)* (voir ci-après, p. 10) par une ordonnance du 17 avril 2013. Elle s'est ensuite prononcée sur des demandes reconventionnelles soumises par le Nicaragua dans son contre-mémoire, puis sur une demande du Costa Rica tendant à la modification de l'ordonnance du 8 mars 2011.

En septembre 2013, le Costa Rica a saisi la Cour d'une demande en indication de nouvelles mesures conservatoires. La Cour a, dans une ordonnance du 22 novembre 2013, réaffirmé les mesures prescrites dans son ordonnance du 8 mars 2011 et en a indiqué de nouvelles à l'intention des deux Parties.

La Cour a rendu son arrêt sur le fond le 16 décembre 2015. Après avoir établi qu'elle avait compétence pour connaître de l'affaire, elle a déclaré que le Costa Rica avait souveraineté sur le territoire litigieux s'étendant dans la partie septentrionale d'Isla Portillos. Elle a par conséquent considéré que, par les activités qu'il avait menées sur le territoire litigieux depuis 2010, et notamment en creusant trois *caños* et en établissant une présence militaire sur certaines parties de ce territoire, le Nicaragua avait violé la souveraineté territoriale du Costa Rica, et qu'il avait dès lors l'obligation d'indemniser ce dernier à raison des dommages qu'il lui avait causés par les activités illicites auxquelles il s'était livré sur le territoire costa-ricien. Etant donné que le programme de dragage était de faible envergure et qu'il n'était pas de nature à entraîner un risque de dommage transfrontière important, le Nicaragua n'était pas tenu d'effectuer une évaluation de l'impact sur l'environnement. La Cour a néanmoins conclu qu'il avait violé les droits de navigation du Costa Rica sur le fleuve San Juan. Dans son arrêt, elle a déclaré que le Nicaragua avait l'obligation d'indemniser le Costa Rica à raison des dommages matériels qu'il lui avait causés par ses activités illicites et que, à défaut d'accord à ce sujet entre les Parties dans un délai de douze mois, elle procéderait elle-même au règlement de cette question dans une étape ultérieure de la procédure. ■

3. Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)

Proceedings instituted	18 XI 2010 (Application)
Hearings	11–13 I 2011 (provisional measures); 14–17 X 2013 (provisional measures, new request); 14–17 and 28–29 IV 2015 (Merits)
Decisions	Provisional measures: 8 III 2011 (Ord.) Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 5 IV 2011 (Ord.) Joinder of proceedings: 17 IV 2013 (Ord.) Counter-claims: 18 IV 2013 (Ord.) Provisional measures (request for modification): 16 VII 2013 (Ord.) Provisional measures (new request): 22 XI 2013 (Ord.) Merits: 16 XII 2015 (Judgment)
Themes	Territorial sovereignty; environment



On 18 November 2010, Costa Rica instituted proceedings against Nicaragua in respect of an alleged “incursion into, occupation of and use by Nicaragua’s army of Costa Rican territory as well as [alleged] breaches of Nicaragua’s obligations towards Costa Rica” under a number of international treaties and conventions. Costa Rica contends that Nicaragua had, in two separate incidents, occupied the territory of Costa Rica in connection with the construction of a canal (*caño*, the Spanish designation adopted by both Parties) across Costa Rican territory from the San Juan River to Laguna los Portillos (or “Harbor Head Lagoon”), and carried out certain related works of dredging on the San Juan River.

The Application was accompanied by a request for the indication of provisional measures, on which the Court ruled by an Order of 8 March 2011. The Court subsequently decided, by an Order of 17 April 2013, that it was appropriate, in conformity with the principle of the sound administration of justice and with the need for judicial economy, to join the proceedings in the present case with those in the case concerning *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)* (see below, p. 10). It then ruled on the counter-claims submitted by Nicaragua in its Counter-Memorial, and on a request by Costa Rica for the modification of the Order of 8 March 2011.

In September 2013, Costa Rica submitted to the Court a request for the indication of new provisional measures. In an Order of 22 November 2013, the Court reaffirmed the measures prescribed in its Order of 8 March 2011 and indicated new provisional measures addressed to both Parties.

The Court delivered its Judgment on the merits on 16 December 2015. After establishing that it had jurisdiction over the case, the Court found that Costa Rica had sovereignty over the disputed territory lying in the northern part of Isla Portillos. It therefore considered that the activities carried out by Nicaragua in the disputed territory since 2010, including the excavation of three *caños* and establishment of a military presence in parts of that territory, were in breach of Costa Rica’s territorial sovereignty, and that Nicaragua consequently incurred the obligation to make reparation for the damage caused by its unlawful activities on Costa Rican territory. Given that the dredging programme was of a limited scope and that it was not such as to give rise to a risk of significant transboundary harm, Nicaragua was not required to carry out an environmental impact assessment. However, the Court found that Nicaragua had breached Costa Rica’s rights of navigation on the San Juan River. In its Judgment, the Court ruled that Nicaragua has the obligation to compensate Costa Rica for the material damages caused by its unlawful activities; failing an agreement on the matter between the Parties within 12 months, the Court would settle this issue in a subsequent procedure ■

4. Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)



Introduction	22 XII 2011 (requête)
Audiences	5-8 XI 2013 (mesures conservatoires); 20-24 IV et 30 IV-1 ^{er} V 2015 (fond)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 23 I 2012 (ord.) Jonction d'instances: 17 IV 2013 (ord.) Mesures conservatoires: 13 XII 2013 (ord.) Fixation de délais (R. et D.): 3 II 2014 (ord.) Fond: 16 XII 2015 (arrêt)
Thèmes	Souveraineté territoriale; environnement

Le 22 décembre 2011, le Nicaragua a déposé une requête introductive d'instance contre le Costa Rica pour « violations de sa souveraineté et dommages importants à l'environnement sur son territoire ». Le Nicaragua soutient que le Costa Rica effectue, le long de la majeure partie de la zone frontalière entre les deux pays, des travaux de construction routière d'envergure qui ont de graves conséquences pour l'environnement.

Par une ordonnance du 17 avril 2013, la Cour, conformément au principe de bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire, a estimé approprié de joindre l'instance dans cette affaire à celle dans l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* (voir ci-avant, p. 9).

Le 11 octobre 2013, le Nicaragua a présenté une demande en indication de mesures conservatoires afin de protéger certains droits auxquels portaient selon lui atteinte les travaux de construction routière réalisés par le Costa Rica, notamment le déplacement transfrontière de sédiments et d'autres résidus qui en résultait. Dans son ordonnance en date du 13 décembre 2013, la Cour a toutefois estimé que les circonstances, telles qu'elles se présentaient à elle, n'étaient pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires.

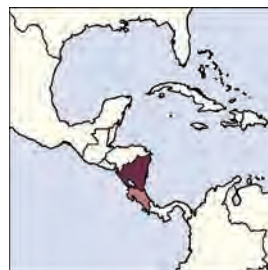
Par la suite, conformément à une ordonnance de la Cour en date du 3 février 2014, le Nicaragua a déposé sa réplique (le 4 août 2014) et le Costa Rica sa duplique (le 2 février 2015).

La Cour a enfin procédé à l'organisation de la procédure orale dans les instances jointes. A cet effet, le greffier a informé les Parties que la Cour estimait utile qu'elles fassent entendre les experts dont elles avaient annexé les rapports à leurs écritures. Ainsi, la Cour a entendu, lors des audiences en l'espèce, qui se sont déroulées du 20 au 24 avril 2015 et du 30 avril au 1^{er} mai 2015, quatre experts présentés par le Nicaragua et deux experts présentés par le Costa Rica.

La Cour a rendu son arrêt le 16 décembre 2015. Après avoir établi qu'elle avait compétence pour connaître de l'affaire, elle a déclaré que la construction de la route par le Costa Rica comportait un risque de dommage transfrontière important et que le Costa Rica avait par conséquent manqué à l'obligation d'effectuer une évaluation de l'impact sur l'environnement que lui impose le droit international général. Le Costa Rica ne s'étant pas conformé à cette obligation, il n'y avait cependant pas pour la Cour lieu de déterminer si ce dernier avait une obligation de notification et de consultation envers le Nicaragua. En ce qui concerne la réparation demandée par le Nicaragua, la Cour a conclu que la constatation par elle de ce que le Costa Rica avait violé son obligation de procéder à une évaluation de l'impact sur l'environnement était pour le Nicaragua une mesure de satisfaction appropriée. ■

4. Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua *v.* Costa Rica)

Proceedings instituted	22 XII 2011 (Application)
Hearings	5–8 XI 2013 (provisional measures); 20–24 IV and 30 IV–1 V 2015 (Merits)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 23 I 2012 (Ord.) Joinder of proceedings: 17 IV 2013 (Ord.) Provisional measures: 13 XII 2013 (Ord.) Fixing of time-limits (Rep. and Rej.): 3 II 2014 (Ord.) Merits: 16 XII 15 (Judgment)
Themes	Territorial sovereignty; environment



On 22 December 2011, Nicaragua filed an Application instituting proceedings against Costa Rica for “violations of Nicaraguan sovereignty and major environmental damages on its territory”. Nicaragua claims that Costa Rica is carrying out extensive road construction works along most of the border area between the two countries, with grave environmental consequences.

By an Order of 17 April 2013, the Court, in conformity with the principle of the sound administration of justice and with the need for judicial economy, considered it appropriate to join the proceedings in this case with those in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)* (see above, p. 9).

On 11 October 2013, Nicaragua filed a request for the indication of provisional measures, seeking to protect certain rights which, in its view, were being prejudiced by the road construction works carried out by Costa Rica, in particular the transboundary movement of sediment and other resultant debris. In its Order dated 13 December 2013, the Court found, however, that the circumstances, as they presented themselves to it, were not such as to require the exercise of its power to indicate provisional measures.

Subsequently, in accordance with an Order of the Court dated 3 February 2014, Nicaragua filed its Reply on 4 August 2014 and Costa Rica its Rejoinder on 2 February 2015.

The Court then proceeded with the organization of the oral proceedings in the joined cases. To that end, the Registrar informed the Parties that the Court would find it useful if they could call the experts whose reports were annexed to the written pleadings. Thus, during the hearings, which took place from 20 to 24 April and from 30 April to 1 May 2015, the Court heard four experts presented by Nicaragua and two experts presented by Costa Rica.

The Court delivered its Judgment on 16 December 2015. After establishing that it had jurisdiction over the case, the Court found that the construction of the road by Costa Rica carried a risk of significant transboundary harm. Therefore, the Court found that Costa Rica had not complied with its obligation under general international law to carry out an environmental impact assessment (EIA). Since Costa Rica had not complied with its obligation to perform an EIA, however, the Court could not determine whether Costa Rica was required to notify, and consult with, Nicaragua. Turning to the reparation requested by Nicaragua, the Court concluded that a declaration of wrongful conduct in respect of Costa Rica’s violation of the obligation to conduct an EIA was the appropriate measure of satisfaction. ■

5. Obligation de négocier un accès à l’océan Pacifique (Bolivie c. Chili)



Introduction	24 IV 2013 (requête)
Audiences	4–8 V 2015 (exception préliminaire)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 18 VI 2013 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exception préliminaire): 15 VII 2014 (ord.) Exception préliminaire: 24 IX 2015 (arrêt) Fixation de délai (C.-M.): 24 IX 2015 (ord.)
Thème	Obligations internationales

Le 24 avril 2013, la Bolivie a introduit une instance au sujet d’un différend ayant trait à « l’obligation du Chili de négocier de bonne foi et de manière effective avec la Bolivie en vue de parvenir à un accord assurant à celle-ci un accès pleinement souverain à l’océan Pacifique ». Elle a indiqué fonder la compétence de la Cour sur l’article XXXI du pacte de Bogotá.

La Bolivie soutient notamment que, « au-delà des obligations générales que lui impose le droit international, le Chili s’est plus particulièrement engagé, par des accords, sa pratique diplomatique et une série de déclarations attribuables à ses plus hauts représentants, à négocier afin que soit assuré à la Bolivie un accès souverain à la mer ». Or, selon elle, le Chili ne s’est pas conformé à cette obligation et en conteste l’existence même.

Par une ordonnance du 18 juin 2013, la Cour a fixé au 17 avril 2014 et au 18 février 2015, respectivement, les dates d’expiration des délais pour le dépôt du mémoire de la Bolivie et du contre-mémoire du Chili.

Le 15 juillet 2014, le Chili, se référant au paragraphe 1 de l’article 79 du Règlement de la Cour, a déposé une exception préliminaire à la compétence de la Cour. La procédure sur le fond a dès lors été suspendue et le président de la Cour a, par une ordonnance du 15 juillet 2014, fixé au 14 novembre 2014 la date d’expiration du délai dans lequel la Bolivie pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur ladite exception. La Bolivie a déposé un tel exposé dans le délai ainsi fixé.

Après avoir tenu des audiences sur l’exception préliminaire soulevée par le Chili, la Cour a rendu son arrêt le 24 septembre 2015. Dans celui-ci, elle a rappelé que, en application de l’article VI du pacte de Bogotá, si elle devait conclure que les questions en litige entre les Parties sont des questions « déjà réglées au moyen d’une entente entre les Parties » ou « régies par des accords et des traités en vigueur » à la date de signature du pacte de Bogotá, soit le 30 avril 1948, elle n’aurait pas la compétence requise pour se prononcer sur le fond de l’affaire. Elle a ensuite relevé que les dispositions pertinentes du traité de paix de 1904 ne traitaient ni expressément ni implicitement de la question d’une obligation qui incomberait au Chili de négocier avec la Bolivie un accès souverain à l’océan Pacifique et a en conséquence considéré que les questions en litige n’avaient été ni « réglées au moyen d’une entente entre les Parties, ou d’une décision arbitrale ou d’une décision d’un tribunal international » ni « régies par des accords ou traités en vigueur à la date de signature du [pacte de Bogotá] », au sens de l’article VI de cet instrument. Elle a en conséquence rejeté l’exception préliminaire d’incompétence soulevée par le Chili.

Par une ordonnance en date du 24 septembre 2015, la Cour a fixé au 25 juillet 2016 la date d’expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire du Chili, qui a été soumis dans le délai ainsi prescrit. ■

5. Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia *v.* Chile)

Proceedings instituted	24 IV 2013 (Application)
Hearings	4–8 V 2015 (preliminary objection)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 18 VI 2013 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objection): 15 VII 2014 (Ord.) Preliminary objection: 24 IX 2015 (Judgment) Fixing of time-limit (C.-M.): 24 IX 2015 (Ord.)
Theme	International obligations



On 24 April 2013, Bolivia instituted proceedings in respect of a dispute relating to “Chile’s obligation to negotiate in good faith and effectively with Bolivia in order to reach an agreement granting Bolivia a fully sovereign access to the Pacific Ocean”. It sought to found the jurisdiction of the Court on Article XXXI of the Pact of Bogotá.

Bolivia contends in particular that “beyond its general obligations under international law, Chile has committed itself, more specifically through agreements, diplomatic practice and a series of declarations attributable to its highest-level representatives, to negotiate a sovereign access to the sea for Bolivia”. In Bolivia’s view, Chile has not complied with this obligation and denies its very existence.

By an Order of 18 June 2013, the Court fixed 17 April 2014 and 18 February 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Bolivia and a Counter-Memorial by Chile.

On 15 July 2014, Chile, referring to Article 79, paragraph 1, of the Rules of Court, filed a preliminary objection to the Court’s jurisdiction. The proceedings on the merits were therefore suspended and, by an Order of 15 July 2014, the President of the Court fixed 14 November 2014 as the time-limit for the presentation by Bolivia of a written statement of its observations and submissions on the said objection. Bolivia filed such a statement within the time-limit thus fixed.

After holding hearings on the preliminary objection raised by Chile, the Court delivered its Judgment on 24 September 2015. In its Judgment, the Court recalled that, under Article VI of the Pact of Bogotá, if it were to find that the matters in dispute between the Parties are matters “already settled by arrangement between the parties” or “governed by agreements or treaties in force” at the date of signature of the Pact of Bogotá, namely on 30 April 1948, it would lack the requisite jurisdiction to decide the case on the merits. The Court went on to note that the relevant provisions of the 1904 Peace Treaty do not expressly or impliedly address the question of Chile’s alleged obligation to negotiate Bolivia’s sovereign access to the Pacific Ocean. In the Court’s view, therefore, the matters in dispute are not matters “settled by arrangement between the parties, or by arbitral award or by decision of an international court” or “governed by agreements or treaties in force on the date of the conclusion of the [Pact of Bogotá]”, within the meaning of Article VI of the Pact of Bogotá. The preliminary objection to jurisdiction raised by Chile was accordingly dismissed.

By an Order of 24 September 2015, the Court fixed 25 July 2016 as the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of Chile, which was submitted within the time-limit thus prescribed. ■

6. Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)



Introduction	16 IX 2013 (requête)
Audiences	5–9 X 2015 (exceptions préliminaires)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 9 XII 2013 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires): 19 IX 2014 (ord.) Exceptions préliminaires: 17 III 2016 (arrêt) Prorogation de délais (M. et C.-M.): 28 IV 2016 (ord.)
Thème	Délimitation maritime (plateau continental étendu)

Le Nicaragua a, par une requête en date du 16 septembre 2013, introduit une instance contre la Colombie concernant un « différend [relatif à] la délimitation entre, d'une part, le plateau continental du Nicaragua s'étendant au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Nicaragua et, d'autre part, le plateau continental de la Colombie ».

Dans sa requête, le Nicaragua prie la Cour de déterminer « [l]e tracé précis de la frontière maritime entre les portions de plateau continental relevant du Nicaragua et de la Colombie au-delà des limites établies par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 » (à savoir au-delà de 200 milles marins) en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*. Le Nicaragua estime en effet que les « informations finales » qu'il a soumises à la Commission des limites du plateau continental le 24 juin 2013 « démontre[nt] que sa marge continentale, d'une part, s'étend au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de sa mer territoriale et, d'autre part, i) traverse une zone située à plus de 200 milles marins de la Colombie; et ii) empiète sur une zone située à moins de 200 milles marins de la côte colombienne ».

Le 14 août 2014, la Colombie, se référant à l'article 79 du Règlement, a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête.

En vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement de la Cour, la procédure sur le fond a en conséquence été suspendue et la Cour a, par une ordonnance en date du 19 septembre 2014, fixé au 19 janvier 2015 la date d'expiration du délai dans lequel le Nicaragua pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie, qui a été soumis dans le délai ainsi prescrit.

Après avoir tenu des audiences sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie, la Cour a rendu son arrêt le 17 mars 2016. Elle a dit qu'elle avait compétence, sur la base de l'article XXXI du pacte de Bogotá, pour connaître de la première demande formulée par le Nicaragua dans sa requête, demande tendant à ce que la Cour détermine « [l]e tracé précis de la frontière maritime entre les portions du plateau continental relevant du Nicaragua et de la Colombie au-delà des limites établies par [elle] dans son arrêt du 19 novembre 2012 », et a déclaré cette demande recevable.

Par une ordonnance en date du 28 avril 2016, le président a fixé au 28 septembre 2016 et au 28 septembre 2017, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par le Nicaragua et d'un contre-mémoire par la Colombie. ■

6. Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua *v.* Colombia)

Proceedings instituted	16 IX 2013 (Application)
Hearings	5–9 X 2015 (preliminary objections)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 9 XII 2013 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 19 IX 2014 (Ord.) Preliminary objections: 17 III 2016 (Judgment) Extension of time-limits (M. and C.-M.): 28 IV 2016 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation (extended continental shelf)



By an Application dated 16 September 2013, Nicaragua instituted proceedings against Colombia relating to a “dispute [which] concerns the delimitation of the boundaries between, on the one hand, the continental shelf of Nicaragua beyond the 200-nautical-mile limit from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and on the other hand, the continental shelf of Colombia”.

In its Application, Nicaragua requests the Court to determine “[t]he precise course of the maritime boundary between Nicaragua and Colombia in the areas of the continental shelf which appertain to each of them beyond the boundaries determined by the Court in its Judgment of 19 November 2012” (i.e., beyond 200 nautical miles) in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*. Nicaragua considers that its “final information” submitted to the Commission on the Limits of the Continental Shelf on 24 June 2013 “demonstrates that Nicaragua’s continental margin extends more than 200 nautical miles from the baselines from which the breadth of the territorial sea of Nicaragua is measured, and both (i) traverses an area that lies more than 200 nautical miles from Colombia and also (ii) partly overlaps with an area that lies within 200 nautical miles of Colombia’s coast”.

On 14 August 2014, Colombia, referring to Article 79 of the Rules of Court, raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court and to the admissibility of the Application.

In accordance with Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were consequently suspended, and the Court, by an Order of 19 September 2014, fixed 19 January 2015 as the time-limit for the presentation by Nicaragua of a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by Colombia, which was submitted within the time-limit thus prescribed.

After holding hearings on the preliminary objections raised by Colombia, the Court delivered its Judgment on 17 March 2016. The Court found that it had jurisdiction, on the basis of Article XXXI of the Pact of Bogotá, to entertain the First Request put forward by Nicaragua in its Application, in which it requested the Court to determine “[t]he precise course of the maritime boundary between Nicaragua and Colombia in the areas of the continental shelf which appertain to each of them beyond the boundaries determined by the Court in its Judgment of 19 November 2012”, and that Request is admissible.

By an Order of 28 April 2016, the President fixed 28 September 2016 and 28 September 2017 as the respective time-limits for the filings of a Memorial by Nicaragua and a Counter-Memorial by Colombia. ■

7. Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)



Introduction	26 XI 2013 (requête)
Audiences	28 IX-2 X 2015 (exceptions préliminaires)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 3 II 2014 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires): 19 XII 2014 (ord.) Exceptions préliminaires: 17 III 2016 (arrêt) Fixation de délai (C.-M.): 17 III 2016 (ord.)
Thème	Violations alléguées de droits souverains

Le 26 novembre 2013, le Nicaragua a introduit une instance contre la Colombie concernant un « différend relatif aux violations des droits souverains et des espaces maritimes ... qui lui ont été reconnus par la Cour dans son arrêt du 19 novembre 2012 [en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*], ainsi qu'à la menace de la Colombie de recourir à la force pour commettre ces violations ».

Dans sa requête, le Nicaragua cite plusieurs déclarations qu'auraient faites les plus hauts représentants de la Colombie depuis le prononcé de l'arrêt de la Cour de 2012, déclarations qui auraient selon lui abouti « à la promulgation d'un décret [présidentiel] violant ouvertement les droits souverains du Nicaragua sur ses espaces maritimes dans la mer des Caraïbes ». Le Nicaragua considère en outre que ces déclarations traduisent le « rejet de l'arrêt de la Cour » par la Colombie, ainsi que la décision de celle-ci de considérer l'arrêt « inapplicable ». Il prie en conséquence la Cour de dire et juger que la Colombie manque à plusieurs de ses obligations, notamment celle de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et celle de ne pas violer les espaces maritimes du Nicaragua tels que délimités par l'arrêt rendu par la Cour le 19 novembre 2012, ainsi que les droits souverains et la juridiction du Nicaragua dans lesdits espaces.

Le 19 décembre 2014, la Colombie, se référant à l'article 79 du Règlement, a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour.

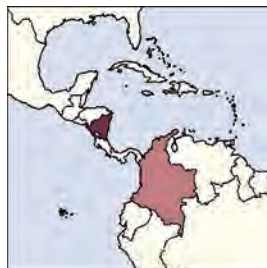
En vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement, la procédure sur le fond a en conséquence été suspendue et le président a, par une ordonnance en date du 19 décembre 2014, fixé au 20 avril 2015 la date d'expiration du délai dans lequel le Nicaragua pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie, qui a été soumis dans le délai ainsi prescrit.

Après avoir tenu des audiences sur les exceptions préliminaires soulevées par la Colombie, la Cour a rendu son arrêt le 17 mars 2016. Elle s'est déclarée compétente, sur la base de l'article XXXI du pacte de Bogotá, pour connaître du différend relatif à de prétendues violations par la Colombie des droits du Nicaragua dans les zones maritimes dont celui-ci affirme qu'elles lui ont été reconnues par l'arrêt de 2012. La Cour a également conclu que, à la date à laquelle le Nicaragua avait déposé sa requête, la condition énoncée à l'article II du pacte de Bogotá, à savoir que le prétendu différend « ne pou[v]ait être résolu au moyen de négociations directes suivant les voies diplomatiques ordinaires », était remplie.

Pour une ordonnance en date du 17 mars 2016, la Cour a fixé au 17 novembre 2016 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de la Colombie. ■

7. Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (*Nicaragua v. Colombia*)

Proceedings instituted	26 XI 2013 (Application)
Hearings	28 IX–2 X 2015 (preliminary objections)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 3 II 2014 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 19 XII 2014 (Ord.) Preliminary objections: 17 III 2016 (Judgment) Fixing of time-limit (C.-M.): 17 III 2016 (Ord.)
Theme	Alleged violations of sovereign rights



On 26 November 2013, Nicaragua instituted proceedings against Colombia with regard to a “dispute [which] concerns the violations of . . . sovereign rights and maritime zones declared by the Court’s Judgment of 19 November 2012 [in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)*] and the threat of the use of force by Colombia in order to implement these violations”.

In its Application, Nicaragua cites various declarations said to have been made by the highest Colombian authorities since the Court’s 2012 Judgment, culminating in “the enactment of a [Presidential] Decree that openly violated Nicaragua’s sovereign rights over its maritime areas in the Caribbean”. Nicaragua further claims that these declarations indicate Colombia’s “rejection of the Court’s Judgment” and its decision to regard that Judgment as “not applicable”. It accordingly requests the Court to adjudge and declare that Colombia is in breach of a number of its obligations, in particular that not to use or threaten to use force, and that not to violate Nicaragua’s maritime zones as delimited in the Court’s Judgment of 19 November 2012, as well as Nicaragua’s sovereign rights and jurisdiction in those zones.

On 19 December 2014, Colombia, referring to Article 79 of the Rules, raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court.

Consequently, under the provisions of Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were suspended, and the President, by an Order dated 19 December 2014, fixed 20 April 2015 as the time-limit for the presentation by Nicaragua of a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by Colombia, which was filed within the time-limit thus prescribed.

After holding hearings on the preliminary objections raised by Colombia, the Court delivered its Judgment on 17 March 2016. The Court found that it has jurisdiction, on the basis of Article XXXI of the Pact of Bogotá, to adjudicate upon the dispute regarding the alleged violations by Colombia of Nicaragua’s rights in the maritime zones which, according to Nicaragua, the Court declared in its 2012 Judgment appertain to Nicaragua. The Court further found that at the date on which Nicaragua filed its Application, the condition set out in Article II of the Pact of Bogotá providing that the purported dispute “[could not] be settled by direct negotiations through usual diplomatic channels” was met.

By an Order of 17 March 2016, the Court fixed 17 November 2016 as the time-limit for the filing of Colombia’s Counter-Memorial. ■

8. Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)



Introduction 25 II 2014 (requête)

Décisions Fixation de délais (M. et C.-M.): 1 IV 2014 (ord.)
Faire procéder à une expertise: 31 V 2016 (ord.)
Désignation des experts: 16 VI 2016 (ord.)

Thème Délimitation maritime

Le 25 février 2014, le Costa Rica a introduit une instance contre le Nicaragua au sujet d'un « [d]ifférend relatif à la délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique ». Indiquant que les deux Etats ont épuisé tous les moyens diplomatiques de régler les différends qui les opposent en matière de délimitation maritime, le Costa Rica prie la Cour de déterminer, dans son intégralité et sur la base du droit international, le tracé d'une frontière maritime unique entre l'ensemble des espaces maritimes relevant respectivement du Costa Rica et du Nicaragua dans la mer des Caraïbes et dans l'océan Pacifique. Il considère en effet que leurs côtes leur donnent droit à des espaces qui se chevauchent, d'un côté comme de l'autre de l'isthme.

Par une ordonnance du 1^{er} avril 2014, la Cour a fixé au 3 février 2015 et au 8 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Costa Rica et du contre-mémoire du Nicaragua. Le mémoire du Costa Rica a été déposé dans le délai ainsi fixé.

Par une ordonnance en date du 31 mai 2016, la Cour a décidé de faire procéder à une expertise pour contribuer à établir certains éléments factuels pertinents aux fins du règlement du différend qui lui est soumis.

Par une ordonnance en date du 16 juin 2016, la Cour a désigné M. Eric Fouache et M. Francisco Gutiérrez en tant qu'experts indépendants, dont la mission est de déterminer l'état de la côte entre chacun des deux points que, dans leurs écritures, le Costa Rica et le Nicaragua présentent comme étant le point de départ de la frontière maritime dans la mer des Caraïbes. ■

8. Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica *v.* Nicaragua)

Proceedings instituted	25 II 2014 (Application)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 IV 2014 (Ord.) Arrangement of an expert opinion: 31 V 2016 (Ord.) Appointment of experts: 16 VI 2016 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation



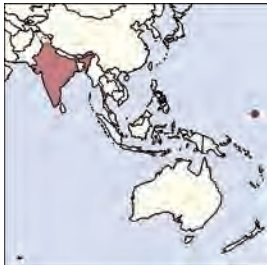
On 25 February 2014, Costa Rica instituted proceedings against Nicaragua with regard to a “[d]ispute concerning maritime delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean”. Noting that the two States have exhausted diplomatic means to resolve their maritime boundary disputes, Costa Rica requests the Court to determine the complete course of a single maritime boundary between all the maritime areas appertaining, respectively, to Costa Rica and to Nicaragua in the Caribbean Sea and in the Pacific Ocean, on the basis of international law. It considers that their coasts generate overlapping entitlements to areas on either side of the isthmus.

By an Order of 1 April 2014, the Court fixed 3 February 2015 and 8 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Costa Rica and a Counter-Memorial by Nicaragua. Costa Rica’s Memorial was filed within the time-limit thus prescribed.

By an Order of 31 May 2016, the Court decided to arrange for an expert opinion to help establish factual matters relevant for the purpose of settling the dispute submitted to it.

By an Order of 16 June 2016, the Court appointed Mr. Eric Fouache and Mr. Francisco Gutiérrez as the two independent experts, whose task is to determine the state of the coast between the point suggested by Costa Rica and the point suggested by Nicaragua in their pleadings as the starting-point of the maritime boundary in the Caribbean Sea. ■

9. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)



Introduction	24 IV 2014 (requête)
Audiences	7-16 III 2016 (compétence)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M. (compétence)): 16 VI 2014 (ord.) Prorogation de délai (C.-M. (compétence)): 19 V 2015 (ord.)
Thèmes	Désarmement nucléaire; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre l'Inde. Elles accusent cette dernière de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

Bien que l'Inde ne soit pas partie au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), les Iles Marshall — qui l'ont ratifié — soutiennent que certaines obligations énoncées dans cet instrument s'appliquent à tous les Etats en vertu du droit international coutumier. Elles font notamment valoir que tel est le cas de l'article VI, qui dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Le demandeur considère que, en augmentant et en améliorant sa force nucléaire, l'Inde adopte une ligne de conduite contraire à l'objectif du désarmement nucléaire, qu'elle se livre à une course effrénée aux armements nucléaires, encourage les autres Etats possédant des armes nucléaires à lui emboîter le pas, incite potentiellement les Etats non dotés d'armes nucléaires à reconsidérer leur position à cet égard et manifeste son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire au cours des décennies à venir.

L'Inde ayant toutefois fait savoir qu'elle estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué, celle-ci a, par une ordonnance du 16 juin 2014, estimé qu'il était nécessaire de régler en premier lieu cette question et qu'il devait, en conséquence, y être statué séparément, avant toute procédure sur le fond. À cette fin, la Cour, par ladite ordonnance, a fixé au 16 décembre 2014 et au 16 juin 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire de l'Inde sur la question de sa compétence.

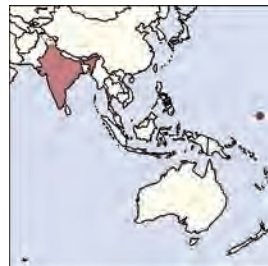
Les Iles Marshall ont déposé leur mémoire dans le délai ainsi fixé. Conformément à une ordonnance prorogeant le délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire de l'Inde, ce dernier a été soumis le 16 septembre 2015.

La Cour a tenu des audiences sur la question de sa compétence du 7 au 16 mars 2016.

L'affaire est actuellement en délibéré en ce qui concerne la question de la compétence de la Cour. ■

9. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* India)

Proceedings instituted	24 IV 2014 (Application)
Hearings	7–16 III 2016 (jurisdiction)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M. (jurisdiction)): 16 VI 2014 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M. (jurisdiction)): 19 V 2015 (Ord.)
Themes	Nuclear disarmament; environment



On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against India. It accuses the latter of not fulfilling its obligations relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

While India is not a party to the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), the Marshall Islands — which has ratified it — argues that certain obligations laid down in the Treaty apply to all States as a matter of customary international law. It contends in particular that this applies to Article VI, whereby the parties “[undertake] to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control”.

The Applicant considers that India’s conduct in quantitatively building up and qualitatively improving its nuclear forces is contrary to the objective of nuclear disarmament, and that India is engaged in an all-out nuclear arms race; that this encourages other States possessing nuclear weapons to follow suit and may induce non-nuclear-weapon States to reconsider their non-nuclear posture; and that India has manifested its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

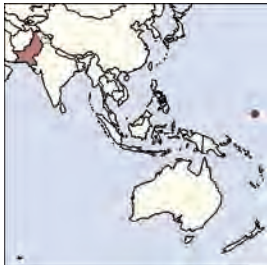
India having indicated, however, that it considers that the Court does not have jurisdiction in the alleged dispute, the Court, in an Order of 16 June 2014, found that it was necessary to resolve that question first of all, which should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits. For that purpose, by the same Order, the Court fixed 16 December 2014 and 16 June 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by India on the question of its jurisdiction.

The Marshall Islands filed its Memorial within the time-limit thus prescribed. In accordance of an Order extending the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of India, the latter was filed on 16 September 2015.

The Court held hearings on the question of jurisdiction from 7 to 16 March 2016.

The case is currently under deliberation with respect to the question of the jurisdiction of the Court. ■

10. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)



Introduction	24 IV 2014 (requête)
Audiences	8 III 2016 (compétence et recevabilité)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M. (compétence et recevabilité)) : 10 VII 2014 (ord.) Prorogation de délai (C.-M. (compétence et recevabilité)) : 9 VII 2015 (ord.)
Thèmes	Désarmement nucléaire ; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre le Pakistan. Elles accusent ce dernier de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

Bien que le Pakistan ne soit pas partie au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), les Iles Marshall — qui l'ont ratifié — soutiennent que certaines obligations énoncées dans cet instrument s'appliquent à tous les Etats en vertu du droit international coutumier. Elles font notamment valoir que tel est le cas de l'article VI, qui dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Le demandeur considère que, en augmentant et en améliorant sa force nucléaire, le Pakistan adopte une ligne de conduite contraire à l'objectif du désarmement nucléaire, qu'il se livre à une course effrénée aux armements nucléaires, encourage les autres Etats possédant des armes nucléaires à lui emboîter le pas, incite potentiellement les Etats non dotés d'armes nucléaires à reconsidérer leur position à cet égard et manifeste son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire au cours des décennies à venir.

Le Pakistan ayant toutefois fait savoir qu'il estimait que la Cour n'avait pas compétence pour connaître du différend allégué et que la requête était irrecevable, le président de la Cour a, par une ordonnance du 10 juillet 2014, décidé qu'il était nécessaire de régler en premier lieu ces questions et qu'il devait, en conséquence, y être statué séparément, avant toute procédure sur le fond. A cette fin, le président, par ladite ordonnance, a fixé au 12 janvier 2015 et au 17 juillet 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire du Pakistan sur les questions de la compétence de la Cour et de la recevabilité de la requête.

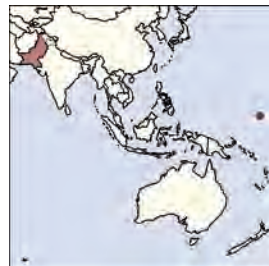
Les Iles Marshall ont déposé leur mémoire dans le délai ainsi fixé. Conformément à une ordonnance prorogeant le délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire du Pakistan, cette pièce de procédure a été soumise le 1^{er} décembre 2015.

La Cour a tenu des audiences sur la question de sa compétence et de la recevabilité de la requête le 8 mars 2016.

L'affaire est actuellement en délibéré en ce qui concerne la question de la compétence de la Cour et de la recevabilité de la requête. ■

10. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* Pakistan)

Proceedings instituted	24 IV 2014 (Application)
Hearings	8 III 2016 (jurisdiction and admissibility)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M. (jurisdiction and admissibility)): 10 VII 2014 (Ord.) Extension of time-limit (C.-M. (jurisdiction and admissibility)): 9 VII 2015 (Ord.)
Themes	Nuclear disarmament; environment



On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against Pakistan. It accuses the latter of not fulfilling its obligations relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

While Pakistan is not a party to the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), the Marshall Islands — which has ratified it — argues that certain obligations laid down in the Treaty apply to all States as a matter of customary international law. It contends in particular that this applies to Article VI, whereby the parties “[undertake] to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control”.

The Applicant considers that Pakistan’s conduct in quantitatively building up and qualitatively improving its nuclear forces is contrary to the objective of nuclear disarmament, and that Pakistan is engaged in an all-out nuclear arms race; that this encourages other States possessing nuclear weapons to follow suit and may induce non-nuclear-weapon States to reconsider their non-nuclear posture; and that Pakistan has manifested its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

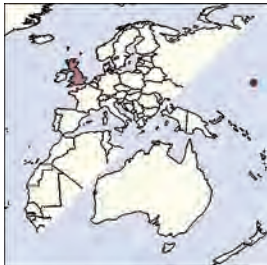
Pakistan having indicated, however, that it considers that the Court lacks jurisdiction in the alleged dispute and that the Application is inadmissible, the President of the Court, in an Order of 10 July 2014, decided that it was necessary to resolve those questions first of all, which should accordingly be separately determined before any proceedings on the merits. For that purpose, by the same Order, the President fixed 12 January 2015 and 17 July 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by Pakistan on the questions of the jurisdiction of the Court and the admissibility of the Application.

The Marshall Islands filed its Memorial within the time-limit thus prescribed. In accordance of an Order extending the time-limit for the filing of the Counter-Memorial of Pakistan, the latter was filed on 1 December 2015.

The Court held hearings on the question of the jurisdiction of the Court and admissibility of the Application on 8 March 2016.

The case is currently under deliberation with respect to the question of the jurisdiction of the Court and admissibility of the Application. ■

11. Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)



Introduction	24 IV 2014 (requête)
Audiences	9-16 III 2016 (exceptions préliminaires)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.): 16 VI 2014 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires) : 19 VI 2015 (ord.)
Thèmes	Désarmement nucléaire; environnement

Le 24 avril 2014, les Iles Marshall ont déposé plusieurs requêtes, dont l'une contre le Royaume-Uni. Elles accusent ce dernier de ne pas s'acquitter de ses obligations relatives à la cessation de la course aux armes nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire.

Les Iles Marshall reprochent plus spécifiquement au Royaume-Uni de manquer à l'article VI du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auquel ils sont tous deux parties. Cet article dispose que les parties « s'engage[nt] à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

Parmi d'autres griefs, le demandeur accuse le Royaume-Uni de s'opposer aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies appelant au démarrage de telles négociations, d'adopter un comportement « négatif et obstructionniste » s'agissant de la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée, et de déclarer de manière répétée son intention de s'appuyer sur son arsenal nucléaire pendant les décennies à venir.

Par une ordonnance du 16 juin 2014, la Cour a fixé au 16 mars 2015 et au 16 décembre 2015, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire des Iles Marshall et du contre-mémoire du Royaume-Uni.

Le 15 juin 2015, soit dans le délai de trois mois après le dépôt du mémoire prévu au paragraphe premier de l'article 79 du Règlement de la Cour, le Royaume-Uni a soulevé certaines exceptions préliminaires en l'affaire.

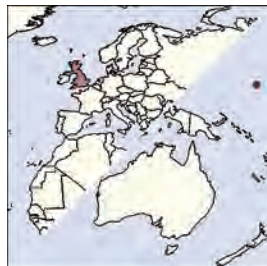
En vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 79 du Règlement, la procédure sur le fond a en conséquence été suspendue et le président de la Cour a, par une ordonnance en date du 19 juin 2015, fixé au 15 octobre 2015 la date d'expiration du délai dans lequel les Iles Marshall pourraient présenter un exposé écrit contenant leurs observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par le Royaume-Uni. L'exposé écrit des Iles Marshall a été soumis dans le délai ainsi prescrit.

La Cour a tenu des audiences sur les exceptions préliminaires soulevées par le Royaume-Uni du 9 au 16 mars 2016.

L'affaire est actuellement en délibéré en ce qui concerne les exceptions préliminaires soulevées par le Royaume-Uni. ■

11. Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands *v.* United Kingdom)

Proceedings instituted	24 IV 2014 (Application)
Hearings	9-16 III 2016 (preliminary objections)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 16 VI 2014 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 19 VI 2015 (Ord.)
Themes	Nuclear disarmament; environment



On 24 April 2014, the Marshall Islands filed a number of Applications, including one against the United Kingdom. It accuses the latter of not fulfilling its obligations relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament.

The Marshall Islands contends more specifically that the United Kingdom is in breach of Article VI of the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), to which they are both party. According to this Article, each party “undertakes to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament, and on a treaty on general and complete disarmament under strict and effective international control”.

The Applicant further accuses the United Kingdom, *inter alia*, of opposing United Nations General Assembly resolutions calling for such negotiations to begin; engaging in “negative and obstructive” conduct with regard to the cessation of the nuclear arms race at an early date; and repeatedly declaring its intention to rely on its nuclear arsenal for decades to come.

By an Order of 16 June 2014, the Court fixed 16 March 2015 and 16 December 2015 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by the Marshall Islands and a Counter-Memorial by the United Kingdom.

On 15 June 2015, i.e., within the three-month time-limit provided for in Article 79, paragraph 1, of the Rules of Court, the United Kingdom raised certain preliminary objections in the case.

Under the provisions of Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were consequently suspended and the President of the Court, by an Order dated 19 June 2015, fixed 15 October 2015 as the time-limit within which the Marshall Islands might present a written statement of its observations and submissions on the preliminary objections raised by the United Kingdom. The written statement of the Marshall Islands was submitted within the time-limit thus prescribed.

The Court held hearings on the preliminary objections raised by the United Kingdom from 9 to 16 March 2016.

The case is currently under deliberation with respect to the preliminary objections raised by the United Kingdom. ■

12. Délimitation maritime dans l’océan Indien (Somalie c. Kenya)



Introduction	28 VIII 2014 (requête)
Décisions	Fixation de délais (M. et C.-M.) : 16 X 2014 (ord.) Fixation de délai (exposé sur exceptions préliminaires) : 9 X 2015 (ord.)
Thème	Délimitation maritime

Le 28 août 2014, la Somalie a introduit une instance contre le Kenya au sujet d’un « différend relatif à la délimitation maritime dans l’océan Indien ». Dans sa requête, la Somalie soutient que les deux Etats « sont en désaccord sur l’emplacement de la frontière maritime dans la zone où se chevauchent les espaces maritimes auxquels [ils] prétendent » et que « [l]es négociations diplomatiques, dans le cadre desquelles leurs vues respectives ont été pleinement échangées, n’ont pas permis de résoudre leur désaccord ». Elle prie en conséquence la Cour « de déterminer, conformément au droit international, le tracé complet de la frontière maritime unique départageant l’ensemble des espaces maritimes relevant du Kenya et d’elle-même dans l’océan Indien, y compris le plateau continental au-delà de la limite des 200 [milles marins] » et de « déterminer les coordonnées géographiques précises de la frontière maritime unique dans l’océan Indien ». Selon elle, le tracé de la frontière maritime délimitant la mer territoriale, la zone économique exclusive (ZEE) et le plateau continental des Parties devrait être établi conformément aux articles 15, 74 et 83, respectivement, de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM).

La Somalie invoque, pour fonder la compétence de la Cour, les dispositions du paragraphe 2 de l’article 36 de son Statut, et renvoie aux déclarations d’acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites respectivement par la Somalie et le Kenya le 11 avril 1963 et le 19 avril 1965. Elle fait par ailleurs valoir que « la compétence de la Cour au titre du paragraphe 2 de l’article 36 du Statut est confirmée par l’article 282 de la CNUDM », les Parties ayant toutes deux ratifié cet instrument.

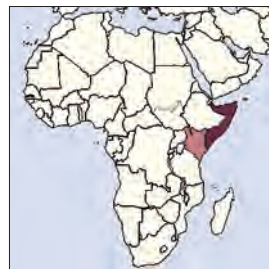
Par une ordonnance en date du 16 octobre 2014, le président de la Cour a fixé au 13 juillet 2015 et au 27 mai 2016, respectivement, les dates d’expiration des délais pour le dépôt du mémoire de la Somalie et du contre-mémoire du Kenya. Le mémoire de la Somalie a été déposé dans le délai ainsi prescrit.

Le 7 octobre 2015, le Kenya a soulevé certaines exceptions préliminaires à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la requête. Conformément au paragraphe 5 de l’article 79 du Règlement de la Cour, la procédure sur le fond a été suspendue.

Par une ordonnance du 9 octobre 2015, la Cour a fixé au 5 février 2016 la date d’expiration du délai dans lequel la Somalie pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions préliminaires soulevées par le Kenya, laquelle pièce a été déposée dans le délai ainsi prescrit. ■

12. Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia *v.* Kenya)

Proceedings instituted	28 VIII 2014 (Application)
Decisions	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 16 X 2014 (Ord.) Fixing of time-limit (written statement on preliminary objections): 9 X 2015 (Ord.)
Theme	Maritime delimitation



On 28 August 2014, Somalia instituted proceedings against Kenya with regard to “a dispute concerning maritime delimitation in the Indian Ocean”. In its Application, Somalia contends that both States “disagree about the location of the maritime boundary in the area where their maritime entitlements overlap”, and asserts that “[d]iplomatic negotiations, in which their respective views have been fully exchanged, have failed to resolve this disagreement”. It therefore requests the Court “to determine, on the basis of international law, the complete course of the single maritime boundary dividing all the maritime areas appertaining to Somalia and to Kenya in the Indian Ocean, including the continental shelf beyond 200 [nautical miles]”, and “to determine the precise geographical co-ordinates of the single maritime boundary in the Indian Ocean”. In Somalia’s view, the maritime boundary between the Parties in the territorial sea, exclusive economic zone (EEZ) and continental shelf should be established in accordance with, respectively, Articles 15, 74 and 83 of the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS).

As basis for the Court’s jurisdiction, Somalia invokes the provisions of Article 36, paragraph 2, of the Court’s Statute, referring to the declarations recognizing the Court’s jurisdiction as compulsory made by Somalia on 11 April 1963 and by Kenya on 19 April 1965. In addition, it submits that “the jurisdiction of the Court under Article 36, paragraph 2, of its Statute is underscored by Article 282 of UNCLOS”, which the Parties have both ratified.

By an Order dated 16 October 2014, the President of the Court fixed 13 July 2015 and 27 May 2016 as the respective time-limits for the filing of the Memorial of Somalia and the Counter-Memorial of Kenya. The Memorial of Somalia was filed within the time-limit thus prescribed.

On 7 October 2015, Kenya raised certain preliminary objections to the jurisdiction of the Court and to the admissibility of the Application. In accordance with Article 79, paragraph 5, of the Rules of Court, the proceedings on the merits were suspended.

By an Order of 9 October 2015, the Court fixed 5 February 2016 as the time-limit for the filing of Somalia’s written statement of observations and submissions on the preliminary objections raised by Kenya, which was submitted within the time-limit thus prescribed. ■

13. Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)



Introduction 6 VI 2016 (requête)

Décision Fixation de délais (M. et C.-M.) : 1 VII 2016 (ord.)

Thème Environnement (statut et utilisation d'un cours d'eau)

Le 6 juin 2016, le Chili a déposé une requête introductive d'instance contre la Bolivie au sujet d'un différend ayant trait au statut et à l'utilisation des eaux du Silala. Dans sa requête, il soutient que les eaux du Silala proviennent de sources souterraines situées en territoire bolivien, « à quelques kilomètres au nord-est de la frontière internationale entre le Chili et la Bolivie » et qu'il poursuit ensuite son cours de l'autre côté de la frontière et pénètre en territoire chilien, où il « est encore alimenté par d'autres sources ..., avant d'atteindre l'Inacaliri ».

Le Chili indique, à propos du Silala, que « sa qualité de cours d'eau international n'avait jamais été contestée avant 1999, date à laquelle la Bolivie a, pour la première fois, prétendu que ses eaux étaient exclusivement boliviennes ». Il affirme qu'il a « toujours été disposé à participer à des discussions avec la Bolivie à propos du régime d'utilisation des eaux du Silala » mais que ces discussions se sont soldées par un échec, « la Bolivie persistant à nier que celui-ci est un cours d'eau international et s'arrogeant le droit exclusif d'en utiliser les eaux ». D'après le Chili, le différend entre les deux Etats porte donc sur la nature du Silala en tant que cours d'eau international, et les droits et obligations qui en découlent pour les Parties au regard du droit international.

Le demandeur invoque comme base de compétence de la Cour l'article XXXI du traité américain de règlement pacifique (pacte de Bogotá) du 30 avril 1948, auquel les deux Etats sont parties.

Par une ordonnance du 1^{er} juillet 2016, la Cour a fixé au 3 juillet 2017 et au 3 juillet 2018, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par le Chili et d'un contre-mémoire par la Bolivie. ■

13. Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile *v.* Bolivia)

Proceedings instituted 6 VI 2016 (Application)

Decisions Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 VII 2016 (Ord.)

Theme Environment (status and use of a river)



On 6 June 2016, Chile filed an Application instituting proceedings against Bolivia with regard to a dispute concerning the status and use of the waters of the Silala. In its Application, Chile argued that the Silala originates from groundwater springs in Bolivian territory, “a few kilometres north-east of the Chile-Bolivia international boundary”. It contended that the Silala then flows across the border into Chilean territory where it “receives additional waters from various springs . . . before it reaches the Inacaliri River.”

Chile explains that “[t]he nature of the Silala River as an international watercourse was never disputed until Bolivia, for the first time in 1999, claimed its waters as exclusively Bolivian”. Chile contends that it “has always been willing to engage in discussions with Bolivia concerning a regime of utilization of the waters of the Silala”, however these discussions were unsuccessful “due to Bolivia’s insistence on denying that the Silala River is an international watercourse and Bolivia’s contention that it has rights to the 100 per cent use of its waters”. According to Chile, the dispute between the two States therefore concerns the nature of the Silala as an international watercourse and the resulting rights and obligations of the Parties under international law.

As basis for the Court’s jurisdiction, Chile invokes Article XXXI of the American Treaty on Pacific Settlement (Pact of Bogotá) of 30 April 1948, to which both States are parties.

By an Order of 1 July 2016, the Court fixed 3 July 2017 and 3 July 2018 as the respective time-limits for the filings of a Memorial by Chile and a Counter-Memorial by Bolivia. ■

14. Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)



Introduction	13 VI 2016 (requête)
Décision	Fixation de délais (M. et C.-M.) : 1 VII 2016 (ord.)
Thème	Immunités

Le 13 juin 2016, la Guinée équatoriale a introduit une instance contre la France au sujet d'un différend ayant trait à « l'immunité de juridiction pénale du second vice-président de la République de Guinée équatoriale chargé de la défense et de la sécurité de l'Etat [M. Teodoro Nguema Obiang Mangue], ainsi qu'[au] statut juridique de l'immeuble qui abrite l'ambassade de Guinée équatoriale en France ».

Dans sa requête, la Guinée équatoriale indique que l'affaire tire son origine de procédures pénales engagées contre M. Teodoro Nguema Obiang Mangue devant la justice française à partir de 2007, à la suite de plusieurs plaintes déposées par des associations et par des personnes privées contre certains chefs d'Etat africains et les membres de leurs familles, pour des faits de « détournements de fonds publics dans leur pays d'origine, dont les produits auraient été investis en France ». Selon la Guinée équatoriale, ces procédures « constituent une atteinte à l'immunité à laquelle [M. Teodoro Nguema Obiang Mangue] a droit en vertu du droit international ».

En outre, dans sa requête, la Guinée équatoriale précise que l'affaire porte sur la question du statut juridique d'un immeuble sis avenue Foch à Paris. Elle indique que M. Teodoro Nguema Obiang Mangue, ancien propriétaire des lieux, a vendu ce bâtiment à l'Etat équato-guinéen en septembre 2011 et que, depuis lors, l'ensemble immobilier « est affecté à la mission diplomatique de la Guinée équatoriale ». Le demandeur considère donc que ce bâtiment doit jouir des immunités reconnues aux locaux officiels par le droit international.

La Guinée équatoriale invoque, comme base de compétence de la Cour, deux instruments auxquels les deux Etats sont parties. Le premier est le protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends relatif à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 ; le second est la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000.

Par une ordonnance en date du 1^{er} juillet 2016, la Cour a fixé au 3 janvier 2017 et au 3 juillet 2017, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par la Guinée équatoriale et d'un contre-mémoire par la France. ■

14. Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea *v.* France)



Proceedings instituted	13 VI 2016 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 VII 2016 (Ord.)
Theme	Immunities

On 13 June 2016, Equatorial Guinea instituted proceedings against France with regard to a dispute concerning “the immunity from criminal jurisdiction of the Second Vice-President of the Republic of Equatorial Guinea in charge of Defence and State Security [Mr. Teodoro Nguema Obiang Mangue], and the legal status of the building which houses the Embassy of Equatorial Guinea in France”.

In its Application, Equatorial Guinea states that the case arises from the criminal proceedings instituted against Mr. Teodoro Nguema Obiang Mangue before French courts from 2007, pursuant to a number of complaints lodged by associations and private individuals against certain African Heads of State and members of their families, in respect of acts of “misappropriation of public funds in their country of origin, the proceeds of which have allegedly been invested in France”. According to Equatorial Guinea, these proceedings “constitute a violation of the immunity to which [Mr. Teodoro Nguema Obiang Mangue] is entitled under international law”.

Furthermore, in its Application, Equatorial Guinea notes that the case pertains to the question of the legal status of a building located on Avenue Foch in Paris. It asserts that Mr. Teodoro Nguema Obiang Mangue, the former owner of the premises, sold this building to the State of Equatorial Guinea in September 2011 and that since then the property “has been used by the diplomatic mission of Equatorial Guinea”. The Applicant therefore considers that this building should enjoy the immunities accorded to official premises by international law.

As basis for the Court’s jurisdiction, Equatorial Guinea invokes the Optional Protocol, concerning the Compulsory Settlement of Disputes to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, of 18 April 1961; and the United Nations Convention against Transnational Organized Crime of 15 November 2000, to which both States are parties.

By an Order of 1 July 2016, the Court fixed 3 January 2017 and 3 July 2017 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Equatorial Guinea and a Counter-Memorial by France. ■

15. Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)



Introduction	14 VI 2016 (requête)
Décision	Fixation de délais (M. et C.-M.) : 1 VII 2016 (ord.)
Thème	Droit des traités; immunités

Le 14 juin 2016, l'Iran a introduit une instance contre les Etats-Unis d'Amérique relativement à un différend concernant des « violations par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre l'Iran et les Etats-Unis d'Amérique, signé à Téhéran le 15 août 1955 et entré en vigueur le 16 juin 1957 » (traité de 1955).

Selon le demandeur, les Etats-Unis, qui considèrent de longue date « que l'Iran peut être qualifié d'Etat soutenant le terrorisme (désignation que l'Iran conteste catégoriquement) », ont adopté un certain nombre d'actes législatifs et exécutifs ayant pour conséquence pratique d'assujettir les actifs et intérêts de l'Iran et d'entités iraniennes, notamment ceux de la Banque centrale iranienne (également appelée « banque Markazi »), aux procédures d'exécution des Etats-Unis, y compris lorsque ces actifs ou intérêts « sont considérés comme appartenant à des entités juridiques distinctes ... non parties au jugement sur la responsabilité dont l'exécution est recherchée » ou qu'ils « appartiennent à l'Iran ou à des entités iraniennes ... et jouissent de l'immunité à l'égard des procédures d'exécution en vertu du droit international et des dispositions du traité » de 1955. L'Iran ajoute que, en conséquence de ces actes, « toute une série de réclamations ont été tranchées au détriment [de lui-même] et des entités iraniennes, ou sont pendantes », et que les tribunaux américains « ont rejeté à maintes reprises les tentatives faites par la banque Markazi pour invoquer les immunités dont jouissent les biens en question » en vertu du droit américain et du traité de 1955.

Pour fonder la compétence de la Cour, le demandeur invoque le paragraphe 2 de l'article XXI du traité de 1955, auquel les Etats-Unis et l'Iran sont l'un et l'autre parties.

Par une ordonnance en date du 1^{er} juillet 2016, la Cour a fixé au 1^{er} février 2017 et au 1^{er} septembre 2017, respectivement, la date d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire par l'Iran et d'un contre-mémoire par les Etats-Unis d'Amérique. ■

15. Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran *v.* United States of America)



Proceedings instituted	14 VI 2016 (Application)
Decision	Fixing of time-limits (M. and C.-M.): 1 VII 2016 (Ord.)
Theme	Treaty law; immunities

On 14 June 2016, Iran instituted proceedings against the United States of America with regard to a dispute concerning “violations by the Government of the United States of America of the Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between Iran and the United States of America which was signed in Tehran on 15 August 1955 and entered into force on 16 June 1957” (1955 Treaty).

The Applicant explains that the United States, having for many years taken “the position that Iran may be designated a State sponsoring terrorism (a designation which Iran strongly contests)”, has adopted a number of legislative and executive acts that have the practical effect of subjecting the assets and interests of Iran and Iranian entities, including those of the Central Bank of Iran (also known as “Bank Markazi”), to enforcement proceedings in the United States, even where such assets or interests “are found to be held by separate juridical entities . . . that are not party to the judgment on liability in respect of which enforcement is sought” and/or “are held by Iran or Iranian entities . . . and benefit from immunities from enforcement proceedings as a matter of international law, and as required by the [1955] Treaty”. Iran further argues that, as a consequence of these acts, “a wide series of claims have been determined, or are underway, against Iran and Iranian entities” and that United States courts “have repeatedly dismissed attempts by Bank Markazi to rely on the immunities to which such property is entitled” under United States law and the 1955 Treaty.

As basis of the Court’s jurisdiction, Iran invokes Article XXI, paragraph 2, of the 1955 Treaty, to which both the United States and the Islamic Republic of Iran are parties.

By an Order of 1 July 2016, the Court fixed 1 February 2017 and 1 September 2017 as the respective time-limits for the filing of a Memorial by Iran and a Counter-Memorial by the United States. ■

II. DES AUTRES ACTIVITÉS

A. Visites

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, soit entre le 1^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016, de nombreuses personnalités ont été accueillies au siège de la Cour.

A l'occasion de la commémoration du soixante-dixième anniversaire de sa séance inaugurale, la Cour a tenu, le 20 avril 2016, une séance solennelle en présence de Sa Majesté le roi Willem-Alexander des Pays-Bas, ainsi que de S. Exc. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de S. Exc. M. Albert Gerard Koenders, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas et de S. Exc. M. Antonio Guterres, vice-président de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Parmi les autres invités figuraient des membres du corps diplomatique, des représentants des autorités néerlandaises, de hauts fonctionnaires des organisations internationales ayant leur siège à La Haye et d'autres invités de marque.

Le 4 juillet 2016, le Président de la Grèce, M. Prokopios Pavlopoulos, accompagné d'une importante délégation, a effectué une visite officielle à la Cour. Le président et sa délégation ont été reçus dans la salle de délibération de la Cour par le président de la Cour, d'autres membres de la Cour et le greffier. La rencontre a porté en particulier sur le rôle de la Cour dans le règlement des différends d'ordre juridique entre États et le maintien de la paix, ainsi que dans le développement du droit international.

Pendant cette période, la Cour a également reçu la visite de S. Exc. M. Zhou Qiang, président de la Cour suprême de Chine (le 11 septembre 2015), de S. Exc. M. Emmanuel Ugirashebuta, président de la Cour de justice de l'Afrique de l'Est (le 5 octobre 2015), de S. Exc. M. Branko Hrvatin, président de la Cour suprême de Croatie (le 26 octobre 2015), de la baronne Joyce Anelay of St Johns, la secrétaire d'État aux affaires du Commonwealth et des Nations Unies au Ministère des affaires étrangères du Royaume-Uni (le 29 janvier 2016), d'une délégation du comité des affaires judiciaires de l'Union européenne, présidée par M^{me} Heidi Hautala (le 8 février 2016), de S. Exc. M. Kazem Gharib Abad, vice-président pour la coopération judiciaire internationale de la Cour Suprême de la République islamique d'Iran (le 2 février 2016), de S. Exc. M. Habib Essid, premier ministre de Tunisie (le 1^{er} mars 2016), de S. Exc. M. Dzintars Rasnačs, ministre de la justice de Lettonie (le 19 mars 2016) et de S. Exc. M. Gerard van der Steur, ministre de la sécurité et de la justice des Pays-Bas (le 31 mars 2016). Enfin, le 19 avril 2016, la Cour a reçu S. Exc. M. Miro Kovač, ministre des affaires étrangères et européennes de la Croatie.

Enfin, la Cour a participé, au mois de juin 2016 et pour la seconde année consécutive, à la tenue de la sixième Semaine ibéro-américaine du droit international conjointement avec la Cour pénale internationale, l'Institut ibéro-américain de la Haye et d'autres institutions. La Cour a accueilli la séance inaugurale qui a eu lieu, le 1^{er} juin 2016, dans la grande salle de justice.

Il convient par ailleurs de souligner que le président et les membres de la Cour, ainsi que le greffier et divers fonctionnaires du Greffe, ont, comme chaque année, reçu des universitaires, chercheurs, juristes et journalistes. De surcroît, le 20 septembre 2015, dans le cadre de la « Journée internationale de La Haye » — qui a pour but de faire découvrir au grand public les organisations internationales ayant leur siège dans la ville et sa proche région —, la Cour a accueilli de nombreux visiteurs.

II. OTHER ACTIVITIES

A. Visits

During the period covered by this *Annuaire-Yearbook*, 1 August 2015 to 31 July 2016, the Court welcomed a number of important visitors.

On 20 April 2016, to celebrate the seventieth anniversary of its inaugural sitting, the Court held a solemn sitting in the presence of His Majesty King Willem-Alexander of the Netherlands, H.E. Mr. Ban Ki-moon, Secretary-General of the United Nations, H.E. Mr. Albert Gerard Koenders, Minister for Foreign Affairs of the Netherlands, and H.E. Mr. Antonio Gumende, Vice-President of the United Nations General Assembly. Also present were members of the Diplomatic Corps, representatives of the Dutch Government and other Dutch institutions, senior officials of international organizations based in The Hague and other distinguished guests.

On 4 July 2016, the President of Greece, H.E. Mr. Prokopios Pavlopoulos, accompanied by a large delegation, conducted an official visit to the Court. The President and his delegation were received in the Court's Deliberation Room by the President of the Court, other Members of the Court and the Registrar. The meeting focused in particular on the role of the Court in the settlement of legal disputes between States, the safeguarding of peace and the development of international law.

During the period under review, the Court was also visited by H.E. Mr. Zhou Qiang, President of the Supreme Court of China (on 11 September 2015), H.E. Mr. Emmanuel Ugirashebuja, President of the East African Court of Justice (on 5 October 2015), H. E. Mr. Branko Hrvatin, President of the Supreme Court of Croatia (on 26 October 2015), Rt. Hon. Baroness Joyce Anelay of St Johns, the Minister of State for the Commonwealth and the United Nations at the Foreign and Commonwealth Office of the United Kingdom (on 29 January 2016), a delegation of the Committee on Legal Affairs of the European Union, led by Ms Heidi Hautala (on 8 February 2016), H.E. Mr. Kazem Gharib Abad, Vice-President for international judicial co-operation of the Supreme Court of the Islamic Republic of Iran (on 2 February 2016), H.E. Mr. Habib Essid, Prime Minister of Tunisia (on 1 March 2016), H.E. Mr. Dzintars Rasnačš, Minister of Justice of Latvia (on 19 March 2016) and H.E. Mr. Gerard van der Steur, Minister of Security and Justice of the Netherlands (on 31 March 2016). In addition, on 19 April 2016, the Court received H.E. Mr. Miro Kovač, Minister for Foreign and European Affairs of Croatia.

Finally, in June 2016, the Court participated for the second consecutive year in the organization and running of the sixth Ibero-American Week of International Justice, in co-operation with the International Criminal Court, the Ibero-American Institute of The Hague and other institutions. The Court hosted the opening ceremony, which was held in the Great Hall of Justice on 1 June 2016.

It should be noted that the President and Members of the Court, as well as the Registrar and various Registry officials, also welcomed a large number of academics, researchers, lawyers and journalists, as they do every year. In addition, on 20 September 2015, the Court welcomed numerous visitors as part of "The Hague International Day" — aimed at introducing the general public to the international organizations based in the city and surrounding area.

B. Discours

Entre le 1^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016, M. Abraham, président de la Cour, a prononcé un certain nombre de discours. Ses principales allocutions, qui seront évoquées ci-après, ont été placées, dans leur intégralité, sur le site Internet de la Cour.

Lors de la visite annuelle au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le président s'est notamment adressé à l'Assemblée générale (le 5 novembre 2015) et à la Sixième Commission de celle-ci (le 6 novembre 2015).

Devant l'Assemblée générale, le président a exposé les activités de la Cour durant l'année écoulée et rappelé que la CIJ avait consacré tous ses efforts à répondre aux attentes des justiciables internationaux dans les meilleurs délais. Il a précisé que, au cours de la période considérée, « jusqu'à 14 affaires contentieuses [avaient] été pendantes devant la Cour », et que celle-ci avait « tenu des audiences dans trois d'entre elles ». A l'issue de son allocution, le président Abraham a estimé que « l'action de la Cour internationale de Justice rest[ait] primordiale dans le domaine du règlement pacifique des différends interétatiques ». Il a ajouté que « la Cour entend[ait] s'efforcer d'utiliser de façon optimale les ressources modestes qui sont mises à sa disposition, pour résoudre promptement les différends qui lui sont soumis ». « Pour y arriver, elle n'hésitera pas, comme elle le fait déjà, à examiner plusieurs affaires concomitamment [...] ce qui] témoigne du souci de la Cour de s'acquitter, à l'aube de son soixante-dixième anniversaire, de sa noble et exaltante fonction judiciaire dans des délais raisonnables », a conclu le président.

Devant la Sixième Commission de l'Assemblée générale, le président s'est attaché à aborder le thème de la contribution de la Cour au développement et à l'interprétation du droit institutionnel de l'Organisation des Nations dans une optique de rétrospective sur les soixante-dix ans d'existence de la Cour. « Depuis sa création, la Cour a su développer son expertise dans de nombreuses sphères du droit, et a notamment contribué à l'avènement du droit international institutionnel tel qu'on le connaît aujourd'hui. En particulier, les avis consultatifs donnés par la Cour ont fortement contribué au développement de cette aire du droit, et ce, malgré leur caractère non contraignant », a précisé le président.

Le président a expliqué que l'apport de la Cour à ce sphère du droit s'organise « autour de trois axes principaux ». En premier lieu, ceci est traduit dans la jurisprudence de la Cour relative au « rôle et la place de l'Organisation dans l'ordonnement juridique international » qui s'est manifestée principalement dans le cadre d'avis consultatifs clarifiant son statut juridique et la portée des pouvoirs qu'elle exerce à ce titre. Deuxièmement, le président a estimé que les décisions de la Cour ont permis d'éclairer « le fonctionnement et les attributions des organes principaux de l'ONU, de même que les limites de leurs fonctions respectives ». Enfin, par l'interprétation de certains principes stipulés dans les textes adoptés par l'Assemblée générale, la Cour a renforcé « la coopération qui unit les deux institutions dans la promotion et le développement du droit international », a indiqué le président dans son discours.

Le texte intégral des discours susmentionnés figure sur le site Internet de la Cour (onglet « La Cour », sous-onglet « Présidence »).

B. Speeches

The President of the Court, Judge Abraham, gave a number of speeches between 1 August 2015 and 31 July 2016. The most significant of these, outlined below, can be found in full on the Court's website.

During the annual visit to the United Nations Headquarters in New York, the President addressed, among others, the General Assembly (on 5 November 2015) and its Sixth Committee (on 6 November 2015).

In his address to the General Assembly, the President described the Court's activities over the previous 12 months, recalling that the ICJ had made every effort to meet the expectations of the parties appearing before it in a timely manner. He pointed out that, during the period under review, "up to 14 contentious cases [had] been pending before the Court, in three of which it [had] held hearings". Towards the end of his address, President Abraham affirmed that "the activities of the International Court of Justice continue[d] to play a prime role in the peaceful settlement of inter-State disputes". He noted that "the Court w[ould] continue with its endeavours to make optimum use of the modest resources at its disposal, with a view to achieving prompt resolution of the disputes submitted to it". "To do so, it will not hesitate to continue its practice of dealing with several cases concurrently [. . . which is] witness to the Court's concern, as it approaches its seventieth anniversary, to discharge its noble and uplifting judicial mission within a reasonable time frame", the President concluded.

Before the Sixth Committee of the General Assembly, the President addressed the subject of the Court's contribution to the development and interpretation of United Nations institutional law over the course of its 70-year existence. He pointed out that "[s]ince its creation, the Court has developed an expertise in various areas of the law, and has notably contributed to the advent of international institutional law as we know it today. In particular, the advisory opinions handed down by the Court have, despite their non-binding nature, significantly contributed to the development of this sphere of the law".

The President described the Court's contribution to this area of law as "threefold". First, he explained, it is reflected in the Court's jurisprudence relating to the "role and place of the United Nations in the international legal order", which can principally be found in advisory opinions clarifying the latter's legal status as an international organization and the scope of the powers with which it is entrusted. Second, he pointed out that the Court's decisions have shed light "on the functioning and responsibilities of the principal organs of the UN, and on the limits of their respective functions". Finally, the President stated that by interpreting certain principles set out in the texts adopted by the General Assembly, the Court has strengthened "the co-operation between the two institutions in the promotion and development of international law".

The full text of the speeches mentioned above can be found on the Court's website (under "The Court" and "Presidency").

APPENDICE

SUITE DONNÉE AUX DÉCISIONS DE LA COUR

Le présent appendice contient les renseignements parvenus au Greffe entre le 1^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016 quant à la suite donnée aux décisions de la Cour. Le Greffe, qui ne prend pas l'initiative de demander de tels renseignements, les publie sans commentaires à mesure qu'ils lui parviennent et décline toute responsabilité à cet égard.

Il est rappelé que les parties à un différend porté devant la Cour s'engagent à se conformer à ses décisions, en application du paragraphe 1 de l'article 94 de la Charte des Nations Unies.

Dans l'hypothèse où l'une des parties n'exécute pas un arrêt de la Cour — ce qui n'arrive qu'exceptionnellement —, l'autre partie peut, en vertu du paragraphe 2 de l'article 94 de la Charte, saisir le Conseil de sécurité. Cette disposition énonce que, « [s]i une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la Cour, l'autre partie peut recourir au Conseil de sécurité et celui-ci, s'il le juge nécessaire, peut faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt ».

A la différence de ses arrêts, les avis rendus par la Cour n'ont pas, comme tels, d'effet obligatoire; ils ont un caractère consultatif¹.

*

1. *Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))*

Le 23 décembre 2008, l'Allemagne avait introduit une instance contre l'Italie au motif que cette dernière avait violé son droit à l'immunité de juridiction en permettant que soient intentées à son endroit des actions civiles, en prenant des mesures d'exécution forcée visant une propriété de l'Etat allemand, et en déclarant exécutoires devant les juridictions italiennes des décisions judiciaires grecques condamnant civilement l'Allemagne.

Le 3 février 2012, la Cour a dit que l'Italie avait manqué à son obligation de respecter le droit à l'immunité de juridiction reconnu à l'Allemagne par le droit international et qu'elle devait faire en sorte que les décisions de ses juridictions ou celles d'autres autorités judiciaires qui contrevenaient à l'immunité de l'Allemagne fussent privées d'effet.

Il a été donné suite à la décision de la Cour par le paragraphe 1 de l'article 3 de la loi italienne n° 5/2013 adoptée le 14 janvier 2013. Ultérieurement, le 22 octobre 2014, la Cour constitutionnelle italienne a rendu un arrêt déclarant inconstitutionnel l'article 3 de la loi italienne n° 5/2013, ainsi que la loi italienne de 1957 portant ratification de

¹ En revanche, il peut leur être reconnu un effet contraignant par les instruments en vertu desquels un avis peut être demandé. De même, un Etat et une organisation interétatique peuvent convenir qu'en cas de différend entre eux cette organisation demandera un avis à la Cour et que celui-ci sera considéré par eux comme décisif (voir, par exemple, la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, sect. 30).

APPENDIX

ACTION PURSUANT TO DECISIONS OF THE COURT

The present appendix contains the information received in the Registry between 1 August 2015 and 31 July 2016 concerning action taken pursuant to certain decisions of the Court. The Registry, which does not take the initiative of seeking such information, publishes it without comment as and when it is received and accepts no responsibility in connection with it.

It is recalled that the parties to a dispute submitted to the Court undertake to comply with its decisions in accordance with Article 94, paragraph 1, of the Charter of the United Nations.

In the rare cases where one of the parties fails to implement a judgment of the Court, the other party may take the matter to the Security Council, pursuant to Article 94, paragraph 2, of the Charter. Under the terms of that provision, “[i]f any party to a case fails to perform the obligations incumbent upon it under a judgment rendered by the Court, the other party may have recourse to the Security Council, which may, if it deems necessary, make recommendations or decide upon measures to be taken to give effect to the judgment”.

Unlike its judgments, the opinions given by the Court are not binding as such; they are advisory in nature¹.

*

1. *Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening)*

On 23 December 2008, Germany instituted proceedings against Italy on the grounds that Italy had violated its right to jurisdictional immunity by permitting civil claims to be brought against Germany, by taking measures of constraint against German State property, and by declaring Greek civil judgments rendered against Germany enforceable in Italian courts.

On 3 February 2012, the Court found that Italy violated its obligations to respect Germany’s right to jurisdictional immunity as guaranteed under international law and held that Italy must ensure that decisions of its courts or those of other judicial authorities infringing Germany’s immunity must cease to have effect.

The Court’s ruling was given application by Article 3 (1) of Italian Law No. 5/2013 adopted on 14 January 2013. Subsequently, on 22 October 2014, the Italian Constitutional Court delivered a judgment declaring constitutionally unlawful Article 3 of Law No. 5/2013 and the 1957 Italian law which ratified the UN Charter in so far as the

¹ However, the instrument by which an advisory opinion is requested may provide that the said opinion has binding force. Likewise, a State and an inter-State organization may agree that, in the event of a dispute between them, the organization concerned will ask the Court for an opinion, which will be accepted as decisive by them (see, for example, the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, Sec. 30).

la Charte des Nations Unies, pour autant que cette loi donnait effet à l'article 94 de la Charte. La Cour constitutionnelle a également jugé que l'immunité des Etats pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité ne pouvait être considérée comme existant dans l'ordre juridique italien. Cette immunité étant selon elle contraire aux principes de base de l'ordre juridique italien, elle ne pouvait être incorporée en droit interne par le biais de l'article 10 de la Constitution italienne qui prévoit la transposition automatique en droit interne du droit international coutumier (voir *C.I.J. Annuaire-Yearbook 2014-2015*, p. 23-24).

Le 3 mai 2016, la Cour suprême de cassation italienne a réaffirmé, comme suite à l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle le 22 octobre 2014, la compétence des juridictions italiennes pour connaître d'actions en réparation engagées devant elles contre la République fédérale d'Allemagne du fait de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

2. *Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur requête contre le Fonds international de développement agricole, avis consultatif*

Le 26 avril 2010, le président du Fonds international de développement agricole (FIDA) avait informé le Greffe que le Conseil d'administration du FIDA sollicitait un avis consultatif, en application de l'article XII de l'annexe du Statut du Tribunal administratif de l'OIT (ci-après dénommé le « Tribunal »), sur la validité du jugement n° 2867 rendu par ce dernier le 3 février 2010. Dans ce jugement, le Tribunal avait affirmé sa compétence pour connaître de la requête formée contre le FIDA par M^{me} Saez García et s'était prononcé en faveur de celle-ci.

La Cour a donné son avis consultatif le 1^{er} février 2012, déclarant en particulier que le Tribunal avait compétence pour connaître de la requête formée contre le FIDA par M^{me} Saez García et que sa décision était valide.

Dans son avis consultatif, la Cour a examiné le principe d'égalité, notamment l'égalité d'accès à sa juridiction et l'égalité dans la procédure devant elle, en s'intéressant plus particulièrement à la position du FIDA, d'une part, et à celle du fonctionnaire, de l'autre. Elle a estimé que le principe d'égalité, qui découlait des exigences d'une bonne administration de la justice, devait désormais être considéré comme englobant l'égalité d'accès aux procédures d'appel ou autres recours disponibles, sauf exception fondée sur des motifs objectifs et raisonnables. La Cour a exprimé sa préoccupation face à l'inégalité d'accès à sa juridiction découlant de la procédure de réformation des décisions du Tribunal, telle que prévue à l'article XII de l'annexe du statut de celui-ci, précisant que rien ne justifiait que pareille possibilité de réformation avantageât l'employeur, qui était à même de s'en prévaloir, au détriment du fonctionnaire. Pour ces raisons, elle a jugé qu'il était permis de se demander si le système établi en 1946 par le Statut du Tribunal satisfaisait au principe moderne de l'égalité d'accès aux cours et tribunaux. Relevant qu'il ne lui appartenait pas de réformer ce système, elle a indiqué qu'elle veillait néanmoins à ce que l'égalité soit autant que possible assurée dans les procédures se déroulant devant elle.

En juin 2016, le Greffe a été informé que, lors de sa 105^e session (30 mai au 10 juin 2016), la Conférence internationale du Travail avait adopté un projet d'amendements au Statut du Tribunal et à son annexe, par lequel étaient abrogés l'article XII du Statut et l'article XII de l'annexe qui permettaient jusque-là à l'OIT et aux autres organisations

latter legislation concerned the execution of Article 94 of the Charter. The Constitutional Court also held that State immunity for war crimes and crimes against humanity could not be deemed as existing in the Italian legal order, since its conflict with basic principles of the Italian legal order rendered impossible any domestic reception through Article 10 of the Italian Constitution, which is otherwise designed to automatically transpose customary international law into domestic Italian law (see *I.C.J. Annuaire-Yearbook 2014-2015*, pp. 23-24).

On 3 May 2016, the Italian Supreme Court of Cassation affirmed, further to the judgment delivered by the Constitutional Court on 22 October 2014, that the Italian courts have jurisdiction to entertain claims of compensation brought before them against the Federal Republic of Germany in relation to war crimes and crimes against humanity.

2. *Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint filed against the International Fund for Agricultural Development, Advisory Opinion*

On 26 April 2010, the President of the International Fund for Agricultural Development (IFAD) informed the Registry that the IFAD Executive Board requested an advisory opinion, pursuant to Article XII of the Annex to the Statute of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization (ILOAT), on the validity of Judgment No. 2867 of the Tribunal rendered on 3 February 2010. In that Judgment, the Tribunal had confirmed its jurisdiction to hear the complaint introduced against IFAD by Ms Saez García and found in her favour.

The Court delivered its advisory opinion on 1 February 2012, stating in particular that the ILOAT was competent to hear the complaint introduced against IFAD by Ms Saez García and that its decision was valid.

In its advisory opinion, the Court examined the principle of equality, including equality of access to the Court and equalities in the proceedings before the Court, looking in particular at the position of IFAD on the one hand and the official or staff member on the other. The Court considered that the principle of equality, which follows from the requirements of good administration of justice, should now be understood as including access on an equal basis to available appellate or similar remedies unless an exception can be justified on objective and reasonable grounds. The Court expressed concern regarding the inequality of access to the Court created by the review procedure of the Tribunal's decisions under Article XII of the Annex to the Statute of the ILOAT, and stated that there was no justification for the provision for review of the Tribunal's decisions which favours the employer, who is able to invoke it, to the disadvantage of the staff member. For these reasons, the Court found that questions might properly be asked whether the system established in 1946 by the Statute of the ILOAT would meet the present-day principle of equality of access to courts and tribunals. Noting that it was not in a position to reform this system, the Court attempted to ensure, as far as possible, that there was equality in the proceedings before it.

In June 2016, the Registry was informed that the International Labour Conference, at its 105th Session (30 May to 10 June 2016), adopted draft amendments to the Statute of the ILOAT and to its Annex, repealing Article XII of the Statute and Article XII of the Annex, which provisions had previously allowed the ILO and other organizations party

parties audit Statut de contester la validité d'un jugement du Tribunal et de soumettre la question à la Cour pour avis consultatif.

* *

*

to the Statute to challenge the validity of a decision by the ILOAT and to submit the matter to the Court for an advisory opinion.

* *

*



LA COUR DANS SA COMPOSITION ACTUELLE

Premier rang (de gauche à droite) : MM. les juges Antonio Augusto Cançado Trindade, Peter Tomka, Abdulqawi Ahmed Yusuf (vice-président), Ronny Abraham (président), Hisashi Owada, Mohamed Bennouna et Christopher Greenwood. Second rang (de gauche à droite) : MM. les juges Kirill Gevorgian et Patrick Lipton Robinson, M^{mes} les juges Julia Sebutinde, Joan E. Donoghue et Xue Hanqin, MM. les juges Giorgio Gaja, Dalveer Bhandari et James Richard Crawford ; M. Philippe Couvreur (greffier).

THE COURT IN ITS CURRENT COMPOSITION

First row (from left to right): Judges Antonio Augusto Cançado Trindade, Peter Tomka, Abdulqawi Ahmed Yusuf (Vice-President), Ronny Abraham (President), Hisashi Owada, Mohamed Bennouna and Christopher Greenwood. Second row (from left to right): Judges Kirill Gevorgian, Patrick Lipton Robinson, Julia Sebutinde, Joan E. Donoghue, Xue Hanqin, Giorgio Gaja, Dalveer Bhandari and James Richard Crawford; Mr. Philippe Couvreur (Registrar).



Séance solennelle à l'occasion de la commémoration du soixante-dixième anniversaire de la séance inaugurale de la Cour (20 IV 2016).

Solemn sitting on the occasion of the seventieth anniversary of the Court's inaugural sitting (20 IV 2016).



Audience publique de la Cour dans la grande salle de justice.

Public hearing of the Court in the Great Hall of Justice.

LES JUGES *AD HOC*

THE JUDGES *AD HOC*



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Mohammed Bedjaoui



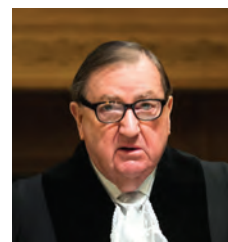
M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Gilbert Guillaume



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Charles Brower



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Christopher J. R. Dugard



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Ian Callinan



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Jean-Pierre Cot



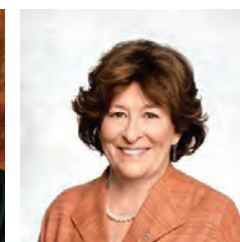
M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Yves Daudet



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Bruno Simma



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Joe Verhoeven



M^{me} la juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Louise Arbour



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Awn Shawkat
Al-Khasawneh



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
Leonid Skotnikov



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
David D. Caron



M. le juge *ad hoc*
Judge *ad hoc*
James L. Kateka

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ORGANISATION DE LA COUR ET DE SON GREFFE

I. DE LA COUR

A. Textes de base

1. Présentation

Les textes de base de la CIJ sont la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour, qui en fait partie intégrante. A ces instruments s'ajoutent le Règlement de la Cour et les Instructions de procédure, qui lui sont complémentaires, ainsi que la résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire.

a) Charte des Nations Unies

La CIJ a été instituée par la Charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945. La Charte traite de la Cour en ses articles 7, paragraphe 1, et 36, paragraphe 3, ainsi qu'en son chapitre XIV (art. 92-96).

b) Statut de la Cour

i) Texte du Statut

Le Statut de la CIJ a été établi sur la base de celui de la CPJI. Les modifications, dont la liste figure dans *l'Annuaire 1946-1947* (p. 95-96), ont été peu nombreuses, la plupart étant des changements de forme destinés à tenir compte de la substitution de l'Organisation des Nations Unies à la Société des Nations.

Egalement signé à San Francisco le 26 juin 1945, le texte du Statut de la Cour est annexé à la Charte des Nations Unies, dont il fait partie intégrante. Le Statut peut, conformément à son article 69, être amendé selon la même procédure que la Charte (voir les articles 108 et 109 de celle-ci). Il peut également faire l'objet de modifications proposées par la Cour elle-même (voir l'article 70 du Statut).

Le Statut n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucun amendement.

ii) Etats parties au Statut

La question de la qualité d'Etat partie au Statut de la Cour est régie par l'article 93 de la Charte. Celui-ci dispose que « [t]ous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice ». A ce jour, 193 Etats (dont la liste figure aux pages 51-56) sont parties au Statut.

PART TWO

ORGANIZATION OF THE COURT
AND ITS REGISTRY

I. THE COURT

A. Basic texts

1. Introduction

The basic texts of the Court are the Charter of the United Nations and the Statute of the Court, which form an integral part of the Charter. Other texts are the Rules of Court and the Practice Directions supplementing them, as well as the resolution concerning the internal judicial practice of the Court.

(a) *Charter of the United Nations*

The ICJ was brought into being by the Charter of the United Nations, signed in San Francisco on 26 June 1945. The Charter deals with the Court in Article 7, paragraph 1, Article 36, paragraph 3, and Articles 92-96, which form Chapter XIV.

(b) *Statute of the Court*

(i) Text of the Statute

The text of the Statute was based upon that of the PCIJ. The modifications, a list of which can be found in the *Yearbook 1946-1947* (pp. 101-102), were few in number, most of them being formal adaptations designed to take account of the replacement of the League of Nations by the United Nations.

The text of the Statute, which was also signed in San Francisco on 26 June 1945, is annexed to the Charter, of which it forms an integral part. According to Article 69 of the Statute, amendments to that instrument can be made using the same procedure as is provided for amendments to the Charter (see Articles 108 and 109 of the latter). It may also be amended in accordance with proposals made by the Court itself (see Article 70 of the Statute).

No amendments have so far been made to the Statute.

(ii) States parties to the Statute

The question of status as a party to the Statute of the Court is governed by Article 93 of the Charter, which provides that “[a]ll Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice”. To date, 193 States are parties to the Statute (these are listed on pages 51-56).

c) *Règlement de la Cour et Instructions de procédure*

i) *Règlement de la Cour*

Aux termes de l'article 30 de son Statut, « la Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment sa procédure. »

Le premier Règlement de la Cour a été adopté le 6 mai 1946 et publié dans le recueil *Actes et documents n° 1* (deuxième édition, p. 54-83). Il était fondé sur le plus récent des textes du Règlement de la CPJI, à savoir celui du 11 mars 1936, avec quelques changements de forme et de fond dont l'*Annuaire 1946-1947* donne la liste (p. 96-97).

Ce texte est demeuré inchangé nombre d'années, et ce n'est qu'en 1967 que la Cour a entrepris une révision de son Règlement. Elle a adopté, le 10 mai 1972, plusieurs amendements d'intérêt immédiat, entraînant en particulier un changement de numérotation de certains articles (une table de concordance a été publiée dans l'*Annuaire 1971-1972*, p. 3-11). Le Règlement ainsi modifié (publié dans le recueil *Actes et documents n° 3*, p. 92-148) est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1972.

Les travaux de la Cour se sont ensuite poursuivis et ont abouti à l'adoption d'une nouvelle version du Règlement le 14 avril 1978, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1978. Le texte en a été publié pour la première fois dans le recueil *Actes et documents n° 4*, en même temps qu'une *Note du Greffé sur le Règlement révisé* (1978) indiquant les articles modifiés et contenant une table de concordance entre les articles de ce Règlement et ceux du Règlement de 1972 (*Note documentaire V*).

Par la suite, en l'an 2000, la Cour a de nouveau amendé son Règlement. A cette occasion, deux articles ont été modifiés, à savoir l'article 79 concernant les exceptions préliminaires et l'article 80 relatif aux demandes reconventionnelles².

D'autres changements ont été enfin apportés au Règlement de la Cour en 2005. Ceux-ci ont concerné, dans un premier temps, l'article 52 (qui se rapporte à la présentation des pièces de procédure) et, dans un second temps, l'article 43 (qui a trait aux notifications à effectuer lorsque l'interprétation d'une convention est en cause dans une affaire). La Cour a par ailleurs, cette même année, adopté une nouvelle procédure pour la promulgation des modifications apportées à son Règlement (voir *Actes et documents n° 6*, p. 90). Elle a ainsi décidé que, une fois adopté, tout amendement au Règlement serait placé sur le site Internet de la Cour, avec mention de sa date d'entrée en vigueur et, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité (par exemple, applicabilité limitée aux affaires introduites après son entrée en vigueur).

ii) *Instructions de procédure*

Réexaminant de manière constante ses méthodes de travail, la Cour a décidé, en octobre 2001, d'édicter des instructions de procédure à l'usage des Etats se présentant devant elle. Elle souhaitait ainsi faire face à l'encombrement de son rôle et aux contraintes budgétaires auxquelles elle était confrontée. Ces Instructions, qui n'entraînent aucune modification du Règlement de la Cour, sont complémentaires de celui-ci.

² Les amendements sont entrés en vigueur le 1^{er} février 2001. Le Règlement de 1978 continue toutefois de s'appliquer à toutes les affaires soumises à la Cour avant le 1^{er} février 2001 et à toutes les phases de ces affaires.

(c) *Rules of Court and Practice Directions*

(i) Rules of Court

Article 30 of the Statute provides that “the Court shall frame rules for carrying out its functions. In particular, it shall lay down rules of procedure.”

The first Rules of Court were adopted on 6 May 1946, and were published in the volume *Acts and Documents No. 1* (second edition, pp. 54-83). They were based on the latest text of the Rules of the Permanent Court, that of 11 March 1936, with certain changes, formal and substantive, a list of which was given in the *Yearbook 1946-1947* (pp. 102-103).

The Rules remained unchanged for many years and it was not until 1967 that the Court undertook a revision. On 10 May 1972, the Court adopted some amendments of immediate interest, involving, in particular, the partial renumbering of certain articles (a table of concordance was published in the *Yearbook 1971-1972*, pp. 3-11). The amended Rules came into force on 1 September 1972 (published in the volume *Acts and Documents No. 3*, pp. 93-149).

The work of revision was subsequently resumed, and culminated on 14 April 1978 in the adoption of a new set of Rules, which came into force on 1 July 1978. They were first published in *Acts and Documents No. 4*, concurrently with a *Note by the Registry on the Revised Rules of Court* (1978) indicating those articles modified and containing a table of concordance comparing the new Rules to those of 1972 (*Background Note V*).

The Court amended the Rules again in 2000. On that occasion, two articles were modified, namely Article 79, concerning preliminary objections, and Article 80, relating to counter-claims².

Finally, in 2005, the Court again amended the Rules, first Article 52 (concerning the filing of pleadings) and subsequently Article 43 (relating to the notifications to be made when the construction of a convention is in question in a case). That same year, the Court adopted a new procedure for the promulgation of modifications to its Rules (see *Acts and Documents No. 6*, p. 91). It thus decided that any amendments to the Rules, following their adoption by the Court, would be posted on the Court’s website, with an indication of the date of their entry into force and a note of any temporal reservations relating to their applicability (for example, whether the application of the amended rule is limited to cases instituted after the date of entry into force of the amendment).

(ii) Practice Directions

As part of the ongoing review of its procedures and working methods, in October 2001, the Court decided to adopt Practice Directions for use by the States appearing before it. In so doing, it wished to more effectively deal with the congested state of its List and the budgetary constraints facing it. These Practice Directions involve no alteration to the Rules of Court, but are additional thereto.

² The amendments came into force on 1 February 2001. The Rules of Court as adopted in 1978 continued to apply to all cases submitted to the Court prior to 1 February 2001, and all phases of those cases.

A l'origine, le texte comptait six instructions (numérotées de I à VI). Il a été complété à plusieurs reprises, la dernière instruction promulguée (*IXquater*) l'ayant été au printemps 2013.

Une fois adoptée par la Cour, toute modification apportée aux Instructions de procédure est sur le site Internet de la Cour et publiée dans l'*Annuaire-Yearbook* avec mention, le cas échéant, de toute réserve *ratione temporis* quant à son applicabilité.

d) *Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire*

En vertu de l'article 19 du Règlement de la Cour, « [l]a pratique interne de [celle-ci] en matière judiciaire est régie ... par toute résolution adoptée par la Cour ». La résolution actuellement en vigueur date du 12 avril 1976. Bien qu'elle s'y conforme, la Cour reste entièrement libre de s'écarter de cette résolution dans un cas d'espèce, si elle estime que les circonstances le justifient.

Le texte de ces différents instruments peut être consulté sur le site Internet de la Cour (onglet « Documents de base »). Il est également publié dans le recueil *Actes et documents n° 6*³.

2. *Application du Statut et du Règlement : digeste des décisions de la Cour*

Selon les questions qui se posent dans les affaires qui lui sont soumises, la Cour applique telle ou telle disposition de son Statut ou de son Règlement. Si la mise en œuvre de certains articles revêt un caractère systématique ou fréquent (par exemple, l'article 48 du Statut qui a trait aux formes et délais pour l'accomplissement de certains actes de procédure, comme le dépôt de pièces écrites, et qui est visé dans chaque ordonnance de fixation de délais), celle d'autres dispositions est plus rare ou apporte un éclairage nouveau sur la pratique de la Cour.

Le digeste ci-dessous présente donc une sélection des décisions de la Cour portant application du Statut et du Règlement. Il est divisé en deux sections. La première groupe autour des articles du Statut les décisions qui s'y rapportent ; la seconde fait de même pour les articles du Règlement. Quand une décision peut indifféremment être rattachée au Statut ou au Règlement, elle l'est à ce dernier instrument. Chaque décision est précédée de la mention de l'affaire à propos de laquelle elle est intervenue.

Statut	
Objet	Disposition et décision y afférente
Existence d'un différend entre les parties	Articles 36 et 38 <i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i> Dans son arrêt du 17 mars 2016, la Cour a rappelé que, aux termes de l'article 38 de son Statut, elle a pour mission de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis. En outre, sa compétence sous l'article 36, paragraphe 2, du Statut s'étend aux « différends d'ordre juridique ». Ainsi, l'existence d'un différend entre les parties est

³ Le texte des Instructions de procédure tel que reproduit dans cette publication n'est toutefois pas à jour. La version la plus récente figure, comme il a été mentionné plus haut, sur le site Internet de la Cour ; par commodité, elle est également reproduite en *addendum* au présent *Annuaire-Yearbook*.

The original text was made up of six Directions (numbered I to VI). It has been supplemented on a number of occasions, with the most recent Direction (*IXquater*) having been promulgated in spring 2013.

Once adopted by the Court, any amendments to the Practice Directions are now posted on the Court's website and published in the *Annuaire-Yearbook*, with a note of any temporal reservations relating to their applicability.

(d) *Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court*

In accordance with Article 19 of the Rules of Court, “[t]he internal judicial practice of the Court shall . . . be governed by any resolutions on the subject adopted by the Court”. The resolution currently in force was adopted on 12 April 1976. While the Court complies with the present resolution, it remains entirely free to depart from it, in a given case, if it considers that the circumstances justify that course.

The text of these various instruments can be found on the Court's website (under “Basic Documents”), and is also published in the volume *Acts and Documents No. 6*³.

2. *Application of the Statute and Rules of Court: Digest of the Court's Decisions*

Depending on the issues in the cases submitted to it, the Court applies one or other provision of its Statute or Rules. While some articles are implemented systematically or frequently (for example, Article 48 of the Statute relating to the form and time in which certain steps in the proceedings, such as the filing of written pleadings, must be completed, and which is cited in every Order fixing time-limits), other provisions are applied less often or reflect a new development in the Court's practice.

The following digest thus presents a selection of decisions taken by the Court in application of its Statute and Rules. It is divided into two sections: the first concerns decisions related to articles of the Statute, the second decisions related to articles of the Rules. When a decision may be attributed to both sets of provisions, it has been included in the Rules section. Each decision appears under the title of the case in which it was rendered.

Statute	
Provision and related decision	Subject
Articles 36 and 38	Existence of a dispute between the parties
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	

In its Judgment of 17 March 2016, the Court recalled that, under Article 38 of the Statute, the function of the Court is to decide in accordance with international law disputes that States submit to it. Article 36, paragraph 2, of the Statute also provides that the Court has jurisdiction in “legal disputes”. The existence of a dispute between the parties is

³ The text of the Practice Directions as reproduced in this publication, however, is not up to date. As mentioned above, the latest version can be found on the Court's website; for convenience, it is also reproduced in an *addendum* to this *Annuaire-Yearbook*.

Objet	Statut
	Disposition et décision y afférente
	<p>une condition à sa compétence. La Cour a réitéré sa jurisprudence constante selon laquelle un tel différend est «un désaccord sur un point de droit ou de fait, une contradiction, une opposition de thèses juridiques ou d'intérêts entre deux personnes». Il doit avoir été établi «que la réclamation de l'une des parties se heurte à l'opposition manifeste de l'autre». Il importe peu de savoir laquelle d'entre elles est à l'origine de la réclamation, et laquelle s'y oppose. Ce qui importe, c'est que «les points de vue des deux parties, quant à l'exécution ou à la non-exécution» de certaines obligations internationales, «so[ient] nettement opposés». L'existence d'un différend international demande à être établie objectivement par la Cour. Celle-ci s'attachera aux faits pour se prononcer. Il s'agit d'une question de fond, et non de forme. C'est à la Cour qu'il appartient de définir, sur une base objective, l'objet du différend qui oppose les parties, c'est-à-dire de «circonscrire le véritable problème en cause et de préciser l'objet de la demande». En principe, la date critique aux fins d'apprécier l'existence d'un différend est celle à laquelle la requête est soumise à la Cour (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2016 (I)</i>, p. 26-27, par. 50-52).</p>
	<p>En l'espèce, la Cour a considéré que le Nicaragua formulait deux demandes distinctes, faisant grief à la Colombie, d'une part, d'avoir violé ses droits souverains et ses espaces maritimes et, d'autre part, d'avoir manqué à l'obligation lui incombant de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force. S'agissant de la première demande, la Cour a estimé tout d'abord que le fait que les Parties étaient restées disposées à dialoguer ne prouvait pas en soi que, à la date du dépôt de la requête, il n'existait pas entre elles de différend. Elle a rappelé en outre que, si la protestation diplomatique officielle pouvait constituer un moyen important pour une partie de porter à l'attention de l'autre une prétention, pareille protestation officielle n'était pas une condition nécessaire à l'existence d'un différend. La Cour s'est dite d'avis que, dans les faits, la Colombie savait que ses vues se heurtaient à l'opposition manifeste du Nicaragua, et qu'il existait donc un différend quant aux droits des Parties dans certaines zones maritimes. Elle a cependant conclu que ce différend ne concernait pas la question de la menace ou de l'emploi de la force, et donc qu'elle ne pouvait connaître de la seconde demande du Nicaragua (<i>ibid.</i>, p. 31-34, par. 67-79).</p>
	<p><i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i></p>
	<p>La Cour a relevé que le Nicaragua, dans l'une de ses demandes, l'invitait à déterminer les principes et les règles de</p>

Provision and related decision	Statute	Subject
--------------------------------	---------	---------

thus a condition of the Court's jurisdiction. The Court reiterated its established case law, according to which a dispute is "a disagreement on a point of law or fact, a conflict of legal views or of interests between two persons". It must be shown that "the claim of one party is positively opposed by the other". It does not matter which one of them advances a claim and which one opposes it. What matters is that "the two sides hold clearly opposite views concerning the question of the performance or non-performance of certain" international obligations. Whether there exists an international dispute is a matter for objective determination by the Court, and this determination turns on an examination of the facts. The matter is one of substance, not of form. It is for the Court itself to determine on an objective basis the subject-matter of the dispute between the parties, that is, to "isolate the real issue in the case and to identify the object of the claim". In principle, the critical date for determining the existence of a dispute is the date on which the application is submitted to the Court (*Judgment, I.C.J. Reports 2016 (I)*, pp. 26-27, paras. 50-52).

In this case, the Court deemed that Nicaragua was making two distinct claims — one that Colombia had violated Nicaragua's sovereign rights and maritime zones, and the other that Colombia had breached its obligation not to use or threaten to use force. With respect to the subject-matter of Nicaragua's first claim, the Court first considered that the fact that the Parties had remained open to a dialogue did not by itself prove that, at the date of the filing of the Application, there existed no dispute between them. It further recalled that although a formal diplomatic protest may be an important step to bring a claim of one party to the attention of the other, such a formal protest was not a necessary condition for the existence of a dispute. The Court stated that, on the basis of the facts, it was of the view that Colombia was aware that its views were positively opposed by Nicaragua, and that a dispute therefore existed between the Parties on the question of their respective rights in certain maritime areas. It found, however, that this dispute did not concern the threat or use of force, and that it was therefore unable to entertain Nicaragua's second claim (*ibid.*, pp. 31-34, paras. 67-79).

Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)

The Court observed that, in one of its requests, Nicaragua was inviting the Court to determine the principles and rules

Objet	Statut Disposition et décision y afférente
	<p>droit international régissant une situation qui ne serait clarifiée et tranchée qu'au stade du fond de cette affaire. Or, a-t-elle estimé, il ne lui appartenait pas de déterminer le droit applicable en fonction d'une situation hypothétique. La Cour a rappelé qu'elle ne pouvait rendre des arrêts qu'à l'occasion de cas concrets dans lesquels il existait, au moment du jugement, un litige réel impliquant un conflit d'intérêts juridiques entre les parties. Telle n'était pas la situation à ce stade de la procédure en ce qui concerne la demande pertinente du Nicaragua. Celle-ci ne portait pas sur un différend réel entre les Parties et ne comportait en outre aucune précision sur ce qu'il est demandé à la Cour de décider (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2016 (I)</i>, p. 138-139, par. 122-125).</p>
<p>Décision de faire procéder à une expertise</p>	<p>Articles 48 et 50 (voir ci-après, article 67 du Règlement)</p>
<p>Autorité de la chose jugée (<i>res judicata</i>)</p>	<p>Articles 59 et 60</p>
	<p><i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i></p> <p>Dans son arrêt du 17 mars 2016, la Cour a rappelé que le principe de l'autorité de la chose jugée, tel que reflété aux articles 59 et 60 de son Statut, est un principe général de droit qui protège en même temps la fonction judiciaire d'une cour ou d'un tribunal et les parties à une affaire qui a donné lieu à un jugement définitif et sans recours. Il ne suffit pas, pour l'application de l'autorité de la chose jugée, d'identifier l'affaire en cause, caractérisée par les mêmes parties, le même objet et la même base juridique, il faut encore déterminer le contenu de la décision dont il convient de garantir le caractère définitif. La Cour ne saurait se contenter de l'identité des demandes qui lui ont été présentées successivement par les mêmes parties, elle doit rechercher si et dans quelle mesure la première demande a déjà été tranchée définitivement. Si un point n'a en fait pas été tranché, ni expressément ni par implication logique, l'arrêt n'a pas force de chose jugée sur celui-ci. La décision de la Cour est contenue dans le dispositif de l'arrêt. Cependant, afin de préciser ce qui est couvert par l'autorité de la chose jugée, il peut s'avérer nécessaire de déterminer le sens du dispositif par référence aux motifs de l'arrêt en question (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2016 (I)</i>, p. 125-126, par. 58-61).</p> <p>En l'espèce, les Parties s'opposaient sur le point de savoir quel était le contenu et la portée de la décision adoptée au point 3 du dispositif d'un arrêt de 2012, dans lequel la Cour avait conclu qu'elle «ne p[ouvai]t accueillir» la demande du</p>

Provision and related decision	Statute	Subject
<p>of international law governing a situation that would be clarified and settled only at the merits stage of the case. It noted, however, that it was not for the Court to determine the applicable law with regard to a hypothetical situation. The Court recalled that it may pronounce judgment only in connection with concrete cases where there exists at the time of the adjudication an actual controversy involving a conflict of legal interests between the parties. This was not the case, at this stage of the proceedings, in respect of the request concerned, which did not relate to an actual dispute between the Parties, and did not specify what exactly the Court was being asked to decide (<i>Judgment, I.C.J. Reports 2016 (I)</i>, pp. 138-139, paras. 122-125).</p>		
<p>Articles 48 and 50 (see below, Article 67 of the Rules)</p>		<p>Decision to arrange for an expert opinion</p>
<p>Articles 59 and 60</p>		<p><i>Res judicata</i></p>
<p><i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i></p>		
<p>In its Judgment of 17 March 2016, the Court recalled that the principle of <i>res judicata</i>, as reflected in Articles 59 and 60 of its Statute, is a general principle of law which protects, at the same time, the judicial function of a court or tribunal and the parties to a case which has led to a judgment that is final and without appeal. It is not sufficient, for the application of <i>res judicata</i>, to identify the case at issue, characterized by the same parties, object and legal ground; it is also necessary to ascertain the content of the decision, the finality of which is to be guaranteed. The Court cannot be satisfied merely by an identity between requests successively submitted to it by the same parties; it must determine whether and to what extent the first claim has already been definitively settled. If a matter has not in fact been determined, expressly or by necessary implication, then no force of <i>res judicata</i> attaches to it. The decision of the Court is contained in the operative clause of the judgment. However, in order to ascertain what is covered by <i>res judicata</i>, it may be necessary to determine the meaning of the operative clause by reference to the reasoning set out in the judgment in question (<i>Judgment, I.C.J. Reports 2016 (I)</i>, pp. 125-126, paras. 58-61).</p>		
<p>In this case, the Parties disagreed about the content and scope of the decision adopted in subparagraph 3 of the operative clause of the 2012 Judgment, in which the Court decided that it “[could] not uphold” Nicaragua’s claim</p>		

Objet	Statut Disposition et décision y afférente
<p>Pouvoir discrétionnaire de la Cour de décider que les frais de procédure d'une partie seront supportés entièrement ou partiellement par l'autre</p>	<p>Nicaragua relative à la délimitation du plateau continental au-delà des 200 milles marins de la côte nicaraguayenne. Ayant analysé les motifs de l'arrêt de 2012 pour déterminer le sens du point 3 du dispositif, la Cour a conclu qu'elle n'avait pas, en 2012, tranché la question de savoir si le Nicaragua pouvait se prévaloir d'un plateau continental au-delà de 200 milles marins de sa côte, et qu'il n'y avait donc pas autorité de la chose jugée sur cette question (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2016 (I)</i>, p. 128-132, par. 72-88).</p> <p>La Cour a ensuite également rejeté l'argument de la Colombie selon lequel le Nicaragua tentait en réalité de «faire appel» contre l'arrêt de 2012 ou d'en obtenir sa révision, en violation de l'article 60 du Statut (<i>ibid.</i>, p. 133, par. 89-90).</p> <p>Article 64</p> <p><i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i> et <i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i></p> <p>En l'affaire relative à <i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>, le Costa Rica a prié la Cour d'ordonner au Nicaragua d'assumer les frais engagés dans le cadre d'une procédure de demande en indication de mesures conservatoires (ayant abouti à l'ordonnance du 22 novembre 2013), arguant que cette procédure avaient été rendue nécessaire à raison de la violation par le Nicaragua des mesures conservatoires indiquées par la Cour dans son ordonnance du 8 mars 2011.</p> <p>Dans son arrêt du 16 décembre 2015, la Cour a d'abord expliqué que l'article 64 du Statut disposait que, en règle générale, aucune des parties n'était condamnée à supporter les frais de procédure, mais qu'il lui conférait le pouvoir de mettre tout ou partie de ceux-ci à la charge de l'une d'elles. La Cour a ensuite conclu que, même si le non-respect des prescriptions de l'ordonnance de 2011 par le Nicaragua avait conduit le Costa Rica à engager une nouvelle procédure en indication de mesures conservatoires, «compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce, la condamnation du Nicaragua à supporter certains frais de procédure du Costa Rica, comme celui-ci l'a demandé, ne serait pas appropriée» (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2015 (II)</i>, p. 718, par. 144).</p>
<p>Délai pour le dépôt d'un mémoire à la suite d'un arrêt rejetant des exceptions préliminaires</p>	<p>Article 44</p> <p><i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i></p>

Provision and related decision	Statute	Subject
<p>relating to the delimitation of the continental shelf beyond 200 nautical miles from the Nicaraguan coast. After examining the reasoning of the 2012 Judgment in order to ascertain the meaning of subparagraph 3 of the operative clause, the Court concluded that, in 2012, it had not taken a decision on whether or not Nicaragua had an entitlement to a continental shelf beyond 200 nautical miles from its coast, and that the force of <i>res judicata</i> did not therefore attach to that question (<i>Judgment, I.C.J. Reports 2016 (I)</i>, pp. 128-132, paras. 72-88).</p> <p>The Court also went on to reject Colombia's assertion that Nicaragua was seeking to "appeal" the 2012 Judgment, or to have it revised, in breach of Article 60 of the Statute (<i>ibid.</i>, p. 133, paras. 89-90).</p>	<p>Article 64</p>	<p>The discretionary power of the Court to determine that one party will bear some or all of the other's costs</p>
<p><i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i> and <i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i></p> <p>In the case concerning <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>, Costa Rica asked the Court to order Nicaragua to pay the costs and expenses incurred by Costa Rica during the proceedings on the request for the indication of provisional measures (leading to the Order of 22 November 2013), arguing that those proceedings had been made necessary by Nicaragua's failure to respect the provisional measures indicated by the Court in its Order of 8 March 2011.</p> <p>In its Judgment of 16 December 2015, the Court first explained that Article 64 of the Statute provided that, as a rule, costs were not awarded to any of the parties, but that, under that provision, the Court had the power to order that one of them would pay some or all of the costs. The Court then concluded that, while the breach by Nicaragua of its obligations under the 2011 Order necessitated Costa Rica engaging in new proceedings on provisional measures, "taking into account the overall circumstances of the case, an award of costs to Costa Rica, as the latter requested, would not be appropriate" (<i>Judgment, I.C.J. Reports 2015 (II)</i>, p. 718, para. 144).</p>	<p>Article 44</p>	<p>Time-limit for the filing of a Memorial following a judgment rejecting preliminary objections</p>
<p><i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i></p>		

Objet	Statut Disposition et décision y afférente
	<p>La Colombie avait soulevé des exceptions préliminaires préalablement au dépôt du mémoire du Nicaragua, ce qui avait suspendu la procédure sur le fond. Dans son arrêt du 17 mars 2016, la Cour a rejeté une partie de ces exceptions et conclu qu'elle avait compétence pour connaître d'une des demandes du Nicaragua. Par la suite, le président de la Cour a fixé les délais pour le dépôt des pièces pour la procédure sur le fond, précisant qu'il y avait lieu de tenir compte du fait que le demandeur avait déjà bénéficié de quelques mois pour l'élaboration de son mémoire avant la suspension de la procédure sur le fond (<i>ordonnance du 28 avril 2016, C.I.J. Recueil 2016 (I), p. 231</i>).</p>
<p>Accessibilité au public des pièces écrites</p>	<p>Article 53</p> <p><i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i></p> <p>Après que le Nicaragua eut déposé son mémoire en l'affaire, la Colombie a soulevé des exceptions préliminaires et le Nicaragua a présenté un exposé écrit sur ces exceptions. Conformément au paragraphe 2 de l'article 53 de son Règlement, la Cour, après avoir consulté les Parties, a décidé que seuls des exemplaires des exceptions préliminaires de la Colombie et de l'exposé écrit du Nicaragua sur ces exceptions seraient rendus accessibles au public à l'ouverture de la procédure orale (<i>arrêt, C.I.J. Recueil 2016 (I), p. 10, par. 8</i>).</p>
<p>Décision de faire procéder à une expertise</p>	<p>Article 67 (et articles 48 et 50 du Statut)</p> <p><i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i></p> <p>Se référant aux articles 48 et 50 du Statut et à l'article 67 du Règlement, la Cour a décidé dans une ordonnance du 31 mai 2016 de faire procéder à une expertise pour rassembler certains éléments factuels qui pourraient se révéler pertinents aux fins de régler le différend concernant la délimitation maritime entre les Parties dans la mer des Caraïbes.</p> <p>Le greffier a tout d'abord informé les Parties que la Cour envisageait de faire procéder à une telle expertise et qu'elles étaient invitées à présenter leurs observations à ce sujet. Une fois ces consultations tenues, la Cour a décidé que deux experts indépendants (à être désignés par une ordonnance du président de la Cour une fois entendues les Parties) se rendraient sur place et donneraient leur avis sur diverses questions concernant la côte entre les points invoqués respectivement par le Costa Rica et le Nicaragua en tant que point de départ de la frontière maritime dans la mer des Caraïbes. L'ordonnance du 31 mai 2016 prévoyait aussi, entre autres,</p>

Provision and related decision	Statute	Subject
<p>Colombia raised preliminary objections before the filing of Nicaragua's Memorial, which suspended the proceedings on the merits. In its Judgment of 17 March 2016, the Court rejected a part of those objections and found that it had jurisdiction to entertain one of Nicaragua's requests. The President of the Court then fixed time-limits for the filing of written pleadings on the merits, pointing out the need to take account of the fact that the Applicant had already had several months at its disposal in which to prepare its Memorial before the proceedings on the merits had been suspended (<i>Order of 28 April 2016, I.C.J. Reports 2016 (I)</i>, p. 231).</p>		
<p style="text-align: center;">Article 53</p> <p><i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i></p> <p>After Nicaragua had filed its Memorial in the case, Colombia raised preliminary objections, and Nicaragua filed a written statement on those objections. Pursuant to Article 53, paragraph 2, of the Rules of Court, the Court, after ascertaining the views of the Parties, decided that copies of the preliminary objections of Colombia and the written statement of Nicaragua would be made accessible to the public on the opening of the oral proceedings (<i>Judgment, I.C.J. Reports 2016 (I)</i>, p. 10, para. 8).</p>		<p>Making written pleadings accessible to the public</p>
<p style="text-align: center;">Article 67 (and Articles 48 and 50 of the Statute)</p> <p><i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i></p> <p>Referring to Articles 48 and 50 of the Statute and to Article 67 of the Rules of Court, the Court decided, in an Order of 31 May 2016, to arrange for an expert opinion to ascertain certain factual elements which might be relevant for the purpose of settling the dispute concerning the maritime boundary between the Parties in the Caribbean Sea.</p> <p>The Registrar first informed the Parties that the Court was considering arranging for an expert opinion and that they had been invited to present their views on that subject. Once those views had been ascertained, the Court decided that two independent experts (to be appointed by an Order of the President of the Court following consultation with the Parties) would visit the site and advise the Court regarding the state of the coast between the point suggested by Costa Rica and the point suggested by Nicaragua as the starting-point of the maritime boundary in the Caribbean Sea. The Order of 31 May 2016 also provided, <i>inter alia</i>, that before taking up</p>		<p>Decision to arrange for an expert opinion</p>

Objet	Statut Disposition et décision y afférente
	<p>que, avant de prendre leurs fonctions, les experts feraient une déclaration solennelle, que leur rapport écrit serait transmis aux Parties, qui auraient la possibilité de présenter des observations, et que les experts pourraient être appelés à assister à la procédure orale et à répondre aux questions des Parties ou des juges.</p> <p>Les Parties ont ensuite été consultées quant au choix des experts identifiés par la Cour et, par une ordonnance en date du 16 juin 2016, le président de la Cour a confié l'expertise à deux géomorphologues.</p>

B. Composition

L'organisation de la Cour est régie par les articles 2 à 33 de son Statut ainsi que par les articles 1 à 18 et 32 à 37 de son Règlement.

1. Les membres de la Cour

La Cour comprend 15 membres (Statut, art. 3, par. 1).

Au 31 juillet 2016, la Cour, dont la photographie figure au dos de la page 26, était composée comme suit.

Ordre de préséance	Pays	Date d'expiration du mandat
M. R. Abraham, <i>président</i>	France	5 février 2018
M. A. A. Yusuf, <i>vice-président</i>	Somalie	5 février 2018
M. H. Owada	Japon	5 février 2021
M. P. Tomka	Slovaquie	5 février 2021
M. M. Bennouna	Maroc	5 février 2024
M. A. A. Cançado Trindade	Brésil	5 février 2018
Sir Christopher Greenwood	Royaume-Uni	5 février 2018
M ^{me} Xue Hanqin	Chine	5 février 2021
M ^{me} J. E. Donoghue	Etats-Unis d'Amérique	5 février 2015
M. G. Gaja	Italie	5 février 2021
M ^{me} J. Sebutinde	Ouganda	5 février 2021
M. D. Bhandari	Inde	5 février 2018
M. P. L. Robinson	Jamaïque	5 février 2024
M. J. R. Crawford	Australie	5 février 2024
M. K. Gevorgian	Fédération de Russie	5 février 2024

Provision and related decision	Statute	Subject
his duties, each expert would make a solemn declaration, that the experts' report would be communicated to the Parties, which would be given the opportunity of commenting upon it, and that the experts could be required to attend the oral proceedings and to answer questions from the Parties or from Members of the Court.		
The Parties were then consulted on the choice of experts identified by the Court and, by an Order dated 16 June 2016, the President of the Court entrusted the expert opinion to two geomorphologists.		

B. Composition

The organization of the Court is governed by Articles 2-33 of its Statute and Articles 1 to 18 and 32 to 37 of the Rules of Court.

1. Members of the Court

The Court consists of 15 Members (Statute, Art. 3, para. 1).

On 31 July 2016, the composition of the Court was as follows (see the photograph on the back of page 26).

Order of precedence	Country	Date of expiry of term of office
Judge R. Abraham, <i>President</i>	France	5 February 2018
Judge A. A. Yusuf, <i>Vice-President</i>	Somalia	5 February 2018
Judge H. Owada	Japan	5 February 2021
Judge P. Tomka	Slovakia	5 February 2021
Judge M. Bennouna	Morocco	5 February 2024
Judge A. A. Cançado Trindade	Brazil	5 February 2018
Judge Christopher Greenwood	United Kingdom	5 February 2018
Judge Xue Hanqin	China	5 February 2021
Judge J. E. Donoghue	United States of America	5 February 2024
Judge G. Gaja	Italy	5 February 2021
Judge J. Sebutinde	Uganda	5 February 2021
Judge D. Bhandari	India	5 February 2018
Judge P. L. Robinson	Jamaica	5 February 2024
Judge J. R. Crawford	Australia	5 February 2024
Judge K. Gevorgian	Russian Federation	5 February 2024

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans et leur renouvellement a lieu par tiers tous les trois ans; ils sont rééligibles (Statut, art. 13). Si un siège devient vacant, il est procédé à une élection et le nouveau juge achève le terme du mandat de son prédécesseur (Statut, art. 14-15). Tel est actuellement le cas de M. le juge Dalveer Bhandari (Inde), qui a été élu le 27 avril 2012 à la suite de la démission de M. Awn Shawkat Al-Khasawneh (Jordanie), ancien juge et ancien vice-président de la Cour.

Pour chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse une liste des personnes désignées conformément aux articles 5 et 6 du Statut (Statut, art. 7). Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui procèdent indépendamment et en même temps (Statut, art. 8-12). Les Etats parties au Statut de la Cour qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies participent à l'élection, à l'Assemblée générale, de la même manière que les Membres de l'Organisation (résolution 264 (III) de l'Assemblée générale en date du 8 octobre 1948).

Les membres de la Cour élus durant la même session de l'Assemblée générale et entrant en fonctions à la même date prennent rang entre eux d'après l'ancienneté d'âge; les membres élus au cours d'une session antérieure ont la préséance; en cas de réélection immédiate, un membre conserve son rang antérieur (Règlement, art. 3, par. 2-4).

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, la composition de la Cour n'a connu aucune modification.

Les biographies des membres de la Cour sont disponibles sur le site Internet de la CIJ.

Une liste complète de tous les anciens membres de la Cour, indiquant leur nationalité et la période durant laquelle ils ont exercé leurs fonctions, se trouve à l'annexe 2 du présent *Annuaire-Yearbook* (p. 106), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

La Cour nomme son président et son vice-président, qui, élus pour trois ans, prennent rang avant les autres juges (Statut, art. 21, par. 1; Règlement, art. 3, par. 5, art. 10-14, art. 18, par. 2, et art. 32).

Une liste complète de tous les anciens présidents et vice-présidents de la Cour se trouve à l'annexe 3 du présent ouvrage (p. 109), ainsi que sur le site Internet de la CIJ.

2. *Les juges ad hoc*

Si, dans une affaire, la Cour ou une chambre de la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité de l'une des parties à une affaire, toute autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger comme juge; de même, si la Cour ou une chambre de la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune d'elles peut en désigner un (Statut, art. 31; Règlement, art. 7-8, art. 17, par. 2, art. 35-37, art. 91, par. 2, et art. 102, par. 3; Instruction de procédure VII).

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent à cet égard que pour une seule (Statut, art. 31, par. 5; Règlement, art. 36 et art. 37, par. 2). Il en est par exemple allé ainsi dans les affaires relatives à la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)* (*Serbie-et-Monténégro c. Belgique*) (*Serbie-et-Monténégro c. Canada*) (*Serbie-et-Monténégro c. France*) (*Serbie-et-Monténégro c. Italie*) (*Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas*) (*Serbie-et-Monténégro c. Portugal*) et (*Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni*), en lesquelles la Cour a décidé que, compte tenu de la présence sur le siège de juges de nationalités britannique, française et néerlandaise, les juges *ad hoc* désignés par les Etats défendeurs ne devraient pas siéger dans la phase relative aux exceptions préliminaires.

The Members of the Court are elected for nine years, one-third of the total number of judges being elected every three years; they may be re-elected (Statute, Art. 13). In the event of a vacancy, an election is held and the new judge holds office for the remainder of his or her predecessor's term (Statute, Arts. 14-15). This is currently the case of Judge Dalveer Bhandari (India), who was elected on 27 April 2012 following the resignation of Mr. Awn Shawkat Al-Khasawneh (Jordan), former judge and Vice-President of the Court.

For each election, the Secretary-General of the United Nations prepares a list of the persons nominated in accordance with Articles 5 and 6 of the Statute (Statute, Art. 7). The Members of the Court are elected by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, proceeding independently of each other and simultaneously (Statute, Arts. 8-12). The States parties to the Statute of the Court which are not members of the United Nations take part in the election by the General Assembly in the same manner as Members of the United Nations (General Assembly resolution 264 (III) of 8 October 1948).

Members of the Court elected during the same session of the General Assembly whose terms of office begin on the same date take precedence according to seniority of age; Members elected at a previous session take precedence; in the event of immediate re-election a Member retains his or her former precedence (Rules, Art. 3, paras. 2-4).

There have been no changes in the composition of the Court during the period under review in this *Annuaire-Yearbook*.

Biographies of Members of the Court can be found on the ICJ website.

A full list of all former Members of the Court, including their nationalities and terms in office, can be found in Annex 2 of this *Annuaire-Yearbook* (p. 106) and on the ICJ website.

The Court elects its President and Vice-President; they are both elected for three years and take precedence over the other judges (Statute, Art. 21, para. 1; Rules, Art. 3, para. 5, Arts. 10-14, Art. 18, para. 2, and Art. 32).

A full list of all former Presidents and Vice-Presidents of the Court can be found in Annex 3 of this *Annuaire-Yearbook* (p. 109) and on the ICJ website.

2. *Judges ad hoc*

If in a case the Court, or a chamber of the Court, includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties, any other party may choose a person to sit as judge; similarly, if the Court or the chamber includes upon the Bench no judge of the nationality of the parties, each of these parties may choose a judge (Statute, Art. 31; Rules, Arts. 7-8, Art. 17, para. 2, Arts. 35-37, Art. 91, para. 2, and Art. 102, para. 3; Practice Direction VII).

Should there be several parties in the same interest they are reckoned for this purpose as one party only (Statute, Art. 31, para. 5; Rules, Art. 36 and Art. 37, para. 2). This was so, for example, in the cases concerning the *Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)* (*Serbia and Montenegro v. Canada*) (*Serbia and Montenegro v. France*) (*Serbia and Montenegro v. Germany*) (*Serbia and Montenegro v. Italy*) (*Serbia and Montenegro v. Netherlands*) (*Serbia and Montenegro v. Portugal*) and (*Serbia and Montenegro v. United Kingdom*), in which the Court decided that, taking account of the presence of judges of British, Dutch and French nationality on the Bench, the judges *ad hoc* chosen by the respondent States should not sit during the preliminary objections phase.

Un juge *ad hoc* n'est pas nécessairement tenu d'avoir la nationalité de l'Etat qui le désigne (et ne l'a souvent pas).

Figurent ci-après les noms des juges *ad hoc* siégeant dans des affaires actuellement pendantes devant la Cour (sauf mention contraire, ils ont la nationalité de la partie qui les a désignés). On notera que, entre le 1^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016, deux juges *ad hoc* ont été désignés; leurs noms sont suivis d'un astérisque.

Affaire(s)	Juge(s) <i>ad hoc</i> désigné(s)
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	Désigné par la République démocratique du Congo: M. J. Verhoeven (Belgique)
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	Désigné par le Costa Rica: M. J. Dugard (Afrique du Sud) Désigné par le Nicaragua: M. G. Guillaume (France)
<i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	Désigné par la Bolivie: M. Y. Daudet (France) Désignée par le Chili: M ^{me} L. Arbour (Canada)
<i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	Désigné par le Nicaragua: M. L. Skotnikov (Fédération de Russie) Désigné par la Colombie: M. Ch. Brower (Etats-Unis d'Amérique)
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	Désigné par le Nicaragua: M. Y. Daudet (France) Désigné par la Colombie: M. D. Caron (Etats-Unis d'Amérique)
<i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Désigné par le Costa Rica: M. B. Simma (Allemagne) Désigné par le Nicaragua: M. A. S. Al-Khasawneh (Jordanie)
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	Désigné par les Iles Marshall: M. M. Bedjaoui (Algérie)
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	Désigné par les Iles Marshall: M. M. Bedjaoui (Algérie)
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	Désigné par les Iles Marshall: M. M. Bedjaoui (Algérie)
<i>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	Désigné par le Chili: M. B. Simma* (Allemagne)
<i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	Désigné par la Guinée équatoriale: M. J. Kateka* (République-Unie de Tanzanie)

La liste complète des personnes ayant exercé les fonctions de juge *ad hoc* à la Cour se trouve sur le site Internet de la CIJ.

A judge *ad hoc* does not necessarily have to have (and often does not have) the nationality of the designating State.

Listed below are the names of the judges *ad hoc* sitting in cases currently pending before the Court (unless otherwise indicated, they hold the nationality of the appointing party). It will be noted that, between 1 August 2015 and 31 July 2016, two judges *ad hoc* were chosen; their names are followed by an asterisk.

Case(s)	Judge(s) <i>ad hoc</i> chosen
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	Chosen by the Democratic Republic of the Congo: Mr. J. Verhoeven (Belgium)
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) and Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	Chosen by Costa Rica: Mr. J. Dugard (South Africa) Chosen by Nicaragua: Mr. G. Guillaume (France)
<i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	Chosen by Bolivia: Mr. Y. Daudet (France) Chosen by Chile: Ms L. Arbour (Canada)
<i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	Chosen by Nicaragua: Mr. L. Skotnikov (Russian Federation) Chosen by Colombia: Mr. Ch. Brower (United States of America)
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	Chosen by Nicaragua: Mr. Y. Daudet (France) Chosen by Colombia: Mr. D. Caron (United States of America)
<i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Chosen by Costa Rica: Mr. B. Simma (Germany) Chosen by Nicaragua: Mr. A. S. Al-Khasawneh (Jordan)
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	Chosen by Marshall Islands: Mr. M. Bedjaoui (Algeria)
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	Chosen by Marshall Islands: Mr. M. Bedjaoui (Algeria)
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	Chosen by Marshall Islands: Mr. M. Bedjaoui (Algeria)
<i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	Chosen by Chile: Mr. B. Simma* (Germany)
<i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	Chosen by Equatorial Guinea: Mr. J. Kateka* (United Republic of Tanzania)

The full list of judges *ad hoc* having served at the Court can be found on the ICJ website.

3. Les chambres

Si la Cour siège le plus souvent en formation plénière, son Statut prévoit que des chambres, composées d'un nombre restreint de juges, peuvent être constituées (les dispositions du Règlement concernant les chambres se trouvent aux articles 15-18 et 90- 93).

a) *Chambre de procédure sommaire*

Le Statut prévoit, en son article 29, que, en vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de cinq juges appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. La Cour désigne également deux juges suppléants pour remplacer ceux des membres de cette chambre qui se trouveraient dans l'impossibilité de siéger. Le Règlement précise que le président et le vice-président en sont membres de droit et que les autres membres et les membres suppléants sont élus (art. 15). La chambre de procédure sommaire n'a, à ce jour, jamais été appelée à fonctionner. Elle est actuellement constituée comme suit :

Membres :	M.	R. Abraham, président
	M.	A. A. Yusuf, vice-président
	M ^{mes}	Xue Hanqin
		J. E. Donoghue, juges
	M.	G. Gaja, juge
Membres suppléants :	MM.	A. A. Cançado Trindade
		K. Gevorgian, juges

b) *Chambres prévues à l'article 26, paragraphe 1, du Statut*

Le Statut prévoit également, en son article 26, paragraphe 1, que la Cour peut, à toute époque, constituer une ou plusieurs chambres composées de trois juges au moins, selon ce qu'elle décidera, pour connaître de catégories déterminées d'affaires, par exemple d'affaires de travail et d'affaires concernant le transit et les communications. De telles chambres statuent si les parties le demandent.

La Cour avait institué en 1993 une chambre pour les questions d'environnement, laquelle avait été régulièrement reconstituée jusqu'en 2006. Au cours de ses treize années d'existence, aucun Etat n'a toutefois demandé à ce qu'une affaire soit portée devant elle. La Cour a en conséquence décidé, en 2006, de ne pas tenir d'élections pour renouveler la composition de ladite chambre, étant entendu que si, à l'avenir, les parties demandaient que soit formée une chambre pour statuer sur un différend relevant du droit de l'environnement, celle-ci serait constituée en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut (voir ci-après).

c) *Chambres constituées en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Statut*

Le Statut prévoit enfin, en son article 26, paragraphe 2, que la Cour peut constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée, le nombre des juges de cette chambre étant fixé par la Cour avec l'assentiment des parties.

A la demande conjointe des parties, de telles chambres ont été constituées pour connaître de six affaires.

L'annexe 6 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 115) donne la liste complète de ces affaires ; elle précise les dates de constitution et de dissolution de la chambre concernée, ainsi que le nom des membres qui la composaient.

3. Chambers

Although the Court sits most often as a full Court, its Statute provides for the formation of chambers composed of a limited number of judges (the provisions relating to chambers can be found in Articles 15-18 and 90-93 of the Rules of Court).

(a) Chamber of Summary Procedure

Article 29 of the Statute provides that, with a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a chamber composed of five judges which, at the request of the parties, may hear and determine cases by summary procedure. The Court also selects two judges for the purpose of replacing judges who find it impossible to sit in the Chamber. Under the Rules of Court, the President and Vice-President are members of this Chamber *ex officio*, the other members and the substitutes being elected (Art. 15). The Chamber of Summary Procedure has never as yet been called upon to meet. It is currently composed as follows:

Members:	President	R. Abraham
	Vice-President	A. A. Yusuf
	Judges	Xue Hanqin
		J. E. Donoghue
		G. Gaja
Substitutes:	Judges	A. A. Cançado Trindade
		K. Gevorgian

(b) Chambers provided for in Article 26, paragraph 1, of the Statute

Article 26, paragraph 1, of the Statute provides also that the Court may from time to time form one or more chambers, composed of three or more judges, as the Court may determine, for dealing with particular categories of cases: for example, labour cases and cases relating to transit and communications. Cases are heard and determined by these chambers if the parties so request.

In 1993, the Court established a Chamber for Environmental Matters, which was periodically reconstituted until 2006. In the Chamber's thirteen years of existence, however, no State ever requested that a case be dealt with by it. The Court consequently decided in 2006 not to hold elections to re-elect a Bench for the said Chamber, it being understood that should parties in the future request the formation of a chamber to rule on a dispute involving environmental law, that chamber would be constituted under Article 26, paragraph 2, of the Statute of the Court (see below).

(c) Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute

Article 26, paragraph 2, of the Statute provides that the Court may form a chamber to deal with a particular case, the number of judges constituting such a chamber being determined by the Court with the approval of the parties.

Chambers of this kind have been formed at the joint request of the parties to deal with six cases.

For the full list of these cases, including an indication of the date on which the respective chamber was constituted, the names of its members and the dates that the chambers were dissolved, please see Annex 6 of this *Annuaire-Yearbook* (p. 115).

4. *Les assesseurs*

L'article 30, paragraphe 2, du Statut et l'article 9 du Règlement disposent que la Cour peut, soit d'office, soit sur demande présentée avant la clôture de la procédure écrite, décider, pour une affaire contentieuse ou une procédure consultative, de s'adjoindre des assesseurs qu'elle élit au scrutin secret et qu'elle admet à participer à ses délibérations sans droit de vote. Les mêmes pouvoirs appartiennent aux chambres.

A ce jour, il n'a jamais été fait application de ces articles.

C. *Privilèges et immunités*

L'article 19 du Statut dispose que « [l]es membres de la Cour jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités diplomatiques ».

Aux Pays-Bas, conformément à un échange de lettres entre le président de la Cour et le ministre des affaires étrangères en date du 26 juin 1946, ils bénéficient, d'une manière générale, des mêmes privilèges, immunités, facilités et prérogatives que les chefs de mission diplomatique accrédités près S. M. le roi (ou la reine) des Pays-Bas (*Actes et documents n° 6*, p. 204-210). En outre, aux termes d'une lettre du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas en date du 26 février 1971, le président de la Cour a préséance sur les chefs de mission, y compris le doyen du corps diplomatique, lequel est immédiatement suivi du vice-président de la Cour, après quoi la préséance va alternativement aux chefs de mission et aux membres de la Cour (*ibid.*, p. 214-216).

Par sa résolution 90 (I) du 11 décembre 1946 (*ibid.*, p. 210-214), l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé les accords intervenus en juin 1946 avec le Gouvernement des Pays-Bas et a recommandé que, « si un juge, en vue d'être à tout moment à la disposition de la Cour, réside dans un autre pays que le sien, il devra jouir pendant la durée de sa résidence des privilèges et immunités diplomatiques ». Elle a en outre recommandé que

« les juges aient toutes facilités pour quitter le pays où ils se trouvent, ainsi que pour accéder au pays où siège la Cour et pour en sortir [, précisant qu'au] cours des déplacements afférents à l'exercice de leurs fonctions, ils devront bénéficier, dans tous les pays qu'ils doivent traverser, de l'ensemble des privilèges, immunités et facilités reconnus dans ces pays aux agents diplomatiques ».

Cette résolution contient également une recommandation tendant à faire reconnaître et accepter par les Etats Membres des Nations Unies les laissez-passer délivrés par la Cour.

Par ailleurs, l'article 32, paragraphe 8, du Statut énonce que les « traitements, allocations et indemnités sont exempts de tout impôt ».

D. *Finances*

1. *Règles suivies*

En matière financière, la Cour applique les articles 32, 33, 35 et 64 de son Statut, l'article 26, paragraphe 1, alinéa *j*, de son Règlement, les articles 6, 24-36 et 55-63 des Instructions pour le Greffe, le statut du personnel du Greffe, les règles et règlements financiers de l'Organisation des Nations Unies et les résolutions applicables de l'Assemblée générale des Nations Unies.

4. *Assessors*

Article 30, paragraph 2, of the Statute and Article 9 of the Rules of Court provide that the Court may, either *proprio motu* or upon a request made not later than the closure of the written proceedings, decide, for the purpose of a contentious case or request for advisory opinion, to appoint assessors who are chosen by secret ballot and are allowed to sit with it without the right to vote. The chambers also have the power to appoint assessors.

These provisions have so far never been applied.

C. *Privileges and Immunities*

Article 19 of the Statute provides: “The Members of the Court, when engaged on the business of the Court, shall enjoy diplomatic privileges and immunities.”

In the Netherlands, pursuant to an exchange of correspondence between the President of the Court and the Minister for Foreign Affairs, dated 26 June 1946, they enjoy, in a general way, the same privileges, immunities, facilities and prerogatives as Heads of Diplomatic Missions accredited to His Majesty the King (or Her Majesty the Queen) of the Netherlands (*Acts and Documents No. 6*, pp. 205-211). In addition, in accordance with the terms of a letter dated 26 February 1971 from the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands, the President of the Court takes precedence over the Heads of Mission, including the Dean of the Diplomatic Corps, who is immediately followed by the Vice-President of the Court and thereafter the precedence proceeds alternately between Heads of Mission and the Members of the Court (*ibid.*, pp. 215-217).

By resolution 90 (I) of 11 December 1946 (*ibid.*, pp. 211-215), the General Assembly of the United Nations approved the agreements concluded with the Government of the Netherlands in June 1946 and recommended that “if a judge, for the purpose of holding himself permanently at the disposal of the Court, resides in some country other than his own, he should be accorded diplomatic privileges and immunities during the period of his residence there”. It also recommended that

“judges should be accorded every facility for leaving the country where they may happen to be, for entering the country where the Court is sitting, and again for leaving it. On journeys in connection with the exercise of their functions, they should, in all countries through which they may have to pass, enjoy all the privileges, immunities and facilities granted by these countries to diplomatic envoys.”

The same resolution contains also a recommendation calling upon Members of the United Nations to recognize and accept laissez-passer issued by the Court.

Furthermore, Article 32, paragraph 8, of the Statute provides that the “salaries, allowances and compensation” received by judges “shall be free of all taxation”.

D. *Finances*

1. *Applicable rules*

With regard to financial matters, the Court applies Articles 32, 33, 35 and 64 of the Statute of the Court, Article 26, paragraph 1 (*j*), of the Rules of Court, Articles 6, 24-36 and 55-63 of the Instructions for the Registry, the Staff Regulations for the Registry, the Financial Rules and Regulations of the United Nations and the relevant resolutions of the General Assembly of the United Nations.

Aux termes de l'article 33 du Statut de la Cour, « les frais de la Cour sont supportés par les Nations Unies de la manière que l'Assemblée générale décide ». Le budget de la Cour ayant été intégré au budget de l'Organisation, les Etats Membres participent aux dépenses de l'une et de l'autre dans la même proportion, conformément au barème établi par l'Assemblée générale.

Suivant la règle établie, les contributions du personnel, les ventes de publications (qui sont assurées par la section des ventes du Secrétariat), les intérêts bancaires et autres revenus sont également inclus dans les recettes de l'Organisation.

Conformément aux articles 24-28 des Instructions pour le Greffe, un avant-projet de budget est établi par le greffier. Ce document est soumis à l'examen de la commission administrative et budgétaire de la Cour, puis à l'approbation de la Cour elle-même.

Une fois approuvé, le projet de budget est transmis au Secrétariat des Nations Unies pour être intégré au projet de budget de l'Organisation. Il est alors examiné par le Comité consultatif des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), puis soumis à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Il est enfin adopté par l'Assemblée générale siégeant en séance plénière, dans le cadre des décisions concernant le budget de l'Organisation.

L'exécution du budget incombe au greffier, qui est pour cela assisté du chef du service des finances. Le greffier veille à ce que les crédits votés soient bien employés et à ce qu'aucune dépense ne soit engagée sans avoir été prévue au budget (Instructions pour le Greffe, art. 29). Il a seul qualité pour engager des dépenses au nom de la Cour, sous réserve d'éventuelles délégations de pouvoir (Instructions pour le Greffe, art. 33). Conformément à une décision de la Cour, le greffier communique régulièrement un état financier à la commission administrative et budgétaire de celle-ci.

Les comptes de la Cour sont vérifiés régulièrement par le comité des commissaires aux comptes, nommé par l'Assemblée générale. Au début de chaque mois, les comptes clos du mois précédent sont transmis au Secrétariat des Nations Unies (Instructions pour le Greffe, art. 25).

Début 2015, la Cour a transmis à l'Assemblée générale, sous le couvert du Contrôleur, ses demandes de crédits budgétaires pour l'exercice biennal 2016-2017. La grande majorité des dépenses prévues étaient fixes et de nature statutaire, et les demandes de crédits étaient, pour l'essentiel, destinées à financer lesdites dépenses. La Cour n'a demandé la création d'aucun nouveau poste pour 2016-2017. Au 31 juillet 2016, le nombre total des postes du Greffe s'élevait à 116, à savoir 60 postes de la catégorie des administrateurs et 56 postes de la catégorie des services généraux (tous permanents).

Le budget approuvé (montant révisé) pour l'exercice biennal 2015-2016 figure à l'annexe 20 (voir p. 173). Le budget approuvé (montant initial) pour l'exercice biennal 2016-2017 figure à l'annexe 20 (voir p. 175).

2. Traitements et autres émoluments des membres de la Cour

Aux termes du paragraphe 5 de l'article 32 du Statut de la Cour, les traitements, allocations et indemnités versés aux juges sont fixés par l'Assemblée générale. Celle-ci a adopté à ce sujet un ensemble de résolutions et de décisions, dont la dernière est la résolution 65/258 du 16 mars 2011. La liste complète de ces résolutions et décisions peut être consultée dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 382-387).

In accordance with Article 33 of the Statute, “[t]he expenses of the Court shall be borne by the United Nations in such a manner as shall be decided by the General Assembly”. As the budget of the Court has been incorporated in the budget of the United Nations, Member States participate in the expenses of both in the same proportion, in accordance with the scale of assessments determined by the General Assembly.

Under an established rule, sums derived from staff assessment, sales of publications (dealt with by the Sales Section of the Secretariat), bank interest, and other revenues, are recorded as United Nations income.

In accordance with Articles 24-28 of the Instructions for the Registry, a preliminary draft budget is prepared by the Registrar. This preliminary draft is submitted for the consideration of the Budgetary and Administrative Committee of the Court and then for approval to the Court itself.

Once approved, the draft budget is forwarded to the Secretariat of the United Nations for incorporation in the draft budget of the United Nations. It is then examined by the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) and is afterwards submitted to the Fifth Committee of the General Assembly. It is finally adopted by the General Assembly in plenary meeting, within the framework of decisions concerning the budget of the United Nations.

The Registrar is responsible for implementing the budget, with the assistance of the Head of the Finance Division. The Registrar ensures that proper use is made of the funds voted and sees that no expenses are incurred that are not provided for in the budget (Instructions for the Registry, Art. 29). He alone is entitled to incur liabilities in the name of the Court, subject to any possible delegations of authority (Instructions for the Registry, Art. 33). In accordance with a decision of the Court, the Registrar regularly communicates a statement of accounts to the Budgetary and Administrative Committee of the Court.

The accounts of the Court are regularly audited by the Board of Auditors appointed by the General Assembly. At the beginning of each month, the closed accounts of the preceding month are forwarded to the Secretariat of the United Nations (Instructions for the Registry, Art. 25).

Early in 2015, the Court submitted its budgetary requests for the biennium 2016-2017 to the General Assembly, through the Controller. The large majority of the Court’s expenditure was fixed and statutory in nature, and most of the budgetary requests for that biennium were to be used to fund that expenditure. The Court did not request the creation of any new posts for 2016-2017. As of 31 July 2016, the total number of posts at the Registry was 116, namely 60 posts in the Professional category and above and 56 in the General Service category (all of which are established posts).

For the approved budget (revised appropriation) for the biennium 2015-2016, see Annex 20 (see p. 173). For the approved budget (initial appropriation) for the biennium 2016-2017, see Annex 20 (see p. 175).

2. Salaries and other emoluments of Members of the Court

By virtue of Article 32, paragraph 5, of the Statute, the salaries, allowances and compensation paid to the judges are fixed by the General Assembly. In this connection, the General Assembly adopted a series of resolutions and decisions, the latest one being resolution 65/258 of 16 March 2011. A full list of these resolutions and decisions can be found in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 365-367).

Avec effet au 1^{er} janvier 2016, le traitement de base annuel des membres de la Cour a été fixé à 172,978 dollars des Etats-Unis.

Les émoluments des membres de la Cour se composent d'un traitement annuel qui ne peut être diminué pendant la durée des fonctions (Statut de la Cour, art. 32, par. 1 et 5). Par sa résolution 61/262 du 4 avril 2007, l'Assemblée générale a décidé que le traitement annuel des membres de la Cour se composerait d'un traitement de base annuel assorti d'une indemnité de poste calculée à partir de l'indice d'ajustement applicable aux Pays-Bas, chaque point d'ajustement étant égal à 1 % du traitement de base net. Selon les paragraphes 2 et 3 de l'article 32 du Statut, le président et, lorsqu'il remplit les fonctions de ce dernier, le vice-président de la Cour perçoivent des indemnités spéciales dont le taux, fixé par la résolution 40/257 du 18 décembre 1985, a été révisé par la résolution 65/258 du 16 mars 2011, et qui s'élèvent à 25 000 dollars des Etats-Unis par an pour le président de la Cour et, pour le vice-président, à 156 dollars des Etats-Unis par jour où il remplit les fonctions de président, jusqu'à concurrence d'un montant annuel maximal de 15 600 dollars des Etats-Unis.

Selon le paragraphe 7 de l'article 32 du Statut, «[u]n règlement adopté par l'Assemblée générale fixe les conditions dans lesquelles des pensions sont allouées aux membres de la Cour». L'Assemblée générale a pour la première fois adopté un règlement concernant le régime de pensions des membres de la CIJ dans sa résolution 86 (I) du 11 décembre 1946, à laquelle des modifications ont été apportées au fil du temps. Les conditions détaillées du régime actuel de pensions des membres de la Cour figurent dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 383-385).

Par sa résolution 65/258, l'Assemblée générale a décidé de réexaminer, lors de sa soixante-sixième session, le régime de pensions des membres de la Cour, y compris différentes formules possibles de régimes à prestations définies et à cotisations définies, et a prié le Secrétaire général de veiller à ce que, lors de cet examen, il soit tiré pleinement parti des compétences existant au sein de l'Organisation. Dans son rapport (A/66/617), le Secrétaire général a proposé quatre formules : un régime à prestations définies, un régime à cotisations définies, une somme forfaitaire dans le cadre de régimes hybrides combinant prestations et cotisations définies, le maintien du régime de retraite existant. Considérant que les propositions posaient de sérieux problèmes du point de vue de l'intégrité statutaire de la Cour et de ses membres, la Cour a estimé nécessaire de faire part de ses profondes préoccupations à l'Assemblée, par voie d'une lettre de son président accompagnée d'un memorandum explicatif (voir doc. A/66/726 et *Rapport annuel 2011-2012* de la Cour, par. 26-30). Du fait des protestations ainsi élevées, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 66/556, de reporter à sa soixante-huitième session le réexamen du régime de pensions des membres de la Cour. Par sa résolution 68/691, l'Assemblée générale a décidé de reporter à sa soixante-neuvième session le réexamen du régime de pensions des membres de la Cour. Elle a ensuite, par sa décision A/C.5/69/L.29, décidé d'un nouveau report, à sa soixante et onzième session.

Par ses résolutions 40/257 du 18 décembre 1985, 61/262 du 4 avril 2007 et 63/251 du 24 décembre 2008, l'Assemblée générale a déterminé les conditions de l'indemnité pour frais d'étude applicable aux membres de la Cour, qui demeurent inchangées à ce jour.

Aux termes du paragraphe 7 de l'article 32 du Statut, un règlement adopté par l'Assemblée générale fixe les conditions dans lesquelles les membres de la Cour reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage. L'Assemblée générale a adopté un premier règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la CIJ dans sa résolution 85 (I) du 11 décembre 1946, règlement qui a ensuite été modifié par la résolution 37/240 du 21 décembre 1982 et qui est toujours en vigueur. Le texte de ce règlement a été reproduit dans l'*Annuaire 1982-1983* (p. 169-172).

With effect from 1 January 2016, the annual base salary of Members of the Court was fixed at US\$172,978.

The emoluments of Members of the Court are made up of an annual salary, which may not be decreased during the period of office (Statute, Art. 32, paras. 1 and 5). By its resolution 61/262 of 4 April 2007, the General Assembly decided that the annual salaries of the Members of the Court would comprise an annual base salary with a corresponding post adjustment per index point equal to one per cent of the net base salary to which would be applied a post adjustment multiplier for the Netherlands. Under Article 32, paragraphs 2 and 3, of the Statute, the President of the Court and the Vice-President (for every day in which he or she acts as President) receive special allowances in addition. The rates, fixed by resolution 40/257 of 18 December 1985, were revised by resolution 65/258 of 16 March 2011 and amount to US\$25,000 per annum for the President of the Court and US\$156 for the Vice-President for every day in which he or she acts as President up to a maximum amount of US\$15,600 per annum.

Article 32, paragraph 7, of the Statute provides: "Regulations made by the General Assembly shall fix the conditions under which retirement pensions may be given to Members of the Court." The General Assembly first adopted the Pensions Scheme Regulations for Members of the ICJ in its resolution 86 (I) of 11 December 1946 and modifications were made over the years. The detailed conditions of the current pension scheme for Members of the Court are provided in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 368-370).

By its resolution 65/258, the General Assembly decided that the pension scheme of Members of the Court would next be reviewed at its sixty-sixth session, including options for defined-benefit and defined-contribution pension schemes, and requested the Secretary-General to ensure that, in that review, the expertise available within the United Nations was taken full advantage of. In his report (A/66/617), the Secretary-General proposed four pension scheme options: a defined-benefit and defined-contribution scheme, a cash lump-sum through hybrid defined-benefit and defined-contribution schemes, and maintaining the current pension benefit scheme. In view of the serious issues raised by these proposals in terms of the integrity of the Statute of the Court and the status of its Members, the Court considered it necessary to convey its deep concern to the Assembly by means of a letter from its President, accompanied by an explanatory memorandum (see doc. A/66/726 and the Court's *Annual Report 2011-2012*, paras. 26-30). Taking account of the concerns thus raised, the General Assembly decided, by its resolution 66/556, to defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its sixty-eighth session. By its resolution 68/691, the General Assembly again decided to defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its sixty-ninth session and subsequently decided, by its decision A/C.5/69/L.29, to further defer the review of the pension scheme of Members of the Court to its seventy-first session.

By its resolutions 40/257 of 18 December 1985, 61/262 of 4 April 2007 and 63/251 of 24 December 2008, the General Assembly determined the conditions of education grant applicable to Members of the Court, which remain unchanged to the present day.

By virtue of Article 32, paragraph 7, of the Statute, regulations made by the General Assembly fix the conditions under which Members of the Court have their travelling expenses refunded. The General Assembly adopted the first Travel and Subsistence Regulations of the ICJ by its resolution 85 (I) of 11 December 1946, which were subsequently amended by resolution 37/240 of 21 December 1982 and are still in force. The provisions of these regulations are set out in the *Yearbook 1982-1983* (pp. 164-167).

En vertu du paragraphe 4 de l'article 32 du Statut, les juges *ad hoc* désignés par application de l'article 31 reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions. Cette indemnité a changé au fil du temps. L'indemnité journalière a été fixée, avec effet au 1^{er} avril 2008, à 1/365 du traitement annuel total des membres de la Cour (avec indemnité de poste).

3. *Traitements, indemnités et frais du greffier*

Aux termes du paragraphe 6 de l'article 32 du Statut de la Cour, le traitement du greffier est fixé par l'Assemblée générale sur proposition de la Cour. L'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 85 (I) du 11 décembre 1946, confirmée par sa résolution 474 (V) du 15 décembre 1950, « d'assimiler le traitement annuel du greffier de la Cour internationale de Justice à celui d'un directeur principal du Secrétariat des Nations Unies ». Dans la structure actuelle, le greffier a rang de sous-secrétaire général.

En vertu de l'article 5 du règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Cour internationale de Justice en date du 21 décembre 1982, le greffier est assujéti, en ce qui concerne les frais de voyage et l'indemnité de subsistance, aux dispositions qu'énonce le statut du personnel de l'ONU pour les fonctionnaires de rang comparable, sous réserve de toute dérogation autorisée par le président de la Cour.

4. *Traitements, indemnités et frais du personnel du Greffe*

Les traitements, pensions et autres émoluments des fonctionnaires du Greffe sont précisés dans l'*Annuaire 2009-2010* (p. 387-388).

L'Assemblée générale a approuvé l'ensemble des prestations, y compris le dernier barème révisé des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, dans sa résolution 70/244, avec effet plusieurs dates à compter du 1^{er} juillet 2016. Le dernier barème révisé de la rémunération ouvrant droit à pension pour cette catégorie de personnel a été approuvé par l'Assemblée générale et promulgué par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) en même temps que l'ensemble des prestations, avec effet du 1^{er} janvier 2017. Le dernier barème révisé des traitements des fonctionnaires relevant de la catégorie des services généraux pour La Haye, avec effet au 1^{er} décembre 2013. Pour les fonctionnaires recrutés à titre temporaire et remplissant les conditions applicables, l'indemnité journalière pour La Haye est fixée à 275 euros.

Les frais de voyage des fonctionnaires du Greffe sont défrayés dans des conditions analogues à celles qu'applique le Secrétariat des Nations Unies (statut du personnel du Greffe, art. 12).

5. *Services communs*

Les services communs à la Cour et au Greffe et les dépenses de capital font l'objet de postes spéciaux du budget. En particulier, la Cour verse à la Fondation Carnegie une contribution annuelle pour les locaux qu'elle occupe au sein du Palais de la Paix et dans le nouveau bâtiment. Le montant de cette contribution a été fixé pour la première fois par l'Assemblée générale dans sa résolution 84 (I) du 11 décembre 1946. Modifié ensuite à plusieurs reprises, il a été porté à 1 334 892 euros par an à partir du 1^{er} janvier 2015 et à 1 342 901 euros par an à partir du 1^{er} janvier 2016.

Under Article 32, paragraph 4, of the Statute, judges *ad hoc* chosen to sit in certain cases under Article 31 of the Statute shall receive compensation for each day in which they exercise their functions. Compensation to judges *ad hoc* has changed over time. With effect from 1 April 2008, the daily fee of judges *ad hoc* has been fixed at 1/365th of the total annual salary of a Member of the Court (plus post adjustment).

3. *Salaries, allowances and expenses of the Registrar*

By virtue of Article 32, paragraph 6, of the Statute, the salary of the Registrar is fixed by the General Assembly on the proposal of the Court. By resolution 85 (I) of 11 December 1946, confirmed by resolution 474 (V) of 15 December 1950, the General Assembly decided that “the annual salary of the Registrar of the International Court of Justice shall be assimilated to that of a top-ranking director of the Secretariat of the United Nations”. In the existing structure, the Registrar has the rank of an Assistant Secretary-General.

Under Article 5 of the regulations concerning the travel and subsistence allowances of the Members of the International Court of Justice, dated 21 December 1982, the travel and subsistence provisions applicable to the Registrar are, as set out in the Staff Regulations of the United Nations for officials of comparable rank, subject to any exceptions authorized by the President of the Court.

4. *Salaries, allowances and expenses of officials of the Registry*

The salaries, pensions and other emoluments of officials of the Registry are set out in the *Yearbook 2009-2010* (pp. 371-372).

The latest revision of the compensation package, including salary scale for staff in the professional and higher categories was approved by the General Assembly by resolution 70/244, with several effective dates, commencing from 1 July 2016. The latest revision of the pensionable remuneration scale for this category of staff was approved by the General Assembly and promulgated by the International Civil Service Commission (ICSC) at the same time as the new compensation package, with effective date of 1 January 2017. The latest salary scale for The Hague for staff members in the General Services category is in effect since 1 December 2013. For eligible temporary staff, the daily subsistence allowance for The Hague is fixed at 275 euros.

Travel allowances are paid to Registry officials under the same conditions as those applied by the United Nations Secretariat (Staff Regulations for the Registry, Art. 12).

5. *Common services*

The common services of the Court and of the Registry, as well as capital expenditures, come under special items in the budget. In particular, the Court pays to the Carnegie Foundation an annual contribution for the premises it occupies at the Peace Palace and in the new wing. The amount of the contribution has undergone successive alterations since it was first fixed by General Assembly resolution 84 (I) of 11 December 1946, and stands at 1,334,892 euros per annum as from 1 January 2015 and at 1,342,901 euros per annum as from 1 January 2016.

II. DU GREFFE

La CIJ est le seul organe principal de l'Organisation des Nations Unies à ne pas être assisté par le Secrétaire général, lequel n'a pas autorité sur la Cour. L'organe administratif permanent de la CIJ n'est donc pas le Secrétariat de l'ONU, mais son Greffe. La Cour étant à la fois un tribunal et un organe international, la mission du Greffe est aussi bien celle d'un service auxiliaire de la justice — avec des Etats pour justiciables — que celle d'un secrétariat international.

A. *Textes de base*

1. *Statut*

L'article 21 du Statut dispose que la Cour pourvoit à la nomination des fonctionnaires.

2. *Règlement*

L'article 28 du Règlement précise que le Greffe se compose du greffier, du greffier adjoint et de tous autres fonctionnaires dont le greffier peut avoir besoin pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.

En application du paragraphe 1 de l'article 25 du Règlement de la Cour, les fonctionnaires sont nommés par la Cour sur la proposition du greffier. Il est toutefois précisé que la Cour peut décider que, pour les postes qu'elle déterminera, les nominations seront faites par le greffier avec l'approbation du président.

Le paragraphe 2 de ce même article dispose que, avant son entrée en fonctions, tout fonctionnaire fait une déclaration devant le président et en présence du greffier, aux termes de laquelle il déclare qu'il exercera « en toute loyauté, discrétion et conscience les devoirs qui [lui] incombent » et qu'il observera fidèlement toutes les prescriptions du Statut et du Règlement de la Cour.

3. *Instructions pour le Greffe*

Des « Instructions pour le Greffe », établies en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 28 du Règlement de la Cour sont élaborées par le greffier et approuvées par la Cour. Leur première version remonte à octobre 1946 et a été amendée à plusieurs reprises. Les dernières modifications aux Instructions pour le Greffe ont été approuvées le 20 mars 2012.

Ce document présente, au fil de ses 90 articles, les fonctions et devoirs du greffier (parties I et II) avant de traiter des fonctionnaires (partie III) et de l'organisation du travail au sein du Greffe (partie IV). Il énonce également les devoirs des fonctionnaires du Greffe en précisant les tâches incombant à chaque département ou service (partie V).

4. *Statut du personnel du Greffe*

Les fonctionnaires du Greffe sont assujettis au « statut du personnel du Greffe ».

A l'origine, ledit statut était arrêté par le président et approuvé par la Cour en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 du Règlement de la Cour de 1946.

Depuis l'adoption du Règlement de la Cour de 1978, le statut du personnel est établi par le greffier et approuvé par la Cour. Un nouveau statut du personnel, qui, en application

II. THE REGISTRY

The ICJ is the only principal organ of the United Nations not to be assisted by the Secretary-General, who has no authority over the Court. The permanent administrative organ of the ICJ is thus not the UN Secretariat, but its Registry. Since the ICJ is both a court of justice and an international organ, the Registry's tasks include both helping in the administration of justice — with sovereign States as litigants — and acting as an international secretariat.

A. Basic Texts

1. Statute

In accordance with Article 21 of the Statute, the Court may provide for the appointment of officers.

2. Rules of Court

Article 28 of the Rules of Court states that the Registry shall comprise the Registrar, the Deputy-Registrar, and such other staff as the Registrar shall require for the efficient discharge of his functions.

Pursuant to Article 25, paragraph 1, of the Rules, the staff members of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. Appointments to such posts as the Court shall determine may however be made by the Registrar with the approval of the President.

Paragraph 2 of the same Article provides that, before taking up his or her duties, every staff member shall make a declaration before the President, the Registrar being present, declaring that he or she will perform “the duties incumbent upon [him or her] . . . in all loyalty, discretion and good conscience” and faithfully observe all the provisions of the Statute and of the Rules of Court.

3. Instructions for the Registry

“Instructions for the Registry” are drawn up by the Registrar under Article 28, paragraphs 2 and 3, of the Rules of Court, and approved by the Court. The first Instructions date back to October 1946. They have been amended on a number of occasions, with the most recent amendments being approved on 20 March 2012.

This document consists of 90 articles: Parts I and II set out the functions and duties of the Registrar, Part III concerns Registry staff and Part IV the organization of work within the Registry. Part V outlines the specific duties of Registry staff in each department or division.

4. Staff Regulations for the Registry

Registry officials are also subject to the “Staff Regulations for the Registry”.

The original Staff Regulations were adopted by the President and approved by the Court in accordance with Article 18, paragraph 2, of the 1946 Rules of Court.

Since the adoption of the 1978 Rules of Court, the Staff Regulations are drawn up by the Registrar and approved by the Court; in compliance with Article 28, paragraph 4,

du paragraphe 4 de l'article 28 du Règlement de la Cour, est aussi conforme que possible au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, a ainsi été adopté le 7 mars 1979.

Ce texte a été modifié à plusieurs reprises, la version la plus récente datant du 13 juillet 2015.

Le texte de ces deux documents figure sur le site Internet de la Cour (onglet «Le Greffe»).

B. Composition

1. Le greffier

En application du paragraphe 2 de l'article 21 de son Statut et de l'article 22 de son Règlement, la Cour nomme son greffier, qu'elle choisit parmi les candidats proposés par les membres de la Cour. Elu pour une période de sept ans, le greffier est rééligible.

Le greffier actuel est M. Philippe Couvreur, de nationalité belge, qui a été élu le 10 février 2000 pour un mandat de sept ans, puis réélu le 8 février 2007 pour un nouveau mandat de sept ans et le 3 février 2014, également pour un mandat de sept ans, à compter du 10 février 2014.

M. Couvreur, qui est entré au service de la Cour en 1982 en qualité d'assistant spécial du greffier et du greffier adjoint, a été promu secrétaire, puis premier secrétaire au département des affaires juridiques, dont il est ensuite devenu le secrétaire juridique principal à partir de 1995. Il a enseigné le droit international public dans plusieurs universités, dont l'Université catholique de Louvain, et il est l'auteur de diverses publications sur le droit européen, le droit international public et la Cour.

Les fonctions générales du greffier sont définies par le Règlement (art. 26) et les Instructions pour le Greffe (art. premier). Le greffier assiste la Cour dans l'exercice de sa fonction judiciaire, assure les relations diplomatiques entre la Cour et les Etats, et gère le Greffe.

Le greffier est responsable des travaux de tous les départements et services du Greffe. Aux termes de l'article premier des Instructions pour le Greffe, « [i]l a autorité sur le personnel et a seul qualité pour diriger les travaux du Greffe, dont il est le chef ». Dans l'exercice de ses fonctions, le greffier rend compte à la Cour. Son activité revêt trois aspects : judiciaire, diplomatique et administratif.

Le travail judiciaire du greffier de la Cour consiste notamment à s'acquitter des devoirs qui lui incombent en rapport avec les affaires soumises à la Cour. A cet égard, le greffier remplit, entre autres, les tâches suivantes : *a)* il tient un rôle général de toutes les affaires, complétant les dossiers y afférents ; *b)* il gère la procédure dans les affaires ; *c)* il assiste en personne ou charge le greffier adjoint d'assister aux séances de la Cour et des chambres, apporte à celles-ci l'assistance nécessaire et fait établir sous sa responsabilité les procès-verbaux ou minutes de ces séances ; *d)* il contresigne les arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, ainsi que les procès-verbaux ; *e)* il assure les relations avec les parties aux affaires et est expressément chargé de procéder à la communication de divers documents, dont les plus importants sont les actes introductifs d'instances (requêtes et compromis) ainsi que les pièces de la procédure écrite ; *f)* il fait traduire, imprimer et publier sous sa responsabilité les arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour, les pièces de procédure, les exposés écrits et les procès-verbaux des audiences publiques dans chaque affaire, ainsi que tout autre document dont la Cour décide la publication ; *g)* il assure la garde des sceaux et cachets, ainsi que celle des archives de la Cour et de toutes autres archives confiées à celle-ci

of the Rules of Court, they are “so far as possible in conformity with the United Nations Staff Regulations and Rules”. New Staff Regulations were thus adopted on 7 March 1979.

This text has been modified on a number of occasions, with the most recent version dating from 13 July 2015.

The texts of these two documents can be found on the Court’s website under “Registry”.

B. Composition

1. The Registrar

In accordance with Article 21, paragraph 2, of its Statute and Article 22 of its Rules, the Court appoints its Registrar from among candidates proposed by Members of the Court. The Registrar is elected for a term of seven years and may be re-elected.

The present Registrar is Mr. Philippe Couvreur, of Belgian nationality, who was elected on 10 February 2000 for a term of seven years. He was re-elected on 8 February 2007 for a second term of seven years, and on 3 February 2014 for a further term of seven years starting on 10 February 2014.

Mr. Couvreur, who joined the Court in 1982 as special assistant to the Registrar and the Deputy-Registrar, had risen to the rank of Secretary, then First Secretary, in the Department of Legal Matters and had served as Principal Legal Secretary since 1995. He has lectured in public international law at various universities, including the Université catholique de Louvain, and is the author of a number of publications on European law, public international law and on the Court.

The general functions of the Registrar are defined by the Rules of Court (Art. 26) and the Instructions for the Registry (Art. 1). The Registrar assists the Court in the exercise of its judicial function and is responsible for diplomatic relations between the Court and States, and directs the work of the Registry.

The Registrar is responsible for all departments and divisions of the Registry. Under the terms of Article 1 of the Instructions for the Registry, “[t]he staff are under his authority, and he alone is authorized to direct the work of the Registry, of which he is the Head”. In the discharge of his functions the Registrar reports to the Court. His role is threefold: judicial, diplomatic and administrative.

The Registrar’s judicial duties notably include those relating to the cases submitted to the Court. In this respect, the Registrar performs, among others, the following tasks: (a) he keeps the General List of all cases and is responsible for recording documents in the case files; (b) he manages the proceedings in the cases; (c) he is present in person, or represented by the Deputy-Registrar, at meetings of the Court and of chambers; he provides any assistance required and is responsible for the preparation of reports or minutes of such meetings; (d) he signs all judgments, advisory opinions and orders of the Court, as well as minutes; (e) he maintains relations with the parties to a case and has specific responsibility for the receipt and transmission of various documents, most importantly those instituting proceedings (applications and special agreements) and all written pleadings; (f) he is responsible for the translation, printing and publication of the Court’s judgments, advisory opinions and orders, the pleadings, written statements and minutes of the public sittings in every case, and of such other documents as the Court may decide to publish; and (g) he has custody of the seals and stamps of the Court, of the archives of the Court, and of such other archives as may be entrusted to the Court (includ-

(notamment les archives de la Cour permanente de Justice internationale et du Tribunal militaire international de Nuremberg).

S'agissant du volet diplomatique de son travail, le greffier *a)* assure les relations extérieures de la Cour et sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou adressées à celle-ci; *b)* est responsable de la correspondance avec le monde extérieur, dont celle relative aux affaires, et donne toutes consultations nécessaires; *c)* gère les relations de caractère diplomatique, notamment avec les organes de l'Organisation des Nations Unies, avec ses Etats Membres, avec les autres organisations internationales, ainsi qu'avec le gouvernement du pays où est établi le siège de la Cour; *d)* maintient les relations avec les autorités locales et les médias; *e)* est responsable de l'information sur les activités de la Cour et des publications de celle-ci, y compris la diffusion de communiqués de presse.

Le travail administratif du greffier comprend *a)* l'administration intérieure proprement dite; *b)* la gestion financière conformément aux méthodes appliquées par l'Organisation des Nations Unies en matière financière, notamment l'établissement et l'exécution du budget; *c)* la supervision de toutes les tâches administratives ainsi que des travaux d'impression; *d)* la prise des dispositions nécessaires pour que soient effectuées ou vérifiées les traductions et interprétations dont la Cour peut avoir besoin dans les deux langues officielles de la Cour, à savoir le français et l'anglais.

2. *Le greffier adjoint et les autres fonctionnaires*

Outre son greffier, la Cour élit un greffier adjoint suivant la même procédure (Règlement, art. 23). Le rôle du greffier adjoint est d'assister le greffier et de le remplacer en cas d'absence.

Le greffier adjoint actuel est M. Jean-Pelé Fomété, de nationalité camerounaise, élu pour une période de sept ans le 16 mars 2013. M. Fomété a été, entre 2009 et sa nomination au Greffe de la Cour, greffier du Tribunal du contentieux administratif de l'Organisation des Nations Unies à Nairobi. Auparavant, il a été directeur de programmes au sein du greffe du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) après y avoir occupé les fonctions de conseiller juridique et d'assistant spécial du greffier. Avant de rejoindre le TPIR, il avait notamment été juriste au greffe du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et chef du service des organes politiques et juridiques de l'ONU au ministère des relations extérieures du Cameroun.

Par ailleurs, en application du paragraphe 1 de l'article 25 du Règlement, la Cour nomme, sur proposition du greffier, les fonctionnaires du Greffe. La Cour peut toutefois décider que, pour les postes qu'elle déterminera, les nominations seront faites par le greffier avec l'approbation du président.

A ce jour, le Greffe compte plus d'une centaine de fonctionnaires, permanents ou titulaires d'un contrat à durée déterminée. Ceux-ci travaillent dans différentes sections: département des affaires juridiques; département des affaires linguistiques; département de l'information; service de la documentation et bibliothèque de la Cour; service des finances; service des publications; service des technologies de l'information et des communications; service des archives, de l'indexage et de la distribution; service de traitement de texte et de reproduction; service de la sécurité; service administratif et du personnel; et unité médicale.

Selon les besoins du travail, des fonctionnaires temporaires sont par ailleurs engagés par le greffier: interprètes, traducteurs et dactylographes.

L'organigramme du Greffe au 31 juillet 2016 est reproduit ci-après.

ing the archives of the Permanent Court of International Justice and of the Nuremberg International Military Tribunal).

The Registrar's diplomatic duties include the following tasks: (a) he attends to the Court's external relations and acts as the channel of communication to and from the Court; (b) he manages external correspondence, including that relating to cases, and provides any consultations required; (c) he manages relations of a diplomatic nature, in particular with the organs and States Members of the United Nations, with other international organizations and with the government of the country in which the Court has its seat; (d) he maintains relations with the local authorities and with the press; and (e) he is responsible for information concerning the Court's activities and for the Court's publications, including press releases.

The Registrar's administrative duties include: (a) the Registry's internal administration; (b) financial management, in accordance with the financial procedures of the United Nations, and in particular preparing and implementing the budget; (c) the supervision of all administrative tasks and of printing; and (d) making arrangements for such provisions or verification of translations and interpretations into the Court's two official languages (English and French) as the Court may require.

2. *The Deputy-Registrar and other staff*

In addition to its Registrar, the Court elects a Deputy-Registrar in the same way as the Registrar (Rules, Art. 23). The role of the Deputy-Registrar is to assist the Registrar and act as the latter's replacement in his absence.

The present Deputy-Registrar is Mr. Jean-Pelé Fomété, of Cameroonian nationality, elected for a term of seven years on 16 March 2013. Between 2009 and his appointment to the Registry of the Court, Mr. Fomété was Registrar of the United Nations Dispute Tribunal in Nairobi. Prior to that, he had been Programmes Director in the Registry of the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR), where he had previously worked as Legal Adviser and Special Assistant to the Registrar. Before joining the ICTR, he had served, *inter alia*, as a law clerk at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY) and as Chief of the United Nations Political and Legal Affairs Service at the Ministry of External Relations of Cameroon.

In addition, under Article 25, paragraph 1, of the Rules, staff members are appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar. However, the Court may decide that appointments to such posts as it shall determine will be made by the Registrar with the approval of the President.

At present, there are over 100 officials, either permanent or holding fixed-term contracts, working in the Registry's various departments and divisions: the Department of Legal Matters; Department of Linguistic Matters; Information Department; Documents Division and Library of the Court; Finance Division; Publications Division; Information and Communications Technology Division; Archives, Indexing and Distribution Division; Text Processing and Reproduction Division; Security Division; Administrative and Personnel Division; and Medical Unit.

Additional temporary staff, including interpreters, translators and typists, are engaged by the Registrar as and when the work of the Court requires.

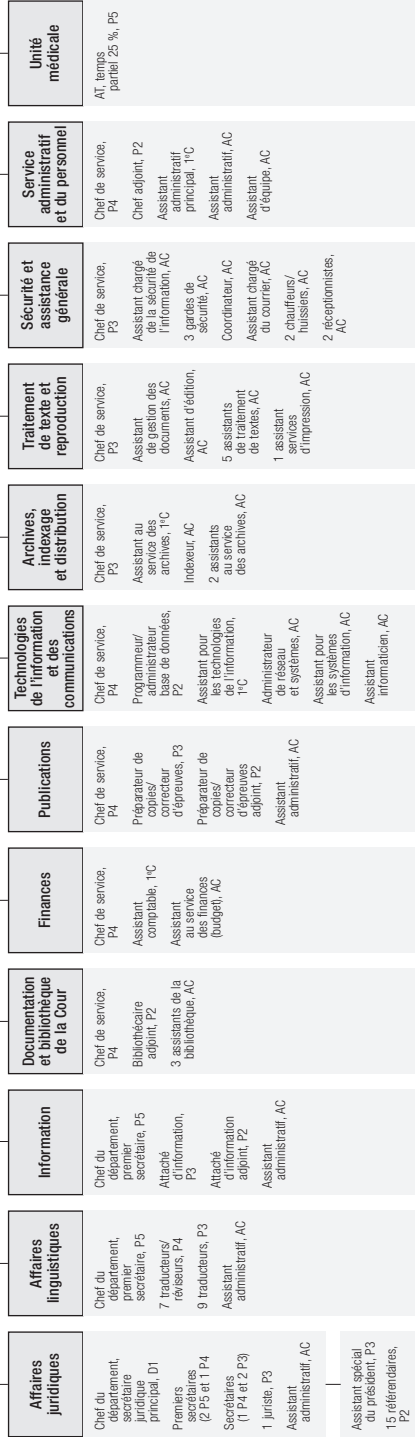
A chart showing the Registry's organizational structure as at 31 July 2016 can be found below.

Greffier (art. 21 et 32 du Statut)
 Assistent spécial du greffier, P3
 Assistent personnel du greffier, 1°C
 Assistent de secrétariat au bureau du Greffier, AC

Greffier adjoint, D2
 Assistent administratif du Greffier adjoint, AC

SERVICES TECHNIQUES

DÉPARTEMENTS



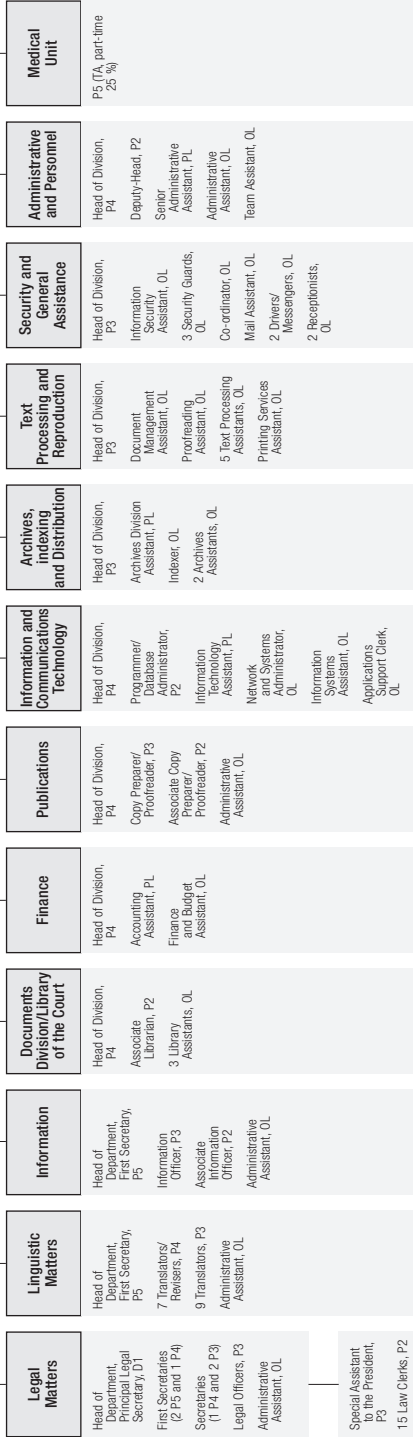
Secrétaires des juges

Coordinateur (secrétaires des juges), 1°C
 Secrétaire du Président de la Cour, AC
 Secrétaire du Vice-président de la Cour, AC
 12 secrétaires des juges, AC

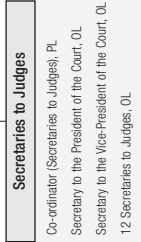
Abréviations:
 1°C: poste de 1^{re} classe de la catégorie des services généraux
 AC: poste d'autres classes de la catégorie des services généraux
 AT: assistance temporaire



TECHNICAL DIVISIONS



DEPARTMENTS



Abbreviations:
PL: Principal Level
OL: Other Level
TA: Temporary Assistance

C. *Privilèges et immunités*

Aux Pays-Bas, conformément à un échange de lettres entre le président de la Cour et le ministre des affaires étrangères en date du 26 juin 1946, le greffier bénéficie, d'une manière générale, du même traitement que les chefs de mission diplomatique accrédités près S. M. le roi (ou la reine) des Pays-Bas et les fonctionnaires du Greffe sont traités comme les fonctionnaires de rang comparable attachés aux missions diplomatiques à La Haye (*Actes et documents n° 6*, p. 204-210).

Par sa résolution 90 (I) du 11 décembre 1946 (*ibid.*, p. 210-214), l'Assemblée générale des Nations Unies a recommandé que le greffier bénéficie, au cours des déplacements afférents à ses fonctions, de l'ensemble des privilèges, immunités et facilités reconnus aux agents diplomatiques et que les fonctionnaires du Greffe jouissent, dans les mêmes circonstances, des privilèges, immunités et facilités de séjour et de voyage qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions. Cette résolution contient également une recommandation tendant à faire reconnaître et accepter par les Etats Membres des Nations Unies les laissez-passer délivrés par la Cour au greffier et aux fonctionnaires du Greffe.

D. *Diffusion des informations sur la Cour et son activité*

Comme indiqué ci-dessus, entre autres fonctions, le greffier doit faire connaître l'œuvre de la Cour.

1. *Contacts*

Le Greffe a un rôle à jouer dans le domaine des relations avec les organisations internationales s'occupant de questions juridiques, les universités, la presse et le public en général. En vertu du paragraphe 1, alinéa *a*), de l'article 26, du Règlement de la Cour, le greffier «sert d'intermédiaire pour les communications émanant de la Cour ou adressées à celle-ci». Dès lors, toute correspondance de cette nature doit être adressée à

Monsieur le Greffier de la Cour internationale de Justice
Palais de la Paix
Carnegieplein 2
2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Les demandes d'information d'ordre général (concernant, par exemple, les offres d'emploi ou de stage, les visites au siège de la Cour, etc.) peuvent, quant à elles, être envoyées au Greffe, en français ou en anglais, depuis le site Internet de la Cour (onglet «Contact»).

Il convient toutefois de noter que le Greffe ne peut donner suite ni aux demandes de consultation juridique ni aux requêtes de personnes privées au sujet de questions les mettant aux prises avec les autorités de leur pays ou d'un autre pays.

2. *Informations sur la Cour et ses travaux*

Le paragraphe 1 de l'article 26 du Règlement de la Cour dispose, en ses alinéas *k*) et *m*), que le greffier «donne la suite qu'appellent les demandes de renseignements concernant la Cour et son activité» et «fait en sorte que des renseignements sur la Cour et son activité soient mis à la disposition des gouvernements, des cours et tribunaux nationaux les plus élevés, des associations professionnelles, sociétés savantes, facultés et écoles de droit ainsi que des moyens d'information publique».

C. Privileges and Immunities

In the Netherlands, pursuant to an exchange of correspondence between the President of the Court and the Minister for Foreign Affairs, dated 26 June 1946, the Registrar is, in a general way, accorded the same treatment as Heads of Diplomatic Missions accredited to His Majesty the King (or Her Majesty the Queen) of the Netherlands, and officials of the Registry are treated as officials of comparable rank attached to diplomatic missions at The Hague (*Acts and Documents No. 6*, pp. 205-211).

By resolution 90 (I) of 11 December 1946 (*ibid.*, pp. 211-215), the General Assembly of the United Nations recommended that, on journeys in connection with the exercise of his functions, the Registrar should enjoy all the privileges, immunities and facilities granted to diplomatic envoys and that the officials of the Registry should, in the same circumstances, enjoy such privileges, immunities and facilities for residence and travel as may be necessary for the independent exercise of their functions. This resolution also contains a recommendation calling upon Members of the United Nations to recognize and accept the United Nations laissez-passer issued by the Court to the Registrar and officials of the Registry.

D. Dissemination of Information about the Court and Its Activities

As indicated above, one of the duties of the Registrar is that of making the outside world aware of the Court's work.

1. Contacts

The Registry maintains relations with international organizations that deal with legal questions, universities, the press and the general public. Under the terms of Article 26, paragraph 1 (*a*), of the Rules of Court, the Registrar shall "be the regular channel of communications to and from the Court". Consequently, correspondence of this nature should be addressed to

The Registrar of the International Court of Justice
Peace Palace
Carnegieplein 2
2517 KJ The Hague, Netherlands

All general queries (regarding employment/internship opportunities, visits to the seat of the Court, etc.) may be sent to the Registry, in either English or French, via the Court's website (under "Contact").

Please note that it is not possible for the Registry to give legal advice or to enter into correspondence with private persons concerning any matter at issue between them and the authorities of their own or another country.

2. Information about the Court and its work

Article 26, paragraph 1 (*k*) and (*m*), of the Rules of Court provides that the Registrar shall "deal with enquiries concerning the Court and its work" and "ensure that information concerning the Court and its activities is made accessible to governments, the highest national courts of justice, professional and learned societies, legal faculties and law schools, and public information media".

Le greffier prend donc les dispositions qu'il estime nécessaires pour assurer la publication de renseignements concernant la composition, la compétence et le travail de la Cour, ainsi que la diffusion des arrêts, avis consultatifs, ordonnances et autres documents pertinents.

a) *Site Internet*

La CIJ dispose d'un site Internet (www.icj-cij.org) qui contient toutes les informations nécessaires sur la Cour (onglets «La Cour», «Documents de base» et «Compétence»), ainsi que sa jurisprudence (onglet «Affaires»). Constamment mis à jour et enrichi, le site présente le fonctionnement de l'institution et la biographie de ses membres. Figurent également toutes les décisions rendues depuis 1947 et, dès que les documents peuvent être mis à la disposition du public, l'ensemble du dossier d'affaire (requête, pièces de la procédure écrite, comptes rendus d'audience, etc.).

Un autre onglet, intitulé «Publications», offre un accès aux différentes séries publiées par la Cour. Sont disponibles, au format PDF, les versions les plus récentes d'un certain nombre d'ouvrages, dont les *Annuaires-Yearbooks* et les livres événementiels.

Un «Espace presse» permet de suivre l'actualité des travaux de la Cour et de télécharger des photographies des dernières séances publiques, ainsi que des fichiers audio et vidéo (l'utilisation de ces documents est toutefois exclusivement réservée à des fins non commerciales).

Le site Internet présente en outre un certain nombre d'informations sur le fonctionnement du Greffe, ainsi que les avis de vacances de poste et les possibilités de stage (onglet «Le Greffe»).

Il contient enfin l'ensemble des documents publiés par la Cour permanente de Justice internationale (séries A à F).

Bien que le site Internet ne soit proposé que dans les deux langues officielles de la Cour — le français et l'anglais —, de nombreux documents y sont disponibles dans les quatre autres langues officielles des Nations Unies (l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe). Parmi ces documents figurent notamment la Charte des Nations Unies, le Statut et le Règlement de la Cour, ses *Rapports annuels* à l'Assemblée générale depuis 1989-1990, les résumés de ses décisions (de 1948 à 2002), ainsi qu'une vidéo intitulée «Le rôle et les activités de la Cour internationale de Justice».

b) *Présentation du fonctionnement et des travaux de la Cour au public*

Le département de l'information propose, pour autant que l'activité de la Cour le permette, des présentations sur l'histoire, le fonctionnement et les travaux de la Cour. Effectuées en français et en anglais, ces présentations sont gratuites et s'adressent aussi bien aux diplomates qu'aux universitaires, magistrats, juristes ou journalistes.

Les demandes doivent être soumises par le biais du site Internet (onglet «Informations pratiques») au moins six semaines à l'avance.

c) *Bibliothèque et archives du Tribunal de Nuremberg*

La Cour bénéficie des services d'une bibliothèque trouvant son origine dans celle, créée en janvier 1931, de la Cour permanente de Justice internationale, qui utilisait auparavant la bibliothèque du Palais de la Paix (dont les services sont accessibles en ligne, à l'adresse www.ppl.nl).

Accordingly, the Registrar arranges as he considers necessary for the publication of information concerning the composition, jurisdiction and work of the Court, along with judgments, advisory opinions and orders relating to all cases and corresponding case documentation.

(a) *Website*

The ICJ's website (www.icj-cij.org) contains a wealth of information concerning the Court (see "The Court", "Basic Documents" and "Jurisdiction") and its jurisprudence ("Cases"). The site is constantly updated and expanded, and provides information on how the Court works as well as biographies of its Members. It features all the decisions delivered by the Court since 1947, as well as the contents of the various case files (applications, written proceedings, verbatim records, etc.) once these documents are made accessible to the public.

The different series of publications produced by the Court are listed under "Publications". Some of these are available in electronic PDF format, such as the latest edition of the *Annuaire-Yearbook* and a number of commemorative publications.

The "Press Room" provides updates on the work of the Court and photographs of recent public sittings, together with audio and video files which can be downloaded (for non-commercial use only).

The website also features information on how the Registry works, as well as vacancy announcements and internship opportunities (under "Registry").

Finally, the site contains the entire jurisprudence of the Permanent Court of International Justice (Series A to F).

Although the website is available only in the two official languages of the Court — English and French — a number of documents are also available in the other four official languages of the United Nations (Arabic, Chinese, Russian and Spanish). Among these documents are the United Nations Charter, the Statute and Rules of Court, the Court's *Annual Reports* to the General Assembly since 1989-1990 and the summaries of decisions of the Court (from 1948 to 2002), as well as a video entitled "The Role and Activities of the International Court of Justice".

(b) *Presentation of the work and functioning of the Court to the public*

The Information Department gives presentations on the history, workings and activities of the Court, so far as the work of the Court permits. These presentations, available in both English and French, are free of charge and are aimed at diplomats, scholars and academics, judges, lawyers and legal professionals, as well as journalists.

Requests for presentations must be submitted via the Court's website (see "Practical Information") at least six weeks in advance.

(c) *Library and archives of the Nuremberg Tribunal*

The Court's library has its origins in the library of the Permanent Court of International Justice. Before its own library was created in January 1931, the PCIJ made use of the Peace Palace Library (whose services can be accessed online at www.ppl.nl).

La bibliothèque de la Cour assure par ailleurs la garde des archives du Tribunal militaire international de Nuremberg, qui ont été confiées à la Cour internationale de Justice par décision de ce Tribunal datée du 1^{er} octobre 1946. Ces archives furent acheminées au Palais de la Paix, où les représentants du Tribunal et les fonctionnaires de la Cour en prirent livraison le 14 mars 1950.

Bien que la bibliothèque ainsi que les archives de la Cour et de sa devancière, la CPJI, ne soient pas accessibles au public (Règlement, art. 26, par. 1 *n*)), les archives du Tribunal de Nuremberg peuvent, elles, être consultées. Toute question y relative doit être adressée, par écrit, au greffier de la Cour.

3. Publications de la Cour

Le Greffe est chargé des publications de la CIJ (Règlement, art. 26, par. 1 *i*), et 71, par. 6; Instructions pour le Greffe, art. 21, 50, 52-54 et 76), qui ont repris sous d'autres titres les anciennes séries de la CPJI.

Le service des publications est responsable des publications régulières de la Cour (voir ci-après). Il peut également être appelé à produire des ouvrages revêtant un caractère événementiel. Un livre a ainsi été publié en 2016 pour le soixante-dixième anniversaire de la Cour internationale de Justice.

A ce jour, cinq séries sont publiées par la Cour.

a) Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances

Cette série contient les décisions de la Cour en français et en anglais. Dès qu'une décision est prononcée, elle est imprimée sous la forme d'un fascicule vendu séparément. Les fascicules des décisions rendues au cours d'une année calendaire sont ensuite assemblés et publiés, avec un index, en un recueil relié qui peut comporter de un à trois volumes.

A ce jour, soixante-huit recueils ont paru, le premier étant le *Recueil 1947-1948* — qui constitue par exception un seul volume — et le dernier le *Recueil 2015*.

Série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, mode de citation :
ex. *C.I.J. Recueil 2015*.

Fascicule, mode de citation : ex. *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie), arrêt, C.I.J. Recueil 2015*, p. 3.

Une liste exhaustive des décisions parues dans la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances* est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications »).

b) Mémoires, plaidoiries et documents

Les volumes de cette série reproduisent, dans le texte original (c'est-à-dire, selon le cas, le français ou l'anglais), le dossier des affaires, une fois celles-ci terminées.

Chaque dossier comprend l'acte introductif d'instance, les pièces de procédure écrite et leurs annexes, les comptes rendus des audiences publiques et les documents présentés à la Cour après la fin de la procédure écrite.

Suivant la longueur des documents à reproduire, un dossier d'affaire représente un ou plusieurs volumes.

The library of the Court also has custody of the archives of the International Military Tribunal at Nuremberg which were entrusted to the International Court of Justice by a decision of the Tribunal of 1 October 1946. These archives were transported to the Peace Palace, where representatives of the Tribunal and the staff of the Court took delivery of them on 14 March 1950.

While neither the library and archives of the Court, nor those of its forerunner, the PCIJ, are open to the public (Rules, Art. 26, para. 1 (*n*)), the archives of the Nuremberg Tribunal can be consulted. All questions regarding the consultation of these archives should be addressed in writing to the Registrar of the Court.

3. *Publications of the Court*

The Registry is responsible for the Court's publications (Rules of Court, Art. 26, para. 1 (*i*), and Art. 71, para. 6; Instructions for the Registry, Arts. 21, 50, 52-54 and 76), which continue the old PCIJ series under different names.

The Publications Division has responsibility for the Court's regular publications (see below). It also occasionally produces one-off commemorative publications, such as the book published in 2016 to celebrate the seventieth anniversary of the International Court of Justice.

At present, five series are published by the Court.

(a) Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders

This series contains the Reports of the decisions of the Court in both English and French. Each decision is published as soon as it is given, in an unbound fascicle which is sold separately. The collected decisions for each calendar year are published, with an index, and bound together in one to three volumes.

Sixty-eight bound volumes have so far been published, the first being the *I.C.J. Reports* for the years 1947 and 1948, which — as an exception — are collected in a single volume. The latest is the volume for 2015.

Series entitled *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, official citation: e.g. *I.C.J. Reports 2015*.

Fascicle, official citation: e.g. *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia), Judgment, I.C.J. Reports 2015*, p. 3.

An exhaustive list of the decisions published in *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* is available on the Court's website (under "Publications").

(b) Pleadings, Oral Arguments, Documents

Volumes in this series are published after the termination of each case and contain the documentation relating to the case in the original language (that is, in English or in French).

This comprises the document instituting proceedings, the written pleadings and their annexes, the verbatim record of the oral proceedings, and any documents submitted to the Court after the closure of the written proceedings.

Depending upon the length of the documents to be printed, one or more volumes are issued for each case.

A ce jour, les dossiers de 92 affaires ont été publiés.

Série *Mémoires, plaidoiries et documents*, mode de citation: ex. *C.I.J. Mémoires, Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*, vol. I.

Une liste exhaustive des dossiers d'affaires publiés dans la série *Mémoires, plaidoiries et documents* est disponible sur le site Internet de la Cour (onglet «Publications»).

c) Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour

Cette série contient les différents textes de base de la Cour. Six éditions bilingues (français et anglais) ont été produites, la dernière datant de 2007. Y sont reproduits la Charte des Nations Unies, le Statut de la Cour, le Règlement de la Cour, les Instructions de procédure⁴ ainsi que divers autres textes.

Série *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour*, mode de citation: ex. *C.I.J. Actes et documents n° 6*.

d) Annuaire-Yearbook

Chaque année paraît un *Annuaire* où il est rendu compte de l'activité de la Cour du 1^{er} août de l'année précédente au 31 juillet de l'année en cours. Cet ouvrage, qui comportait précédemment deux éditions, l'une en français (*Annuaire*), l'autre en anglais (*Yearbook*), est désormais publié dans une version bilingue.

Le présent *Annuaire-Yearbook* est le soixante-dixième de la série, qui a commencé par l'*Annuaire 1946-1947*.

Série *Annuaire-Yearbook*, mode de citation: ex. *C.I.J. Annuaire-I.C.J. Yearbook 2015-2016*.

e) Bibliographie de la Cour

Chaque année, le Greffe publie une liste des ouvrages et des documents ayant trait à la Cour qui sont parvenus à sa connaissance au cours des douze mois précédents.

Jusqu'en 1963-1964, les *Bibliographies n°s 1-18* ont formé le chapitre IX des *Annuaire*s et des *Yearbooks*. Entre 1964 et 2003, les *Bibliographies n°s 19-57* ont été publiées sous la forme de fascicules distincts. A partir de la *Bibliographie n° 58*, seule la version électronique sera disponible.

Série *Bibliographie*, mode de citation: ex. *C.I.J. Bibliographie n° 57*.

*

Diffusion des publications de la Cour

Les publications de la Cour sont distribuées gratuitement aux gouvernements et aux services publics de tous les Etats admis à ester devant la Cour qui en font la demande.

⁴ La version figurant dans le volume *Actes et documents n° 6*, p. 162-170, n'est pas à jour. L'*addendum* joint au présent *Annuaire-Yearbook* reproduit la version la plus actuelle des Instructions de procédure; toute modification apportée aux instructions est en outre placée sur le site Internet de la Cour.

The documents in 92 cases have so far been published.

Series entitled *Pleadings, Oral Arguments, Documents*, official citation: e.g. *I.C.J. Pleadings, Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)*, Vol. I.

An exhaustive list of the cases published in *Pleadings, Oral Arguments, Documents* is available on the Court's website (under "Publications").

(c) Acts and Documents concerning the Organization of the Court

This series consists of the Court's various basic texts. Six bilingual editions (English and French) have been published, the latest in 2007. They contain the Charter of the United Nations, the Statute and Rules of Court, the Practice Directions⁴ and a number of other texts.

Series entitled *Acts and Documents concerning the Organization of the Court*, official citation: e.g. *I.C.J. Acts and Documents No. 6*.

(d) Annuaire-Yearbook

Each year a *Yearbook* is published in which an account is given of the work of the Court during the period from 1 August of the preceding year to 31 July of the current year. This publication, previously produced in two editions (one in English (*Yearbook*) and one in French (*Annuaire*)), is now published in a single bilingual edition.

This *Annuaire-Yearbook* is the seventieth in the series, which started with the *Yearbook 1946-1947*.

Series entitled *Annuaire-Yearbook*, official citation: e.g. *C.I.J. Annuaire-I.C.J. Yearbook 2015-2016*.

(e) Bibliography of the Court

Each year, the Registry issues a *Bibliography* listing such works and documents relating to the Court as have come to its attention during the previous year.

Bibliographies Nos. 1-18 formed Chapter IX in the appropriate *Yearbook* or *Annuaire* up to the 1963-1964 editions. *Bibliographies Nos. 19-57* were issued as separate fascicles between 1964 and 2003. As of *No. 58*, only the electronic version will be available.

Series entitled *Bibliography*, official citation: e.g. *I.C.J. Bibliography No. 57*.

*

Dissemination of the publications of the Court

The publications of the Court are distributed free on request and as required to the governments or public services of all States entitled to appear before the Court.

⁴ The version of the Practice Directions in *Acts and Documents No. 6*, pp. 163-171, is not up to date. The most recent version is reproduced in the *addendum* to the present *Annuaire-Yearbook*; any amendments to the Practice Directions are also posted on the Court's website.

Dès parution de l'ouvrage papier, une version électronique des séries *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances; Mémoires, plaidoiries et documents; Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour; Annuaire-Yearbook* est placée sur le site Internet de la Cour, au format PDF (onglet « Publications »).

La vente des publications de la Cour est notamment assurée par la section des ventes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :

United Nations Publications
300 East 42nd Street,
Room IN-919 J
New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique
Courriel: publications@un.org

Les commandes doivent être adressées à info@eurospangroup.com (Europe, Afrique et Moyen-Orient) ou à order@un.org (Amérique, Asie et Pacifique).

De par le monde, plusieurs distributeurs proposent également les ouvrages de la Cour (voir la liste reproduite ci-après, p. 184).

Ces publications peuvent être consultées dans les principales bibliothèques de droit, notamment dans de nombreuses bibliothèques universitaires, dans certaines bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies et dans certaines bibliothèques bénéficiant du programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

Un *Catalogue*, édité en français et en anglais, donne le numéro de vente de chaque publication et son prix en dollars des Etats-Unis. Mis à jour chaque année par la diffusion soit d'*addenda*, soit d'une édition nouvelle, il est distribué gratuitement sur demande adressée au Greffe.

Une version PDF est également disponible sur le site Internet de la Cour (onglet « Publications », sous-onglet « Catalogue »).

* * *

*

As soon as the print edition appears, the following series are also published in electronic PDF format on the Court's website, under "Publications": *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders; Pleadings, Oral Arguments, Documents; Acts and Documents concerning the Organization of the Court; Annuaire-Yearbook*.

Printed publications are, *inter alia*, sold by the Sales and Marketing Section of the United Nations Secretariat at:

United Nations Publications
300 East 42nd Street,
Room IN-919 J
New York, NY 10017, United States of America
E-mail: publications@un.org

Orders should be sent to info@eurospangroup.com (Europe, Africa and the Middle East) or order@un.org (America, Asia and Pacific).

A number of distributors around the world also sell the Court's publications (see list reproduced below, p. 184).

These publications may be consulted in major law libraries, including many university libraries, certain depository libraries for United Nations publications, and libraries aided by the United Nations programme of assistance in the teaching, study, dissemination and wider appreciation of international law.

A *Catalogue* is issued in English and French. It lists the sales number of each publication and its price in US dollars. It is updated each year, by means either of an *addendum* or of a new edition. A free copy of the *Catalogue* may be obtained by applying to the Registry.

A PDF version is also available on the Court's website (under "Publications", subheading "Catalogue of Publications").

* * *

*

TROISIÈME PARTIE

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR
ET DE LA PROCÉDURE SUIVIE PAR ELLE

I. DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

A. Compétence en matière contentieuse

En vertu du paragraphe 1 de l'article 38 de son Statut, la Cour internationale de Justice a pour mission de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis. Sa compétence à cet égard est définie à l'article 93 de la Charte des Nations Unies et aux articles 34 à 37 de son Statut.

1. Compétence ratione personae

L'article 34, paragraphe 1, du Statut énonce que «[s]euls les Etats ont qualité pour se présenter devant la Cour». Les organisations internationales, les collectivités et les personnes privées ne sont donc pas habilitées à introduire une instance devant la Cour.

Les Etats admis à ester devant la Cour relèvent, quant à eux, de l'une des trois catégories suivantes.

a) *Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies*

Le paragraphe 1 de l'article 35 du Statut de la Cour dispose que «[l]a Cour est ouverte aux Etats parties au[dit] Statut». Or, en application du paragraphe 1 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies, «[t]ous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice».

Au 31 juillet 2016, l'Organisation des Nations Unies comptait 193 Etats Membres dont la liste est reproduite ci-après :

Etat	Date d'admission
Afghanistan	19 novembre 1946
Afrique du Sud	7 novembre 1945
Albanie	14 décembre 1955
Algérie	8 octobre 1962
Allemagne	18 septembre 1973
Andorre	28 juillet 1993
Angola	1 ^{er} décembre 1976
Antigua-et-Barbuda	11 novembre 1981

PART THREE

JURISDICTION OF THE COURT
AND THE PROCEDURE FOLLOWED BY IT

I. JURISDICTION OF THE COURT

A. Jurisdiction in Contentious Cases

Pursuant to Article 38, paragraph 1, of its Statute, it is the function of the International Court of Justice to decide in accordance with international law such disputes as are submitted to it. Its jurisdiction in this respect is defined in Article 93 of the Charter of the United Nations and in Articles 34 to 37 of the Statute of the Court.

1. Jurisdiction ratione personae

Article 34, paragraph 1, of the Statute provides that “[o]nly States may be parties in cases before the Court”. International organizations, other collectivities and private persons are therefore not entitled to institute proceedings before the International Court of Justice.

States entitled to appear before the Court may fall into one of the three categories listed below.

(a) *States Members of the United Nations*

Article 35, paragraph 1, of the Statute provides that the Court shall be open to the States parties to the Statute. Under Article 93, paragraph 1, of the Charter of the United Nations, “[a]ll Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice”.

As of 31 July 2016, the United Nations had 193 Member States, a list of which is given below:

State	Date of admission
Afghanistan	19 November 1946
Albania	14 December 1955
Algeria	8 October 1962
Andorra	28 July 1993
Angola	1 December 1976
Antigua and Barbuda	11 November 1981
Argentina	24 October 1945
Armenia	2 March 1992

Etat	Date d'admission
Arabie saoudite	24 octobre 1945
Argentine	24 octobre 1945
Arménie	2 mars 1992
Australie	1 ^{er} novembre 1945
Autriche	14 décembre 1955
Azerbaïdjan	2 mars 1992
Bahamas	18 septembre 1973
Bahreïn	21 septembre 1971
Bangladesh	17 septembre 1974
Barbade	9 décembre 1966
Bélarus	24 octobre 1945
Belgique	27 décembre 1945
Belize	25 septembre 1981
Bénin	20 septembre 1960
Bhoutan	21 septembre 1971
Bolivie (Etat plurinational de)	14 novembre 1945
Bosnie-Herzégovine	22 mai 1992
Botswana	17 octobre 1966
Brésil	24 octobre 1945
Brunéi Darussalam	21 septembre 1984
Bulgarie	14 décembre 1955
Burkina Faso	20 septembre 1960
Burundi	18 septembre 1962
Cabo Verde (République de)	16 septembre 1975
Cambodge	14 décembre 1955
Cameroun	20 septembre 1960
Canada	9 novembre 1945
Chili	24 octobre 1945
Chine	24 octobre 1945
Chypre	20 septembre 1960
Colombie	5 novembre 1945
Comores	12 novembre 1975
Congo	20 septembre 1960
Costa Rica	2 novembre 1945
Côte d'Ivoire	20 septembre 1960
Croatie	22 mai 1992
Cuba	24 octobre 1945
Danemark	24 octobre 1945

State	Date of admission
Australia	1 November 1945
Austria	14 December 1955
Azerbaijan	2 March 1992
Bahamas	18 September 1973
Bahrain	21 September 1971
Bangladesh	17 September 1974
Barbados	9 December 1966
Belarus	24 October 1945
Belgium	27 December 1945
Belize	25 September 1981
Benin	20 September 1960
Bhutan	21 September 1971
Bolivia (Plurinational State of)	14 November 1945
Bosnia and Herzegovina	22 May 1992
Botswana	17 October 1966
Brazil	24 October 1945
Brunei Darussalam	21 September 1984
Bulgaria	14 December 1955
Burkina Faso	20 September 1960
Burundi	18 September 1962
Cabo Verde (Republic of)	16 September 1975
Cambodia	14 December 1955
Cameroon	20 September 1960
Canada	9 November 1945
Central African Republic	20 September 1960
Chad	20 September 1960
Chile	24 October 1945
China	24 October 1945
Colombia	5 November 1945
Comoros	12 November 1975
Congo	20 September 1960
Costa Rica	2 November 1945
Côte d'Ivoire	20 September 1960
Croatia	22 May 1992
Cuba	24 October 1945
Cyprus	20 September 1960
Czech Republic	19 January 1993
Democratic People's Republic of Korea	17 September 1991

Etat	Date d'admission
Djibouti	20 septembre 1977
Dominique	18 décembre 1978
Egypte	24 octobre 1945
El Salvador	24 octobre 1945
Emirats arabes unis	9 décembre 1971
Equateur	21 décembre 1945
Erythrée	28 mai 1993
Espagne	14 décembre 1955
Estonie	17 septembre 1991
Etats-Unis d'Amérique	24 octobre 1945
Ethiopie	13 novembre 1945
Ex-République yougoslave de Macédoine	8 avril 1993
Fédération de Russie	24 octobre 1945
Fidji	13 octobre 1970
Finlande	14 décembre 1955
France	24 octobre 1945
Gabon	20 septembre 1960
Gambie	21 septembre 1965
Géorgie	31 juillet 1992
Ghana	8 mars 1957
Grèce	25 octobre 1945
Grenade	17 septembre 1974
Guatemala	21 novembre 1945
Guinée	12 décembre 1958
Guinée-Bissau	17 septembre 1974
Guinée équatoriale	12 novembre 1968
Guyana	20 septembre 1966
Haïti	24 octobre 1945
Honduras	17 décembre 1945
Hongrie	14 décembre 1955
Iles Marshall	17 septembre 1991
Iles Salomon	19 septembre 1978
Inde	30 octobre 1945
Indonésie	28 septembre 1950
Iran (République islamique d')	24 octobre 1945
Iraq	21 décembre 1945
Irlande	14 décembre 1955

State	Date of admission
Democratic Republic of the Congo	20 September 1960
Denmark	24 October 1945
Djibouti	20 September 1977
Dominica	18 December 1978
Dominican Republic	24 October 1945
Ecuador	21 December 1945
Egypt	24 October 1945
El Salvador	24 October 1945
Equatorial Guinea	12 November 1968
Eritrea	28 May 1993
Estonia	17 September 1991
Ethiopia	13 November 1945
Fiji	13 October 1970
Finland	14 December 1955
France	24 October 1945
Gabon	20 September 1960
Gambia	21 September 1965
Georgia	31 July 1992
Germany	18 September 1973
Ghana	8 March 1957
Greece	25 October 1945
Grenada	17 September 1974
Guatemala	21 November 1945
Guinea	12 December 1958
Guinea-Bissau	17 September 1974
Guyana	20 September 1966
Haiti	24 October 1945
Honduras	17 December 1945
Hungary	14 December 1955
Iceland	19 November 1946
India	30 October 1945
Indonesia	28 September 1950
Iran (Islamic Republic of)	24 October 1945
Iraq	21 December 1945
Ireland	14 December 1955
Israel	11 May 1949
Italy	14 December 1955

Etat	Date d'admission
Islande	19 novembre 1946
Israël	11 mai 1949
Italie	14 décembre 1955
Jamaïque	18 septembre 1962
Japon	18 décembre 1956
Jordanie	14 décembre 1955
Kazakhstan	2 mars 1992
Kenya	16 décembre 1963
Kirghizistan	2 mars 1992
Kiribati	14 septembre 1999
Koweït	14 mai 1963
Lesotho	17 octobre 1966
Lettonie	17 septembre 1991
Liban	24 octobre 1945
Libéria	2 novembre 1945
Libye	14 décembre 1955
Liechtenstein	18 septembre 1990
Lituanie	17 septembre 1991
Luxembourg	24 octobre 1945
Madagascar	20 septembre 1960
Malaisie	17 septembre 1957
Malawi	1 ^{er} décembre 1964
Maldives	21 septembre 1965
Mali	28 septembre 1960
Malte	1 ^{er} décembre 1964
Maroc	12 novembre 1956
Maurice	24 avril 1968
Mauritanie	27 octobre 1961
Mexique	7 novembre 1945
Micronésie (Etats fédérés de)	17 septembre 1991
Monaco	28 mai 1993
Mongolie	27 octobre 1961
Monténégro	28 juin 2006
Mozambique	16 septembre 1975
Myanmar	19 avril 1948
Namibie	23 avril 1990
Nauru	14 septembre 1999
Népal	14 décembre 1955

State	Date of admission
Jamaica	18 September 1962
Japan	18 December 1956
Jordan	14 December 1955
Kazakhstan	2 March 1992
Kenya	16 December 1963
Kiribati	14 September 1999
Kuwait	14 May 1963
Kyrgyzstan	2 March 1992
Lao People's Democratic Republic	14 December 1955
Latvia	17 September 1991
Lebanon	24 October 1945
Lesotho	17 October 1966
Liberia	2 November 1945
Libya	14 December 1955
Liechtenstein	18 September 1990
Lithuania	17 September 1991
Luxembourg	24 October 1945
Madagascar	20 September 1960
Malawi	1 December 1964
Malaysia	17 September 1957
Maldives	21 September 1965
Mali	28 September 1960
Malta	1 December 1964
Marshall Islands	17 September 1991
Mauritania	27 October 1961
Mauritius	24 April 1968
Mexico	7 November 1945
Micronesia (Federated States of)	17 September 1991
Monaco	28 May 1993
Mongolia	27 October 1961
Montenegro	28 June 2006
Morocco	12 November 1956
Mozambique	16 September 1975
Myanmar	19 April 1948
Namibia	23 April 1990
Nauru	14 September 1999
Nepal	14 December 1955
Netherlands	10 December 1945

Etat	Date d'admission
Nicaragua	24 octobre 1945
Niger	20 septembre 1960
Nigéria	7 octobre 1960
Norvège	27 novembre 1945
Nouvelle-Zélande	24 octobre 1945
Oman	7 octobre 1971
Ouganda	25 octobre 1962
Ouzbékistan	2 mars 1992
Pakistan	30 septembre 1947
Palaos	15 décembre 1994
Panama	13 novembre 1945
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10 octobre 1975
Paraguay	24 octobre 1945
Pays-Bas	10 décembre 1945
Pérou	31 octobre 1945
Philippines	24 octobre 1945
Pologne	24 octobre 1945
Portugal	14 décembre 1955
Qatar	21 septembre 1971
République arabe syrienne	24 octobre 1945
République centrafricaine	20 septembre 1960
République de Corée	17 septembre 1991
République démocratique du Congo	20 septembre 1960
République démocratique populaire lao	14 décembre 1955
République de Moldova	2 mars 1992
République dominicaine	24 octobre 1945
République populaire démocratique de Corée	17 septembre 1991
République tchèque	19 janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	14 décembre 1961
Roumanie	14 décembre 1955
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	24 octobre 1945
Rwanda	18 septembre 1962
Sainte-Lucie	18 septembre 1979
Saint-Kitts-et-Nevis	23 septembre 1983

State	Date of admission
New Zealand	24 October 1945
Nicaragua	24 October 1945
Niger	20 September 1960
Nigeria	7 October 1960
Norway	27 November 1945
Oman	7 October 1971
Pakistan	30 September 1947
Palau	15 December 1994
Panama	13 November 1945
Papua New Guinea	10 October 1975
Paraguay	24 October 1945
Peru	31 October 1945
Philippines	24 October 1945
Poland	24 October 1945
Portugal	14 December 1955
Qatar	21 September 1971
Republic of Korea	17 September 1991
Republic of Moldova	2 March 1992
Romania	14 December 1955
Russian Federation	24 October 1945
Rwanda	18 September 1962
Saint Kitts and Nevis	23 September 1983
Saint Lucia	18 September 1979
Saint Vincent and the Grenadines	16 September 1980
Samoa	15 December 1976
San Marino	2 March 1992
Sao Tome and Principe	16 September 1975
Saudi Arabia	24 October 1945
Senegal	28 September 1960
Serbia	1 November 2000
Seychelles	21 September 1976
Sierra Leone	27 September 1961
Singapore	21 September 1965
Slovakia	19 January 1993
Slovenia	22 May 1992
Solomon Islands	19 September 1978
Somalia	20 September 1960
South Africa	7 November 1945

Etat	Date d'admission
Saint-Marin	2 mars 1992
Saint-Vincent-et-les Grenadines	16 septembre 1980
Samoa	15 décembre 1976
Sao Tomé-et-Principe	16 septembre 1975
Sénégal	28 septembre 1960
Serbie	1 ^{er} novembre 2000
Seychelles	21 septembre 1976
Sierra Leone	27 septembre 1961
Singapour	21 septembre 1965
Slovaquie	19 janvier 1993
Slovénie	22 mai 1992
Somalie	20 septembre 1960
Soudan	12 novembre 1956
Soudan du Sud	14 juillet 2011
Sri Lanka	14 décembre 1955
Suède	19 novembre 1946
Suisse	10 septembre 2002
Suriname	4 décembre 1975
Swaziland	24 septembre 1968
Tadjikistan	2 mars 1992
Tchad	20 septembre 1960
Thaïlande	16 décembre 1946
Timor-Leste	27 septembre 2002
Togo	20 septembre 1960
Tonga	14 septembre 1999
Trinité-et-Tobago	18 septembre 1962
Tunisie	12 novembre 1956
Turkménistan	2 mars 1992
Turquie	24 octobre 1945
Tuvalu	5 septembre 2000
Ukraine	24 octobre 1945
Uruguay	18 décembre 1945
Vanuatu	15 septembre 1981
Venezuela (République bolivarienne du)	15 novembre 1945
Viet Nam	20 septembre 1977
Yémen	30 septembre 1947
Zambie	1 ^{er} décembre 1964
Zimbabwe	25 août 1980

State	Date of admission
South Sudan	14 July 2011
Spain	14 December 1955
Sri Lanka	14 December 1955
Sudan	12 November 1956
Suriname	4 December 1975
Swaziland	24 September 1968
Sweden	19 November 1946
Switzerland	10 September 2002
Syrian Arab Republic	24 October 1945
Tajikistan	2 March 1992
Thailand	16 December 1946
The former Yugoslav Republic of Macedonia	8 April 1993
Timor-Leste	27 September 2002
Togo	20 September 1960
Tonga	14 September 1999
Trinidad and Tobago	18 September 1962
Tunisia	12 November 1956
Turkey	24 October 1945
Turkmenistan	2 March 1992
Tuvalu	5 September 2000
Uganda	25 October 1962
Ukraine	24 October 1945
United Arab Emirates	9 December 1971
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	24 October 1945
United Republic of Tanzania	14 December 1961
United States of America	24 October 1945
Uruguay	18 December 1945
Uzbekistan	2 March 1992
Vanuatu	15 September 1981
Venezuela (Bolivarian Republic of)	15 November 1945
Viet Nam	20 September 1977
Yemen	30 September 1947
Zambia	1 December 1964
Zimbabwe	25 August 1980

b) *Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, mais parties au Statut*

Le paragraphe 2 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies prévoit que les Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies peuvent devenir parties au Statut de la Cour, aux conditions déterminées dans chaque cas par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité.

La Suisse (à partir du 28 juillet 1948), le Liechtenstein (à partir du 29 mars 1950), Saint-Marin (à partir du 18 février 1954), le Japon (à partir du 2 avril 1954) et Nauru (à partir du 29 janvier 1988) ont relevé de cette catégorie avant de devenir Membres des Nations Unies.

Les conditions posées à cette fin ont jusqu'à présent été les mêmes dans tous les cas. Elles ont été fixées pour la première fois par une résolution de l'Assemblée générale adoptée à la suite d'une demande du Conseil fédéral suisse⁵. La date à laquelle l'Etat intéressé devient partie au Statut est celle du dépôt de l'instrument d'acceptation desdites conditions auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Deux autres résolutions de l'Assemblée générale précisent, d'une part, les conditions dans lesquelles les Etats non membres de l'Organisation, mais parties au Statut, peuvent participer à l'élection des membres de la Cour (résolution 264 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 8 octobre 1948, dont le texte est reproduit dans *Actes et documents n° 6*, p. 184) et, d'autre part, la participation de ces Etats à la procédure d'amendement du Statut de la Cour (résolution 2520 (XXIV) adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1969, dont le texte est reproduit dans *Actes et documents n° 6*, p. 184-186).

c) *Etats non parties au Statut, mais pouvant être admis à ester devant la Cour*

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 35 du Statut (voir aussi Règlement, art. 26, par. 1, al. c), et art. 41), la Cour est également ouverte à d'autres Etats que ceux parties à son Statut. Ladite disposition prévoit que les conditions pertinentes sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil de sécurité, étant précisé que ces conditions ne sauraient, en aucun cas, résulter pour les parties en une inégalité devant la Cour.

A ce jour, les conditions posées en la matière sont énoncées dans la résolution 9 (1946) prise le 15 octobre 1946 par le Conseil de sécurité (voir *Actes et documents n° 6*, p. 186-188). Il y est précisé que les Etats non parties au Statut doivent, pour que la Cour leur soit ouverte, avoir déposé préalablement au Greffe de la Cour une déclaration par laquelle ils acceptent la juridiction de celle-ci conformément à la Charte des Nations Unies et aux conditions du Statut et du Règlement de la Cour, déclaration par laquelle ils s'engagent à exécuter de bonne foi l'arrêt ou les arrêts de la Cour et à accepter toutes les obligations mises à la charge d'un Membre des Nations Unies par l'article 94 de la Charte. Il y est en outre dit qu'une telle déclaration peut avoir soit un caractère particulier (et viser un ou plusieurs différends déjà nés), soit un caractère général (et viser tous différends ou une ou plusieurs catégories de différends nés ou à naître).

A ce jour, des déclarations de caractère particulier ont été déposées par l'Albanie (1947) et l'Italie (1953), et des déclarations de caractère général par le Cambodge (1952), Ceylan

⁵ Résolution 91 (I) du 11 décembre 1946, dont le texte intégral figure sur le site Internet de l'Organisation des Nations Unies (www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm).

(b) *States, not members of the United Nations, parties to the Statute*

Article 93, paragraph 2, of the Charter of the United Nations provides that States which are not members of the United Nations may become parties to the Statute of the Court on conditions to be determined in each case by the General Assembly upon the recommendation of the Security Council.

Switzerland (as from 28 July 1948), Liechtenstein (as from 29 March 1950), San Marino (as from 18 February 1954), Japan (as from 2 April 1954) and Nauru (as from 29 January 1988) fell into this category before joining the United Nations.

The conditions imposed have hitherto been the same in each case. They were laid down for the first time in a resolution adopted by the General Assembly as a result of a request by the Swiss Federal Council⁵. The date on which the State concerned becomes a party to the Statute is that of the deposit with the Secretary-General of the United Nations of the instrument of acceptance of the said conditions.

Two other General Assembly resolutions govern, on the one hand, the conditions under which States that are not members of the United Nations but are parties to the Statute may participate in the election of Members of the Court (resolution 264 (III) adopted by the General Assembly on 8 October 1948, reproduced in *Acts and Documents No. 6*, p. 185) and, on the other hand, the participation of such States in the procedure for amending the Statute of the Court (resolution 2520 (XXIV) adopted by the General Assembly on 4 December 1969, reproduced in *Acts and Documents No. 6*, pp. 185-187).

(c) *States, not parties to the Statute, to which the Court may be open*

Under the terms of Article 35, paragraph 2, of the Statute (see also Rules, Art. 26, para. 1 (c), and Art. 41), the Court is also open to other States not parties to its Statute. This Article provides that the relevant conditions shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Security Council, but in no case shall such conditions place the parties in a position of inequality before the Court.

The conditions applicable in such instances are currently set out in resolution 9 (1946) adopted on 15 October 1946 by the Security Council (see *Acts and Documents No. 6*, pp. 187-189), which stipulates that, in order to have access to the Court, a State not party to the Statute must previously have deposited in the Registry of the Court a declaration by which it accepts the Court's jurisdiction, in accordance with the Charter of the United Nations and subject to the conditions of the Statute and Rules of Court, and undertakes to comply in good faith with the decision or decisions of the Court and to accept all the obligations of a Member of the United Nations under Article 94 of the Charter. Resolution 9 further states that such a declaration may be either particular (and relate to a dispute or disputes which have already arisen) or general (and relate to all disputes or to one or several classes of disputes which have already arisen or which may arise in the future).

To date, particular declarations have been filed by Albania (1947) and Italy (1953), and general declarations by Cambodia (1952), Ceylon (1952), the Federal Republic

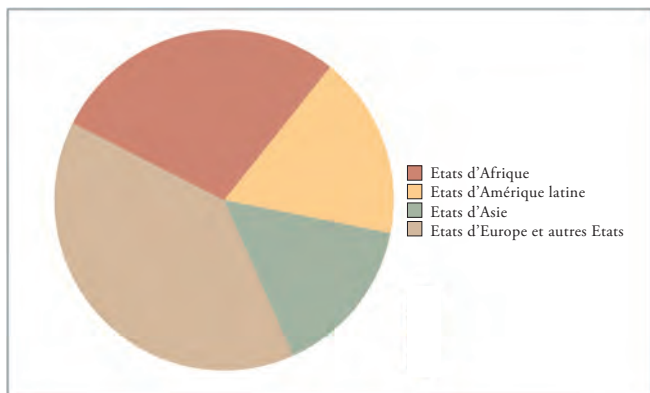
⁵ Resolution 91 (I) of 11 December 1946, the full text of which can be found on the website of the United Nations (www.un.org/documents/ga/res/1/ares1.htm).

(1952), la Finlande (1953 et 1954), l'Italie (1955), le Japon (1951), le Laos (1952), la République fédérale d'Allemagne (1955, 1956, 1961, 1965 et 1971) et la République du Viet Nam (1952).

*

Au 31 juillet 2016, 93 Etats ont été parties à des affaires contentieuses portées devant la Cour. Leurs noms sont indiqués dans le tableau de la page 70. Ces Etats apparaissent par ailleurs sur le croquis dépliant qui figure à la gauche de la page 70.

La répartition géographique des Etats ayant été parties à des affaires est la suivante :



2. *Compétence ratione materiae*

La compétence de la Cour en matière contentieuse repose sur le consentement des Etats admis à ester devant elle. La forme suivant laquelle ce consentement est exprimé détermine la manière dont la Cour peut être saisie. La Cour ne peut connaître d'un différend que si les Etats concernés ont accepté sa compétence d'une ou plusieurs des quatre manières suivantes :

a) *Compromis*

Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut prévoit, en tout premier lieu, que la compétence de la Cour s'étend «à toutes les affaires que les parties lui soumettront». Les parties peuvent donc convenir ensemble de porter un différend déjà existant devant la Cour et ainsi reconnaître la compétence de celle-ci aux fins de l'espèce.

Dans une telle hypothèse, la Cour est normalement saisie par la notification au Greffe d'un accord, dit *compromis*, conclu spécialement à cet effet par les parties.

A ce jour, 17 affaires ont été soumises à la Cour de cette manière.

La liste des affaires introduites par compromis figure à l'annexe 6 (voir p. 115).

b) *Traités et conventions*

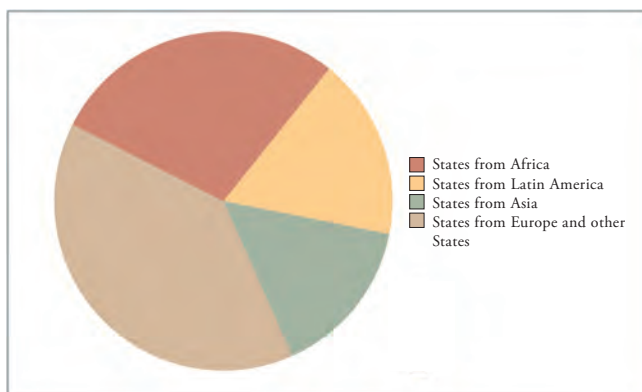
Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut dispose également que la compétence de la Cour s'étend aux cas «spécialement prévus ... dans les traités et conventions en vigueur». Aujourd'hui, plusieurs centaines de traités et de conventions contiennent une clause

of Germany (1955, 1956, 1961, 1965 and 1971), Finland (1953 and 1954), Italy (1955), Japan (1951), Laos (1952) and the Republic of Viet Nam (1952).

*

As of 31 July 2016, 93 States have been parties to contentious cases before the Court. These States are listed in the table on page 70. They also appear in the fold-out sketch-map on the left of page 70.

The geographical breakdown of these States is as follows:



2. *Jurisdiction ratione materiae*

The jurisdiction of the Court in contentious proceedings is based on the consent of the States to which it is open. The form in which this consent is expressed determines the manner in which a case may be brought before the Court. The Court is competent to entertain a dispute only if the States concerned have accepted its jurisdiction in one or more of the following four ways:

(a) *Special agreement*

Article 36, paragraph 1, of the Statute provides, first, that the Court's jurisdiction comprises "all cases which the parties refer to it". Parties may therefore agree to submit an existing dispute to the Court and thus to recognize the Court's jurisdiction for the purposes of the case.

Such cases normally come before the Court by notification to the Registry of an instrument known as a *special agreement* and concluded by the parties specially for this purpose.

To date, 17 such cases have been submitted to the Court.

For the list of cases submitted by special agreement, see Annex 6 (p. 115).

(b) *Treaties and conventions*

Article 36, paragraph 1, of the Statute also provides that the Court's jurisdiction comprises "all matters specially provided for . . . in treaties and conventions in force". Today, several hundred treaties and conventions contain a compromissory clause pro-

compromissoire prévoyant la compétence de la Cour. A ces instruments s'en ajoutent d'autres, conclus auparavant, et qui conféraient compétence à la Cour permanente de Justice internationale. En effet, le Statut de la CIJ dispose en son article 37 que, lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la CPJI, la Cour internationale de Justice constitue cette juridiction entre les parties audit Statut⁶. Il n'est cependant pas aisé de déterminer de manière exacte le nombre de tels traités actuellement en vigueur. Aussi aucune liste exhaustive n'existe-t-elle. Le Greffe publie sur le site Internet de la Cour une liste chronologique des instruments qui lui ont été notifiés, après avoir été enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (onglet « Compétence »).

Lorsqu'un Etat invoque la clause compromissoire d'un traité pour fonder la compétence de la Cour, celle-ci est normalement saisie par une requête introductive d'instance, acte unilatéral qui doit indiquer l'objet du différend et les parties (Statut, art. 40, par. 1) et comporter, autant que possible, la mention de la disposition sur laquelle le requérant entend fonder la compétence de la Cour (Règlement, art. 38).

A ce jour, des clauses compromissaires ont été invoquées dans 73 requêtes introductives d'instance.

L'annexe 7 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 117) donne la liste de ces affaires et précise le nom de l'instrument invoqué.

c) *Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*

Le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut définit un troisième moyen de consentir à la compétence. Il prévoit qu'un Etat peut, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Le paragraphe 3 dudit article précise que ces déclarations peuvent être faites purement ou simplement ou être assorties de réserves.

Lorsqu'une déclaration d'acceptation de sa juridiction obligatoire est invoquée, la Cour est saisie par requête.

L'annexe 7 au présent ouvrage donne la liste des affaires en lesquelles des déclarations ont été invoquées comme fondement de la compétence de la Cour.

Les déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut sont déposées auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et publiées dans le *Recueil des traités des Nations Unies*.

⁶ Les dispositions pertinentes des traités ou conventions qui régissaient la compétence de la Cour permanente de Justice internationale ont été reproduites par la CPJI, en 1932, dans sa *Collection des textes régissant la compétence de la Cour* (C.P.J.I. série D n° 6, quatrième édition) et, par la suite, dans le chapitre X de ses *Rapports annuels* (C.P.J.I. série E n° 8-16).

viding for the jurisdiction of the Court. There are also other such instruments, concluded earlier, that conferred jurisdiction on the Permanent Court of International Justice; Article 37 of the ICJ Statute stipulates that whenever a treaty or convention in force provides for reference of a matter to a tribunal to have been instituted by the League of Nations, or to the PCIJ, the matter shall, as between the parties to the Statute⁶, be referred to the International Court of Justice. It is not easy to determine, however, exactly how many such treaties are currently in force, and hence there is no comprehensive list. The Registry publishes on the Court's website a chronological list of the instruments notified to the Registry following registration at the Secretariat of the United Nations (under "Jurisdiction").

When a State invokes the compromissory clause of a treaty as basis for the Court's jurisdiction, the matter is normally brought before the Court by means of an application instituting proceedings; this is a unilateral document which must indicate the subject of the dispute and the parties (Statute, Art. 40, para. 1) and, as far as possible, specify the provision on which the jurisdiction of the Court is said to be based (Rules, Art. 38).

To date, compromissory clauses have been invoked in 73 Applications instituting proceedings.

A list of the names of both the cases and the instruments concerned can be found in Annex 7 of the present *Annuaire-Yearbook* (p. 117).

(c) *Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory*

Article 36, paragraph 2, of the Statute sets out a third means by which States may recognize the Court's jurisdiction. It provides that a State may at any time declare that it recognizes as compulsory, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes concerning:

- (a) the interpretation of a treaty;
- (b) any question of international law;
- (c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;
- (d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

Paragraph 3 of the same Article states that such declarations may be made unconditionally or with reservations.

When a declaration recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory is invoked, the Court is seized by means of an application.

A list of the cases in which declarations have been invoked as a basis for the Court's jurisdiction can be found in Annex 7 of the present *Annuaire-Yearbook*.

Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory under Article 36, paragraph 2, of the Statute are filed with the Secretary-General of the United Nations and published in the *United Nations Treaty Series*. They are also reproduced in

⁶ The relevant provisions of the instruments governing the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice were reproduced by the PCIJ, in 1932, in its *Collection of Texts Governing the Jurisdiction of the Court (P.C.I.J., Series D, No. 6*, fourth edition) and subsequently in Chapter X of its *Annual Reports (P.C.I.J., Series E, Nos. 8-16)*.

Elles sont également reproduites dans l'*Annuaire-Yearbook* correspondant à l'année au cours de laquelle elles ont été faites, ainsi que sur le site Internet de la Cour (onglet « Compétence »)⁷.

Au 31 juillet 2016, 72 déclarations avaient ainsi été déposées (54 étant assorties de réserves)⁸. La dernière en date est celle de la Roumanie (23 juin 2015).

Il convient de noter que, par application du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, les déclarations faites sous le régime du Statut de la Cour permanente de Justice internationale qui ne sont pas devenues caduques ou n'ont pas été retirées sont considérées comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes. Ces déclarations, qui sont actuellement au nombre de six, sont également publiées sur le site Internet de la Cour⁹.

d) Forum prorogatum

Outre les trois modes susmentionnés, la Cour peut également être saisie d'une affaire par la voie dite du *forum prorogatum*. Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement prévoit le cas où un Etat dépose une requête contre un autre Etat tout en reconnaissant que celui-ci n'a pas reconnu la compétence de la Cour au moment du dépôt et en l'invitant à le faire. L'Etat contre lequel la requête est ainsi formée a alors la possibilité d'accepter cette compétence. L'instance n'est réputée introduite qu'à la date de cette acceptation.

A ce jour, 17 requêtes de ce type ont été déposées. Dans deux cas seulement, l'Etat contre lequel la requête avait été formée a accepté la compétence de la Cour. Cela s'est produit en avril 2003 en l'affaire relative à *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)* et en août 2006 en l'affaire relative à *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*.

L'annexe 8 au présent *Annuaire-Yearbook* (p. 132) offre de plus amples informations sur cette question.

La requête la plus récente présentée sur ce fondement est celle que l'Argentine a déposée le 17 août 2014 contre les Etats-Unis d'Amérique.

Il convient de rappeler que, avant l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement (le 1^{er} juillet 1978), la Cour traitait les requêtes fondées sur le *forum prorogatum* comme toute autre requête qui lui était adressée: le Greffe procédait aux notifications habituelles et l'« affaire » était inscrite au rôle général de la Cour. Elle ne pouvait en être rayée que si l'Etat défendeur refusait de manière explicite la compétence de la Cour pour en connaître. Cette dernière était par conséquent amenée à rendre des ordonnances à seule fin de rayer ces « affaires » du rôle. Ainsi que le rappelle l'annexe 8, la Cour a déclaré en huit occasions qu'elle ne pouvait pas donner suite aux requêtes qui lui avaient été soumises, faute d'acceptation de sa compétence par l'Etat défendeur.

⁷ Ces deux dernières publications n'ont qu'une valeur illustrative.

⁸ Depuis 1951, 15 autres déclarations relatives à la compétence de la Cour internationale de Justice, soit faites expressément, soit relevant du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la Cour, ont expiré, ont été retirées ou sont parvenues à échéance et n'ont pas été renouvelées. Elles émanaient des Etats suivants: Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Chine, Colombie, El Salvador, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Iran, Israël, Nauru, Serbie-et-Monténégro, Thaïlande et Turquie.

⁹ Cette dernière publication n'a qu'une valeur illustrative.

the *Annuaire-Yearbook* for the year in which they were made and on the Court's website (under "Jurisdiction")⁷.

As of 31 July 2016, 72 such declarations had been deposited (54 with reservations)⁸. The most recent of these was deposited by Romania (23 June 2015).

It should be noted that, in view of the provisions of Article 36, paragraph 5, of the Statute of the International Court of Justice, the texts of declarations made under the Statute of the Permanent Court of International Justice which have not lapsed or been withdrawn shall be deemed to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period which they still have to run and in accordance with their terms. There are currently six such declarations, which can also be found on the Court's website⁹.

(d) Forum prorogatum

In addition to the three ways set out above, a case may also be brought before the Court under the so-called *forum prorogatum* rule. Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court makes provision for a State to file an application against another State, in the knowledge that that State has not recognized the Court's jurisdiction at the time of the filing and inviting it to do so. The State against which the application has been made then has the possibility of accepting that jurisdiction. Proceedings are only considered instituted as from the date of that acceptance.

To date, 17 such Applications have been filed. In only two cases has the Court's jurisdiction been accepted by the respondent party: in April 2003 in the case concerning *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*, and in August 2006 in the case concerning *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)*.

Further details can be found in Annex 8 of the present *Annuaire-Yearbook* (p. 132).

The most recent Application to be submitted in this way was that filed by Argentina on 17 August 2014 against the United States of America.

It should be recalled however that, prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules (on 1 July 1978), applications based on *forum prorogatum* were dealt with by the Court in the same way as any other application submitted to it: the Registry carried out the usual notifications and the "case" was entered in the Court's General List. It could only be removed from the List if the respondent State explicitly refused to consent to the Court's jurisdiction to entertain it; the Court was then required to make an order for the sole purpose of removing the "case" from the List. As Annex 8 shows, the Court has on eight occasions declared itself unable to entertain a case submitted to it because the respondent State has refused to consent to its jurisdiction.

⁷ In these two instances, the declarations are published for information purposes only.

⁸ Since 1951, 15 other declarations relating to the jurisdiction of the International Court of Justice, either expressly or by virtue of Article 36, paragraph 5, of the Statute, have expired, been withdrawn or been terminated without being subsequently replaced. These were the declarations of the following States: Bolivia, Brazil, China, Colombia, El Salvador, France, Guatemala, Iran, Israel, Nauru, Serbia and Montenegro, South Africa, Thailand, Turkey and the United States of America.

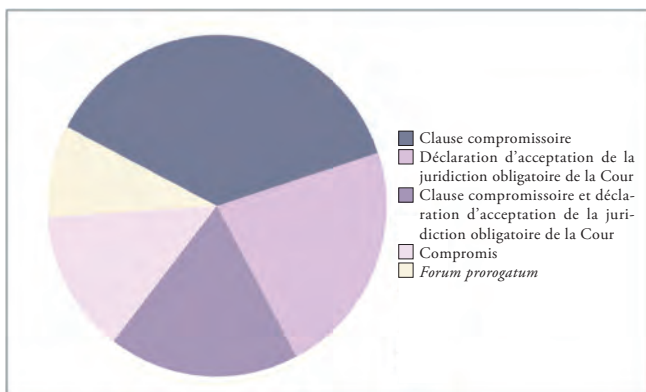
⁹ These declarations are published on the Court's website for information purposes only.

En l'affaire du *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, la Cour a estimé, suite au dépôt de la requête du Royaume-Uni, qu'elle avait compétence sur la base de l'acceptation, par l'Albanie, de la recommandation du Conseil de sécurité tendant à ce que les deux pays soumettent leur différend à la Cour (arrêt sur l'exception préliminaire du 25 mars 1948). Immédiatement après le prononcé de l'arrêt sur l'exception préliminaire, les Parties ont notifié à la Cour un compromis.

*

Au 31 juillet 2016, la Cour a été saisie de 138 affaires contentieuses, dont 17 lui ont été soumises par compromis et 9 sur le fondement d'une disposition particulière de son Statut ou d'un arrêt rendu par elle (la Cour a ainsi été saisie de 5 demandes en interprétation, de 3 demandes en révision et de 1 «demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*»). Les 111 autres affaires lui ont été soumises par requête : 50 étaient exclusivement fondées sur une clause compromissoire, 28 exclusivement sur une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, 23 sur les deux et 11 sur la règle dite du *forum prorogatum*.

Les modes de saisine de la Cour examinés ci-dessus se répartissent donc comme suit :



3. Observations relatives à la compétence

a) La Cour se prononce sur sa propre compétence

Il arrive que la compétence de la Cour soit contestée (voir ci-après, p. 78). Le paragraphe 6 de l'article 36 du Statut dispose que, en pareil cas, la Cour décide.

b) Compétence de la Cour après le prononcé d'un arrêt

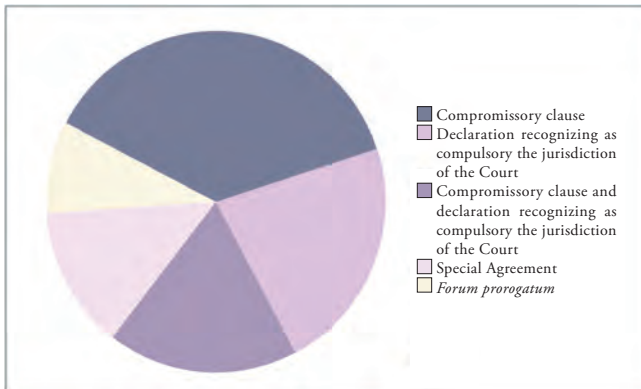
Les arrêts de la Cour sont définitifs et sans recours. Il se peut toutefois qu'une contestation naisse entre les Etats concernés s'agissant du sens ou de la portée d'un arrêt rendu, entraînant la nécessité de l'interpréter. De même, la découverte, après le prononcé d'un arrêt, d'un fait décisif qui existait avant ce prononcé peut requérir que l'arrêt en cause soit révisé. La procédure suivie en la matière et les conditions posées sont présentées ci-après (voir p. 81).

In the *Corfu Channel* case (*United Kingdom v. Albania*), following the filing of an Application by the United Kingdom, the Court found that it had jurisdiction on the basis of Albania’s acceptance of the Security Council’s recommendation that the two States should refer their dispute to the Court (Judgment on the preliminary objection, 25 March 1948). Immediately after the delivery of the Judgment on the preliminary objection, the Parties notified to the Court a special agreement.

*

As of 31 July 2016, the Court has been seised of 138 contentious cases, of which 17 were submitted by special agreement and 9 on the basis of a particular provision of the Statute or of a Judgment of the Court; it has thus received 5 requests for interpretation, 3 applications for revision and 1 “request for an examination of the situation in accordance with paragraph 63 of the Court’s Judgment of 20 December 1974 in the *Nuclear Tests (New Zealand v. France)* case”. The other 111 were submitted by means of an application: 50 have relied solely on a compromissory clause, 28 solely on a declaration recognizing the Court’s jurisdiction as compulsory, 23 on both a compromissory clause and a declaration, and 11 on the so-called *forum prorogatum* rule.

The ways in which the Court, as discussed above, can thus be broken down as follows:



3. Remarks concerning jurisdiction

(a) *The Court itself decides any question as to its jurisdiction*

The Court’s jurisdiction may be disputed (see below, p. 78). Article 36, paragraph 6, of the Statute provides that, in the event of such a dispute, the matter shall be settled by the decision of the Court.

(b) *Jurisdiction of the Court after delivery of a judgment*

The Court’s judgments are binding and without appeal. However, a dispute may arise between the States concerned as to the meaning or scope of a judgment, requiring it to be interpreted. Similarly, the discovery, after the delivery of a judgment, of a decisive fact that existed before that delivery may call for the judgment in question to be revised. The procedure followed in such instances and the conditions to be fulfilled are described below (see p. 81).

B. *Compétence en matière consultative*

1. *Présentation générale*

Aux termes de l'article 65 du Statut, la Cour peut donner un avis consultatif sur une question juridique, à la demande de tout organe ou institution autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander un tel avis.

La Charte dispose, en son article 96, paragraphe 1, que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité peuvent demander à la Cour un avis consultatif sur toute question juridique. Il est en outre précisé, dans le paragraphe 2 du même article, que :

« [t]ous autres organes de l'Organisation et institutions spécialisées qui peuvent, à un moment quelconque, recevoir de l'Assemblée générale une autorisation à cet effet ont également le droit de demander à la Cour des avis consultatifs sur des questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de leur activité ».

Les questions sur lesquelles l'avis est demandé doivent être formulées en termes précis dans une *requête pour avis consultatif*.

2. *Entités admises à saisir la Cour en matière consultative*

A ce jour, six organes des Nations Unies et 16 institutions spécialisées ou organisation apparentée ont qualité pour demander des avis consultatifs¹⁰.

Les cas précis dans lesquels ces diverses institutions peuvent recourir à la compétence consultative de la CIJ sont prévus par leurs actes constitutifs, constitutions ou statuts, ou par des conventions ou accords particuliers. Le tableau ci-après précise le nom des organes et institutions ayant qualité pour demander des avis consultatifs ainsi que les instruments pertinents. Ce tableau tient compte, pour autant que le Greffe en soit informé, des éventuels amendements aux textes cités ayant affecté les dispositions relatives à la compétence de la Cour¹¹. En tout, 26 demandes ont été soumises à la Cour, qui a donné 27 avis¹². Les organes ou institutions qui ont effectivement demandé des avis consultatifs depuis 1946 sont précédés par un astérisque dans le tableau ci-après.

La liste détaillée des avis demandés figure à l'annexe 19 (voir p. 157).

¹⁰ Il est rappelé à cet égard ce qui suit: i) l'Organisation internationale pour les réfugiés, qui avait été autorisée à demander à la Cour des avis consultatifs, a cessé ses fonctions en 1952; ii) la charte de La Havane instituant une organisation internationale du commerce, qui prévoit la compétence de la Cour en matière consultative, n'est pas entrée en vigueur; iii) par sa résolution 957 (X) du 8 novembre 1955, l'Assemblée générale, amendant le Statut du Tribunal administratif des Nations Unies (art. 11), avait autorisé le comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies à demander des avis consultatifs à la Cour; par sa résolution 50/54 du 11 décembre 1995, l'Assemblée générale a décidé de modifier de nouveau le statut du Tribunal, notamment en supprimant l'article 11 en ce qui concerne les jugements rendus après le 31 décembre 1995.

¹¹ Ce tableau a été établi à des fins exclusivement illustratives. L'inclusion ou l'omission de tel ou tel texte ne saurait être considérée comme l'indication des vues du Greffe sur sa nature, sa portée ou sa validité.

¹² La liste chronologique des procédures consultatives figure à l'annexe 1 ci-après (voir p. 98). Dans le cadre de l'une de ces procédures, à savoir celle relative à la demande en *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, la Cour a donné son avis en deux temps (le 30 mars 1950 (première phase) et le 18 juillet 1950 (deuxième phase)).

B. Advisory Jurisdiction

1. General overview

By virtue of Article 65 of the Statute, the Court may give an advisory opinion on a legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request.

Article 96, paragraph 1, of the Charter provides that advisory opinions may be asked of the Court by the General Assembly or the Security Council on any legal question. Paragraph 2 of this Article adds:

“[o]ther organs of the United Nations and specialized agencies, which may at any time be so authorized by the General Assembly, may also request advisory opinions of the Court on legal questions arising within the scope of their activities”.

An exact statement of the questions upon which the advisory opinion is asked must be contained in a *request for an advisory opinion*.

2. Entities entitled to seek an advisory opinion of the Court

Six United Nations organs and 16 specialized agencies and one related organization are at present authorized to request advisory opinions¹⁰.

The precise circumstances in which these various institutions may avail themselves of the ICJ's advisory jurisdiction are specified either in their constitutive acts, constitutions or statutes, or in specific conventions or agreements. The following table lists the names of the organs and agencies entitled to ask for advisory opinions and the relevant instruments. This table takes into account, so far as the Registry is informed of them, any amendments to those instruments which have affected their provisions concerning the jurisdiction of the Court¹¹. In total, 26 requests have been submitted to the Court, which has given 27 advisory opinions¹². Those organs and agencies that have asked for advisory opinions since 1946 are indicated by an asterisk in the following table.

A detailed list of the opinions requested can be found in Annex 19 (see p. 157).

¹⁰ It is recalled in this respect that: (i) the International Refugee Organization, which had been authorized to request advisory opinions of the Court, ceased to exist in 1952; (ii) the Havana Charter for an International Trade Organization, which provides for the jurisdiction of the Court in proceedings in regard to advisory opinions, has not entered into force; (iii) by resolution 957 (X) of 8 November 1955 the General Assembly, amending the Statute of the United Nations Administrative Tribunal (Art. 11), authorized the Committee on Applications for Review of Judgements of the United Nations Administrative Tribunal to request advisory opinions of the International Court of Justice; by resolution 50/54 of 11 December 1995, the General Assembly amended the Tribunal's Statute again, *inter alia* deleting Article 11 with respect to judgments rendered after 31 December 1995.

¹¹ This table has been produced for illustrative purposes only. The inclusion or omission of any instrument should not be regarded as an indication of any view entertained by the Registry regarding the nature, scope or validity of the instrument in question.

¹² A chronological list of advisory proceedings can be found in Annex 1 (see p. 98). In the case concerning *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, the Court gave its opinion in two phases (30 March 1950 (First Phase) and 18 July 1950 (Second Phase)).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
Organes des Nations Unies	
*Assemblée générale	Charte, art. 96, par. 1
*Conseil de sécurité	Charte, art. 96, par. 1
*Conseil économique et social	Résolution 89 (I) de l'Assemblée générale, 11 décembre 1946
Conseil de tutelle	Résolution 171 (II) de l'Assemblée générale, 14 novembre 1947, par. B
Commission intérimaire de l'Assemblée générale	Résolution 196 (III) de l'Assemblée générale, 3 décembre 1948, par. 3. Le mandat de la Commission intérimaire a été prorogé sans limite de durée par la résolution de l'Assemblée générale 295 (IV) du 21 novembre 1949 dont le paragraphe 3 confirme l'autorisation accordée à la Commission de demander des avis consultatifs à la Cour.

Autres textes pertinents en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies

Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, approuvée par l'Assemblée générale le 13 février 1946, art. VIII, sect. 30 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4, vol. 1)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au siège de l'Organisation, 26 juin 1947, art. VIII, sect. 21 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 147, vol. 11)

Accord entre le Gouvernement chilien et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine relatif au fonctionnement du siège de la Commission au Chili, 16 février 1953, art. XI, sect. 21 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4541, vol. 314)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Thaïlande relatif au siège de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient en Thaïlande, 26 mai 1954, art. XIII, sect. 26 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 3703, vol. 260)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Ethiopie relatif au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 18 juin 1958, art. IX (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 4597, vol. 317)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Japon relatif au siège de l'Université des Nations Unies, 14 mai 1976, sect. 22 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 14839, vol. 1009)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Grèce relatif au siège du groupe de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, 11 février 1982, sect. 26 (Nations Unies, *Recueil des traités*, I n° 20736, vol. 1261)

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
United Nations organs	
Charter, Art. 96, para. 1	<i>*General Assembly</i>
Charter, Art. 96, para. 1	<i>*Security Council</i>
Resolution 89 (I) of the General Assembly, 11 December 1946	<i>*Economic and Social Council</i>
Resolution 171 (II) of the General Assembly, 14 November 1947, para. B	<i>*Trusteeship Council</i>
Resolution 196 (III) of the General Assembly, 3 December 1948, para. 3. The mandate of the Interim Committee was extended indefinitely by resolution 295 (IV) of the General Assembly of 21 November 1949, paragraph 3 of which preserved its authority to request advisory opinions of the Court.	<i>Interim Committee of the General Assembly</i>

Other relevant texts for the United Nations

Convention on the privileges and immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly on 13 February 1946, Art. VIII, Sec. 30 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4, Vol. 1)

Agreement between the United Nations and the United States of America regarding the Headquarters of the United Nations, 26 June 1947, Art. VIII, Sec. 21 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 147, Vol. 11)

Agreement between Chile and the United Nations Economic Commission for Latin America regulating conditions for the operation, in Chile, of the Headquarters of the Commission, 16 February 1953, Art. XI, Sec. 21 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4541, Vol. 314)

Agreement between the United Nations and Thailand relating to the Headquarters of the Economic Commission for Asia and the Far East in Thailand, 26 May 1954, Art. XIII, Sec. 26 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 3703, Vol. 260)

Agreement between the United Nations and Ethiopia regarding the Headquarters of the United Nations Economic Commission for Africa, 18 June 1958, Art. IX (United Nations, *Treaty Series*, I No. 4597, Vol. 317)

Agreement between the United Nations and Japan regarding the Headquarters of the United Nations University, 14 May 1976, Sec. 22 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 14839, Vol. 1009)

Agreement between the United Nations and Greece regarding the Headquarters of the Co-ordinating Unit for the Mediterranean Action Plan, 11 February 1982, Sec. 26 (United Nations, *Treaty Series*, I No. 20736, Vol. 1261)

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Institutions spécialisées
Texte général	Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947, art. VII, sect. 24, et art. IX, sect. 32 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 521, vol. 33)
<i>Organisation internationale du Travail (OIT)</i>	Instrument pour l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 9 octobre 1946, art. 29, 31-34 et 37 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 229, vol. 15) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale du Travail, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 9, vol. 1) Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, adopté par la conférence internationale du travail le 9 octobre 1946 et modifié par la conférence le 29 juin 1949, art. XII ¹³
<i>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</i>	Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 16 octobre 1945, amendé en 1957, art. XVII (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, <i>Textes fondamentaux</i> , vol. I, 1968) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 10, vol. 1) Conditions d'engagement du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: recommandation de la conférence de l'Organisation, 27 octobre 1945, par. 3 (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, <i>Rapport de la première session de la conférence</i> , 16 octobre-1 ^{er} novembre 1945)
* <i>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)</i>	Convention créant une Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 16 novembre 1945, art. V, par. 11 (adopté en 1952), et XIV, par. 2 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 52, vol. 4) ¹⁴

¹³ Ce tribunal, auquel ont accès les fonctionnaires de l'Organisation internationale du Travail ou leurs ayants droit, a vu également reconnaître sa juridiction par les organisations internationales ci-après, qui sont qualifiées pour demander des avis consultatifs: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la Santé, Union internationale des télécommunications, Fonds international de développement agricole, Organisation météorologique mondiale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Agence internationale de l'énergie atomique.

¹⁴ Voir aussi le règlement intérieur de la conférence générale de l'UNESCO (art. 33) et le protocole du 10 décembre 1962 instituant une commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (art. 18) (doc. UNESCO 12C/Résolutions).

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Specialized Agencies	
Convention on the privileges and immunities of specialized agencies approved by the General Assembly of the United Nations on 21 November 1947, Art. VII, Sec. 24, and Art. IX, Sec. 32 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 521, Vol. 33)	General instrument
Instrument for the amendment of the Constitution of the International Labour Organization, 9 October 1946, Arts. 29, 31-34 and 37 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 229, Vol. 15)	<i>International Labour Organization (ILO)</i>
Agreement between the United Nations and the International Labour Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 9, Vol. 1)	
Statute of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization, adopted by the International Labour Conference on 9 October 1946 and modified by the Conference on 29 June 1949, Art. XII ¹³	
Constitution of the Food and Agriculture Organization of the United Nations, 16 October 1945, as amended in 1957, Art. XVII (Food and Agriculture Organization of the United Nations, <i>Basic Texts</i> , Vol. I, 1968)	<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)</i>
Agreement between the United Nations and the Food and Agriculture Organization of the United Nations, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 10, Vol. 1)	
Terms of appointment of the Director General of the Food and Agriculture Organization of the United Nations: recommendation by the Conference of the Organization, 27 October 1945, para. 3 (Food and Agriculture Organization of the United Nations, <i>Report of the First Session of the Conference</i> , 16 October-1 November 1945)	
Constitution of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 16 November 1945, Arts. V, para. 11 (adopted in 1952), and XIV, para. 2 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 52, Vol. 4) ¹⁴	* <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)</i>

¹³ The jurisdiction of this Tribunal, which is open to officials of the International Labour Organization or other persons claiming under the terms of appointment of an official, has been recognized also by the following international organizations, which are authorized to request advisory opinions: Food and Agriculture Organization of the United Nations; United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization; World Health Organization; International Telecommunication Union; International Fund for Agricultural Development; World Meteorological Organization; World Intellectual Property Organization; United Nations Industrial Development Organization; International Atomic Energy Agency.

¹⁴ See also Rules of Procedure of the General Conference of UNESCO (Rule 33) and the Protocol of 10 December 1962 instituting a Conciliation and Good Offices Commission to be responsible for seeking the settlement of any disputes which may arise between States parties to the Convention against Discrimination in Education (Art. 18) (UNESCO document 12C/Resolutions).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, sous sa forme révisée approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 décembre 1962, art. X¹⁵ (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 11, vol. 1; <i>ibid.</i>, Assemblée générale, résolution 1786 (XVII))</p>
	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la France relatif au siège de l'UNESCO et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, 2 juillet 1954, art. 29 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 5103, vol. 357)</p>
<p>* <i>Organisation mondiale de la Santé (OMS)</i></p>	<p>Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, 22 juillet 1946, art. 75-77 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 221, vol. 14)</p>
	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 115, vol. 19)</p>
<p><i>Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)</i></p>	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 109, vol. 16)</p>
<p><i>Société financière internationale (SFI)</i></p>	<p>Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Société financière internationale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 février 1957, par. I (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 546, vol. 265)</p>
<p><i>Association internationale de développement (AID)</i></p>	<p>Accord concernant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association internationale de développement, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 27 mars 1961, art. I (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 582, vol. 394)</p>
<p><i>Fonds monétaire international (FMI)</i></p>	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds monétaire international, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 108, vol. 16)</p>
<p><i>Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)</i></p>	<p>Convention relative à l'aviation civile internationale, 7 décembre 1944, art. 84-86 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, I n° 10612, vol. 740; Organisation de l'aviation civile internationale, convention relative à l'aviation civile internationale, 1969)</p>
	<p>Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'aviation civile internationale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1946, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i>, II n° 45, vol. 8)</p>

¹⁵ Article XI avant la révision de 1962.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Agreement between the United Nations and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, as revised and approved by the General Assembly of the United Nations on 8 December 1962, Art. X ¹⁵ (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 11, Vol. 1; <i>ibid.</i> , General Assembly, resolution 1786 (XVII))	
Agreement between the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and France regarding the Headquarters of UNESCO and the privileges and immunities of the Organization on French territory, 2 July 1954, Art. 29 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 5103, Vol. 357)	
Constitution of the World Health Organization, 22 July 1946, Arts. 75-77 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 221, Vol. 14)	* <i>World Health Organization (WHO)</i>
Agreement between the United Nations and the World Health Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. X (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 115, Vol. 19)	
Agreement between the United Nations and the International Bank for Reconstruction and Development, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VIII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 109, Vol. 16)	<i>International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)</i>
Agreement on relationship between the United Nations and the International Finance Corporation, approved by the General Assembly of the United Nations on 20 February 1957, para. I (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 546, Vol. 265)	<i>International Finance Corporation (IFC)</i>
Agreement on relationship between the United Nations and the International Development Association, approved by the General Assembly of the United Nations on 27 March 1961, Art. I (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 582, Vol. 394)	<i>International Development Association (IDA)</i>
Agreement between the United Nations and the International Monetary Fund, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VIII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 108, Vol. 16)	<i>International Monetary Fund (IMF)</i>
Convention on International Civil Aviation, 7 December 1944, Arts. 84-86 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 10612, Vol. 740; International Civil Aviation Organization, Convention on International Civil Aviation, 1969)	<i>International Civil Aviation Organization (ICAO)</i>
Agreement between the United Nations and the International Civil Aviation Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 December 1946, Art. X (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 45, Vol. 8)	

¹⁵ Article XI before the revision of 1962.

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Accord entre l'Organisation de l'aviation civile internationale et le Canada relatif au siège de l'Organisation, 14 avril 1951, art. VII, sect. 31 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 1335, vol. 96)
<i>Union internationale des télécommunications (UIT)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 1947, art. VII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 175, vol. 30)
<i>Organisation météorologique mondiale (OMM)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation météorologique mondiale, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 décembre 1951, art. VII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 415, vol. 123)
* <i>Organisation maritime internationale (OMI)</i> ¹⁶	Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, 6 mars 1948, entrée en vigueur le 17 mars 1958, art. 55-56 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 4214, vol. 289). Depuis le 22 mai 1982, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a pris le nom d'Organisation maritime internationale (OMI); le titre de la convention de 1948 a été modifié en conséquence et ses articles 55 et 56 sont devenus les articles 69 et 70
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 novembre 1948, entré en vigueur le 13 janvier 1959, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 553, vol. 324)
<i>Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1974, art. 12 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 729)
* <i>Fonds international de développement agricole (FIDA)</i>	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds international de développement agricole, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1977, art. XIII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 806, vol. 1080)
<i>Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)</i>	Acte consultatif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, 8 avril 1979, art. 22 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 23432, vol. 1401)
	Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1985, art. 12

¹⁶ Dénommée précédemment Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
<p>Agreement between the International Civil Aviation Organization and Canada regarding the Headquarters of the Organization, 14 April 1951, Art. VII, Sec. 31 (United Nations, <i>Treaty Series</i>, I No. 1335, Vol. 96)</p>	
<p>Agreement between the United Nations and the International Telecommunication Union, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 November 1947, Art. VII (United Nations, <i>Treaty Series</i>, II No. 175, Vol. 30)</p>	<p><i>International Telecommunication Union (ITU)</i></p>
<p>Agreement between the United Nations and the World Meteorological Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 20 December 1951, Art. VII (United Nations, <i>Treaty Series</i>, II No. 415, Vol. 123)</p>	<p><i>World Meteorological Organization (WMO)</i></p>
<p>Convention on the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, 6 March 1948, entered into force on 17 March 1958, Arts. 55 and 56 (United Nations, <i>Treaty Series</i>, I No. 4214, Vol. 289). As from 22 May 1982, the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO) became the International Maritime Organization (IMO); the name of the organization was changed in the title of the 1948 Convention and the relevant Articles of the Convention were renumbered 69 and 70</p>	<p>* <i>International Maritime Organization (IMO)</i>¹⁶</p>
<p>Agreement between the United Nations and the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 18 November 1948, entered into force on 13 January 1959, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i>, II No. 553, Vol. 324)</p>	
<p>Agreement between the United Nations and the World Intellectual Property Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 17 December 1974, Art. 12 (United Nations, <i>Treaty Series</i>, II No. 729)</p>	<p><i>World Intellectual Property Organization (WIPO)</i></p>
<p>Agreement between the United Nations and the International Fund for Agricultural Development, approved by the General Assembly of the United Nations on 15 December 1977, Art. XIII (United Nations, <i>Treaty Series</i>, II No. 806, Vol. 1080)</p>	<p>* <i>International Fund for Agricultural Development (IFAD)</i></p>
<p>Constitution of the United Nations Industrial Development Organization, 8 April 1979, Art. 22 (United Nations, <i>Treaty Series</i>, I No. 23432, Vol. 1401)</p>	<p><i>United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)</i></p>
<p>Agreement between the United Nations Organization and the United Nations Industrial Development Organization, approved by the General Assembly of the United Nations on 17 December 1985, Art. 12</p>	

¹⁶ Formerly known as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO).

Organe/institution	Instrument prévoyant la compétence de la Cour
	Organisation apparentée
<i>Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)</i>	Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 26 octobre 1956, art. XVII (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 3988, vol. 276)
	Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 novembre 1957, art. X (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , II n° 548, vol. 281)
	Autorisation habilitant l'Agence internationale de l'énergie atomique à demander des avis consultatifs à la Cour internationale de Justice, résolution 1146 (XII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 14 novembre 1957
	Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 1 ^{er} juillet 1959, art. X, sect. 34 (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 5334, vol. 374)
	Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Iraq, le Liban, la Libye, la République arabe unie, la Tunisie, etc., portant création, au Caire, d'un centre régional d'isotopes radioactifs pour le Moyen-Orient, destiné aux pays arabes, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 14 septembre 1962, art. XVI (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 7236, vol. 494)
	Accord d'assistance mutuelle exceptionnelle entre les pays nordiques en cas d'accidents impliquant des dommages dus aux rayonnements, signé le 17 octobre 1963 par l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, art. IX (Nations Unies, <i>Recueil des traités</i> , I n° 7585, vol. 525)

*

Afin d'être éclairée sur la question qui lui est soumise, la Cour a la faculté d'organiser une procédure écrite et/ou orale. Comme il est exposé de manière plus détaillée ci-après (voir p. 82), les demandes d'avis consultatif donnent généralement lieu à une procédure écrite puis orale à laquelle sont invités à participer les Etats et organisations internationales que la Cour estime à même de lui fournir des renseignements sur la question qui lui est posée¹⁷. La Cour les informe, par communication spéciale et directe, qu'elle est disposée à recevoir des exposés écrits (et, le cas échéant, des observations écrites sur ces exposés) dans un délai donné ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

¹⁷ Dans les circonstances spéciales de la procédure consultative relative aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*, la Cour a décidé que la Palestine pouvait également déposer un exposé écrit et participer à la procédure orale. De même, dans le cadre de la procédure consultative consacrée à la question de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*, la Cour a décidé que les auteurs de la déclaration unilatérale d'indépendance pouvaient déposer une contribution écrite, suivie d'une autre contribution écrite contenant leurs observations sur les exposés écrits reçus des Etats, et participer à la procédure orale.

Text governing the jurisdiction of the Court	Organ/Agency
Related Organization	
Statute of the International Atomic Energy Agency, 26 October 1956, Art. XVII (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 3988, Vol. 276)	<i>International Atomic Energy Agency (IAEA)</i>
Agreement concerning the relationship between the United Nations and the International Atomic Energy Agency, approved by the General Assembly of the United Nations on 14 November 1957, Art. X (United Nations, <i>Treaty Series</i> , II No. 548, Vol. 281)	
Authorization to the International Atomic Energy Agency to request advisory opinions of the International Court of Justice, resolution 1146 (XII) of the General Assembly of the United Nations, 14 November 1957	
Agreement on the privileges and immunities of the International Atomic Energy Agency, approved by the Board of Governors of the Agency on 1 July 1959, Art. X, Sec. 34 (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 5334, Vol. 374)	
Agreement between the International Atomic Energy Agency and Iraq, Lebanon, Libya, Tunisia, United Arab Republic, etc., for the establishment in Cairo of a Middle Eastern Regional Radioisotope Centre for the Arab Countries, approved by the Board of Governors of the Agency on 14 September 1962, Art. XVI (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 7236, Vol. 494)	
Nordic Mutual Emergency Assistance Agreement in connection with radiation accidents, signed on 17 October 1963 by the International Atomic Energy Agency, Denmark, Finland, Norway and Sweden, Art. IX (United Nations, <i>Treaty Series</i> , I No. 7585, Vol. 525)	

*

In order to be as fully informed as possible on the question submitted to it, the Court is empowered to conduct written and/or oral proceedings. As is explained in more detail below (see p. 82), advisory opinions generally give rise to both written and oral proceedings, in which States and international organizations that the Court considers likely to be able to furnish information on the question submitted to it are invited to participate¹⁷. The Court notifies them by means of a special direct communication that it is prepared to receive, within a specified time-limit, written statements relating to the question (and, if necessary, written observations on those statements), or to hear oral statements at a public sitting held for the purpose.

¹⁷ In the special circumstances of the case concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*, the Court decided that Palestine might also file a written statement and participate in the oral proceedings. Similarly, in the case concerning *Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo*, the Court decided that the authors of the unilateral declaration of independence could file a written contribution, followed by a second written contribution containing their comments on the written statements received from States, and participate in the oral proceedings.

Au 31 juillet 2016, les dix organisations suivantes ont ainsi participé à des procédures consultatives :

FIDA	ONU
Ligue des Etats arabes	Organisation de la Conférence islamique
OEA	OUA
OIT	UNESCO
OMS	Union européenne ¹⁸

En outre, 116 Etats, dont les noms figurent à la page 71, ont présenté des exposés écrits et/ou oraux dans le cadre de procédures consultatives (voir également l'annexe 19, p. 157).

Ces Etats apparaissent sur le croquis dépliant qui figure à droite de la page 71.

C. Fonctions occasionnellement confiées au président de la Cour

1. Actes internationaux prévoyant la désignation d'arbitres ou autres

Un grand nombre d'actes internationaux prévoient que, dans certaines circonstances, les parties contractantes demanderont au président de la Cour de désigner des arbitres, un surarbitre, des membres d'une commission de conciliation, etc.

Les Etats qui ont l'intention d'insérer une clause à cet effet dans un traité sont invités à demander à l'avance au président s'il serait disposé à s'acquitter éventuellement d'une telle tâche et à lui communiquer le projet de clause. Souvent, il y est prévu que, si le président est de la nationalité d'une des parties en cause, la désignation sera effectuée soit par le vice-président, soit par le plus ancien des juges qui ne se trouverait pas dans une situation semblable.

La clause dont il s'agit figure notamment dans des accords bilatéraux concernant les transports aériens, la sécurité sociale, des réparations, des garanties, des prêts, la coopération technique et la protection des investissements, dans des traités multilatéraux, dans des conventions ou accords concernant la constitution, le statut ou les privilèges et immunités d'organisations internationales, et dans des accords ou contrats conclus par des organismes internationaux avec des Etats.

2. Autres demandes de désignation d'arbitres

Le président de la Cour peut également se voir adresser des demandes de désignation d'arbitres aux termes de contrats passés entre un Etat et une personne morale de droit privé ou entre personnes morales de droit privé. Il ne saurait toutefois être appelé à remplir cette fonction en ce qui concerne les conventions d'arbitrage transnational portant sur des questions qui ne relèvent pas du droit international public.

¹⁸ Exposé écrit présenté par l'Irlande (exerçant la présidence) au nom de l'Union européenne dans la procédure relative aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*.

As of 31 July 2016, the following ten organizations have participated in advisory proceedings:

European Union ¹⁸	OAU
IFAD	Organization of Islamic Conference
ILO	UNESCO
League of Arab States	UNO
OAS	WHO

In addition, 116 States, which are listed on page 71, have made written and/or oral statements as part of advisory proceedings before the Court (see also Annex 19, p. 157).

These States appear on the fold-out sketch-map reproduced on the right of page 71.

C. Occasional Functions Entrusted to the President of the Court

1. International instruments providing for appointment of arbitrators or others

There are many international instruments which provide that in certain eventualities the President of the Court may be requested by the contracting parties to appoint arbitrators, umpires, members of conciliation commissions, etc.

States proposing to insert such a provision in a treaty should consult the President as to his or her willingness to accept such a task, and submit the draft provision to him or her. This frequently provides that, if the President is of the nationality of one of the parties to the dispute, the appointment should be made either by the Vice-President or by the senior Member of the Court not so disqualified.

Such a provision is found, for instance, in bilateral agreements relating to air transport, social security, reparations or guarantees, loans, technical co-operation and the protection of investments; in multilateral treaties; in conventions or agreements concerning the constitution, status or privileges and immunities of international organizations; and in agreements or contracts concluded between States and international organs.

2. Other requests for appointment of arbitrators

The President of the Court may also be requested to appoint arbitrators under the terms of contracts concluded between a State and a corporation or between corporations. He cannot, however, be called upon to perform this function in regard to transnational arbitration agreements dealing with matters in which public international law does not find its place.

¹⁸ Written statement presented by the Irish Presidency on behalf of the European Union in the case concerning the *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory*.

Le président doit être consulté par avance et se voir soumettre le projet de contrat (ce dernier doit notamment prévoir que, si le président est de la nationalité d'une des parties au contrat, la désignation sera effectuée soit par le vice-président, soit par le plus ancien des juges qui ne se trouverait pas dans une situation semblable).

3. Désignations diverses

Le président est parfois sollicité par un Etat ou au nom d'organismes internationaux pour désigner des personnes chargées d'accomplir des tâches diverses.

De telles désignations ont été prévues, par exemple, dans des textes comme l'article 12 du protocole du 23 juin 1953 visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, l'article 4 du règlement d'exécution de la convention du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, la disposition 109.1 *a*) du règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et l'article 9.1.1 du statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

The President must be consulted in advance and a draft contract submitted to him or her (this draft must *inter alia* provide that, if the President is of the same nationality as one of the parties to the contract, the appointment should be made either by the Vice-President or by the senior Member of the Court not so disqualified).

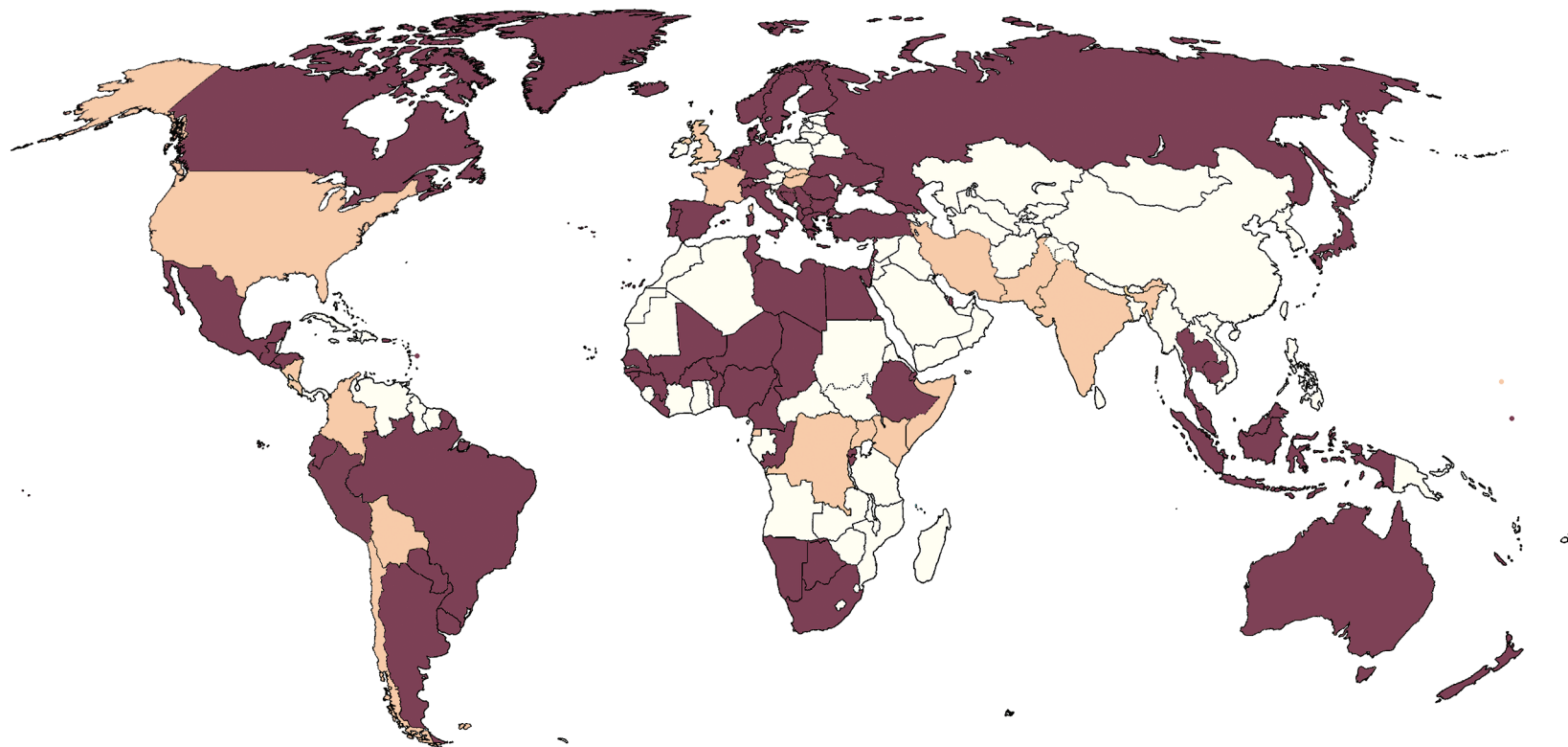
3. *Other appointments*

The President has also at times been requested by States or international organizations to appoint persons to fill other offices.

Such appointments are, for instance, provided for in texts such as Article 12 of the Protocol of 23 June 1953 for limiting and regulating the cultivation of the poppy plant, the production of, international and wholesale trade in, and use of opium, or Article 4 of the regulations for the execution of the Convention of 14 May 1954 for the protection of cultural property in the event of armed conflict or, again, Rule 109.1 (*a*) of the Staff Rules of the United Nations and Regulation 9.1.1 of the Staff Regulations of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

ÉTATS PARTIES À DES AFFAIRES CONTENTIEUSES

STATES PARTIES TO CONTENTIOUS CASES



Etats ayant été parties à des affaires terminées
Etats parties à des affaires pendantes

■ States having been parties to concluded cases
■ States parties to pending cases

Ce croquis n'est proposé qu'à titre d'illustration et de repère. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

This sketch-map is for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

ÉTATS PARTIES À DES AFFAIRES CONTENTIEUSES

AFRIQUE

Afrique du Sud	Ethiopie	Niger
Bénin	Guinée	Nigéria
Botswana	Guinée-Bissau	Ouganda
Burkina Faso	Guinée équatoriale	Rép. démocratique du Congo
Burundi	Kenya	Rwanda
Cameroun	Libéria	Sénégal
Congo	Libye*	Somalie
Djibouti	Mali	Tchad
Egypte	Namibie	Tunisie

AMÉRIQUES

Argentine	Costa Rica	Honduras
Bolivie (Etat plurinational de)	Dominique	Mexique
Brésil	El Salvador	Nicaragua
Canada	Equateur	Paraguay
Chili	Etats-Unis d'Amérique	Pérou
Colombie	Guatemala	Uruguay

ASIE

Bahreïn	Israël	Singapour
Cambodge	Japon	Thaïlande
Géorgie	Liban	Timor-Leste
Inde	Malaisie	Turquie
Indonésie	Pakistan	
Iran (Rép. islamique d')	Qatar	

EUROPE

Albanie	Fédération de Russie	Pays-Bas
Allemagne	Finlande	Portugal
Belgique	France	Roumanie
Bosnie-Herzégovine	Grèce	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Bulgarie	Hongrie	Serbie*
Croatie	Islande	Slovaquie
Danemark	Italie	Suède
Espagne	Liechtenstein	Suisse
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Malte	Ukraine
	Norvège	

OCÉANIE

Australie
Iles Marshall
Nauru
Nouvelle-Zélande

* Les Etats ci-après ont changé de nom et étaient anciennement dénommés comme indiqué entre parenthèses: Libye (Jamahiriya arabe libyenne); Serbie (République fédérale de Yougoslavie, puis Serbie-et-Monténégro).

STATE PARTIES TO CONTENTIOUS CASES

AFRICA

Benin	Egypt	Namibia
Botswana	Equatorial Guinea	Niger
Burkina Faso	Ethiopia	Nigeria
Burundi	Guinea	Rwanda
Cameroon	Guinea-Bissau	Senegal
Chad	Kenya	Somalia
Congo	Liberia	South Africa
Democratic Rep. of the Congo	Libya*	Tunisia
Djibouti	Mali	Uganda

AMERICAS

Argentina	Costa Rica	Mexico
Bolivia (Plurinational State of)	Dominica	Nicaragua
Brazil	Ecuador	Paraguay
Canada	El Salvador	Peru
Chile	Guatemala	United States of America
Colombia	Honduras	Uruguay

ASIA

Bahrain	Israel	Singapore
Cambodia	Japan	Thailand
Georgia	Lebanon	Timor-Leste
India	Malaysia	Turkey
Indonesia	Pakistan	
Iran (Islamic Rep. of)	Qatar	

EUROPE

Albania	Hungary	Serbia*
Belgium	Iceland	Slovakia
Bosnia and Herzegovina	Italy	Spain
Bulgaria	Liechtenstein	Sweden
Croatia	Malta	Switzerland
Denmark	Netherlands	The former Yugoslav Rep. of Macedonia
Finland	Norway	Ukraine
France	Portugal	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Germany	Romania	
Greece	Russian Federation	

OCEANIA

Australia
Marshall Islands
Nauru
New Zealand

* The following States have changed names and were formerly known as indicated in parenthesis: Libya (Libyan Arab Jamahiriya); Serbia (Federal Republic of Yugoslavia, and then Serbia and Montenegro).

ÉTATS AYANT PARTICIPÉ À DES PROCÉDURES CONSULTATIVES**

AFRIQUE

Afrique du Sud	Libéria	Rép. démocratique du Congo
Algérie	Libye	Rwanda
Burkina Faso	Madagascar	Sénégal
Burundi	Maroc	Sierra Leone
Cameroun	Mauritanie	Soudan
Egypte	Namibie	Tunisie
Guinée	Nigéria	Zimbabwe
Lesotho	Ouganda	

AMÉRIQUES

Argentine	Costa Rica	Mexique
Belize	Cuba	Nicaragua
Bolivie (Etat plurinational de)	El Salvador	Panama
Brésil	Equateur	Rép. dominicaine
Canada	Etats-Unis d'Amérique	Venezuela (Rép. bolivarienne du)
Chili	Guatemala	
Colombie	Honduras	

ASIE

Arabie saoudite	Israël	Qatar
Azerbaïdjan	Japon	Rép. arabe syrienne
Bangladesh	Jordanie	Rép. populaire démocratique de Corée
Chine	Kazakhstan	
Chypre	Koweït	Sri Lanka
Emirats arabes unis	Liban	Thaïlande
Inde	Malaisie	Turquie
Indonésie	Maldives	Viet Nam
Iran (Rép. islamique d')	Pakistan	Yémen
Iraq	Philippines	

EUROPE

Albanie	France	Rép. de Moldova
Allemagne	Grèce	Rép. tchèque
Autriche	Hongrie	Roumanie
Bélarus	Irlande	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord
Belgique	Italie	Saint-Marin
Bosnie-Herzégovine	Lettonie	Serbie
Bulgarie	Lituanie	Slovaquie
Croatie	Luxembourg	Slovénie
Danemark	Malte	Suède
Espagne	Norvège	Suisse
Estonie	Pays-Bas	Ukraine
Fédération de Russie	Pologne	
Finlande	Portugal	

OCÉANIE

Australie	Nouvelle-Zélande
Iles Marshall	Palaos
Iles Salomon	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Micronésie (Etats fédérés de)	Samoa
Nauru	

** Les noms indiqués ici sont ceux correspondant à la dénomination actuelle des Etats ayant participé à des procédures consultatives. L'annexe 19 reprend, quant à elle, la dénomination de chaque Etat à la date de sa participation à une procédure.

STATES HAVING PARTICIPATED IN ADVISORY PROCEEDINGS**

AFRICA

Algeria	Liberia	Senegal
Burkina Faso	Libya	Sierra Leone
Burundi	Madagascar	South Africa
Cameroon	Mauritania	Sudan
Democratic Rep. of the Congo	Morocco	Tunisia
Egypt	Namibia	Uganda
Guinea	Nigeria	Zimbabwe
Lesotho	Rwanda	

AMERICAS

Argentina	Costa Rica	Mexico
Belize	Cuba	Nicaragua
Bolivia (Plurinational State of)	Dominican Rep.	Panama
Brazil	Ecuador	United States of America
Canada	El Salvador	Venezuela (Bolivarian Rep. of)
Chile	Guatemala	
Colombia	Honduras	

ASIA

Azerbaijan	Israel	Qatar
Bangladesh	Japan	Saudi Arabia
China	Jordan	Sri Lanka
Cyprus	Kazakhstan	Syrian Arab Rep.
Democratic People's Rep. of Korea	Kuwait	Thailand
India	Lebanon	Turkey
Indonesia	Malaysia	United Arab Emirates
Iran (Islamic Rep. of)	Maldives	Viet Nam
Iraq	Pakistan	Yemen
	Philippines	

EUROPE

Albania	Greece	Romania
Austria	Hungary	Russian Federation
Belarus	Ireland	San Marino
Belgium	Italy	Serbia
Bosnia and Herzegovina	Latvia	Slovakia
Bulgaria	Lithuania	Slovenia
Croatia	Luxembourg	Spain
Czech Rep.	Malta	Sweden
Denmark	Netherlands	Switzerland
Estonia	Norway	Ukraine
Finland	Poland	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
France	Portugal	
Germany	Rep. of Moldova	

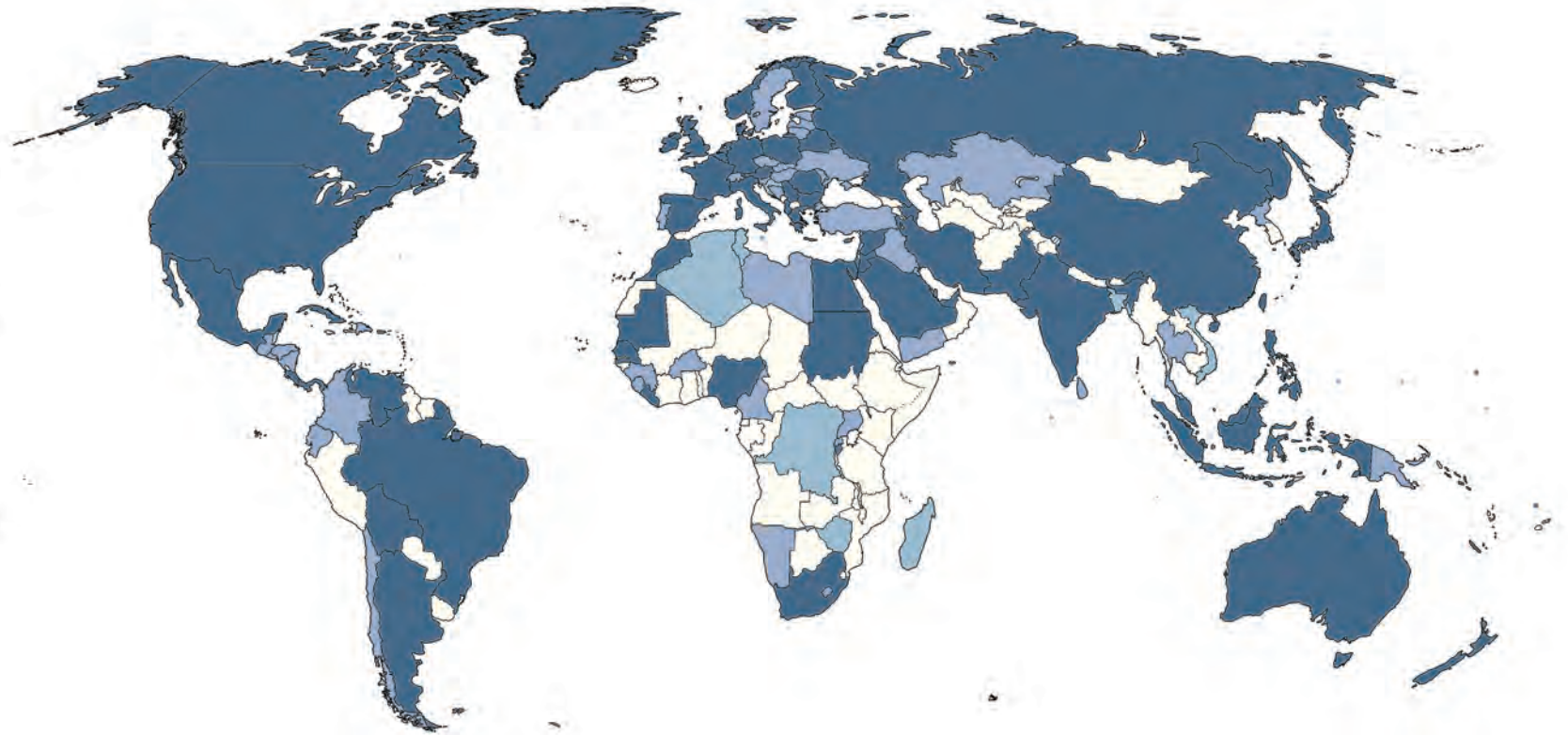
OCEANIA

Australia	Palau	
Micronesia (Federated States of)	Papua New Guinea	
Marshall Islands	Samoa	
Nauru	Solomon Islands	
New Zealand		

** The names indicated in the present table correspond to the current appellation of States having participated in advisory proceedings. In Annex 19, the appellation is that of the State on the date it participated to the corresponding proceedings.

ÉTATS AYANT PARTICIPÉ À DES PROCÉDURES CONSULTATIVES

STATES HAVING PARTICIPATED IN ADVISORY PROCEEDINGS



Etats ayant présenté des exposés écrits et oraux
Etats ayant uniquement présenté des exposés écrits
Etats ayant uniquement présenté des exposés oraux

States having presented both written and oral statements
States having submitted only written statements
States having presented only oral statements

Ce croquis n'est proposé qu'à titre d'illustration et de repère. La présentation des données y figurant n'implique, en particulier, de la part du Greffe aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières et limites.

This sketch-map is for illustrative and reference purposes only. In particular, the information presented therein implies no position on the part of the Registry as to the legal status of the countries, territories, towns or areas, or that of their authorities, or as to the course of their frontiers or boundaries.

II. DE LA PROCÉDURE SUIVIE PAR LA COUR

A. *Présentation générale*

1. *Langues officielles*

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais (Statut, art. 39; Règlement, art. 51, 70 et 71).

2. *Communications officielles*

Dans les affaires soumises à la Cour, les communications ou documents destinés à celle-ci sont remis au greffier et les communications ou notifications émanant de la Cour sont faites par l'intermédiaire du greffier (Règlement, art. 26, par. 1, et art. 30; Instructions pour le Greffe, art. 3, par. 2, et art. 9, 11 et 13).

Les communications destinées à une partie dans une affaire contentieuse sont adressées à son agent, à l'adresse par lui indiquée au siège de la Cour (Règlement, art. 40, par. 1).

En ce qui concerne les autres Etats, la voie de communication habituelle est l'ambassade au siège de la Cour.

En ce qui concerne les organisations internationales publiques, le greffier adresse les communications de la Cour à leur directeur général ou à leur secrétaire général, selon le cas.

3. *Procès-verbaux*

Le greffier assiste aux audiences publiques et séances privées de la Cour et en fait établir les comptes rendus ou procès-verbaux; après avoir été signés par le président et le greffier, les procès-verbaux sont déposés aux archives (Statut, art. 47; Règlement, art. 21, art. 26, par. 1, al. *f*)-*i*), et art. 7; Instructions pour le Greffe, art. 17).

4. *Rôle général*

Le greffier dresse et tient à jour un rôle général des affaires soumises à la Cour (Règlement, art. 26, par. 1, al. *b*), et art. 38, par. 5; Instructions pour le Greffe, art. 5, par. 1, et art. 45, al. *j*)).

(Pour le rôle général de la Cour permanente de Justice internationale, voir *C.P.J.I. série E n° 16*, p. 86-137.)

B. *Procédure suivie en matière contentieuse*

1. *Généralités*

a) *Introduction de l'instance et désignation des agents*

Dès l'introduction de l'instance, le compromis, ou la requête, déposé dans l'une des deux langues officielles de la Cour, est transmis aux autres parties à l'affaire ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies. Il est ensuite traduit et imprimé en édition bilingue

II. PROCEDURE FOLLOWED BY THE COURT

A. General Overview

1. Official languages

The official languages of the Court are French and English (Statute, Art. 39; Rules, Arts. 51, 70 and 71).

2. Official communications

In all cases submitted to the Court, communications and documents for the Court are delivered to the Registrar and he is the regular channel for communications or notifications from the Court (Rules, Art. 26, para. 1, and Art. 30; Instructions for the Registry, Art. 3, para. 2, and Arts. 9, 11 and 13).

Communications in a case which are intended for a State party thereto are sent to its agent at the address it designates for the purpose at the seat of the Court (Rules, Art. 40, para. 1).

For other States, the regular channel of communication is the Embassy at the seat of the Court.

For public international organizations, the Registrar addresses the communications of the Court to the Director General or Secretary-General of the organization, as the case may be.

3. Minutes

The Registrar is present at all public sittings and private meetings of the Court and is responsible for drawing up the verbatim records and minutes. After being signed by the President and the Registrar, the minutes are filed in the archives (Statute, Art. 47; Rules, Art. 21, Art. 26, para. 1 *(f)-(i)*, and Art. 71; Instructions for the Registry, Art. 17).

4. General List

The Registrar prepares and keeps up to date a General List of cases submitted to the Court (Rules, Art. 26, para. 1 *(b)*, and Art. 38, para. 5; Instructions for the Registry, Art. 5, para. 1, and Art. 45 *(j)*).

(For the General List of the Permanent Court of International Justice, see *P.C.I.J., Series E, No. 16*, pp. 92-147.)

B. Procedure Followed in Contentious Cases

1. General

(a) Institution of proceedings and appointment of agents

As soon as proceedings are instituted, the special agreement, or the application, filed in one of the two official languages of the Court, is transmitted to the other parties to the case and to the United Nations Secretary-General. It is then translated and printed in a

par les soins du Greffe et communiqué à tous les Etats admis à ester devant la Cour (Statut, art. 40; Règlement, art. 38, par. 4-5, art. 39, par. 1, et art. 42).

Un communiqué de presse informe le public et les médias de l'introduction de l'instance. Le compromis, ou la requête, ainsi que le communiqué de presse sont placés sur le site Internet de la Cour.

La partie qui dépose une pièce introductive d'instance fait connaître en même temps le nom de l'agent qui la représentera aux fins de la procédure et agira en son nom; l'autre partie doit de son côté désigner un agent le plus tôt possible (Statut, art. 42; Règlement, art. 40, par. 1 et 2). Lorsqu'une instance est introduite par la notification d'un compromis, la partie procédant à la notification indique le nom de son agent. Toute autre partie au compromis fait connaître à la Cour le nom de son agent dès qu'elle reçoit du greffier copie de la notification ou le plus tôt possible après (Règlement, art. 40, par. 3).

Une partie peut également désigner un coagent, un agent adjoint ou un agent supplémentaire. Les parties peuvent aussi se faire assister par des conseils ou avocats (Statut, art. 42, par. 2).

L'Instruction de procédure VIII précise que les parties devraient s'abstenir de nommer comme agent, conseil ou avocat une personne ayant été, au cours des trois années précédant cette nomination, membre de la Cour, juge *ad hoc*, greffier, greffier adjoint ou fonctionnaire supérieur de la Cour.

Les agents, ainsi que les conseils et avocats, jouissent des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions (Statut, art. 42, par. 3; *Actes et documents* n° 6, p. 210-214).

Le président, qui doit se renseigner auprès des parties sur les questions de procédure, convoque les agents le plus tôt possible après leur désignation puis chaque fois qu'il y a lieu (Règlement, art. 31).

b) *Procédure écrite*

La procédure écrite comprend la communication de pièces à juge et à partie dans des délais fixés par des ordonnances rendues par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président; ces pièces de procédure sont en principe réduites à un mémoire et à un contre-mémoire, la Cour pouvant, si elle l'estime nécessaire, autoriser ou prescrire la présentation d'une réplique et d'une duplique (Statut, art. 43; Règlement, art. 44-46 et 48; Instruction de procédure I).

Chaque pièce de procédure énonce les conclusions de la partie qui la dépose (Règlement, art. 49; Instruction de procédure II).

L'agent de cette partie remet au Greffe (Statut, art. 43, par. 3-4; Règlement, art. 50-52; Instructions de procédure III et IV):

- un exemplaire original de la pièce signé par lui, auquel il joint en annexe la copie certifiée conforme de tout document pertinent à l'appui des thèses formulées;
- la traduction en français ou en anglais, certifiée exacte par lui, de tout passage de la pièce ou des documents annexés produit dans une autre langue;
- une copie, certifiée conforme par lui, de la pièce et des documents annexés pour transmission par le greffier à la partie adverse;

bilingual edition by the Registry, and communicated to all States entitled to appear before the Court (Statute, Art. 40; Rules, Art. 38, paras. 4 and 5; Art. 39, para. 1, and Art. 42).

A press release informing the general public and the media that proceedings have been instituted is prepared. Copies of the special agreement or application and the press release are published on the website of the Court.

The party which files a document instituting proceedings informs the Court at the same time of the name of the agent who will be its representative in the proceedings and take steps on its behalf; the other party then appoints its agent as soon as possible (Statute, Art. 42; Rules, Art. 40, paras. 1 and 2). When proceedings are brought by notification of a special agreement, the party making the notification states the name of its agent. Any other party to the special agreement informs the Court of the name of its agent upon receiving from the Registrar a certified copy of such notification, or as soon as possible thereafter (Rules, Art. 40, para. 3).

In addition, a party may appoint a co-agent, a deputy agent or an additional agent. Parties may also have the assistance of counsel or advocates (Statute, Art. 42, para. 2).

In accordance with Practice Direction VIII, parties should refrain from designating as agent, counsel or advocate a person who in the three years preceding the date of the designation was a Member of the Court, judge *ad hoc*, Registrar, Deputy-Registrar or higher official of the Court.

Agents, and counsel and advocates also, enjoy such privileges and immunities as may be required for the independent exercise of their duties (Statute, Art. 42, para. 3; *Acts and Documents No. 6*, pp. 211-215).

The President, who is required to ascertain the views of the parties on questions of procedure, summons the agents to meet him or her as soon as possible after their appointment and whenever necessary thereafter (Rules, Art. 31).

(b) *Written proceedings*

The written proceedings comprise the filing of pleadings for the Court and the parties within time-limits fixed in orders made by the Court or, if it is not sitting, the President; the pleadings are in principle confined to a Memorial and a Counter-Memorial, though the Court may, if it thinks fit, authorize or direct that there be a Reply and a Rejoinder (Statute, Art. 43; Rules, Arts. 44-46 and 48; Practice Direction I).

The party's submissions are set out in each pleading (Rules, Art. 49; Practice Direction II).

The agent of the party filing the pleading supplies the Registry (Statute, Art. 43, paras. 3 and 4; Rules, Arts. 50-52; Practice Directions III and IV) with the following:

- an original copy of the pleading, signed by the agent, to which is annexed a certified copy of any relevant document adduced in support of the contentions put forward;
- a French or English translation, certified by the agent to be accurate, of any part of a pleading or annexed document submitted in another language;
- a copy, certified by the agent, of the pleading and annexed documents, for communication to the other party;

- 125 autres exemplaires de la pièce et des documents annexés (dont 75 au moins en format papier et éventuellement 50 sur CD-ROM ou clef USB);
- une copie électronique de toute pièce;
- pour tout document de référence qui ne serait pertinent qu'en partie et ne serait donc que partiellement annexé, mais qui serait difficilement accessible au public, une copie du document complet.

Le format des pièces de procédure et de leurs annexes est de 19 × 26 cm. Si elles sont produites par un imprimeur, ce qui n'est pas obligatoire, il est recommandé de suivre la marche typographique de la Cour (communiquée par le Greffe sur demande). Une « Note à l'intention des parties concernant la préparation des pièces de procédure » a été élaborée. Elle peut être consultée sur le site Internet de la Cour, sous l'onglet « Documents de base », sous-onglet « Autres textes ».

Le Greffe traduit habituellement, à l'intention des juges, chaque pièce de procédure dans la langue officielle autre que celle dans laquelle cette pièce a été déposée (Règlement, art. 26, par. 1, al. g)).

La Cour peut, après s'être renseignée auprès des parties, communiquer à tout moment les pièces de procédure à tout Etat admis à ester devant elle qui en fait la demande.

La Cour peut aussi, à l'ouverture de la procédure orale ou ultérieurement et après s'être renseignée auprès des parties, mettre ces pièces à la disposition du public et des médias (Règlement, art. 53), ce qui se fait généralement par publication sur le site Internet de la Cour et par dépôt dans un certain nombre de bibliothèques, y compris celle du Palais de la Paix.

Des communiqués de presse donnent des renseignements sur le déroulement de la procédure écrite.

c) *Procédure orale*

Après la clôture de la procédure écrite, l'affaire est en état d'être plaidée. Le dépôt de documents nouveaux ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment de l'autre partie ou l'autorisation de la Cour (Instructions de procédure IX-IX^{quater}); le cas échéant, le nombre d'exemplaires de ces documents qui doivent être déposés est le même que celui des pièces de procédure (voir ci-dessus); le greffier les transmet à la partie adverse en lui demandant ses vues. La teneur d'un document non produit conformément à ces dispositions ne saurait être mentionnée à l'audience, à moins qu'il ne fasse partie d'une publication facilement accessible (Statut, art. 52; Règlement, art. 56).

La date d'ouverture des audiences publiques est fixée par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le président (Règlement, art. 54). Le greffier diffuse par voie de communiqués de presse toutes indications utiles sur la date des audiences (Instructions pour le Greffe, art. 10, par. 2). Les membres du corps diplomatique, les représentants des médias et toute personne qui se présente au Palais de la Paix à l'occasion d'une audience sont autorisés à y assister, sous réserve de la procédure d'accréditation ou d'admission. Des photographies peuvent être prises à l'ouverture de chaque audience pendant quelques minutes et dans des conditions strictes (se reporter au site Internet de la CIJ, sous l'onglet « Espace presse », sous-onglet « Services aux médias »); les prises de vues destinées à la télévision sont autorisées selon la même procédure.

- 125 further copies of the pleading and annexed documents (75 of which should be on paper, while 50 may be on CD-ROM or USB stick);
- an electronic copy of any pleading;
- in the case of any document of which only parts are relevant and only necessary extracts have been annexed to the pleading, and which is not readily available to the public, a copy of the whole document.

The format for the pleadings and annexes is 19 × 26 cm. If they are submitted in printed form, which is not compulsory, it is recommended that the Court's Typographical Rules (supplied by the Registry on request) be complied with. A "Note for the parties concerning the preparation of pleadings" has been drawn up and can be found on the Court's website under "Basic Documents", subheading "Other Texts".

The Registry usually translates for the judges pleadings and annexed documents, filed in one of the official languages of the Court, into the other official language (Rules, Art. 26, para. 1 (*g*)).

The Court may, after ascertaining the views of the parties, communicate at any time the pleadings on request to any State entitled to appear before the Court.

The Court may also, after ascertaining the parties' views, make the pleadings available to the general public and the media on or after the opening of the oral proceedings (Rules, Art. 53); this is generally done by posting them on the Court's website and by depositing copies in a number of libraries, including the Peace Palace Library.

Press releases provide information concerning the course of the written proceedings.

(c) *Oral proceedings*

Upon the closure of the written proceedings, a case is ready for hearing. The filing of new documents after closure of the written proceedings is permissible only with the other party's consent or the authorization of the Court (Practice Directions IX-IX*quater*); such documents must be filed in the same number of copies as the pleadings (see above); the Registrar transmits them to the other party with a request for observations. No reference may be made at the hearings to the contents of any document which has not been duly produced, unless the document is part of a publication readily available (Statute, Art. 52; Rules, Art. 56).

The opening date of the oral proceedings is fixed by the Court or, if it is not sitting, the President (Rules, Art. 54). The Registrar issues press releases giving all necessary information as to the dates of the hearings (Instructions for the Registry, Art. 10, para. 2). Members of the diplomatic corps, representatives of the media and any person who comes to the Peace Palace on the occasion of a hearing are welcome to attend, subject to accreditation or admission procedures. Photographs may be taken by the press for a few minutes at the opening of hearings, under strict conditions (see the ICJ website, under "Press Room", subheading "Media Services"). Filming by the press is permitted under the same rules.

En règle générale, les audiences sont retransmises en direct sur le site Internet de la Cour et sur le site des retransmissions vidéo de l'ONU (<http://webtv.un.org>).

Les audiences se tiennent au siège de la Cour du lundi au vendredi. Elles sont consacrées aux plaidoiries des conseils et, s'il y a lieu, aux dépositions des témoins et experts¹⁹ présentés par les parties; la Cour peut également citer des témoins d'office, confier une expertise à toute personne ou à tout organe de son choix ou décider une enquête sur les lieux²⁰ (Statut, art. 43-46 et 48-51; Règlement, art. 57-68; Instructions pour le Greffe, art. 18; Instruction de procédure VI).

La Cour fixe notamment l'ordre dans lequel les parties seront entendues ainsi que la méthode applicable à la présentation des moyens de preuve et à l'audition des témoins et experts (voir Règlement, art. 58, par. 2). Habituellement, les parties plaident suivant l'ordre du dépôt des pièces écrites ou, pour les affaires introduites par voie de compromis, dans l'ordre fixé par la Cour après consultation des agents des parties. Les plaidoiries et les déclarations sont normalement prononcées dans l'une des deux langues officielles de la Cour et toujours interprétées dans l'autre (interprétation simultanée); des dispositions peuvent être prises pour qu'une autre langue soit employée (Statut, art. 39; Règlement, art. 70; Instructions pour le Greffe, art. 15, par. 3).

Lorsque la Cour ou l'un des juges pose des questions aux agents, conseils et avocats, ceux-ci peuvent répondre immédiatement ou dans un délai fixé par le président; si la réponse est faite par écrit, elle est communiquée à la partie adverse, qui peut présenter des observations (Règlement, art. 61, par. 2-4, et art. 72).

Chaque audience publique fait l'objet d'un compte rendu provisoire établi par le Greffe dans la langue officielle utilisée et traduit dans l'autre; le compte rendu est communiqué dans la langue originale aux parties et aux témoins et experts afin que ceux-ci puissent, sous le contrôle de la Cour, y corriger les erreurs matérielles que contiendraient leurs déclarations (Statut, art. 47; Règlement, art. 71). Il est habituellement accordé un délai de 24 heures pour la présentation des corrections par les parties; une version non corrigée du compte rendu est publiée sur le site Internet de la Cour quelques heures après la clôture des audiences.

Au terme de ses plaidoiries, chaque partie donne lecture de ses conclusions finales, dont le texte écrit, dûment signé, est remis au greffier (Règlement, art. 60, par. 2).

d) *Délibéré*

Après la clôture de la procédure orale, la Cour se retire en chambre du conseil pour délibérer et préparer sa décision. Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes. Cela vaut pour tous les aspects de son délibéré, y compris le calendrier de ses travaux (Statut, art. 54-55; Règlement, art. 19-21; Instructions pour le Greffe, art. 10, par. 1, et 14).

La méthode suivant laquelle la Cour procède à son délibéré est régie par une résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire, dont la version la plus récente a été adoptée le 12 avril 1976 (voir *Actes et documents* n° 6, p. 174-182).

¹⁹ Des témoins, experts et/ou témoins-experts ont été entendus dans 13 affaires dont la liste figure à l'annexe 17 (voir p. 154).

²⁰ Ainsi, la Cour a procédé à une enquête sur le site du projet de barrage hydroélectrique en l'affaire relative au *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)* (voir p. 7), mais n'a pas donné suite aux demandes formulées en ce sens en l'affaire du *Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)* ni en celle du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/ Honduras; Nicaragua (intervenante))*.

Hearings are usually broadcast live on the Court's website and on the UN web TV site (<http://webtv.un.org>).

Public sittings are held at the seat of the Court, on weekdays. They are devoted to hearing the arguments of counsel and such evidence of witnesses or experts¹⁹ as the parties may call; the Court itself may also arrange for a witness to be heard, entrust any individual, body or organization with the task of giving an expert opinion, or decide on an inspection *in loco*²⁰ (Statute, Arts. 43-46 and 48-51; Rules, Arts. 57-68; Instructions for the Registry, Art. 18; Practice Direction VI).

The Court fixes, *inter alia*, the order in which the parties will be heard and the method of handling the evidence and of examining any witnesses and experts (Rules, Art. 58, para. 2). It is customary for the parties to present their arguments in the order in which their pleadings have been deposited or, in the case of proceedings instituted by special agreement, in the order laid down by the Court after consultations with the agents of the parties. Speeches and statements are normally made in one of the Court's two official languages and are (simultaneously) interpreted into the other; arrangements may be made for some other language to be used (Statute, Art. 39; Rules, Art. 70; Instructions for the Registry, Art. 15, para. 3).

When the Court or a judge puts a question to the agents, counsel and advocates, the answer may be given either immediately or within a time-limit fixed by the President; if given in writing, it is communicated to the other party, which is given the opportunity of commenting upon it (Rules, Art. 61, paras. 2-4, and Art. 72).

A provisional verbatim record of each public sitting is drawn up by the Registry in the official language used, and translated into the other; copies in the original official language are then communicated to the parties and to the witnesses and experts so that any errors may be corrected under the supervision of the Court (Statute, Art. 47; Rules, Art. 71). A period of 24 hours is usually allowed for the submission of corrections by the parties; a non-corrected version is published on the Court's website within a few hours of the conclusion of the hearings.

At the end of its oral argument, each party reads out its final submissions and provides the Registrar with copies of the duly signed text (Rules, Art. 60, para. 2).

(d) *Deliberations*

After the close of the oral proceedings, the Court withdraws to deliberate in private and to prepare its decision. The deliberations of the Court are conducted *in camera* and remain confidential. This applies to all aspects of the deliberations, including the schedule of meetings (Statute, Arts. 54-55; Rules, Arts. 19-21; Instructions for the Registry, Arts. 10, para. 1, and 14).

The manner in which the Court conducts its deliberations is governed by a resolution concerning the internal judicial practice of the Court, the most recent version of which was adopted on 12 April 1976 (see *Acts and Documents No. 6*, pp. 175-183).

¹⁹ The Court has heard witnesses, experts and/or witness-experts in 13 cases, the list of which can be found in Annex 17 (see p. 154).

²⁰ The Court conducted an inspection *in loco* at the site of the hydroelectric dam project in the case concerning the *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)* (see p. 7), but did not accede to requests concerning an inspection *in loco* in either the case concerning *South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)* or the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*.

e) *Arrêt*

L'arrêt est lu au cours d'une séance publique qui se déroule *mutatis mutandis* dans les mêmes conditions que les audiences consacrées aux débats oraux (Statut, art. 58; Règlement, art. 94, par. 2).

L'arrêt est rédigé dans les deux langues officielles de la Cour, l'une de celles-ci faisant foi (Statut, art. 39; Règlement, art. 96). Tout juge a le droit d'y joindre une opinion individuelle ou dissidente, ou bien une déclaration énonçant simplement sa position sans en donner les motifs. Les noms des juges ayant voté pour ou contre chaque point du dispositif y sont indiqués (Statut, art. 57; Règlement, art. 95).

Trois exemplaires originaux de l'arrêt sont signés par le président et le greffier, puis scellés; l'un d'eux est déposé aux archives de la Cour et les deux autres sont remis aux parties (Règlement, art. 95, par. 3; Instructions pour le Greffe, art. 19).

Immédiatement après le prononcé, des copies de l'arrêt sont mises à la disposition des représentants des parties. Au même moment, un résumé non officiel de la décision et un communiqué de presse sont distribués à l'assistance sous la responsabilité du greffier. Ces documents sont également publiés sur le site Internet de la Cour et communiqués par courrier électronique à tous les destinataires enregistrés sur la liste de diffusion des communiqués de presse.

Aussitôt que possible après le prononcé de l'arrêt, le texte imprimé de celui-ci paraît en un fascicule séparé de la série *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, qui est communiqué aux Etats admis à ester devant la Cour et est mis en vente. Le dossier de l'affaire est ensuite publié en un ou plusieurs volumes imprimés dans la série *Mémoires, plaidoiries et documents*. Seuls peuvent être cités les textes ainsi imprimés par le Greffe.

f) *Exécution de l'arrêt*

L'article 94, paragraphe 2, de la Charte des Nations Unies énonce que, si une partie ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent du fait d'un arrêt, l'autre partie peut s'adresser au Conseil de sécurité.

g) *Frais*

Les frais de la Cour, y compris les sommes à payer aux témoins ou experts cités sur l'initiative de la Cour (Règlement, art. 68; Instructions pour le Greffe, art. 16), sont supportés par le budget des Nations Unies; si une partie en cause ne contribue pas au budget des Nations Unies, sa contribution aux frais de la Cour pour l'affaire dont il s'agit est fixée par la Cour elle-même.

Chaque partie supporte ses propres frais de procédure, à moins que la Cour ne prononce au profit de l'une d'elles une condamnation aux dépens (Statut, art. 64; Règlement, art. 95, par. 1, et art. 97). Il existe par ailleurs depuis le 1^{er} novembre 1989 un fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général destiné à aider les Etats à soumettre leurs différends à la Cour (voir Nations Unies, doc. A/44/PV.43, 1989). Le fonds a été prévu pour encourager les Etats à rechercher une solution pacifique à leurs différends. Il est ouvert aux Etats dès lors que la compétence de la Cour (ou la recevabilité de la requête) ne fait pas ou plus l'objet d'une contestation de leur part. Ce fonds a également pour objet d'aider les Etats parties à un différend à exécuter l'arrêt rendu par la Cour.

(e) *Judgment*

The judgment is read out at a public sitting for which similar arrangements are made as for a hearing in open court (Statute, Art. 58; Rules, Art. 94, para. 2).

The judgment is prepared in both official languages, one of which is indicated as authoritative (Statute, Art. 39; Rules, Art. 96). Any judge is entitled to attach a separate or dissenting opinion, or a declaration which records his or her position without stating his or her reasons. The judgment indicates the names of the judges who voted for or against each point of the operative clause (Statute, Art. 57; Rules, Art. 95).

Three original copies of the judgment are signed by the President and the Registrar and are then sealed; one is placed in the archives of the Court and the others are transmitted to the parties (Rules, Art. 95, para. 3; Instructions for the Registry, Art. 19).

Immediately after the public reading, copies of the judgment are placed at the disposal of the representatives of the parties. At the same time, an unofficial summary of the decision and a press release are issued, on the authority of the Registrar, to all those attending. They are also published on the Court's website and sent by e-mail to all those registered on the press release mailing list.

As soon as possible after the judgment is issued, its printed text becomes available as a separate fascicle in the *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* series, which is sent to States entitled to appear before the Court and is placed on sale. Subsequently, the documentation of the case is published in one or more printed volumes of the series entitled *Pleadings, Oral Arguments, Documents*. It is these printed texts which should be used for all purposes of quotation or citation.

(f) *Implementation of the judgment*

Article 94, paragraph 2, of the Charter of the United Nations states that if any party to a case fails to perform the obligations incumbent upon it under a judgment rendered by the Court, the other party may have recourse to the Security Council.

(g) *Expenses and costs*

The expenses of the Court, including amounts payable to witnesses or experts appearing at the instance of the Court (Rules, Art. 68; Instructions for the Registry, Art. 16), are borne out of the United Nations budget; if a party to a case does not contribute to the United Nations budget, the Court itself fixes the amount payable by that party as a contribution towards the expenses of the Court for the case.

Each party bears its own costs, unless the Court makes an order in favour of a party for the payment of the costs (Statute, Art. 64; Rules, Art. 95, para. 1, and Art. 97). In addition, there exists a Secretary-General's Trust Fund to Assist States in the Settlement of Disputes through the International Court of Justice, established on 1 November 1989 (see United Nations doc. A/44/PV.43 (1989)). The Fund is designed to encourage States to settle their disputes peaceably by submitting them to the Court. The Fund is open to States in all circumstances where the jurisdiction of the Court (or the admissibility of the application) is not or is no longer the subject of dispute on their part. A further purpose of the Fund is to help States parties to a dispute to comply with the judgment rendered by the Court.

2. Procédures particulières

Une note thématique ayant pour objet «Le désistement d'instance» est incluse ci-après (voir p. 83). Cette note se réfère aux articles pertinents du Statut et du Règlement de la Cour, ainsi qu'à la pratique de celle-ci en la matière.

a) *Jonction d'instances*

En vertu de l'article 47 de son Règlement, la Cour peut à tout moment ordonner que les instances dans deux ou plusieurs affaires soient jointes, si une telle jonction apparaît, à la lumière des spécificités de chaque espèce, conforme aux exigences d'une bonne administration de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire. Elle le fait normalement par voie d'ordonnance.

A ce jour, la Cour n'a agi ainsi qu'en trois occasions, les deux dernières affaires jointes étant celles relatives à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*, par des ordonnances du 17 avril 2013.

La liste des instances jointes figure à l'annexe 10 (voir p. 138).

L'article 47 du Règlement prévoit également que la Cour peut, sans opérer de jonction formelle, ordonner une action commune au regard d'un ou plusieurs éléments des procédures écrites ou orales dans deux ou plusieurs affaires. Ainsi, dans les affaires de la *Compétence en matière de pêcheries*, comme dans celles des *Essais nucléaires*, dans celles relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie*, ou celles relatives à la *Licéité de l'emploi de la force*, les procédures se sont déroulées parallèlement et des décisions analogues ont été rendues le même jour sans qu'il y ait eu jonction.

b) *Mesures conservatoires*

La Cour a le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires (Statut, art. 41), à la demande du demandeur ou du défendeur. Elle statue d'urgence et par voie d'ordonnance sur les demandes à cet effet (Règlement, art. 73-78).

La Cour peut, à la demande d'une partie, modifier toute décision concernant des mesures conservatoires si un changement de situation lui paraît justifier une telle modification (Règlement, art. 76, par. 1). C'est ainsi que, dans l'affaire relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, la Cour a, à la demande de l'Australie, et après avoir recueilli les observations du Timor-Leste, rendu le 22 avril 2015 une ordonnance modifiant l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue le 3 mars 2014 en la même affaire.

A ce jour, des demandes en indication de mesures conservatoires ont été présentées dans 44 affaires. La Cour a prescrit des mesures dans 20 cas.

La liste de ces demandes figure à l'annexe 11 (voir p. 139).

2. Occasional rules

A special topic entitled “Discontinuance of cases” is included hereafter (see p. 83). It refers to the relevant articles of the Statute and Rules of Court, and to the Court’s practice in this regard.

(a) Joinder of proceedings

In accordance with Article 47 of its Rules, the Court may at any time direct that the proceedings in two or more cases be joined, where such a joinder appears, in the light of the specific circumstances of each case, to be consonant with the requirements of the sound administration of justice and the need for judicial economy. It usually does this by means of an order.

To date, the Court has joined only three sets of proceedings; the last two cases to be joined were those concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)* and *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)* (Orders of 17 April 2013).

The list of joined cases can be found in Annex 10 (see p. 138).

Article 47 of the Rules also provides that the Court may, without effecting any formal joinder, direct common action in two or more cases in respect of one or several aspects of the written or oral proceedings. Thus, in the cases concerning *Fisheries Jurisdiction, Nuclear Tests, Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie* and *Legality of Use of Force*, the cases proceeded in parallel and similar judgments were delivered on the same day, although the proceedings had not been formally joined.

(b) Provisional measures

The Court has the power to indicate provisional measures (Statute, Art. 41) at the request of the applicant or the respondent. A request for such measures is treated as a matter of urgency, and the Court’s decision is given in an order (Rules, Arts. 73-78).

At the request of a party, the Court may modify any decision concerning provisional measures if, in its opinion, some change in the situation justifies such modification (Rules, Art. 76, para. 1). Thus, in the case concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, at the request of Australia, and having received Timor-Leste’s observations, the Court issued an Order on 22 April 2015 modifying the Order indicating provisional measures of 3 March 2014 in the same case.

To date, requests for the indication of provisional measures have been submitted in 44 cases. The Court has indicated measures on 20 occasions.

The list of these requests can be found in Annex 11 (see p. 139).

c) *Questions de compétence et de recevabilité*

i) Exceptions préliminaires

Le paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement dispose que toute exception à la compétence de la Cour ou à la recevabilité de la requête, ou toute autre exception sur laquelle le défendeur demande une décision avant que la procédure sur le fond se poursuive, doit être présentée par écrit dès que possible, et au plus tard trois mois après le dépôt du mémoire. Il précise par ailleurs que toute exception soulevée par une partie autre que le défendeur doit être déposée dans le délai fixé pour le dépôt de la première pièce de procédure émanant de cette partie.

Les exceptions préliminaires suspendent la procédure sur le fond et donnent lieu au dépôt d'observations et de conclusions écrites de la partie adverse dans un délai fixé par voie d'ordonnance. En vertu de l'Instruction de procédure V, ce délai ne doit en général pas excéder quatre mois à compter de la date de présentation des exceptions préliminaires. Suit une phase orale, où la parole est donnée en premier à la partie qui a soulevé les exceptions.

La Cour se prononce sur ces exceptions dans un arrêt; si elle les rejette, la procédure sur le fond est reprise au point où elle a été suspendue; il en est de même si elle déclare qu'elles n'ont pas un caractère exclusivement préliminaire.

Au cours de la période considérée aux fins du présent *Annuaire-Yearbook*, la Cour a rendu ses arrêts sur les exceptions préliminaires soulevées dans deux affaires et tenu des audiences publiques sur celles soulevées dans une troisième affaire. Des exceptions préliminaires ont été déposées dans une affaire.

Le 24 septembre 2015, en l'affaire relative à l'*Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)*, la Cour a rendu son arrêt sur l'exception préliminaire d'incompétence soulevée par le Chili (voir ci-dessus p. 11)

Le Kenya a déposé des exceptions préliminaires à la compétence de la cour et à la recevabilité de la requête de la Somalie en l'affaire relative à la *Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)* après l'expiration du délai prescrit pour le dépôt du mémoire de la Somalie. La procédure sur le fond a été suspendue et la Cour a, par une ordonnance du 9 octobre 2015, fixé au 5 février 2016 la date d'expiration du délai dans lequel la Somalie pourrait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur lesdites exceptions (voir ci-dessus p. 18).

Entre les 7 et 16 mars 2016, dans les trois affaires sur les *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)* ; *(Iles Marshall c. Pakistan)* ; *(Iles Marshall c. Royaume-Uni)*, la Cour a tenu des audiences publiques sur certaines exceptions préliminaires soulevées par l'Inde, le Pakistan et le Royaume-Uni (voir ci-dessus, p. 15-17).

ii) Autres cas de figure

— Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 79 du Règlement, la Cour, après le dépôt de la requête et après consultation des parties lors d'une réunion avec le président, peut décider qu'il sera statué *in limine* et séparément sur toute question de compétence et de recevabilité (Règlement, art. 79, par. 2). Lorsque la Cour en décide ainsi, les parties déposent toutes pièces de procédure, relatives exclusivement à la compétence et à la recevabilité, dans les délais fixés par la Cour et dans l'ordre déterminé par celle-ci.

(c) *Questions of jurisdiction and admissibility*

(i) Preliminary objections

Article 79, paragraph 1, of the Rules provides that any objection by the respondent to the jurisdiction of the Court or to the admissibility of the application, or other objection the decision upon which is requested before any further proceedings on the merits, shall be made in writing as soon as possible, and not later than three months after the delivery of the Memorial. It further states that any such objection made by a party other than the respondent shall be filed within the time-limit fixed for the delivery of that party's first pleading.

Preliminary objections suspend the proceedings on the merits and may be answered by the observations and submissions of the opposing party, to be filed within a time-limit fixed by an order. In accordance with Practice Direction V, this time-limit should generally not exceed four months from the date of the filing of the preliminary objections. Oral proceedings on the objections ensue, the party which raised them being called upon to speak first.

The Court gives its decision on the objections in a judgment; if it dismisses them, the proceedings on the merits are resumed from the point of interruption; they are likewise resumed if it declares that the objections do not possess an exclusively preliminary character.

During the period under review in the present *Annuaire-Yearbook*, the Court delivered its Judgments on the preliminary objections raised in two cases and held public hearings on preliminary objections raised in a third case. Preliminary objections were filed in one case.

On 24 September 2015, in the case concerning *Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)*, the Court rendered its Judgment on the preliminary objection raised by Chile to the jurisdiction of the Court (see above, p. 11).

Kenya filed preliminary objections to the jurisdiction of the Court and the admissibility of Somalia's Application in the case concerning *Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)*, after the expiry of the time-limit for the filing of Somalia's Memorial. The proceedings on the merits were suspended and the President of the Court, by an Order of 9 October 2015, fixed 5 February 2016 as the time-limit for the presentation by Somalia of a written statement of its observations and submissions on the said objections (see above, p. 18).

Between 7 March and 16 March 2016, in the three cases concerning *Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Island v. India)* ; *(Marshall Island v. Pakistan)* ; *(Marshall Island v. United Kingdom)*, the Court held public hearings on certain preliminary objections raised by India, Pakistan and the United Kingdom (see above, pp. 15-17).

(ii) Other instances

— Notwithstanding the provisions of Article 79, paragraph 1, of the Rules, the Court, following the submission of the application in a case and after the President has met and consulted with the parties, may decide that any questions of jurisdiction and admissibility shall be determined *in limine* and separately (Rules, Art. 79, para. 2). Where the Court so decides, the parties shall submit any pleadings relating exclusively to jurisdiction and admissibility within the time-limits fixed by the Court and in the order determined by it.

Comme dans le cas de la présentation d'exceptions préliminaires, les questions de compétence et/ou de recevabilité qui se posent font l'objet de débats oraux.

La Cour se prononce sur ces questions dans un arrêt. Si elle estime qu'elle a compétence et/ou que la requête est recevable, la Cour examine l'affaire au fond.

- Les questions de compétence et de recevabilité peuvent aussi, dans certains cas, être examinées en même temps que le fond de l'affaire. Il peut en effet arriver que le défendeur soulève dans ses pièces de procédure ou plaidoiries une objection à la compétence ou à la recevabilité sans la présenter sous forme d'exception préliminaire (voir, par exemple, l'affaire *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*). Il est également possible que la Cour examine d'elle-même un point préliminaire n'ayant pas fait l'objet d'une exception formelle (voir, par exemple, les affaires des *Essais nucléaires (Australie c. France)* (*Nouvelle-Zélande c. France*)). En outre, les parties peuvent s'entendre pour que les exceptions préliminaires soient jointes au fond, ce que la Cour est tenue d'accepter. La Cour a statué à titre liminaire sur des questions de compétence ou de recevabilité dans dix affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 12 (voir p. 145).

d) *Demandes reconventionnelles*

En vertu de l'article 80 du Règlement, le défendeur peut présenter une ou plusieurs demandes reconventionnelles. Celles-ci doivent être formulées dans le contre-mémoire de la partie dont elles émanent et figurer parmi ses conclusions. La Cour ne pourra toutefois en connaître que si la ou les demandes relèvent de sa compétence et sont en connexité directe avec l'objet de la demande (principale) de la partie adverse. En cas de doute, il appartient à la Cour de décider si la demande reconventionnelle est recevable comme telle et si elle fait partie de l'instance en cours (Règlement, art. 80).

Les dernières demandes reconventionnelles en date ont été présentées le 6 août 2012 par le Nicaragua en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. La Cour s'est prononcée sur ces demandes par une ordonnance du 18 avril 2013. A ce jour, des demandes reconventionnelles ont été présentées par les Etats défendeurs dans neuf affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 13 (voir p. 149).

e) *Interventions*

L'article 62 du Statut de la Cour ouvre à un Etat la possibilité d'intervenir dans un litige opposant d'autres Etats quand il estime qu'un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause dans le différend entre ces Etats (voir également Règlement, art. 81 et 83-85). Un Etat tiers qui souhaite intervenir doit en règle générale déposer sa requête avant la clôture de la procédure écrite dans l'affaire principale. Comme le précise le paragraphe 2 de l'article 62 du Statut, c'est à la Cour qu'il revient de décider si elle autorise l'Etat tiers à intervenir. Des demandes d'intervention ont été présentées dans dix affaires. Seules trois ont été accueillies.

La liste des affaires pertinentes figure à l'annexe 9 (voir p. 135).

L'article 63 du Statut (voir également Règlement, art. 43, 82-84 et 86) prévoit par ailleurs que, lorsqu'une affaire paraît mettre en jeu l'interprétation d'une convention multilatérale à laquelle d'autres Etats que le demandeur et le défendeur sont parties, ces Etats sont avertis par le greffier sans délai et ont le droit d'intervenir. Une déclaration d'intervention

As with preliminary objections, oral proceedings are held on any questions of jurisdiction and/or admissibility.

The Court's ruling on those questions takes the form of a judgment. If the Court finds that it has jurisdiction and/or that the application is admissible, it considers the merits of the case.

- Questions of jurisdiction and admissibility can also, in some instances, be examined at the same time as the merits of the case. A respondent may also contest the jurisdiction of the Court or the admissibility of a claim in its written pleadings or in oral argument, without submitting a formal preliminary objection (see, for example, the case concerning *LaGrand (Germany v. United States of America)*). Further, the Court may on its own initiative consider a preliminary issue that has not been the subject of a formal objection (see, for example, the cases concerning *Nuclear Tests (Australia v. France) (New Zealand v. France)*). Finally, the parties may, by agreement, ask the Court to rule on the preliminary objections at the same time as the merits, which the Court is then bound to do. The Court has made preliminary decisions on questions of jurisdiction and admissibility in ten cases.

A list of these cases is given in Annex 12 (see p. 145).

(d) *Counter-claims*

Pursuant to Article 80 of the Rules, the respondent may present one or more counter-claims. These are to be made by the party in its Counter-Memorial, as part of the submissions. However, the Court may only entertain the claim or claims if they fall within its jurisdiction and are directly connected with the subject-matter of the (principal) claim of the other party. In case of doubt, it is for the Court to decide whether a counter-claim is admissible and will form part of the proceedings (Rules, Art. 80).

Counter-claims were most recently presented on 6 August 2012 by Nicaragua in the case concerning *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*. The Court ruled on those claims in an Order of 18 April 2013. To date, counter-claims have been presented by respondents in nine cases.

A list of these cases is given in Annex 13 (see p. 149).

(e) *Interventions*

Article 62 of the Statute of the Court makes it possible for a State to intervene in a dispute between other States, when it considers that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the dispute between those States (see also Rules, Arts. 81 and 83-85). Any third State seeking to intervene in the case must normally file its request for permission to do so before the closure of the written proceedings in the principal case. As stated in Article 62, paragraph 2, of the Statute, it is for the Court to decide upon this request. Requests to intervene have been made in ten cases. Only three such requests have been granted.

A list of these relevant cases is given in Annex 9 (see p. 135).

Article 63 of the Statute (see also Rules, Arts. 43, 82-84 and 86) also stipulates that, where a case appears to involve the interpretation of a multilateral convention to which States other than the applicant and respondent States are parties, the Registrar is required to notify all such States forthwith, and any State so notified has the right to intervene in

peut être faite même si le greffier n'a pas procédé à la notification ; elle doit en principe être déposée avant la date prévue pour l'ouverture de la procédure orale dans l'affaire principale. En application du paragraphe 2 de l'article 63, si un Etat exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans l'arrêt est également obligatoire à son égard. Des déclarations d'intervention ont été présentées dans quatre affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 9 (voir p. 135).

On notera en outre que, en vertu de l'article 43 du Règlement, la Cour a la faculté de demander au greffier d'aviser toute organisation internationale publique qui est partie à une convention dont l'interprétation peut être en cause dans une affaire. Toute organisation internationale publique ainsi avisée peut alors présenter des observations écrites sur l'interprétation des dispositions de la convention en question, et les compléter oralement si la Cour l'estime nécessaire.

Enfin, les organisations internationales publiques peuvent, à la demande de la Cour ou d'une partie ou de leur propre initiative, présenter à la Cour des renseignements relatifs aux affaires portées devant elle ; lorsque l'interprétation de leur acte constitutif ou d'une convention adoptée en vertu de cet acte est mise en question, elles en sont avisées (Statut, art. 34, par. 2-3 ; Règlement, art. 69).

f) *Renvoi spécial devant la Cour*

En application de l'article 87 du Règlement, lorsque, conformément à un traité ou à une convention en vigueur, une affaire contentieuse est portée devant la Cour au sujet d'une question qui a fait l'objet d'une procédure devant un autre organe international, les dispositions du Statut et du Règlement en matière contentieuse s'appliquent.

Un seul renvoi a été formé devant la Cour, en 1971, en l'affaire de l'*Appel concernant la compétence de l'OACI (Inde c. Pakistan)*.

g) *Défaut*

Le Statut prévoit le cas où l'une des parties ne se présente pas devant la Cour (art. 53).

Le défaut d'une partie n'empêche pas la procédure dans une affaire de suivre son cours. Si l'une des parties ne se présente pas ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions (*ibid.*). Des arrêts ou ordonnances ont été rendus en l'absence de l'une des parties dans onze affaires.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 18 (voir p. 156).

h) *Arrangement amiable et désistement*

En application des articles 88 et 89 du Règlement, la Cour ou, si elle ne siège pas, le président peut, par voie d'ordonnance, prendre acte d'un arrangement amiable intervenu entre les parties ou d'un désistement.

Vingt-quatre affaires se sont terminées par un désistement. Dans deux d'entre elles, le désistement a résulté de la résolution de certaines questions de réparations qui n'avaient pas été tranchées dans l'arrêt rendu préalablement. La dernière affaire à s'être achevée par un désistement est celle relative à des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*, qui a été rayée du rôle par une ordonnance du président en date du 11 juin 2015.

La liste de ces affaires figure à l'annexe 14 (voir p. 151).

the proceedings. A declaration of intervention may be made even though the Registrar has not given such notification, and should normally be filed before the date fixed for the opening of the oral proceedings relating to the principal case. Pursuant to Article 63, paragraph 2, if a State uses this right, the construction given by the judgment will be equally binding upon it. Declarations of intervention have been filed in four cases.

For the list of cases, see Annex 9 (see p. 135).

It should also be noted that, in accordance with Article 43 of the Rules, the Court may direct the Registrar to notify any public international organization that is party to a convention the construction of which is at issue in a case. Any public international organization so notified may then submit written observations on the particular provisions of the convention the construction of which is in question, and supplement these orally should the Court consider it necessary.

Finally, public international organizations may, at the request of the Court or a party or on their own initiative, furnish the Court with information relevant to cases before it; whenever the construction of their constituent instruments or of a convention adopted thereunder is in question, they are notified (Statute, Art. 34, paras. 2-3; Rules, Art. 69).

(f) *Special reference to the Court*

Pursuant to Article 87 of the Rules, when in accordance with a treaty or convention in force a contentious case is brought before the Court concerning a matter which has been the subject of proceedings before some other international body, the provisions of the Statute and of the Rules governing contentious cases shall apply.

The Court has been seised on one occasion, in 1971, in the case concerning the *Appeal relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*.

(g) *Non-appearance*

The Statute makes provision for cases where one of the parties does not appear before the Court (Art. 53).

Hence, failure by one party to appear does not prevent proceedings in a case from taking their course. If one of the parties does not appear before the Court or fails to defend its case, the other party may call upon the Court to decide in favour of its claim (*ibid.*). In eleven cases, judgments and orders have been delivered in the absence of one of the parties.

For the list of cases, see Annex 18 (see p. 156).

(h) *Settlement and discontinuance*

In accordance with Articles 88 and 89 of the Rules, the Court, or the President if the Court is not sitting, may, by way of an order, officially record the conclusion of a settlement between the parties or a discontinuance.

Twenty-four cases have ended in discontinuance. Two of these ended in discontinuance following the resolution of certain questions of reparation which the judgment had left to be settled. The last case to end in discontinuance was that concerning *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)*, which was removed from the Court's General List by an Order of the President dated 11 June 2015.

For the list of cases, see Annex 14 (p. 151).

i) *Interprétation et revision d'un arrêt*

Comme indiqué ci-dessus (voir p. 61), les arrêts de la Cour sont obligatoires, définitifs et sans appel (Charte, art. 94, par. 1; Statut, art. 59-60; Règlement, art. 94, par. 2). Toutefois les parties peuvent introduire une demande en interprétation ou, dans certaines conditions, une demande en revision. La Cour statue à leur sujet par un arrêt (Statut, art. 60-61; Règlement, art. 98-100).

— Interprétation d'un arrêt

L'article 60 du Statut dispose que, en cas de contestation sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter à la demande de toute partie. La demande en interprétation est introduite soit par un compromis entre les parties, soit par une requête (Règlement, art. 98).

A ce jour, la Cour a été saisie de demandes en interprétation de ses arrêts en cinq occasions. La dernière demande en interprétation déposée l'a été le 28 avril 2011 par le Cambodge relativement à l'arrêt rendu par la Cour le 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*.

La liste des demandes en interprétation figure à l'annexe 15 (voir p. 152).

— Revision d'un arrêt

Le paragraphe 1 de l'article 61 du Statut énonce que la revision d'un arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait de la part de celle-ci faute à l'ignorer. La demande en revision est introduite par requête (Règlement, art. 99).

Depuis 1946, la Cour a statué sur trois demandes en revision. Elle n'a jugé aucune de ces demandes recevable et, en conséquence, n'a révisé aucun des arrêts en cause.

La liste des demandes en revision figure à l'annexe 16 (voir p. 153).

C. *Procédure suivie en matière consultative*

En dehors des règles de procédure explicitement applicables en matière consultative, la Cour s'inspire des règles applicables en matière contentieuse (Statut, art. 68; Règlement, art. 102).

1. *Requête*

La requête pour avis consultatif est adressée à la Cour par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou par le plus haut fonctionnaire de l'organisation autorisée à demander l'avis; tout document pouvant servir à élucider la question est transmis en même temps que la requête ou le plus tôt possible après celle-ci (Statut, art. 65, par. 2; Règlement, art. 104).

Cette requête est notifiée à tous les Etats admis à ester devant la Cour (Statut, art. 66, par. 1).

(i) *Interpretation and revision of judgments*

As indicated above (see p. 61), the judgments of the Court are binding, final and without appeal (Charter, Art. 94, para. 1; Statute, Arts. 59-60; Rules, Art. 94, para. 2). The parties may, however, make a request for interpretation or, in certain circumstances, for revision of a judgment. The decision of the Court on such requests is given in the form of a judgment (Statute, Arts. 60-61; Rules, Arts. 98-100).

— Interpretation of a judgment

Article 60 of the Statute provides that, in the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party. A request for interpretation may be made either by an application or by the notification of a special agreement to that effect between the parties (Rules, Art. 98).

To date, the Court has received five requests for interpretation of its judgments. The most recent request for interpretation was filed on 28 April 2011 by Cambodia, relating to the Judgment rendered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning the *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)*.

For the list of requests for interpretation, see Annex 15 (p. 152).

— Revision of a judgment

Article 61, paragraph 1, of the Statute states that an application for revision of a judgment may be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was given, unknown to the Court and also to the party claiming revision, always provided that such ignorance was not due to negligence. An application for the revision of a judgment is made by an application (Rules, Art. 99).

Since 1946, the Court has ruled on three applications for revision. It found all of those applications to be inadmissible and thus did not revise any of the judgments in question.

The list of requests can be found in Annex 16 (see p. 153).

C. Procedure Followed in Advisory Proceedings

In addition to those procedural rules which are expressly applicable to proceedings in regard to advisory opinions, the Court is guided by the provisions which apply in contentious proceedings (Statute, Art. 68; Rules, Art. 102).

1. Request

A request for an advisory opinion is addressed to the Court by the Secretary-General of the United Nations or the chief administrative officer of the organization authorized to make the request; all documents likely to throw light upon the question are to be transmitted at the same time as the request or as soon as possible thereafter (Statute, Art. 65, para. 2; Rules, Art. 104).

Notice of such a request is given to all States entitled to appear before the Court (Statute, Art. 66, para. 1).

2. *Procédure écrite et orale*

En général, la demande d'avis donne lieu à une procédure écrite puis orale (Statut, art. 66; Règlement, art. 105-106).

Quelques jours après le dépôt de la requête, la Cour dresse la liste des Etats et des organisations internationales qui seraient à même de lui fournir des renseignements sur la question qui lui est posée et les informe qu'elle est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai donné ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet. Les Etats et les organisations non ainsi informés peuvent demander à participer à la procédure.

En application de l'Instruction de procédure XII, si des organisations internationales non gouvernementales (ONG) présentent, de leur propre initiative, un exposé écrit et/ou un document dans le cadre d'une procédure consultative, cet exposé et/ou ce document ne sont pas considérés comme faisant partie du dossier de l'affaire mais comme des publications facilement accessibles auxquelles les Etats et les organisations intergouvernementales participant à la procédure concernée peuvent se référer.

D'une manière générale, le nombre des exposés écrits et oraux est variable.

L'annexe 19 donne, pour chaque procédure consultative, le nom des entités ayant pris part à la phase écrite et/ou orale (voir p. 157).

3. *Délibéré*

Le délibéré est conduit de la même manière que pour les affaires contentieuses (Règlement, art. 19-21 et 107; résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire, art. 10).

4. *Avis consultatif*

L'avis consultatif est lu en séance publique (Statut, art. 67; Règlement, art. 107). Tout juge a le droit d'y joindre une opinion individuelle ou dissidente, ou bien une déclaration énonçant simplement sa position sans en donner les motifs. Les noms des juges ayant voté pour ou contre chaque point du dispositif y sont indiqués (cf. Statut, art. 57; Règlement, art. 107).

L'un des exemplaires originaux de l'avis est remis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, le cas échéant, au plus haut fonctionnaire de l'organe ou de l'institution qui a demandé l'avis à la Cour (Règlement, art. 109). Les autres sont déposés aux archives de la Cour. Le texte de l'avis, un résumé non officiel et un communiqué de presse sont distribués à l'assistance. Ces documents sont également publiés sur le site Internet de la Cour et communiqués par courrier électronique à tous les destinataires enregistrés sur la liste de diffusion des communiqués de presse.

L'avis a un caractère purement consultatif. Toutefois, dans certains cas, l'acte en vertu duquel la Cour est saisie prévoit que l'avis aura force obligatoire; par ailleurs, un Etat et une organisation internationale peuvent convenir, par la voie d'un traité collatéral, que l'avis aura entre eux un effet décisif (voir ci-dessus, p. 24).

* * *

*

2. *Written and oral proceedings*

A request for an opinion usually gives rise to written proceedings followed by oral proceedings (Statute, Art. 66; Rules, Arts. 105-106).

A few days after the filing of the request, the Court draws up a list of those States and international organizations likely to be able to furnish information on the question submitted to it and notifies them that it is prepared to receive, within a specified time-limit, written statements relating to the question, or to hear oral statements at a public sitting held for the purpose. Any States and organizations not so notified may participate in the proceedings.

In accordance with Practice Direction XII, where a non-governmental international organization (NGO) submits a written statement and/or document in advisory proceedings on its own initiative, such statement and/or document is not considered as forming part of the case file but is treated as a publication readily available, and may be referred to by the States and intergovernmental organizations participating in the proceedings.

Generally speaking, the number of written and oral statements varies.

Annex 19 lists the names of those bodies that have participated in the written and/or oral phases of advisory proceedings (see p. 157).

3. *Deliberations*

The deliberations are conducted in the same manner as in contentious cases (Rules, Arts. 19-21 and 107; resolution concerning the internal judicial practice of the Court, Art. 10).

4. *Advisory opinion*

The advisory opinion is read in open court (Statute, Art. 67; Rules, Art. 107). Any judge is entitled to attach a separate or dissenting opinion, or a declaration which records his position without stating his reasons. The advisory opinion indicates the names of the judges who voted for and against each point of the operative clause (cf. Statute, Art. 57; Rules, Art. 107).

One of the original copies of the advisory opinion is transmitted to the Secretary-General of the United Nations and one, where appropriate, to the chief administrative officer of the body which requested the opinion of the Court (Rules, Art. 109). The others are filed in the Court's archives. The text of the advisory opinion, an unofficial summary and a press release are distributed to the public. These documents are also published on the Court's website and sent by e-mail to all those registered on the press release mailing list.

The opinions given by the Court are purely advisory in character. However, in certain cases, the instrument by which the Court is seised provides that the advisory opinion has binding force. Moreover, a State and an international organization may agree, by means of a collateral treaty, that the opinion will be accepted as described by them (see above, p. 24).

* * *

*

NOTE THÉMATIQUE

LE DÉSISTEMENT D'INSTANCE

La présente note thématique sur le désistement d'instance passe en revue la pratique suivie en la matière par la Cour et sa devancière et retrace l'historique rédactionnel des articles 88 et 89 du Règlement de la Cour. Par souci de clarté et de concision, seuls les extraits les plus pertinents ont été reproduits. Les notes de bas de page contiennent des renvois aux passages pertinents des documents de référence.

I. INTRODUCTION

Le désistement d'instance à la Cour internationale de Justice fait l'objet des articles 88 et 89 du Règlement de la Cour, dans sa version adoptée en 1978 et actuellement en vigueur. L'origine de ces dispositions est ancienne, remontant à 1922, à l'époque de la Cour permanente de Justice internationale. Elles ont depuis fait l'objet de multiples examens et propositions d'amendements. Dans la présente note seront examinés l'historique de ces dispositions et la pratique suivie par la Cour et sa devancière aux fins de leur application.

II. HISTORIQUE RÉDACTIONNEL

A. La Cour permanente de Justice internationale

1. L'article 61 du Règlement de 1922

La question du désistement ne fut pas abordée par le comité consultatif de juristes dans l'avant-projet pour l'établissement de la Cour permanente de Justice internationale, le Statut de la Cour ne contenant aucune disposition à ce sujet²¹. Elle fut examinée pour la première fois en 1922, lors de l'élaboration du règlement intérieur de la Cour, dans lequel le secrétariat provisoire avait inclus un article portant sur le « jugement d'accord », soit le jugement entérinant l'accord que les parties avaient conclu entre elles :

« Si, au cours des débats, les parties tombent d'accord sur l'objet qui fait le fond du litige, et notifient par écrit leur accord à la Cour avant la clôture des débats, la Cour homologue cet accord par un jugement en bonne et due forme. »²²

²¹ Société des Nations, procès-verbaux des séances du comité consultatif de juristes, avec annexes (1920) ; Avant-projet pour l'établissement de la Cour permanente de Justice internationale, *Journal officiel de la Société des Nations*, supplément n° 2, p. 4 (1920).

²² Règlement intérieur de la Cour, avant-projet élaboré par le secrétariat provisoire, art. 44, 30 janvier 1922, *C.P.J.I., série D, n° 2*, p. 265.

SPECIAL TOPIC

THE DISCONTINUANCE OF CASES

This special topic on the discontinuance of cases reviews the practice of the Court and its predecessor (the Permanent Court of International Justice) in the matter of discontinuance and traces the evolution of Articles 88 and 89 of the Rules of Court. For the sake of clarity and concision, only the most significant extracts have been included in the body of the text. The footnotes provide references to the relevant passages of the background documents.

I. INTRODUCTION

Discontinuance of cases at the International Court of Justice is dealt with in Articles 88 and 89 of the Rules of Court as adopted in 1978 and currently in force. The provisions have a long history, dating back to 1922 during the time of the Permanent Court of International Justice. Since that time, they have been the subject of multiple discussions and proposed amendments. The present note will examine the history of these provisions and the practice of the Court and its predecessor in applying them.

II. LEGISLATIVE HISTORY

A. *The Permanent Court of International Justice*

1. *Article 61 of the 1922 Rules*

The Advisory Committee of Jurists did not consider the question of discontinuance in its draft scheme for the institution of the Permanent Court of International Justice, and no provision was made for it in the Court's Statute²¹. The question was first examined during the drafting of the Rules. When the Rules were first prepared in 1922, the temporary Secretariat drafted an article providing for *jugement d'accord* — a judgment which sanctioned an agreement reached independently by the parties:

“If during the proceedings the parties come to an agreement concerning the subject-matter of the dispute, and notify such agreement to the Court in writing before the oral proceedings are closed, the Court shall embody this agreement in a formal judgment.”²²

²¹ League of Nations, Minutes of the Proceedings of the Advisory Committee of Jurists, with Annexes (1920); Draft Scheme for the Institution of the Permanent Court of International Justice, *League of Nations O.J.*, Supplement No. 2, p. 4 (1920).

²² Rules of Court, Draft Prepared by the Temporary Secretariat, Art. 44, 30 January 1922, *P.C.I.J., Series D, No. 2*, p. 265.

Ce libellé fut toutefois écarté, à l'instar de la notion même de « jugement d'accord ». Le comité de procédure soumit à la Cour une disposition permettant le désistement d'un commun accord entre les parties²³.

A sa quinzième séance, tenue le 22 février 1922, la Cour eut une discussion assez approfondie sur la question du désistement :

« Le PRÉSIDENT estime que si les parties ne demandent pas un arrêt et dessaisissent la Cour, la procédure devrait prendre fin.

M. HUBER établit une distinction entre le cas où une affaire serait retirée en vertu d'un accord entre les parties et le cas où, seule, celle des parties qui a saisi la Cour par une requête, voudrait retirer l'affaire.

Lord FINLAY indique que dans certains cas, d'ailleurs rares, il pourrait être désirable de rendre un arrêt, même si les parties voulaient retirer l'affaire. Il préférerait donc une disposition établissant que les affaires peuvent être retirées avec le consentement de la Cour.

M. BEICHMANN, au contraire, déclare que le désir des parties de retirer une affaire devrait prévaloir sur l'intérêt qu'il peut y avoir à obtenir un arrêt.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que cette difficulté ne pourrait se produire que pour les arrêts déclaratoires; mais, en pareil cas, les parties intéressées à obtenir un arrêt pourraient elles-mêmes instituer une procédure.

M. WEISS déclare qu'une pratique constante en France admet le droit pour les parties de retirer une affaire.

M. ANZILOTTI fait remarquer que la juridiction de la Cour repose entièrement sur la volonté des parties, et que pour cette raison, ainsi que pour des raisons d'ordre pratique, le désir des parties devrait prévaloir dans tous les cas.

M. MOORE soulève la question de la répartition des frais au cas où une affaire serait retirée.

Le PRÉSIDENT répond que cette question pourrait peut-être être décidée par la Cour.

Lord FINLAY ne désirant pas insister sur sa proposition, il est convenu que les parties doivent avoir le droit de dessaisir la Cour d'un commun accord, après l'avoir saisie. »²⁴

Ainsi, la proposition selon laquelle le désistement exigerait le consentement de la Cour ne fut pas retenue, la position majoritaire voulant que, puisque la compétence de la Cour reposait entièrement sur la volonté des parties, le désir de celles-ci devait prévaloir dans tous les cas. La Cour finit par adopter, en 1922, l'article 61 du Règlement :

« Si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige, et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu.

Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre la procédure, la Cour prend acte de cette renonciation et la procédure prend fin. »²⁵

2. Les modifications envisagées en 1926

Au cours des délibérations entourant la modification du Règlement en 1926, la question du « jugement d'accord » surgit de nouveau, cette fois dans le contexte de l'article 61.

²³ Règlement intérieur de la Cour, compte rendu du résultat des travaux de la troisième réunion du Comité de procédure, art. 44, 7 février 1922, *C.P.J.I., série D, n° 2*, p. 304.

²⁴ Quinzième séance, 22 février 1922, *C.P.J.I., série D, n° 2*, p. 83-84.

²⁵ Règlement de la Cour, adopté le 24 mars 1922, *C.P.J.I., série D, n° 1*, p. 28.

However, the focus then shifted away from *jugement d'accord* and this wording was rejected. The Committee on Procedure presented a clause to the Court allowing for discontinuance agreed upon by the parties²³.

At its 15th meeting held on 22 February 1922, the Permanent Court discussed the question of discontinuance at some length:

“The PRESIDENT thought that if the parties did not ask for judgment, and withdrew the suit, proceedings would have to be discontinued.

M. HUBER distinguished between two sets of circumstances: (a) the withdrawal of a suit by virtue of an agreement between the parties and (b) the expression of a wish to withdraw the suit by that party only which had filed the application.

Lord FINLAY suggested that in some rare instances it would be found desirable to pronounce a judgment even if the parties wished to withdraw the suit. He would therefore prefer a rule stating that a suit could be withdrawn with the consent of the Court.

M. BEICHMANN, on the contrary, held that the wish of the parties to withdraw a suit should prevail over the possible advantages of recording a judgment.

The PRESIDENT pointed out that this difficulty would arise only in the case of declaratory judgments; but in such circumstances the parties interested in obtaining a judgment could institute proceedings on their own account.

M. WEISS stated that as a result of consistent practice in France, the right of the parties to withdraw a suit had been recognized.

M. ANZILOTTI observed that the jurisdiction of the Court of Justice was based entirely on the will of the parties, and that, for this reason, as well as for practical reasons, the wishes of the parties should in all circumstances prevail.

M. MOORE raised the question of the allocation of costs when a suit was withdrawn from the Court.

The PRESIDENT replied that this point might have to be settled by a decision of the Court.

Lord FINLAY not wishing to press his suggestion, it was agreed that the parties should have the right to withdraw, by common consent, a suit which they had brought before the Court.”²⁴

Thus, the proposal that discontinuance should require the Court's consent was not accepted, the prevailing view being that jurisdiction rested entirely on the parties' will and that their wishes should in all circumstances be respected. The Court in 1922 ultimately adopted Article 61 of the Rules:

“If the parties conclude an agreement regarding the settlement of the dispute and give written notice of such agreement to the Court before the close of the proceedings, the Court shall officially record the conclusion of the agreement.

Should the parties by mutual agreement notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall officially record the fact and proceedings shall be terminated.”²⁵

2. Amendments to the Rules discussed in 1926

During deliberations on amendments to the Rules in 1926, the question of a *jugement d'accord* was raised again, this time in the context of Article 61. However, as in 1922, spe-

²³ Rules of Court, concluded by the Committee on Procedure, Art. 44, 7 February 1922, *P.C.I.J., Series D, No. 2*, p. 304.

²⁴ Fifteenth Meeting, 22 February 1922, *P.C.I.J., Series D, No. 2*, pp. 83-84.

²⁵ Rules of Court, adopted on 24 March 1922, *P.C.I.J., Series D, No. 1*, p. 29.

Cependant, tout comme en 1922, les propositions spécifiques visant à modifier celui-ci de façon à permettre le jugement d'accord furent rejetées. Au cours de la discussion, on fit valoir que, si le Règlement devait prévoir le jugement d'accord, il fallait réserver à la Cour le pouvoir de s'enquérir des circonstances ayant conduit à l'accord²⁶, et que «le rôle de la Cour ne saurait être réduit à l'enregistrement pur et simple de l'accord des Parties»²⁷. Selon la position dominante, toutefois, les arrêts de la Cour n'étant pas exécutoires, une disposition à cet effet n'aurait pas de raison d'être et il pourrait être malavisé de la part de la Cour d'entériner un accord dont les fondements juridiques pourraient être discutables et qui reposerait sur des considérations politiques, diplomatiques ou économiques²⁸. Il fut donc décidé de ne pas modifier le texte de l'article 61, compte tenu de ce que l'intention des rédacteurs de cette disposition était d'imposer à la Cour une simple formalité consistant à «donner acte» de l'accord intervenu entre les parties²⁹.

3. *L'évolution de la situation en 1933*

Le 12 mai 1933, la Cour prononçait une ordonnance en l'affaire des *Appels contre certains jugements du tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque*³⁰. En l'espèce, l'agent de la Tchécoslovaquie avait produit une lettre informant la Cour que son gouvernement «se désist[ait]» des instances d'appels introduites et lui demandant de les radier du rôle. Dix jours plus tard, le Gouvernement hongrois répondait que les affaires en question «se trouv[ai]ent dès maintenant heureusement terminées», laissant ainsi entendre qu'il acquiesçait au désistement. Or rien ne donnait à penser qu'un règlement fût intervenu entre les parties. Dans son ordonnance, la Cour déclara que «le désistement du Gouvernement tchécoslovaque, dûment accepté par le Gouvernement hongrois et notifié à la Cour, met[tait] fin à la procédure engagée»³¹.

Le jour même du prononcé de l'ordonnance, la Cour se réunit afin de décider si le désistement unilatéral notifié par la Tchécoslovaquie était autorisé par l'article 61 du Règlement de 1933. Certains juges se dirent d'avis que l'article en question n'était censé viser que le cas de l'arrangement amiable:

«M. FROMAGEOT explique qu'après examen il est arrivé à la conclusion que l'article 61 du Règlement ne s'applique qu'en cas de compromis.

M. ANZILOTTI admet que la rédaction peu heureuse de l'article 61 permet l'interprétation donnée par M. Fromageot. L'intention de l'article 61, alinéa 2, tel que la Cour l'avait adopté lors de l'élaboration de son Règlement en 1922, était cependant probablement qu'il fût applicable indépendamment de la manière dont la Cour avait été saisie, mais, si elle était saisie par requête, qu'il ne dépendît pas du demandeur seul d'abandonner l'instance introduite par lui.

Sir CECIL HURST estime que, s'il y a accord entre les parties pour dessaisir la Cour, la compétence de celle-ci est épuisée et il n'y a même pas matière à ordonnance, puisque la compétence de la Cour tire exclusivement sa source de l'accord des deux parties. Selon lui, le désistement du demandeur seul ne suffit pas par lui-même pour

²⁶ C.P.J.I., série D, *Addendum au n° 2*, 1926, p. 168 (lord Finlay).

²⁷ *Ibid.*, p. 170 (lord Finlay).

²⁸ *Ibid.*, p. 169 (M. de Bustamante).

²⁹ *Ibid.*, p. 170 (M. de Bustamante) et 171 (président).

³⁰ *Ordonnance du 12 mai 1933*, C.P.J.I. série A/B n° 56, p. 162.

³¹ *Ibid.*, p. 163.

cific drafting proposals to allow for *jugements d'accord* in Article 61 were rejected. During the discussion, the view was expressed that, if the Rules were to provide for a *jugement d'accord*, the Court should have the power to inquire into the circumstances that led to the agreement²⁶, and that “the Court could never allow itself to be in the position of being bound simply to register the agreement of the Parties”²⁷. The prevailing view however was that since the Court’s judgments were not executory, provision for this type of judgment was irrelevant; it was also considered that it would be inexpedient for the Court to ratify an agreement that might not reflect the correct position at law, but be based on political, diplomatic or economic considerations²⁸. It was ultimately decided to leave the text of Article 61 unchanged, it being understood that the motivation of the drafters of that Article had been to impose a mere formality on the Court of “recording” an agreement reached by the parties²⁹.

3. *Developments in 1933*

On 12 May 1933, the Court issued an Order in the case concerning *Appeals from Certain Judgments of the Hungaro/Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunal*³⁰. In that case, the Czechoslovak Agent had filed a letter informing the Court that the appeals were “withdrawn” and requesting the Court to remove them from the List. In response, ten days later, the Hungarian Government noted that the proceedings had been withdrawn and “are now happily terminated”, suggesting that they acquiesced in the withdrawal. But there was no suggestion that the parties had reached a settlement. The Court in its Order stated that “the withdrawal of the suits by the Czechoslovak Government, having been duly acquiesced in by the Hungarian Government and notified to the Court, terminates the proceedings instituted”³¹.

On the same day as the order was released, the Court met to discuss whether a unilateral discontinuance was permitted under Article 61 of the 1933 Rules. This discussion arose in the context of Czechoslovakia’s purported unilateral withdrawal. Some judges expressed a view that Article 61 was only intended to cover cases of an agreed settlement:

“M. FROMAGEOT explained that, after consideration, he had come to the conclusion that Article 61 of the Rules only applied in the case of a special agreement

.....

M. ANZILOTTI admitted that the unsatisfactory wording of Article 61 was capable of bearing the interpretation placed upon it by M. Fromageot. The intention however of Article 61, paragraph 2, as adopted by the Court when drawing up the Rules in 1922, was probably that it should be applicable regardless of the way in which a case had been brought before the Court, but that, if a case had been submitted by application, it did not rest with the applicant alone to break off proceedings begun by him

.....

Sir CECIL HURST considered that, if the parties were agreed to remove a case from the Court, the latter’s jurisdiction ceased and there was not even anything to make an order upon, since the Court’s jurisdiction was derived exclusively from the agreement between the parties. In his view, withdrawal by the applicant did not suffice by itself to put an

²⁶ *P.C.I.J., Series D, No. 2* (Add. 1) (1926), p. 168 (Lord Finlay).

²⁷ *Ibid.*, p. 170 (Lord Finlay).

²⁸ *Ibid.*, p. 169 (Judge de Bustamante).

²⁹ *Ibid.*, p. 170 (Judge de Bustamante), p. 171 (President).

³⁰ *Order of 12 May 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 56*, p. 162.

³¹ *Ibid.*, p. 163.

dessaisir la Cour; il doit, pour atteindre ce résultat, être accompagné du consentement de l'autre partie. A son avis, l'article 61 du Règlement, qui ne traite que de l'accord entre les parties, ne vise pas le cas présent.»³²

La discussion portait sur deux points: en premier lieu, celui de savoir si l'article 61 trouvait quelque application lorsque l'affaire avait été introduite par requête unilatérale, plutôt que par compromis, et, en second lieu, celui de savoir si, en pareil cas ou de façon générale, l'une des parties pouvait unilatéralement se désister de l'instance. Ni l'un ni l'autre ne fit l'objet d'un consensus.

4. Le rapport du greffier de juin 1933

La pratique de la CPJI sous le régime de l'article 61 fut résumée dans le rapport du greffier de 1933, où ce dernier relevait que la Cour avait reconnu, au cours de ses débats, qu'il était loisible au demandeur de se désister tant que le défendeur n'avait pas fait acte de présence. Dans l'hypothèse où le défendeur *aurait* comparu, toutefois, «le désistement, s'il n'[était] pas fait d'un commun accord par les parties, [pouvait] être le fait d'une partie, à condition d'être formellement accepté par les autres»³³. Le greffier rapportait par ailleurs que «l'article ne couvr[ait] pas le désistement unilatéral du demandeur dans une instance introduite par requête» et qu'il paraissait souhaitable de clarifier l'article à ce point de vue³⁴.

5. Les articles 68 et 69 de 1936

Comme suite au rapport du greffier de juin 1933, la Troisième Commission du Conseil de la Société des Nations proposa un éclaircissement³⁵, afin de distinguer entre l'arrangement amiable, la renonciation par commun accord et le désistement unilatéral³⁶. Un nouvel article portant le numéro 61^{ter} fut proposé, dont le libellé ressemblait pour l'essentiel à celui de l'actuel article 89³⁷. Cette proposition avait été faite en réponse à la préoccupation selon laquelle l'article 61, dans sa version antérieure, ne permettait pas le désistement unilatéral dans le cas d'une instance introduite par requête: «[p]ar l'article 6[1]^{ter}, la Commission a entendu consacrer la possibilité aussi du désistement unilatéral»³⁸. Il convient de signaler que c'est dans le cadre de cette proposition qu'a été introduit ce qui allait devenir la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 89³⁹.

Le projet d'article 61^{ter} fut examiné par la Cour le 11 mars 1936. Il ressort clairement de la discussion que l'objectif était de faire en sorte que toute partie puisse se désister unilatéralement de la procédure dans tous les cas. Mais si la possibilité que le défendeur puisse s'op-

³² Préparation du Règlement, 11 mars 1936, *C.P.J.I., série D, n° 2* (troisième addendum), note 2: extrait du procès-verbal de la 3^e séance de la 28^e session, 12 mai 1933, p. 318-319.

³³ Daté de juin 1933, ce rapport fait partie des travaux préparatoires à la version de 1936 du Règlement: *C.P.J.I., série D, n° 2* (troisième addendum) (1936), p. 829-830.

³⁴ *Ibid.*, p. 830.

³⁵ Rapport de la Troisième Commission, 14 mars 1934, *C.P.J.I., série D, n° 2* (troisième addendum), p. 780; Rapport de la Commission de coordination, 14 mai 1934, *ibid.*, p. 877, et Règlement de la Cour, projet présenté par la Commission de coordination, 14 mai 1934, *ibid.*, p. 890-891.

³⁶ Règlement de la Cour, projet présenté par la Commission de coordination, 14 mai 1934, *C.P.J.I., série D, n° 2* (troisième addendum), p. 895. Geneviève Guyomar, *Commentaire du Règlement de la Cour Internationale de Justice adopté le 14 avril 1978: Interprétation et Pratique*, 1983, p. 565-566.

³⁷ Rapport de la Commission de coordination, 14 mai 1934, *C.P.J.I., série D, n° 2* (troisième addendum), p. 877.

³⁸ Vingt-deuxième séance, 22 février 1935, *ibid.*, p. 319.

³⁹ Dans la version initialement proposée de l'article 61^{ter}, cette phrase était ainsi libellée: «Au cas où la partie défenderesse s'oppose à la renonciation, la procédure continue.» *Ibid.*, p. 877.

end to the jurisdiction of the Court; for that purpose it must be accompanied by the consent of the other party. He thought that Article 61 of the Rules, which only dealt with the case of an agreement between the parties, did not cover the present case.”³²

This discussion considered two points. First, whether Article 61 applied at all where the parties had submitted a case by unilateral application rather than by agreement. Second, whether in such a case, or in general, a party could unilaterally withdraw from the proceedings. There was a lack of consensus on both issues.

4. Registrar's Report of June 1933

The practice of the Permanent Court of International Justice under Article 61 was summarized in the Registrar's Report of June 1933. He noted that the Court had recognized, in the course of its discussions, that the applicant could withdraw a case unilaterally when the respondent had not appeared. However, if the respondent *had* appeared, “the withdrawal, if not made by both parties, in virtue of an agreement between them, can be validly made by one party, provided that it is formally acquiesced in by the other party”³³. He also noted the concern that “the Article does not cover the case of a unilateral withdrawal by the claimant in proceedings introduced by unilateral application” and that the Article should be amended to make this clear³⁴.

5. Rules 68 and 69 as adopted in 1936

On the basis of the Registrar's Report of June 1933, the Third Commission of the League of Nations Council proposed a clarification³⁵ to distinguish between an amicable settlement, an agreement to break off proceedings and unilateral discontinuance³⁶. A new draft Article 61*ter* was put forward, in the form essentially found in Article 89 today³⁷. This draft article was proposed in order to address concerns that the existing Article 61 did not allow for unilateral discontinuance in cases instituted by application: “[t]he Commission's intention was now, by means of Article 61*ter*, definitely to provide for unilateral discontinuance”³⁸. It should be noted that it was this proposal that first introduced the phrase which would become the final sentence of Article 89, paragraph 2³⁹.

Draft Article 61*ter* was considered by the Court on 11 March 1936. The discussion makes clear that the idea was to ensure that a party could unilaterally discontinue proceedings in any circumstance. However, there was no discussion as to why or in what circum-

³² Elaboration of the Rules of Court, 11 March 1936, *P.C.I.J., Series D, No. 2* (Add. 3), note 2: Extract from the minutes of the Twenty-Eighth Session, 3rd Meeting, 12 May 1933, pp. 318–319.

³³ This Report forms part of the preparatory work of the 1936 version of the Rules, see Registrar's Report, June 1933, *P.C.I.J., Series D, No. 2* (Add. 3), (1936), pp. 829–830.

³⁴ *Ibid.*, p. 830.

³⁵ Report of the Third Commission, 14 March 1934, *P.C.I.J., Series D, No. 2* (Add. 3), p. 780; Report of the Co-ordination Commission, 14 May 1934, *ibid.*, p. 877 and Rules of Procedure, Project of the Co-ordination Commission, 14 May 1934, *ibid.*, pp. 890–91.

³⁶ Rules of Procedure, Project of the Co-ordination Commission, Arts. 75–77, *P.C.I.J., Series D, No. 2*, (Add. 3), at p. 895. Geneviève Guyomar, *Commentaire du Règlement de la Cour Internationale de Justice adopté le 14 avril 1978: Interprétation et Pratique* (1983), pp. 565–566.

³⁷ Report of the Co-ordination Commission, 14 May 1934, *P.C.I.J., Series D, No. 2* (Add. 3), p. 877.

³⁸ Twenty-Second Meeting, 22 February 1935, *ibid.*, p. 319.

³⁹ This sentence read, in the original French proposal of draft Article 61*ter*: “*Au cas où la partie défenderesse s'oppose à la renonciation, la procédure continue*”, *ibid.*, p. 877.

poser au désistement fut bel et bien évoquée, il ne fut pas question des raisons susceptibles de justifier une telle opposition ni des circonstances dans lesquelles elle pouvait être faite⁴⁰.

Dans la version de 1936 du Règlement, l'article 61 fut remplacé par les articles 68 et 69 :

« Article 68

Avant le prononcé de l'arrêt, si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et le font connaître par écrit à la Cour ou si, d'un commun accord, elles lui font connaître par écrit qu'elles renoncent à poursuivre l'instance, la Cour rend une ordonnance leur donnant acte de leur arrangement amiable ou prenant acte de leur désistement et dans chaque cas prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle.

Article 69

1. Si, au cours d'une instance introduite par requête, la partie demanderesse fait connaître par écrit à la Cour qu'elle renonce à poursuivre la procédure, et si, à la date de la réception par le Greffe de ce désistement, la partie défenderesse n'a pas encore fait acte de procédure, la Cour rend une ordonnance prenant acte du désistement et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. Copie de ladite ordonnance est adressée par le Greffier à la partie défenderesse.
2. Si, à la date de la réception du désistement, la partie défenderesse a déjà fait acte de procédure, la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président fixe un délai dans lequel ladite partie doit déclarer si elle s'oppose au désistement. Si, dans le délai fixé, il n'est pas fait opposition au désistement, celui-ci est réputé acquis et la Cour rend une ordonnance en prenant acte et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. S'il est fait opposition, l'instance se poursuit.»⁴¹

L'article 68 venait ainsi confirmer la pratique de la Cour consistant à prendre acte du désistement au moyen d'une ordonnance, tout en précisant que celle-ci devait prescrire la radiation de l'affaire sur le rôle. Il avait été rédigé de façon que les parties soient autorisées à notifier à la Cour l'intervention éventuelle d'un accord entre elles, sans être tenues de lui communiquer le texte de cet accord⁴². Pour sa part, l'article 69 visait explicitement le cas du désistement à l'initiative d'une seule des parties⁴³. La désignation d'un agent fut interprétée comme constituant un « acte de procédure » au sens du paragraphe 2 du même article⁴⁴. Les modifications n'apportèrent toutefois aucune précision quant aux circonstances donnant lieu à l'application de la dernière phrase de ce paragraphe.

Il y a lieu d'observer que, lors de la révision du Règlement de 1936, le comité de coordination signala que les principes qu'il avait adoptés en matière d'accord et de désistement ne valaient que pour les affaires contentieuses. En matière consultative, seule l'autorité demanderesse serait recevable à mettre fin à la procédure avant que l'avis ait été formulé ou rendu⁴⁵.

⁴⁰ Vingt-deuxième séance, 22 février 1935, *C.P.J.I., série D, n° 2* (troisième addendum), p. 319 : « Le PRÉSIDENT croit que (sauf, bien entendu, le cas visé dans la dernière phrase, c'est-à-dire celui où la partie défenderesse fait opposition à la renonciation) la Cour est favorable à l'introduction des mots « ordonnance » et « ordonne la radiation de l'affaire du rôle de la Cour » dans cet article [61^{ter}]égale-ment. Il en est ainsi entendu. »

⁴¹ Règlement de la Cour, adopté le 11 mars 1936, *ibid.*, p. 1018.

⁴² *Ibid.*, p. 315-316.

⁴³ *Ibid.*, p. 317.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 655.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 877.

stances the respondent might object to an order of discontinuance with the result that the proceedings would continue; it was merely observed that such a possibility existed⁴⁰.

The 1936 version of the Rules replaced Article 61 with Articles 68 and 69:

“Article 68

If at any time before judgment has been delivered, the parties conclude an agreement as to the settlement of the dispute and so inform the Court in writing, or by mutual agreement inform the Court in writing that they are not going on with the proceedings, the Court will make an order officially recording the conclusion of the settlement or the discontinuance of the proceedings; in either case the order will prescribe the removal of the case from the list.

Article 69

1. If in the course of proceedings instituted by means of an application, the applicant informs the Court in writing that it is not going on with proceedings, and if, at the date on which this communication is received by the Registry, the respondent has not yet taken any step in the proceedings, the Court will make an order officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list. A copy of this order shall be sent by the Registrar to the respondent.
2. If, at the time when the notice of discontinuance is received, the respondent has already taken some step in the proceedings, the Court, or the President if the Court is not sitting, shall fix a time-limit within which the respondent must state whether it opposes the discontinuance of the proceedings. If no objection is made to the discontinuance before the expiration of the time-limit, acquiescence will be presumed and the Court will make an order officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list. If objection is made, the proceedings shall continue.”⁴¹

Article 68 confirmed the Court’s practice of recording discontinuances by an order and added that the order would prescribe the removal of the case from the List. The text of Article 68 was designed to leave it open to the parties to notify the Court of the fact that an agreement had been concluded, without requiring the text of the agreement to be provided⁴². Article 69 explicitly covered the situation of discontinuance by one party only⁴³. The appointment of an agent was interpreted as amounting to a “step in proceedings” mentioned in Article 69, paragraph 2⁴⁴. The amendments did not clarify the circumstances in which the last sentence of Article 69, paragraph 2, might apply.

It should be noted that, in the course of the 1936 Rules Revision, the Co-ordination Committee stated that the principles it had adopted on settlement and discontinuance were applicable only to contentious proceedings. In the case of advisory proceedings, the sole authority that could terminate proceedings before the opinion had been drafted or delivered was the requesting organ⁴⁵.

⁴⁰ Twenty-Second Meeting, 22 February 1935, *P.C.I.J., Series D, No. 2* (Add. 3), p. 319 (“The PRESIDENT believed that (except, of course, as regards the circumstances contemplated in the last sentence, i.e., when the respondent party opposed discontinuance) the Court would be in favour of inserting the word ‘order’ and the phrase ‘order the removal of the case from the list’ in this Article [61*ter*], in the same way as in the preceding ones. This was agreed to.”).

⁴¹ Rules of Court, adopted on 11 March 1936, *ibid.*, p. 1018.

⁴² *Ibid.*, pp. 315-16.

⁴³ *Ibid.*, p. 317.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 655.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 877.

B. La Cour internationale de Justice

1. Les articles 68 et 69 du Règlement de 1946

Les articles 68 et 69 du Règlement de la Cour internationale de Justice adopté en 1946 reproduisaient les dispositions correspondantes du Règlement de 1936 à une différence près: le texte de 1946 donnait au président le pouvoir de rendre, lorsque la Cour ne siégeait pas, l'ordonnance donnant acte du désistement, tandis que le Règlement de 1936 réservait ce pouvoir à la Cour, sauf dans le cas où le défendeur avait déjà fait acte de procédure⁴⁶.

2. Les articles 73 et 74 du Règlement de 1972

Lorsque le Règlement fit l'objet d'une révision partielle en 1972, les dispositions concernant le désistement furent reprises aux articles 73 et 74, mais leur libellé resta identique à celui des dispositions correspondantes du Règlement de 1946:

« Article 73

Avant le prononcé de l'arrêt, si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige et le font connaître par écrit à la Cour ou si, d'un commun accord, elles lui font connaître par écrit qu'elles renoncent à poursuivre l'instance, la Cour, ou le Président si la Cour ne siège pas, rend une ordonnance leur donnant acte de leur arrangement amiable ou prenant acte de leur désistement et dans chaque cas prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle.

Article 74

1. Si, au cours d'une instance introduite par requête, la partie demanderesse fait connaître par écrit à la Cour qu'elle renonce à poursuivre la procédure, et si, à la date de la réception par le Greffe de ce désistement, la partie défenderesse n'a pas encore fait acte de procédure, la Cour, ou le Président si la Cour ne siège pas, rend une ordonnance prenant acte du désistement et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. Copie de ladite ordonnance est adressée par le Greffier à la partie défenderesse.
2. Si, à la date de la réception du désistement, la partie défenderesse a déjà fait acte de procédure, la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président fixe un délai dans lequel ladite partie doit déclarer si elle s'oppose au désistement. Si, dans le délai fixé, il n'est pas fait opposition au désistement, celui-ci est réputé acquis et la Cour rend une ordonnance en prenant acte et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. S'il est fait opposition, l'instance se poursuit.»⁴⁷

⁴⁶ Règlement de la Cour, adopté le 6 mai 1946, *C.I.J., série D, n° 1*, p. 54. La question s'était posée dans l'affaire *Borchgrave*, où la Belgique et l'Espagne avaient informé la Cour, après le prononcé de l'arrêt sur les exceptions préliminaires, de ce qu'elles étaient convenues de renoncer à poursuivre l'instance. Comme la Cour ne siégeait pas, le président avait suspendu l'instance, mais considéré qu'il appartenait à cette dernière de prononcer l'ordonnance donnant acte du désistement. Une fois réunie, la Cour statua que l'accord intervenu entre les parties mettait fin au différend, mais que seule une ordonnance pouvait clore l'instance (*Seizième Rapport de la Cour permanente de Justice internationale, C.P.J.I., série E*, p. 182). Elle rendit donc une ordonnance donnant acte du désistement des parties et ordonnant la radiation de l'affaire sur le rôle (*ordonnance du 30 avril 1938, C.P.J.I., série A/B, n° 73*).

⁴⁷ Reproduit in *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour n° 3*, p. 138-141.

B. The International Court of Justice

1. Articles 68 and 69 of the 1946 Rules

Articles 68 and 69 of the Rules of Court of the International Court of Justice adopted in 1946 reproduced Articles 68 and 69 of the 1936 Rules with one change: the 1946 Rules empowered the President to issue discontinuance orders if the Court was not sitting, whereas the 1936 version had reserved this power to the Court, except in cases when the respondent had already taken a step in the proceedings⁴⁶.

2. Articles 73 and 74 of the 1972 Rules

When the Rules were partially revised in 1972, the provisions on discontinuance were renumbered Articles 73 and 74, but the wording was identical to the corresponding 1946 Rules:

“Article 73

If at any time before judgment has been delivered, the parties conclude an agreement as to the settlement of the dispute and so inform the Court in writing, or by mutual agreement inform the Court in writing that they are not going on with proceedings, the Court, or the President if the Court is not sitting, shall make an order officially recording the conclusion of the settlement or the discontinuance of the proceedings; in either case, the order shall direct the removal of the case from the list.

Article 74

1. If in the course of proceedings instituted by means of an application, the applicant informs the Court in writing that it is not going on with the proceedings, and if, at the date on which this communication is received by the Registry, the respondent has not yet taken any step in the proceedings, the Court, or the President if the Court is not sitting, will make an order officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list. A copy of this order shall be sent by the Registrar to the respondent.
2. If, at the time when the notice of discontinuance is received, the respondent has already taken some step in the proceedings, the Court, or the President if the Court is not sitting, shall fix a time-limit within which the respondent must state whether it opposes the discontinuance of the proceedings. If no objection is made to the discontinuance before the expiration of the time-limit, acquiescence will be presumed and the Court, or the President if the Court is not sitting, will make an order officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list. If objection is made, the proceedings shall continue.”⁴⁷

⁴⁶ Rules of Court, adopted on 6 May 1946, *I.C.J., Series D, No. 1*, p. 54. This issue arose in the *Borchgrave* case, in which Belgium and Spain informed the Court following the preliminary objections judgment that they had agreed to discontinue the proceedings. As the Court was not sitting, the President suspended the proceedings but considered that it was for the Court to issue the formal discontinuance order. When the Court met, it held that although the parties' agreement ended the dispute, only a discontinuance order issued by the Court could terminate the proceedings. *Sixteenth Report of the Permanent Court of International Justice, P.C.I.J., Series E*, pp. 190-191. The Court thus adopted such an Order recording the discontinuance of the proceedings by the Parties and removing the case from the List. (*Order of 30 April 1938, P.C.I.J., Series A/B, No. 73.*)

⁴⁷ Reproduced in *I.C.J. Acts and Documents No. 3*, pp. 138-141.

3. Les articles 88 et 89 du Règlement de 1978

En 1978, le comité pour la révision du Règlement de la Cour se montra peu enclin à recommander des modifications substantielles aux dispositions concernant le désistement, se bornant à revoir leur agencement et leur numérotation. Les dispositions sur le désistement adoptées en 1978 (art. 88 et 89), et actuellement en vigueur, se lisent comme suit :

« Article 88

1. Si, à un moment quelconque avant l'arrêt définitif sur le fond, les parties, conjointement ou séparément, notifient à la Cour par écrit qu'elles sont convenues de se désister de l'instance, la Cour rend une ordonnance prenant acte du désistement et prescrivant que l'affaire soit rayée du rôle.
2. Si les parties sont convenues de se désister de l'instance parce qu'elles sont parvenues à un arrangement amiable, la Cour peut, si les parties le désirent, soit faire mention de ce fait dans l'ordonnance prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle, soit indiquer les termes de l'arrangement dans l'ordonnance ou dans une annexe à celle-ci.
3. Si la Cour ne siège pas, toute ordonnance rendue conformément au présent article peut être prise par le Président.

Article 89

1. Si, au cours d'une instance introduite par requête, le demandeur fait connaître par écrit à la Cour qu'il renonce à poursuivre la procédure, et si, à la date de la réception par le Greffe de ce désistement, le défendeur n'a pas encore fait acte de procédure, la Cour rend une ordonnance prenant acte du désistement et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. Copie de ladite ordonnance est adressée par le Greffier au défendeur.
2. Si, à la date de la réception du désistement, le défendeur a déjà fait acte de procédure, la Cour fixe un délai dans lequel il peut déclarer s'il s'oppose au désistement. Si, dans le délai fixé, il n'est pas fait objection au désistement, celui-ci est réputé acquis et la Cour rend une ordonnance en prenant acte et prescrivant la radiation de l'affaire sur le rôle. S'il est fait objection, l'instance se poursuit.
3. Si la Cour ne siège pas, les pouvoirs que lui confère le présent article peuvent être exercés par le Président.»⁴⁸

III. PRATIQUE

A. La Cour permanente de Justice internationale

Huit affaires ont fait l'objet d'un désistement au titre du Règlement de la Cour permanente de Justice internationale.

Dans quatre d'entre elles, il s'agissait d'un désistement unilatéral⁴⁹. En l'affaire relative à la *Dénonciation du traité sino-belge du 2 novembre 1865*, le désistement unilatéral de la Belgique fut autorisé puisque la Chine n'avait pas fait acte de procédure⁵⁰. Dans celle du

⁴⁸ Règlement de la Cour, adopté le 14 avril 1978, reproduit dans *Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour n° 6*.

⁴⁹ Dans le cadre du Règlement de 1922, le désistement n'était considéré comme unilatéral à proprement parler que si le retrait de la requête avait lieu *avant* la comparution du défendeur. Après celle-ci, le retrait ne prenait effet que sur acquiescement formel de ce dernier.

⁵⁰ *Ordonnance du 25 mai 1929, C.P.J.I. série A n° 18*.

3. *Articles 88 and 89 of the 1978 Rules*

The 1978 Committee for the Revision of the Rules of Court tended not to recommend substantive changes to the discontinuance provisions, but it did restructure and renumber them. The rules on discontinuance as adopted in 1978 (Articles 88 and 89) and currently in force, read as follows:

Article 88

1. If at any time before the final judgment on the merits has been delivered the parties, either jointly or separately, notify the Court in writing that they have agreed to discontinue the proceedings, the Court shall make an order recording the discontinuance and directing that the case be removed from the list.
2. If the parties have agreed to discontinue the proceedings in consequence of having reached a settlement of the dispute and if they so desire, the Court may record this fact in the order for the removal of the case from the list, or indicate in, or annex to, the order, the terms of the settlement.
3. If the Court is not sitting, any order under this Article may be made by the President.

Article 89

1. If in the course of proceedings instituted by means of an application, the applicant informs the Court in writing that it is not going on with the proceedings, and if, at the date on which this communication is received by the Registry, the respondent has not yet taken any step in the proceedings, the Court shall make an order officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list. A copy of this order shall be sent by the Registrar to the respondent.
2. If, at the time when the notice of discontinuance is received, the respondent has already taken some step in the proceedings, the Court shall fix a time-limit within which the respondent may state whether it opposes the discontinuance of the proceedings. If no objection is made to the discontinuance before the expiration of the time-limit, acquiescence will be presumed and the Court shall make an order officially recording the discontinuance of the proceedings and directing the removal of the case from the list. If objection is made, the proceedings shall continue.
3. If the Court is not sitting, its powers under this Article may be exercised by the President.⁴⁸

III. PRACTICE

A. The Permanent Court of International Justice

Eight cases were discontinued under the Rules of Court of the Permanent Court of International Justice.

Among those cases, there were four examples of unilateral discontinuance⁴⁹. In the *Denunciation of the Sino-Belgian Treaty*, the unilateral termination of the suit by Belgium was allowed since China had taken no step in the proceeding⁵⁰. In the *Legal Status of the*

⁴⁸ Rules of Court adopted on 14 April 1978, reproduced in *I.C.J. Acts and Documents No. 6*.

⁴⁹ Under the 1922 Rules, 'pure' unilateral withdrawal only occurred when the applicant withdrew its application *before* the respondent had appeared. If the respondent had already appeared, the formal acquiescence of the respondent was required for withdrawal to be effective.

⁵⁰ *Denunciation of the Treaty of 2 November 1865 between China and Belgium, Order of 25 May 1929, P.C.I.J., Series A, No. 18*.

Statut juridique du territoire du sud-est du Groënland, la Cour prit acte du désistement de la Norvège et du Danemark de leurs requêtes respectives⁵¹. S'agissant des *Appels contre certains jugements du tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque*, la Cour rendit une ordonnance déclarant la procédure close, après que la Hongrie eut accepté le désistement du Gouvernement tchécoslovaque de ses instances d'appel⁵². Enfin, l'instance connut le même sort en l'affaire concernant la *Réforme agraire polonaise et minorité allemande*, lorsque l'Allemagne fit savoir qu'elle n'avait pas l'intention de poursuivre l'affaire et que la Pologne déclara n'avoir aucune objection au désistement⁵³.

Quatre autres affaires firent l'objet d'un désistement d'un commun accord entre les parties. Ainsi, en l'affaire relative à l'*Usine de Chorzów*, la Cour versa au dossier l'accord intervenu entre l'Allemagne et la Pologne sur la solution à donner au litige⁵⁴. Dans l'affaire relative à la *Délimitation des eaux territoriales entre l'île de Castellorizo et les côtes d'Anatolie*, la Cour prononça une ordonnance mettant fin à l'instance, après avoir constaté que les deux Parties au compromis (l'Italie et la Turquie) renonçaient d'un commun accord à poursuivre la procédure⁵⁵. En l'affaire *Losinger*, elle rendit une ordonnance prenant acte du désistement à la lumière de l'accord intervenu entre la Suisse et la Yougoslavie⁵⁶. Dans l'affaire *Borchgrave*, la Belgique et l'Espagne firent porter à la connaissance de la Cour que, d'un commun accord, elles renonçaient à poursuivre l'instance. La Cour ne siégeant pas, le président suspendit la procédure, estimant que c'était à la Cour qu'il appartenait de prendre formellement acte du désistement. Lorsque celle-ci se réunit, elle statua que, si l'accord conclu entre les parties avait mis fin au différend, seule une ordonnance prononcée par elle pouvait clore l'instance⁵⁷.

B. La Cour internationale de Justice

Vingt-cinq affaires ont fait l'objet d'un désistement au titre du Règlement de la Cour internationale de Justice.

Sur ce nombre, on compte vingt cas de désistement unilatéral⁵⁸. Ce n'est toutefois que dans trois d'entre eux que la partie défenderesse n'avait pas encore fait acte de procédure, la Cour pouvant ainsi mettre fin à l'instance sans s'enquérir de la position du défendeur, conformément au paragraphe 1 de l'article 89 du Règlement⁵⁹. Dans les dix-sept autres affaires, la demande en désistement unilatéral intervint après que le défendeur eut fait acte de procédure, ce qui obligea la Cour à confirmer que ce dernier ne s'y opposait pas. Dans la majorité de ces cas, le défendeur déclara ne pas s'opposer au désistement

⁵¹ Ordonnance du 11 mai 1933, C.P.J.I. série A/B n° 55, p. 157.

⁵² Ordonnance du 12 mai 1933, C.P.J.I. série A/B n° 56, p. 162.

⁵³ Ordonnance du 2 décembre 1933, C.P.J.I. série A/B n° 60, p. 201.

⁵⁴ Ordonnance du 25 mai 1929, C.P.J.I. série A n° 19, p. 11.

⁵⁵ Ordonnance du 26 janvier 1933, C.P.J.I. série A/B n° 51, p. 4 et 6.

⁵⁶ Ordonnance du 14 décembre 1936, C.P.J.I. série A/B n° 69, p. 102.

⁵⁷ Ordonnance du 30 avril 1938, C.P.J.I. série A/B n° 73, p. 4 et 5 ; voir également ci-dessus, note 28.

⁵⁸ Voir l'annexe 2.

⁵⁹ Procès de prisonniers de guerre pakistanais (*Pakistan c. Inde*), ordonnance du 15 décembre 1973, C.I.J. Recueil 1973, p. 347 ; Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Commonwealth de Dominique c. Suisse*), ordonnance du 9 juin 2006, C.I.J. Recueil 2006, p. 107 ; Certaines questions en matière de relations diplomatiques (*Honduras c. Brésil*), ordonnance du 12 mai 2010, C.I.J. Recueil 2010 (I), p. 303.

South-Eastern Territory of Greenland, the Court took note that Norway and Denmark had withdrawn their respective applications⁵¹. In *Appeals from Certain Judgments of the Hungaro/Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunal*, Hungary acquiesced to the withdrawal of the appeals by the Czechoslovak Government and the Court issued an order declaring the proceedings terminated⁵². Finally, the *Polish Agrarian Reform and German Minority* case was discontinued upon Germany's indication that it did not intend to proceed with the case, and Poland's statement that it had no objection to the discontinuance⁵³.

Four cases were discontinued by mutual agreement of the parties. In the *Factory at Chorzów* case, the Court placed on record an agreement for a settlement of the dispute reached by Germany and Poland⁵⁴. In the *Delimitation of the Territorial Waters between the Island of Castellorizo and the Coasts of Anatolia*, the Court issued a termination order noting that the two Parties to the special agreement (Italy and Turkey) were agreed on their intention to break off proceedings⁵⁵. In the *Losinger* case, the Court issued an order recording the discontinuance of the case in light of the agreement reached between Switzerland and Yugoslavia⁵⁶. In the *Borchgrave* case, Belgium and Spain informed the Court that they had agreed to discontinue the proceedings. As the Court was not sitting, the President suspended proceedings but held that it was for the Court to issue the formal discontinuance order. When the Court met, it held that although the parties' agreement ended the dispute, only a discontinuance order issued by the Court ended the action⁵⁷.

B. *The International Court of Justice*

Twenty-five cases have been discontinued under the Rules of Court of the International Court of Justice.

Among those cases, there have been twenty cases of unilateral discontinuance⁵⁸. In only three of these cases had the respondent not yet taken a step in the proceedings, allowing the Court to discontinue the proceedings without seeking the position of the respondent, in accordance with Article 89, paragraph 1, of the Rules⁵⁹. In the other seventeen cases, the unilateral request for discontinuance occurred after the respondent had taken a step in the proceedings, requiring the Court to confirm that the respondent did not object to the discontinuance. In the majority of those cases, the respondent replied that it did not object

⁵¹ *Legal Status of the South-Eastern Territory of Greenland, Order of 11 May 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 55, p. 157.*

⁵² *Appeals from Certain Judgments of the Hungaro/Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunal, Order of 12 May 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 56, p. 162.*

⁵³ *Polish Agrarian Reform and German Minority, Order of 2 December 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 60, p. 201.*

⁵⁴ *Factory at Chorzów, Order of 25 May 1929, P.C.I.J., Series A, No. 19, p. 11.*

⁵⁵ *Delimitation of the Territorial Waters between the Island of Castellorizo and the Coasts of Anatolia, Order of 26 January 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 51, pp. 4, 6.*

⁵⁶ *Losinger, Order of 14 December 1936, P.C.I.J., Series A/B, No. 69, p. 102.*

⁵⁷ *Borchgrave, Order of 30 April 1938, P.C.I.J., Series A/B, No. 73, pp. 4-5; see also note 28 supra.*

⁵⁸ See Annex 2.

⁵⁹ *Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India), Order of 15 December 1973, I.C.J. Reports 1973, p. 347; Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland), Order of 9 June 2006, I.C.J. Reports 2006, p. 107; Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil), Order of 12 May 2010, I.C.J. Reports 2010 (I), p. 303.*

unilatéral, tandis que, dans deux d'entre eux, son inaction fut assimilée à une absence d'objection⁶⁰.

On compte six affaires dans lesquelles les parties décidèrent d'un commun accord de renoncer à poursuivre une affaire et où la Cour prononça une ordonnance de radiation du rôle⁶¹. Dans l'affaire de *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)*, celle de l'*Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)* et les deux affaires relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni) (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*, l'ordonnance mettant fin à l'instance fut prononcée sur la foi d'une communication conjointe émanant des parties⁶². En l'affaire de la *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth et de la Société Radio-Orient (France c. Liban)*, le président de la Cour versa au dossier des communications individuelles reçues des parties et établissant que le différend porté devant celle-ci avait été réglé⁶³. Dans celle relative au *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)*, enfin, le président rendit, en vertu du paragraphe 1 de l'article 88 du Règlement, une ordonnance mettant fin à l'instance, par suite d'une communication émanant des Etats-Unis d'Amérique et informant la Cour de la conclusion d'un arrangement amiable, et ce, bien qu'aucune communication à ce sujet n'ait été reçue par la Cour de la part de la République islamique d'Iran⁶⁴.

⁶⁰ *Protection des ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)*, ordonnance du 29 mars 1950, C.I.J. Recueil 1950, p. 59; *Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)*, ordonnance du 5 avril 2011, C.I.J. Recueil 2011 (I), p. 341.

⁶¹ Voir l'annexe 2.

⁶² *Ordonnance du 13 septembre 1993*, C.I.J. Recueil 1993, p. 322; *ordonnance du 22 février 1996*, C.I.J. Recueil 1996 (I), p. 9; *ordonnance du 10 septembre 2003*, C.I.J. Recueil 2003, p. 149; *ordonnance du 10 septembre 2003*, C.I.J. Recueil 2003, p. 152.

⁶³ *Ordonnance du 31 août 1960*, C.I.J. Recueil 1960, p. 186.

⁶⁴ *Ordonnance du 12 mai 1981*, C.I.J. Recueil 1981, p. 45.

to the unilateral discontinuance, whereas in two cases, a lack of reply was presumed to constitute lack of objection to the discontinuance⁶⁰.

There have been six cases where the parties mutually agreed to discontinue a case and the Court issued an order to remove it from the List⁶¹. In the cases concerning *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)*, *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*, and the two cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)* (*Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America*), an order discontinuing the proceedings was issued on the basis of a joint communication from the Parties⁶². In *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)*, the President of the Court placed on record separate communications received from the Parties establishing that the dispute submitted to the Court had been settled⁶³. In *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)*, the President of the Court issued an order discontinuing the proceedings under Article 88, paragraph 1, on the basis of a communication from the United States informing the Court of an agreed settlement, even though the Islamic Republic of Iran did not address a communication to the Court on the matter⁶⁴.

⁶⁰ *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)*, Order of 29 March 1950, I.C.J. Reports 1950, p. 59; *Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)*, Order of 5 April 2011, I.C.J. Reports 2011 (I), p. 341.

⁶¹ See Annex 2.

⁶² *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)*, Order of 13 September 1993, I.C.J. Reports 1993, p. 322; *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*, Order of 22 February 1996, I.C.J. Reports 1996 (I), p. 9; *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*, Order of 10 September 2003, I.C.J. Reports 2003, p. 149; *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*, Order of 10 September 2003, I.C.J. Reports 2003, p. 152.

⁶³ *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)*, Order of 31 August 1960, I.C.J. Reports 1960, p. 186.

⁶⁴ *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)*, Order of 12 May 1981, I.C.J. Reports 1981, p. 45.

ANNEXE 1 : TABLE DE CONCORDANCE

Année	Désistement par accord	Désistement unilatéral
Règlement de 1922	Article 61	—
Règlement de 1936	Article 68	Article 69
Règlement de 1946	Article 68	Article 69
Règlement de 1972	Article 73	Article 74
Règlement de 1978	Article 88	Article 89

ANNEXE 2 : TABLE DE JURISPRUDENCE

Cour permanente de Justice internationale

Désistement unilatéral	<p><i>Dénonciation du traité sino-belge du 2 novembre 1865, ordonnance du 25 mai 1929, C.P.J.I. série A n° 18</i> (unilatéral de fait, le défendeur n'ayant pas encore fait acte de procédure).</p> <p><i>Statut juridique du territoire du sud-est du Groënland, ordonnance du 11 mai 1933, C.P.J.I. série A/B n° 55</i>, p. 157 (désistement unilatéral de la part du demandeur dans chacune des deux instances).</p> <p><i>Appels contre certains jugements du tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque, ordonnance du 12 mai 1933, C.P.J.I. série A/B n° 56</i>, p. 162 (désistement des instances d'appel accepté par le défendeur).</p> <p><i>Réforme agraire polonaise et minorité allemande, ordonnance du 2 décembre 1933, C.P.J.I. série A/B n° 60</i>, p. 201 (désistement du demandeur accepté par le défendeur).</p>
Désistement d'un commun accord	<p><i>Usine de Chorzów, ordonnance du 25 mai 1929, C.P.J.I. série A n° 19</i>, p. 11.</p> <p><i>Délimitation des eaux territoriales entre l'île de Castellorizo et les côtes d'Anatolie, ordonnance du 26 janvier 1933, C.P.J.I. série A/B n° 51</i>, p. 4 et 6.</p> <p><i>Losinger, ordonnance du 14 décembre 1936, C.P.J.I. série A/B n° 69</i>, p. 102.</p> <p><i>Borchgrave, ordonnance du 30 avril 1938, C.P.J.I. série A/B n° 73</i>, p. 4 et 5.</p>

Cour internationale de Justice

Désistement unilatéral	<p><i>Protection des ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte), ordonnance du 29 mars 1950, C.I.J. Recueil 1950</i>, p. 59 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 69; inaction assimilée à une absence d'objection).</p> <p><i>Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban), ordonnance du 29 juillet 1954, C.I.J. Recueil 1954</i>, p. 107 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 69).</p>
------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEX 1: CONCORDANCE TABLE

Year	Discontinuance by agreement	Unilateral discontinuance
1922 Rules	Article 61	—
1936 Rules	Article 68	Article 69
1946 Rules	Article 68	Article 69
1972 Rules	Article 73	Article 74
1978 Rules	Article 88	Article 89

ANNEX 2: TABLE OF CASES

Permanent Court of International Justice

Unilateral discontinuance	<p><i>Denunciation of the Treaty of 2 November 1865 between China and Belgium, Order of 25 May 1929, P.C.I.J., Series A, No. 18</i> (unilateral in practice, Respondent had not yet taken a step in the proceedings).</p> <p><i>Legal Status of the South-Eastern Territory of Greenland, Order of 11 May 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 55</i>, p. 157 (two cases, both Applicants withdrew unilaterally).</p> <p><i>Appeals from Certain Judgments of the Hungaro/Czechoslovak Mixed Arbitral Tribunal, Order of 12 May 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 56</i>, p. 162 (Applicant withdrew appeals and Respondent acquiesced).</p> <p><i>Polish Agrarian Reform and German Minority, Order of 2 December 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 60</i>, p. 201 (Applicant withdrew suit and Respondent acquiesced).</p>
Joint discontinuance	<p><i>Factory at Chorzów, Order of 25 May 1929, P.C.I.J., Series A, No. 19</i>, p. 11.</p> <p><i>Delimitation of the Territorial Waters between the Island of Castellorizo and the Coasts of Anatolia, Order of 26 January 1933, P.C.I.J., Series A/B, No. 51</i>, pp. 4, 6.</p> <p><i>Losinger, Order of 14 December 1936, P.C.I.J., Series A/B, No. 69</i>, p. 99.</p> <p><i>Borchgrave, Order of 30 April 1938, P.C.I.J., Series A/B, No. 73</i>, pp. 4, 5.</p>

International Court of Justice

Unilateral discontinuance	<p><i>Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt), Order of 29 March 1950, I.C.J. Reports 1950</i>, p. 59 (under Article 69, paragraph 2; a lack of reply was presumed to constitute a lack of objection).</p> <p><i>Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon), Order of 29 July 1954, I.C.J. Reports 1954</i>, p. 107 (under Article 69, paragraph 2).</p>
---------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie), ordonnance du 3 août 1959, C.I.J. Recueil 1959, p. 264 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 69).

Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie), ordonnance du 30 mai 1960, C.I.J. Recueil 1960, p. 146 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 69).

Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne), ordonnance du 10 avril 1961, C.I.J. Recueil 1961, p. 9 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 69).

Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde), ordonnance du 15 décembre 1973, C.I.J. Recueil 1973, p. 347 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 1 de l'article 74, le défendeur n'ayant pas fait acte de procédure).

Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica), ordonnance du 19 août 1987, C.I.J. Recueil 1987, p. 182 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique), ordonnance du 26 septembre 1991, C.I.J. Recueil 1991, p. 47 (réparation) (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras), ordonnance du 27 mai 1992, C.I.J. Recueil 1992, p. 222 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark), ordonnance du 10 septembre 1992, C.I.J. Recueil 1992, p. 348 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal), ordonnance du 8 novembre 1995, C.I.J. Recueil 1995, p. 423 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique), ordonnance du 10 novembre 1998, C.I.J. Recueil 1998, p. 426 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi), ordonnance du 30 janvier 2001, C.I.J. Recueil 2001, p. 3 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda), ordonnance du 30 janvier 2001, C.I.J. Recueil 2001, p. 6 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89; à noter qu'une nouvelle requête fut déposée en 2002, sur la base de nouveaux fondements de compétence).

Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse), ordonnance du 9 juin 2006, C.I.J. Recueil 2006, p. 107 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 1 de l'article 89, le défendeur n'ayant pas fait acte de procédure).

Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria), Order of 3 August 1959, I.C.J. Reports 1959, p. 264 (under Article 69, paragraph 2).

Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria), Order of 30 May 1960, I.C.J. Reports 1960, p. 146 (under Article 69, paragraph 2).

Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain), Order of 10 April 1961, I.C.J. Reports 1961, p. 9 (under Article 69, paragraph 2).

Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India), Order of 15 December 1973, I.C.J. Reports 1973, p. 347 (under Article 74, paragraph 1, the Respondent not having taken a step in the proceedings).

Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica), Order of 19 August 1987, I.C.J. Reports 1987, p. 182 (under Article 89, paragraph 2).

Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America), Order of 26 September 1991, I.C.J. Reports 1991, p. 47 (compensation phase) (under Article 89, paragraph 2).

Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras), Order of 27 May 1992, I.C.J. Reports 1992, p. 222 (under Article 89, paragraph 2).

Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark), Order of 10 September 1992, I.C.J. Reports 1992, p. 348 (Article 89, paragraph 2).

Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal), Order of 8 November 1995, I.C.J. Reports 1995, p. 423 (Article 89, paragraph 2).

Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America), Order of 10 November 1998, I.C.J. Reports 1998, p. 426 (under Article 89, paragraph 2).

Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi), Order of 30 January 2001, I.C.J. Reports 2001, p. 3 (Article 89, paragraph 2).

Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda), Order of 30 January 2001, I.C.J. Reports 2001, p. 6 (under Article 89, paragraph 2) (Note: new Application brought in 2002 on different jurisdictional grounds).

Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland), Order of 9 June 2006, I.C.J. Reports 2006, p. 107 (under Article 89, paragraph 2, the Respondent not having taken a step in the proceedings).

Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil), ordonnance du 12 mai 2010, C.I.J. Recueil 2010 (I), p. 303 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 1 de l'article 89, le défendeur n'ayant pas fait acte de procédure).

Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France), ordonnance du 16 novembre 2010, C.I.J. Recueil 2010 (II), p. 635 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse), ordonnance du 5 avril 2011, C.I.J. Recueil 2011 (I), p. 341 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89; inaction assimilée à une absence d'objection).

Epanrages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie), ordonnance du 13 septembre 2013 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie), ordonnance du 11 juin 2015 (ordonnance rendue en vertu du paragraphe 2 de l'article 89).

Désistement
d'un commun
accord

Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban), ordonnance du 31 août 1960, C.I.J. Recueil 1960, p. 186.

Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran), ordonnance du 12 mai 1981, C.I.J. Recueil 1981, p. 45.

Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie), ordonnance du 13 septembre 1993, C.I.J. Recueil 1993, p. 322.

Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique), ordonnance du 22 février 1996, C.I.J. Recueil 1996 (I), p. 9.

Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni), ordonnance du 10 septembre 2003, C.I.J. Recueil 2003, p. 149.

Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique), ordonnance du 10 septembre 2003, C.I.J. Recueil 2003, p. 152.

* * *

*

Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil), Order of 12 May 2010, I.C.J. Reports 2010 (I), p. 303 (under Article 89, paragraph 1, the Respondent not having taken a step in the proceedings).

Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France), Order of 16 November 2010, I.C.J. Reports 2010 (II), p. 635 (under Article 89, paragraph 2).

Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland), Order of 5 April 2011, I.C.J. Reports 2011 (I), p. 341 (under Article 89, paragraph 2; a lack of reply was presumed to constitute a lack of objection).

Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia), Order of 13 September 2013, I.C.J. Reports 2013, p. 278 (under Article 89, paragraph 2).

Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia), Order of 11 June 2015, I.C.J. Reports 2015 (II), p. 572 (under Article 89, paragraph 2).

Joint
Discontinuance

Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon), Order of 31 August 1960, I.C.J. Reports 1960, p. 186.

United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran), Order of 12 May 1981, I.C.J. Reports 1981, p. 45.

Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia), Order of 25 June 1993, I.C.J. Reports 1993, p. 322.

Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America), Order of 22 February 1996, I.C.J. Reports 1996 (I), p. 9.

Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom), Order of 10 September 2003, I.C.J. Reports 2003, p. 149.

Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America), Order of 10 September 2003, I.C.J. Reports 2003, p. 152.

* * *

*

ANNEXES

Les annexes ci-après présentent, pour chaque sujet abordé, l'ensemble des éléments pertinents, de la création de la Cour au 31 juillet 2016.



Each of the following annexes gives a complete record of the topic dealt with, from the establishment of the Court up to 31 July 2016.

ANNEXES

	<i>Page</i>
Annexe 1. Liste chronologique des procédures portées devant la Cour depuis 1947	98
Annexe 2. Anciens membres de la Cour	106
Annexe 3. Anciens présidents et vice-présidents de la Cour	109
Annexe 4. Anciens greffiers et greffiers adjoints de la Cour	111
Annexe 5. Chambres constituées en vertu de l'article 26, paragraphe 2, du Statut	112
Annexe 6. Affaires introduites par compromis	115
Annexe 7. Affaires introduites par voie de requête (sur le fondement d'une clause compromissaire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut)	117
Annexe 8. Affaires introduites au titre d'un <i>forum prorogatum</i>	132
Annexe 9. Interventions (Statut, art. 62 et 63)	135
Annexe 10. Jonctions d'instances	138
Annexe 11. Mesures conservatoires	139
Annexe 12. Affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité	145
Annexe 13. Demandes reconventionnelles	149
Annexe 14. Désistements	151
Annexe 15. Demandes en interprétation	152
Annexe 16. Demandes en révision	153
Annexe 17. Témoins, experts et témoins-experts	154
Annexe 18. Défauts	156
Annexe 19. Avis consultatifs	157
Annexe 20. Budget de la Cour	173

ANNEXES

	<i>Page</i>
Annex 1. Chronological list of proceedings before the Court since 1947	98
Annex 2. Former Members of the Court	106
Annex 3. Former Presidents and Vice-Presidents of the Court	109
Annex 4. Former Registrars and Deputy-Registrars of the Court	111
Annex 5. Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute	112
Annex 6. Cases instituted by special agreement	115
Annex 7. Cases instituted by application (on the basis of a compromissory clause and/or a declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute)	117
Annex 8. Cases instituted on the basis of <i>forum prorogatum</i>	132
Annex 9. Interventions (Arts. 62 and 63 of the Statute)	135
Annex 10. Joinders of proceedings	138
Annex 11. Provisional measures	139
Annex 12. Cases in which the Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility	145
Annex 13. Counter-claims	149
Annex 14. Discontinuances	151
Annex 15. Requests for interpretation	152
Annex 16. Applications for revision	153
Annex 17. Witnesses, experts and witness-experts	154
Annex 18. Non-appearances.	156
Annex 19. Advisory opinions	157
Annex 20. Budget of the Court	173

ANNEXE 1

LISTE CHRONOLOGIQUE DES PROCÉDURES PORTÉES
DEVANT LA COUR DEPUIS 1947

La liste suivante présente les 164 procédures qui ont été soumises à la Cour depuis 1947 (138 étant des affaires contentieuses et 26 des procédures consultatives).

Pour les affaires introduites en vertu d'un compromis, les noms des parties sont séparés par une barre oblique.

Les chiffres placés devant les titres des affaires contentieuses dans la liste ci-après signifient :

- ¹ Affaire terminée par un arrêt sur le fond ou sur la réparation.
- ² Affaire terminée par un arrêt sur une exception ou un point préliminaire.
- ³ Affaire terminée par une ordonnance constatant l'absence de compétence de la Cour.
- ⁴ Affaire terminée par un désistement avant l'arrêt au fond.
- ⁵ Affaire en cours.

Titre	Dates
1. Affaires contentieuses	
¹ <i>Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	1947-1949
¹ <i>Pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège)</i>	1949-1951
⁴ <i>Protection de ressortissants et protégés français en Égypte (France c. Égypte)</i>	1949-1950
¹ <i>Droit d'asile (Colombie/Pérou)</i>	1949-1950
¹ <i>Droit des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (France c. États-Unis d'Amérique)</i>	1950-1952
¹ <i>Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile (Colombie c. Pérou)</i>	1950
¹ <i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	1950-1951
¹ <i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	1951-1953
² <i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	1951-1952
¹ <i>Minquiers et Ecréhous (France/Royaume-Uni)</i>	1951-1953
² <i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	1951-1955
² <i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique)</i>	1953-1954
⁴ <i>Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)</i>	1953-1954
³ <i>Traitement en Hongrie d'un avion des États-Unis d'Amérique et de son équipage (États-Unis d'Amérique c. Hongrie)</i>	1954

ANNEX 1
 CHRONOLOGICAL LIST OF PROCEEDINGS BEFORE
 THE COURT SINCE 1947

All 164 proceedings brought before the Court since 1947 are listed below (138 contentious cases and 26 advisory proceedings).

In the case of proceedings instituted by means of a special agreement, the names of the parties are separated by an oblique stroke.

The figures preceding the titles of contentious cases in the following list are explained as follows:

- ¹ Case concluded by a judgment on the merits or on reparation.
- ² Case concluded by a judgment on an objection or a preliminary point.
- ³ Case concluded by an order finding that the Court does not have jurisdiction.
- ⁴ Case concluded by discontinuance before a judgment on the merits.
- ⁵ Current case.

Title	Dates
1. Contentious Cases	
¹ <i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	1947-1949
¹ <i>Fisheries (United Kingdom v. Norway)</i>	1949-1951
⁴ <i>Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)</i>	1949-1950
¹ <i>Asylum (Colombia/Peru)</i>	1949-1950
¹ <i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	1950-1952
¹ <i>Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum Case (Colombia v. Peru)</i>	1950
¹ <i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	1950-1951
¹ <i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	1951-1953
² <i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	1951-1952
¹ <i>Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)</i>	1951-1953
² <i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	1951-1955
² <i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	1953-1954
⁴ <i>Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)</i>	1953-1954
³ <i>Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Hungary)</i>	1954

Titre	Dates
³ <i>Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1954
³ <i>Incident aérien du 10 mars 1953 (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)</i>	1955-1956
³ <i>Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)</i>	1955-1956
³ <i>Antarctique (Royaume-Uni c. Chili)</i>	1955-1956
³ <i>Incident aérien du 7 octobre 1952 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1955-1956
² <i>Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège)</i>	1955-1957
¹ <i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	1955-1960
¹ <i>Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)</i>	1957-1958
² <i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1957-1959
² <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	1957-1959
⁴ <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)</i>	1957-1960
⁴ <i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)</i>	1957-1959
¹ <i>Souveraineté sur certaines parcelles frontalières (Belgique/Pays-Bas)</i>	1957-1959
¹ <i>Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)</i>	1958-1960
³ <i>Incident aérien du 4 septembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1958
⁴ <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)</i>	1958-1961
⁴ <i>Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)</i>	1959-1960
³ <i>Incident aérien du 7 novembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)</i>	1959
¹ <i>Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)</i>	1959-1962
² <i>Sud-Ouest Africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)*</i>	1960-1966
² <i>Sud-Ouest Africain (Libéria c. Afrique du Sud)*</i>	1960-1966
² <i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	1961-1963
² <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	1962-1970
¹ <i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Danemark)**</i>	1967-1969
¹ <i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas)**</i>	1967-1969

* La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 20 mai 1961.

** La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 26 avril 1968, le Danemark et les Pays-Bas ayant décidé de faire cause commune.

Title	Dates
³ <i>Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1954
³ <i>Aerial Incident of 10 March 1953 (United States of America v. Czechoslovakia)</i>	1955-1956
³ <i>Antarctica (United Kingdom v. Argentina)</i>	1955-1956
³ <i>Antarctica (United Kingdom v. Chile)</i>	1955-1956
³ <i>Aerial Incident of 7 October 1952 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1955-1956
² <i>Certain Norwegian Loans (France v. Norway)</i>	1955-1957
¹ <i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	1955-1960
¹ <i>Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)</i>	1957-1958
² <i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	1957-1959
² <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	1957-1959
⁴ <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)</i>	1957-1960
⁴ <i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)</i>	1957-1959
¹ <i>Sovereignty over Certain Frontier Land (Belgium/Netherlands)</i>	1957-1959
¹ <i>Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)</i>	1958-1960
³ <i>Aerial Incident of 4 September 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1958
⁴ <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)</i>	1958-1961
⁴ <i>Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)</i>	1959-1960
³ <i>Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)</i>	1959
¹ <i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	1959-1962
² <i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)*</i>	1960-1966
² <i>South West Africa (Liberia v. South Africa)*</i>	1960-1966
² <i>Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	1961-1963
² <i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	1962-1970
¹ <i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark)**</i>	1967-1969
¹ <i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)**</i>	1967-1969

* The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 20 May 1961.

** The Court joined the proceedings in these two cases by an Order of 26 April 1968, Denmark and the Netherlands having decided that they were in the same interest.

Titre	Dates
¹ <i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)</i>	1971-1972
¹ <i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	1972-1974
¹ <i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	1972-1974
² <i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	1973-1974
² <i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	1973-1974
⁴ <i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	1973
² <i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	1976-1978
¹ <i>Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)</i>	1978-1982
¹ <i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Tébéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	1979-1981
¹ <i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)</i>	1981-1984
¹ <i>Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)</i>	1982-1985
¹ <i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	1983-1986
¹ <i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1984-1991
¹ <i>Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) (Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne)</i>	1984-1985
⁴ <i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	1986-1987
⁴ <i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	1986-1992
¹ <i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))</i>	1986-1992
¹ <i>Elektronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)</i>	1987-1989
¹ <i>Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)</i>	1988-1993
⁴ <i>Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1989-1996
⁴ <i>Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)</i>	1989-1993
¹ <i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	1989-1991
¹ <i>Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)</i>	1990-1994
² <i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>	1991-1995
⁴ <i>Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	1991-1995
⁴ <i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	1991-1992
¹ <i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	1991-2001

Title	Dates
¹ <i>Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)</i>	1971-1972
¹ <i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	1972-1974
¹ <i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	1972-1974
² <i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	1973-1974
² <i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	1973-1974
⁴ <i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	1973
² <i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	1976-1978
¹ <i>Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)</i>	1978-1982
¹ <i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	1979-1981
¹ <i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)</i>	1981-1984
¹ <i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)</i>	1982-1985
¹ <i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	1983-1986
¹ <i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	1984-1991
¹ <i>Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) (Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya)</i>	1984-1985
⁴ <i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	1986-1987
⁴ <i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	1986-1992
¹ <i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>	1986-1992
¹ <i>Electronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	1987-1989
¹ <i>Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)</i>	1988-1993
⁴ <i>Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	1989-1996
⁴ <i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	1989-1993
¹ <i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	1989-1991
¹ <i>Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)</i>	1990-1994
² <i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	1991-1995
⁴ <i>Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	1991-1995
⁴ <i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	1991-1992
¹ <i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	1991-2001

Titre	Dates
⁴ <i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	1992-2003
⁴ <i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1992-2003
¹ <i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1992-2003
¹ <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)</i>	1993-2007
⁵ <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*</i>	1993-
¹ <i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria ; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	1994-2002
² <i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	1995-1998
² <i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	1995
¹ <i>Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)</i>	1996-1999
⁴ <i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1998
² <i>Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), exceptions préliminaires (Nigéria c. Cameroun)</i>	1998-1999
¹ <i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)</i>	1998-2002
¹ <i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	1998-2012
¹ <i>LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1999-2001
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	1999-2004
² <i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	1999-2004
³ <i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	1999

* La Cour a rendu son arrêt le 25 septembre 1997. L'affaire reste néanmoins pendante compte tenu de la présentation, par la Slovaquie, en septembre 1998, d'une demande tendant au prononcé d'un arrêt supplémentaire. Voir p. 7.

Title	Dates
⁴ <i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	1992-2003
⁴ <i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	1992-2003
¹ <i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	1992-2003
¹ <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia)</i>	1993-2007
⁵ <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*</i>	1993-
¹ <i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	1994-2002
² <i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	1995-1998
² <i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	1995
¹ <i>Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia)</i>	1996-1999
⁴ <i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	1998
² <i>Request for Interpretation of the Judgment of 11 June 1998 in the Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Preliminary Objections (Nigeria v. Cameroon)</i>	1998-1999
¹ <i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)</i>	1998-2002
¹ <i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	1998-2012
¹ <i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	1999-2001
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	1999-2004
² <i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	1999-2004
³ <i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	1999

* The Court rendered its Judgment on 25 September 1997. However, the case remains pending following Slovakia's request for an additional judgment in September 1998. See p. 7.

Titre	Dates
³ <i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	1999
⁴ <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)</i>	1999-2001
⁵ <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*</i>	1999-
⁴ <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	1999-2001
¹ <i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	1999-2015
² <i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	1999-2000
¹ <i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i>	1999-2007
¹ <i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	2000-2002
¹ <i>Demande en révision de l'arrêt du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), exceptions préliminaires (Yougoslavie c. Bosnie-Herzégovine)</i>	2001-2003
² <i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	2001-2005
¹ <i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	2001-2012
¹ <i>Différend frontalier (Bénin/Niger)</i>	2002-2005
² <i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	2002-2006
² <i>Demande en révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	2002-2003
¹ <i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	2003-2004
⁴ <i>Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)</i>	2003-2010
¹ <i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)</i>	2003-2008
¹ <i>Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)</i>	2004-2009
¹ <i>Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	2005-2009
⁴ <i>Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)</i>	2006

* La Cour a rendu son arrêt le 19 décembre 2005. L'affaire reste néanmoins pendante, la Cour ayant appelé les Parties à s'entendre sur la question des réparations et précisé que, dans l'hypothèse où elles ne pourraient se mettre d'accord à ce sujet, elle réglerait elle-même la question. Voir p. 8.

Title	Dates
³ <i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	1999
⁴ <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)</i>	1999-2001
⁵ <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*</i>	1999-
⁴ <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	1999-2001
¹ <i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	1999-2015
² <i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	1999-2000
¹ <i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>	1999-2007
¹ <i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	2000-2002
¹ <i>Application for Revision of the Judgment of 11 July 1996 in the Case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia), Preliminary Objections (Yugoslavia v. Bosnia and Herzegovina)</i>	2001-2003
² <i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	2001-2005
¹ <i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	2001-2012
¹ <i>Frontier Dispute (Benin/Niger)</i>	2002-2005
² <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	2002-2006
² <i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	2002-2003
¹ <i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	2003-2004
⁴ <i>Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)</i>	2003-2010
¹ <i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)</i>	2003-2008
¹ <i>Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)</i>	2004-2009
¹ <i>Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	2005-2009
⁴ <i>Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)</i>	2006

* The Court rendered its Judgment on 19 December 2005. However, the case remains pending, the Court having called on the Parties to reach an agreement between themselves on the question of reparation and having decided that, if the Parties were unable to do so, the Court would itself settle the question. See p. 8.

Titre	Dates
¹ Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)	2006-2010
¹ Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)	2006-2008
¹ Différend maritime (Pérou c. Chili)	2008-2014
⁴ Epandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)	2008-2013
¹ Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)	2008-2009
² Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)	2008-2011
¹ Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)	2008-2011
¹ Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))	2008-2012
¹ Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)	2009-2012
⁴ Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)	2009-2011
⁴ Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)	2009-2010
¹ Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))	2010-2014
¹ Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)	2010-2013
⁵ Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*	2010-
¹ Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)	2011-2013
¹ Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*	2011-2015
⁵ Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)	2013-
⁵ Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)	2013-
⁵ Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)	2013-
⁴ Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)	2013-2015
⁵ Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)	2014-

* La Cour a joint les instances dans ces affaires par une ordonnance du 17 avril 2013.

Title	Dates
¹ <i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	2006-2010
¹ <i>Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)</i>	2006-2008
¹ <i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	2008-2014
⁴ <i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	2008-2013
¹ <i>Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)</i>	2008-2009
² <i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	2008-2011
¹ <i>Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. Greece)</i>	2008-2011
¹ <i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy; Greece intervening)</i>	2008-2012
¹ <i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	2009-2012
⁴ <i>Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)</i>	2009-2011
⁴ <i>Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil)</i>	2009-2010
¹ <i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	2010-2014
¹ <i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)</i>	2010-2013
⁵ <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*</i>	2010-
¹ <i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	2011-2013
¹ <i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*</i>	2011-2015
⁵ <i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	2013-
⁵ <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	2013-
⁵ <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	2013-
⁴ <i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	2013-2015
⁵ <i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	2014-

* The Court joined the proceedings in these cases by an Order of 17 April 2013.

Titre	Dates
⁵ <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	2014-
⁵ <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	2014-
⁵ <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	2014-
⁵ <i>Délimitation maritime dans l’océan Indien (Somalie c. Kenya)</i>	2014-
<i>Différend concernant le statut et l’utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	2016-
<i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	2016-
<i>Certains actifs iraniens (République islamique d’Iran c. Etats-Unis d’Amérique)</i>	2016-

2. Procédures consultatives

<i>Conditions de l’admission d’un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)</i>	1947-1948
<i>Réparation des dommages subis au service des Nations Unies</i>	1948-1949
<i>Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*</i>	1949-1950
<i>Compétence de l’Assemblée générale pour l’admission d’un Etat aux Nations Unies</i>	1949-1950
<i>Statut international du Sud-Ouest africain</i>	1949-1950
<i>Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide</i>	1950-1951
<i>Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité</i>	1953-1954
<i>Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain</i>	1954-1955
<i>Jugements du Tribunal administratif de l’OIT sur requêtes contre l’Unesco</i>	1955-1956
<i>Admissibilité de l’audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain</i>	1955-1956
<i>Composition du Comité de la sécurité maritime de l’Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime</i>	1959-1960
<i>Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)</i>	1961-1962
<i>Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l’Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité</i>	1970-1971

* La Cour a, dans cette procédure, rendu deux avis consultatifs en date des 30 mars 1950 et 18 juillet 1950, respectivement.

Title	Dates
⁵ <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	2014-
⁵ <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	2014-
⁵ <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	2014-
⁵ <i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i>	2014-
<i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	2016-
<i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	2016-
<i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	2016-

2. Advisory Proceedings

<i>Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)</i>	1947-1948
<i>Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations</i>	1948-1949
<i>Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*</i>	1949-1950
<i>Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations</i>	1949-1950
<i>International Status of South West Africa</i>	1949-1950
<i>Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide</i>	1950-1951
<i>Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal</i>	1953-1954
<i>Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa</i>	1954-1955
<i>Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against Unesco</i>	1955-1956
<i>Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa</i>	1955-1956
<i>Constitution of the Maritime Safety Committee of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization</i>	1959-1960
<i>Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)</i>	1961-1962
<i>Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)</i>	1970-1971

* The Court rendered two Advisory Opinions in these proceedings, on 30 March 1950 and 18 July 1950 respectively.

Titre	Dates
<i>Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1972-1973
<i>Sahara occidental</i>	1974-1975
<i>Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Égypte</i>	1980
<i>Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1981-1982
<i>Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	1984-1987
<i>Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	1988
<i>Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies</i>	1989
<i>Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé*</i>	1993-1996
<i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i>	1995-1996
<i>Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme</i>	1998-1999
<i>Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé</i>	2003-2004
<i>Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo</i>	2008-2010
<i>Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole</i>	2010-2012

* La Cour a, dans le cadre de cette procédure, estimé qu'elle ne pouvait donner l'avis qui lui avait été demandé.

Title	Dates
<i>Application for Review of Judgement No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1972-1973
<i>Western Sahara</i>	1974-1975
<i>Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt</i>	1980
<i>Application for Review of Judgement No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1981-1982
<i>Application for Review of Judgement No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	1984-1987
<i>Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947</i>	1988
<i>Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations</i>	1989
<i>Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict*</i>	1993-1996
<i>Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons</i>	1995-1996
<i>Difference Relating to Immunity from Legal Process of a Special Rapporteur of the Commission on Human Rights</i>	1998-1999
<i>Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory</i>	2003-2004
<i>Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo</i>	2008-2010
<i>Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development</i>	2010-2012

* In these proceedings, the Court took the view that it could not give the opinion which had been requested.

ANNEXE 2

ANCIENS MEMBRES DE LA COUR

Les personnes suivantes ont exercé les fonctions de membre de la Cour.

Nom	Pays	Durée des fonctions
R. Ago	Italie	1979-1995
A. Aguilar-Mawdsley	Venezuela	1991-1995
B. A. Ajibola	Nigéria	1991-1994
R. J. Alfaro	Panama	1959-1964
A. S. Al-Khasawneh	Jordanie	2000-2011
A. Alvarez	Chili	1946-1955
F. Ammoun	Liban	1965-1976
E. C. Armand-Ugon	Uruguay	1952-1961
P. Azevedo	Brésil	1946-1951
A. H. Badawi	Egypte	1946-1965
J. Basdevant	France	1946-1964
R. R. Baxter	Etats-Unis d'Amérique	1979-1980
M. Bedjaoui	Algérie	1982-2001
C. Bengzon	Philippines	1967-1976
T. Buergenthal	Etats-Unis d'Amérique	2000-2010
J. L. Bustamante y Rivero	Pérou	1961-1970
L. F. Carneiro	Brésil	1951-1955
F. de Castro	Espagne	1970-1979
R. Córdova	Mexique	1955-1964
C. De Visscher	Belgique	1946-1952
H. C. Dillard	Etats-Unis d'Amérique	1970-1979
N. Elaraby	Egypte	2001-2006
A. El-Erian	Egypte	1979-1981
T. O. Elias	Nigéria	1976-1991
A. El-Khani	Syrie	1981-1985
J. Evensen	Norvège	1985-1994
I. Fabela	Mexique	1946-1952
L. Ferrari Bravo	Italie	1995-1997
Sir Gerald Fitzmaurice	Royaume-Uni	1960-1973

ANNEX 2

FORMER MEMBERS OF THE COURT

The following persons have served as Members of the Court.

Name	Country	Period of Office
R. Ago	Italy	1979-1995
A. Aguilar-Mawdsley	Venezuela	1991-1995
B. A. Ajibola	Nigeria	1991-1994
R. J. Alfaro	Panama	1959-1964
A. S. Al-Khasawneh	Jordan	2000-2011
A. Alvarez	Chile	1946-1955
F. Ammoun	Lebanon	1965-1976
E. C. Armand-Ugon	Uruguay	1952-1961
P. Azevedo	Brazil	1946-1951
A. H. Badawi	Egypt	1946-1965
J. Basdevant	France	1946-1964
R. R. Baxter	United States of America	1979-1980
M. Bedjaoui	Algeria	1982-2001
C. Bengzon	Philippines	1967-1976
T. Buergenthal	United States of America	2000-2010
J. L. Bustamante y Rivero	Peru	1961-1970
L. F. Carneiro	Brazil	1951-1955
F. de Castro	Spain	1970-1979
R. Córdova	Mexico	1955-1964
C. De Visscher	Belgium	1946-1952
H. C. Dillard	United States of America	1970-1979
N. Elaraby	Egypt	2001-2006
A. El-Erian	Egypt	1979-1981
T. O. Elias	Nigeria	1976-1991
A. El-Khani	Syria	1981-1985
J. Evensen	Norway	1985-1994
I. Fabela	Mexico	1946-1952
L. Ferrari Bravo	Italy	1995-1997
Sir Gerald Fitzmaurice	United Kingdom	1960-1973

Nom	Pays	Durée des fonctions
C.-A. Fleischhauer	Allemagne	1994-2003
I. Forster	Sénégal	1964-1982
S. A. Golunsky	URSS	1952-1953
A. Gros	France	1964-1984
J. G. Guerrero	El Salvador	1946-1958
G. Guillaume	France	1987-2005
G. H. Hackworth	Etats-Unis d'Amérique	1946-1961
G. Herczegh	Hongrie	1993-2003
Dame Rosalyn Higgins	Royaume-Uni	1995-2009
Hsu Mo	Chine	1946-1956
L. Ignacio-Pinto	Bénin	1970-1979
Sir Robert Jennings	Royaume-Uni	1982-1995
P. C. Jessup	Etats-Unis d'Amérique	1961-1970
E. Jiménez de Aréchaga	Uruguay	1970-1979
K. Keith	Nouvelle-Zélande	2006-2015
H. Klaestad	Norvège	1946-1961
F. I. Kojevnikov	URSS	1953-1961
P. H. Kooijmans	Pays-Bas	1997-2006
V. M. Koretsky	URSS	1961-1970
A. G. Koroma	Sierra Leone	1994-2012
S. B. Krylov	URSS	1946-1952
M. Lachs	Pologne	1967-1993
G. Ladreit de Lacharrière	France	1982-1987
Sir Hersch Lauterpacht	Royaume-Uni	1955-1960
Sir Arnold Duncan McNair	Royaume-Uni	1946-1955
K. Mbaye	Sénégal	1982-1991
G. Morelli	Italie	1961-1970
L. M. Moreno Quintana	Argentine	1955-1964
P. D. Morozov	URSS	1970-1985
H. Mosler	Rép. féd. d'Allemagne	1976-1985
Nagendra Singh	Inde	1973-1988
Ni Zhengyu	Chine	1985-1994
S. Oda	Japon	1976-2003
C. D. Onyeama	Nigéria	1967-1976
L. Padilla Nervo	Mexique	1964-1973

Name	Country	Period of Office
C.-A. Fleischhauer	Germany	1994-2003
I. Forster	Senegal	1964-1982
S. A. Golunsky	USSR	1952-1953
A. Gros	France	1964-1984
J. G. Guerrero	El Salvador	1946-1958
G. Guillaume	France	1987-2005
G. H. Hackworth	United States of America	1946-1961
G. Herczegh	Hungary	1993-2003
Dame Rosalyn Higgins	United Kingdom	1995-2009
Hsu Mo	China	1946-1956
L. Ignacio-Pinto	Benin	1970-1979
Sir Robert Jennings	United Kingdom	1982-1995
P. C. Jessup	United States of America	1961-1970
E. Jiménez de Aréchaga	Uruguay	1970-1979
K. Keith	New Zealand	2006-2015
H. Klaestad	Norway	1946-1961
F. I. Kojevnikov	USSR	1953-1961
P. H. Kooijmans	Netherlands	1997-2006
V. M. Koretsky	USSR	1961-1970
A. G. Koroma	Sierra Leone	1994-2012
S. B. Krylov	USSR	1946-1952
M. Lachs	Poland	1967-1993
G. Ladreit de Lacharrière	France	1982-1987
Sir Hersch Lauterpacht	United Kingdom	1955-1960
Sir Arnold Duncan McNair	United Kingdom	1946-1955
K. Mbaye	Senegal	1982-1991
G. Morelli	Italy	1961-1970
L. M. Moreno Quintana	Argentina	1955-1964
P. D. Morozov	USSR	1970-1985
H. Mosler	Fed. Rep. of Germany	1976-1985
Nagendra Singh	India	1973-1988
Ni Zhengyu	China	1985-1994
S. Oda	Japan	1976-2003
C. D. Onyeama	Nigeria	1967-1976
L. Padilla Nervo	Mexico	1964-1973

Nom	Pays	Durée des fonctions
G. Parra-Aranguren	Venezuela	1996-2009
R. S. Pathak	Inde	1989-1991
S. Petrán	Suède	1967-1976
R. Ranjeva	Madagascar	1991-2009
Sir Benegal Rau	Inde	1952-1953
J. E. Read	Canada	1946-1958
F. Rezek	Brésil	1997-2006
J. M. Ruda	Argentine	1973-1991
S. M. Schwebel	Etats-Unis d'Amérique	1981-2000
B. Sepúlveda-Amor	Mexique	2006-2015
J. Sette-Camara	Brésil	1979-1988
M. Shahabuddeen	Guyana	1988-1997
Shi Jiuyong	Chine	1994-2010
B. Simma	Allemagne	2003-2012
L. Skotnikov	Fédération de Russie	2006-2015
Sir Percy Claude Spender	Australie	1958-1967
J. Spiropoulos	Grèce	1958-1967
K. Tanaka	Japon	1961-1970
N. K. Tarassov	Fédération de Russie	1985-1995
S. E. D. Tarazi	Syrie	1976-1980
V. S. Vereshchetin	Fédération de Russie	1995-2006
Sir Humphrey Waldock	Royaume-Uni	1973-1981
C. G. Weeramantry	Sri Lanka	1991-2000
V. K. Wellington Koo	Chine	1957-1967
B. Winiarski	Pologne	1946-1967
Sir Muhammad Zafrulla Khan	Pakistan	1954-1961 ; 1964-1973
M. Zoričič	Yougoslavie	1946-1958

Name	Country	Period of Office
G. Parra-Aranguren	Venezuela	1996-2009
R. S. Pathak	India	1989-1991
S. Petré	Sweden	1967-1976
R. Ranjeva	Madagascar	1991-2009
Sir Benegal Rau	India	1952-1953
J. E. Read	Canada	1946-1958
F. Rezek	Brazil	1997-2006
J. M. Ruda	Argentina	1973-1991
S. M. Schwebel	United States of America	1981-2000
B. Sepúlveda-Amor	Mexico	2006-2015
J. Sette-Camara	Brazil	1979-1988
M. Shahabuddeen	Guyana	1988-1997
Shi Jiuyong	China	1994-2010
B. Simma	Germany	2003-2012
L. Skotnikov	Russian Federation	2006-2015
Sir Percy Claude Spender	Australia	1958-1967
J. Spiropoulos	Greece	1958-1967
K. Tanaka	Japan	1961-1970
N. K. Tarassov	Russian Federation	1985-1995
S. E. D. Tarazi	Syria	1976-1980
V. S. Vereshchetin	Russian Federation	1995-2006
Sir Humphrey Waldock	United Kingdom	1973-1981
C. G. Weeramantry	Sri Lanka	1991-2000
V. K. Wellington Koo	China	1957-1967
B. Winiarski	Poland	1946-1967
Sir Muhammad Zafrulla Khan	Pakistan	1954-1961; 1964-1973
M. Zoričić	Yugoslavia	1946-1958

ANNEXE 3

ANCIENS PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS DE LA COUR

La liste suivante présente les noms des juges qui ont respectivement exercé les fonctions de président et de vice-président avant les titulaires actuels.

J. G. Guerrero et J. Basdevant	1946-1949
J. Basdevant et J. G. Guerrero ¹	1949-1952
Sir Arnold McNair et J. G. Guerrero ¹	1952-1955
G. H. Hackworth et A. H. Badawi ²	1955-1958
H. Klaestad et Sir Muhammad Zafrulla Khan	1958-1961
B. Winiarski et R. J. Alfaro	1961-1964
Sir Percy Spender et V. K. Wellington Koo	1964-1967
J. L. Bustamante y Rivero et V. M. Koretsky	1967-1970
Sir Muhammad Zafrulla Khan et F. Ammoun ³	1970-1973
M. Lachs et F. Ammoun ³	1973-1976
E. Jiménez de Aréchaga et Nagendra Singh	1976-1979
Sir Humphrey Waldock ⁴ et T. O. Elias ⁵	1979-1982
T. O. Elias ⁶ et J. Sette-Camara	1982-1985

¹ Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Guerrero a fait fonction de président, en application de l'article 13, paragraphes 1 et 2, du Règlement de 1946, dans les affaires suivantes: *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*; *Protection de ressortissants et protégés français en Égypte (France c. Égypte)*; *Droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (France c. États-Unis d'Amérique)*; *Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)*; *Anglo Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)*; *Minquiers et Ecrébous (France/Royaume-Uni)*; *Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique)*.

² Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Badawi a fait fonction de président, en application de l'article 13, paragraphe 1, du Règlement de 1946, dans les affaires de l'*Interhandel (Suisse c. États-Unis d'Amérique)*, *mesures conservatoires*, et de l'*Incident aérien du 27 juillet 1955 (États-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*.

³ Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Ammoun a fait fonction de président, en application des articles 11 et 13, paragraphe 1, des Règlements de 1946 et de 1972, dans les affaires de l'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)*, des *Essais nucléaires (Australie c. France)*, *mesures conservatoires*, et des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*, *mesures conservatoires*.

⁴ Sir Humphrey Waldock est décédé le 15 août 1981. La présidence a été assumée par le vice-président, M. Elias, en application de l'article 13, paragraphe 1, et de l'article 14 du Règlement de 1978.

⁵ M. Elias a été président en exercice dans l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)* et pour les ordonnances des 20 janvier et 1^{er} février 1982 dans l'affaire de la *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)*.

⁶ M. Elias a continué à assumer la présidence dans l'affaire du *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)* au-delà du 5 février 1985, en application de l'article 32, paragraphe 2, du Règlement de 1978.

ANNEX 3

FORMER PRESIDENTS AND VICE-PRESIDENTS OF THE COURT

The following list contains the names of all judges who have served as President or Vice-President prior to the present holders of those offices.

J. G. Guerrero and J. Basdevant	1946-1949
J. Basdevant and J. G. Guerrero ¹	1949-1952
Sir Arnold McNair and J. G. Guerrero ¹	1952-1955
G. H. Hackworth and A. H. Badawi ²	1955-1958
H. Klaestad and Sir Muhammad Zafrulla Khan	1958-1961
B. Winiarski and R. J. Alfaro	1961-1964
Sir Percy Spender and V. K. Wellington Koo	1964-1967
J. L. Bustamante y Rivero and V. M. Koretsky	1967-1970
Sir Muhammad Zafrulla Khan and F. Ammoun ³	1970-1973
M. Lachs and F. Ammoun ³	1973-1976
E. Jiménez de Aréchaga and Nagendra Singh	1976-1979
Sir Humphrey Waldock ⁴ and T. O. Elias ⁵	1979-1982
T. O. Elias ⁶ and J. Sette-Camara	1982-1985

¹ While he was Vice-President of the Court, Judge Guerrero acted as President, by virtue of Article 13, paragraphs 1 and 2, of the 1946 Rules, in the following cases: *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*; *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)*; *Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)*; *Ambatielos (Greece v. United Kingdom)*; *Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)*; *Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom)*; *Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)*.

² While he was Vice-President of the Court, Judge Badawi acted as President, by virtue of Article 13, paragraph 1, of the 1946 Rules, in the cases concerning *Interhandel (Switzerland v. United States of America)*, *Interim Protection*, and *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)*.

³ While he was Vice-President of the Court, Judge Ammoun acted as President, by virtue of Article 11 and Article 13, paragraph 1, of the 1946 and 1972 Rules of Court, in *Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)*, *Nuclear Tests (Australia v. France)*, *Interim Protection*, and *Nuclear Tests (New Zealand v. France)*, *Interim Protection*.

⁴ Sir Humphrey Waldock died on 15 August 1981. The functions of the Presidency were thereafter exercised by the Vice-President, T. O. Elias, by virtue of Article 13, paragraph 1, and Article 14 of the 1978 Rules of Court.

⁵ Vice-President Elias was Acting President in *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* and in the proceedings relating to the Orders made on 20 January and 1 February 1982 in *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*.

⁶ Judge Elias continued to act as President in *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)* after 5 February 1985, by virtue of Article 32, paragraph 2, of the 1978 Rules of Court.

Nagendra Singh et G. Ladreit de Lacharrière ⁷	1985-1988
J. M. Ruda et K. Mbaye	1988-1991
Sir Robert Jennings ⁸ et S. Oda ⁸	1991-1994
M. Bedjaoui et S. M. Schwebel	1994-1997
S. M. Schwebel ⁹ et C. G. Weeramantry ⁹	1997-2000
G. Guillaume et Shi Jiuyong	2000-2003
Shi Jiuyong et R. Ranjeva	2003-2006
Dame Rosalyn Higgins ¹⁰ et A. S. Al-Khasawneh ¹⁰	2006-2009
H. Owada et P. Tomka ¹¹	2009-2012
P. Tomka et B. Sepúlveda-Amor	2012-2015

⁷ M. Ladreit de Lacharrière est décédé le 10 mars 1987. Le 6 mai 1987, la Cour a élu M. Mbaye vice-président pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur.

⁸ Alors qu'il était président de la Cour, sir Robert Jennings, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*. C'est M. Oda, vice-président, qui a fait fonction de président en cette affaire, ainsi que dans l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*.

⁹ Alors qu'il était président de la Cour, M. Schwebel, ressortissant de l'une des Parties, n'a pas exercé la présidence, conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement de la Cour, dans les affaires suivantes : *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*; *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*; *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)* et *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)*. Bien que l'article 32 ne trouvait pas à s'appliquer dans les affaires relatives à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)* et à la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)* (*Serbie-et-Monténégro c. Belgique*) (*Serbie-et-Monténégro c. Canada*) (*Serbie-et-Monténégro c. France*) (*Serbie-et-Monténégro c. Italie*) (*Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas*) (*Serbie-et-Monténégro c. Portugal*) (*Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni*) (*Yougoslavie c. Espagne*) (*Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique*), M. Schwebel a estimé approprié de ne pas non plus exercer la présidence dans ces affaires. La présidence a donc été assumée par le vice-président, M. Weeramantry, en application de l'article 13, paragraphe 1, du Règlement de la Cour.

¹⁰ Avant son élection à la présidence de la Cour, M^{me} la juge Higgins, invoquant le paragraphe 2 de l'article 17 du Statut de la Cour, s'est récusée en l'affaire relative à la *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*. Le vice-président de la Cour, M. Al-Khasawneh, a fait fonction de président aux fins de cette affaire à compter du 6 février 2006, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 13 du Règlement de la Cour.

¹¹ Alors qu'il était vice-président de la Cour, M. Tomka a été appelé à faire fonction de président, en application de l'article 13 du Règlement de la Cour, en l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)* ainsi qu'en l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*.

Nagendra Singh and G. Ladreit de Lacharrière ⁷	1985-1988
J. M. Ruda and K. Mbaye	1988-1991
Sir Robert Jennings ⁸ and S. Oda ⁸	1991-1994
M. Bedjaoui and S. M. Schwebel	1994-1997
S. M. Schwebel ⁹ and C. G. Weeramantry ⁹	1997-2000
G. Guillaume and Shi Jiuyong	2000-2003
Shi Jiuyong and R. Ranjeva	2003-2006
Dame Rosalyn Higgins ¹⁰ and A. S. Al-Khasawneh ¹⁰	2006-2009
H. Owada and P. Tomka ¹¹	2009-2012
P. Tomka and B. Sepúlveda-Amor	2012-2015

⁷ Judge Ladreit de Lacharrière died on 10 March 1987. On 6 May 1987 the Court elected Judge Mbaye to be its Vice-President for the remainder of his predecessor's term.

⁸ While he was President of the Court, Sir Robert Jennings, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)*. Vice-President Oda exercised the functions of the Presidency in that case, as well as in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*.

⁹ While he was President of the Court, Judge Schwebel, being a national of one of the Parties, did not, in accordance with Article 32 of the Rules of Court, preside in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)*; *Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*; *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)*; *LaGrand (Germany v. United States of America)* and *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)*. Although Article 32 was not applicable in the cases concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)* and *Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)* (*Serbia and Montenegro v. Canada*) (*Serbia and Montenegro v. France*) (*Serbia and Montenegro v. Germany*) (*Serbia and Montenegro v. Italy*) (*Serbia and Montenegro v. Netherlands*) (*Serbia and Montenegro v. Portugal*) (*Serbia and Montenegro v. United Kingdom*) (*Yugoslavia v. Spain*) (*Yugoslavia v. United States of America*), Judge Schwebel did not think it appropriate to exercise the functions of the Presidency in those cases either. It was therefore the Vice-President, Judge Weeramantry, who, in accordance with Article 13, paragraph 1, of the Rules, exercised those functions.

¹⁰ Prior to her election as President of the Court, Dame Higgins, referring to Article 17, paragraph 2, of the Statute, recused herself from participating in the case concerning *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore)*. It therefore fell upon the Vice-President, Judge Al-Khasawneh, to exercise from 6 February 2006 onwards the functions of the Presidency for the purpose of the case, in accordance with Article 13, paragraphs 1 and 2, of the Rules of Court.

¹¹ During his term as Vice-President of the Court, Judge Tomka was called upon to act as President, by virtue of Article 13 of the Rules of Court, in the case concerning *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, as well in the case concerning *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan)*.

ANNEXE 4

ANCIENS GREFFIERS ET GREFFIERS ADJOINTS DE LA COUR

La liste suivante présente les noms des anciens greffiers de la Cour.

E. Hambro	Norvège	1946-1953
J. López-Oliván	Espagne	1953-1960
J. Garnier-Coignet	France	1960-1966
S. Aquarone	Australie	1966-1980
S. Torres Bernárdez	Espagne	1980-1986
E. Valencia-Ospina	Colombie	1987-2000

*

La liste suivante présente les noms des anciens greffiers adjoints de la Cour.

J. Garnier-Coignet	France	1946-1960
S. Aquarone	Australie	1960-1966
W. Tait	Royaume-Uni	1966-1976
A. Pillepich	France	1977-1984
E. Valencia-Ospina	Colombie	1984-1987
B. Noble	Royaume-Uni	1987-1994
J.-J. Arnaldez	France	1994-2008
Th. de Saint Phalle	Etats-Unis d'Amérique/ France	2008-2013

ANNEX 4

FORMER REGISTRARS AND DEPUTY-REGISTRARS OF THE COURT

The following list presents the former Registrars of the Court.

E. Hambro	Norway	1946-1953
J. López-Oliván	Spain	1953-1960
J. Garnier-Coignet	France	1960-1966
S. Aquarone	Australia	1966-1980
S. Torres Bernárdez	Spain	1980-1986
E. Valencia-Ospina	Colombia	1987-2000

*

The following list presents the former Deputy-Registrars of the Court.

J. Garnier-Coignet	France	1946-1960
S. Aquarone	Australia	1960-1966
W. Tait	United Kingdom	1966-1976
A. Pillepich	France	1977-1984
E. Valencia-Ospina	Colombia	1984-1987
B. Noble	United Kingdom	1987-1994
J.-J. Arnaldez	France	1994-2008
Th. de Saint Phalle	United States of America/ France	2008-2013

ANNEXE 5

CHAMBRES CONSTITUÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 26, PARAGRAPHE 2, DU STATUT

Le Statut prévoit en son article 26, paragraphe 2, que la Cour peut constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée, le nombre des juges de cette chambre étant fixé par la Cour avec l'assentiment des parties. Dans la liste suivante figurent les six affaires pour lesquelles de telles chambres ont été constituées à la demande conjointe des parties.

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
<i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/Etats-Unis d'Amérique)</i>	20 I 1982	M. Ago, <i>président de la chambre</i> ; MM. Gros, Mosler et Schwebel, <i>juges</i> ; M. Cohen, <i>juge ad hoc</i>	12 X 1984 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	3 IV 1985	M. Bedjaoui, <i>président de la chambre</i> ; MM. Lachs et Ruda, <i>juges</i> ; MM. Luchaire et Abi Saab, <i>juges ad hoc</i>	22 XII 1986 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)</i>	2 III 1987	M. Nagendra Singh, <i>président de la chambre</i> ; MM. Oda, Ago, Schwebel et sir Robert Jennings, <i>juges</i> A la suite du décès de M. Nagendra Singh, la Cour a élu le 20 décembre 1988 M. Ruda, son président, pour lui succéder en qualité de membre et de président (d'office) de la chambre	20 VII 1989 (date de l'arrêt sur le fond)
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))</i>	8 V 1987	M. Setre-Camara, <i>président de la chambre</i> ; M. Oda et sir Robert Jennings, <i>juges</i> ; MM. Valticos et Virally, <i>juges ad hoc</i>	11 IX 1992 (date de l'arrêt sur le fond)

ANNEX 5

CHAMBERS FORMED UNDER ARTICLE 26, PARAGRAPH 2, OF THE STATUTE

Article 26, paragraph 2, of the Statute provides that the Court may form a chamber to deal with a particular case, the number of judges constituting such a chamber being determined by the Court with the approval of the parties. The six cases in which chambers of this kind have been formed at the joint request of the parties are listed below.

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)</i>	20 I 1982	Judge Ago (<i>President of the Chamber</i>); Judges Gros, Mostler and Schwebel; Judge ad hoc Cohen	12 X 1984 (date of the Judgment on the merits)
<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	3 IV 1985	Judge Bedjaoui (<i>President of the Chamber</i>); Judges Lachs and Ruda; Judges ad hoc Luchaire and Abi Saab	22 XII 1986 (date of the Judgment on the merits)
<i>Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	2 III 1987	Judge Nagendra Singh (<i>President of the Chamber</i>); Judges Oda, Ago, Schwebel and Sir Robert Jennings Following the death of Judge Nagendra Singh, the Court, on 20 December 1988, elected President Ruda to succeed him as member and (<i>ex officio</i>) President of the Chamber	20 VII 1989 (date of the Judgment on the merits)
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)</i>	8 V 1987	Judge Sette-Camara (<i>President of the Chamber</i>); Judges Oda and Sir Robert Jennings; Judges ad hoc Valticos and Virally	11 IX 1992 (date of the Judgment on the merits)

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
<i>Différend frontalier (Bénin/Niger)</i>	27 XI 2002	<p>A la suite du décès de M. Virally, M. Torres Bernárdez a été désigné pour siéger à sa place en qualité de juge <i>ad hoc</i> et, le 13 décembre 1989, la Cour a déclaré que la chambre était composée comme suit: M. Sette-Camara, <i>président de la chambre</i>; M. Oda et sir Robert Jennings, <i>juges</i>; MM. Valticos et Torres Bernárdez, <i>juges ad hoc</i></p> <p>Le 7 février 1991, sir Robert Jennings et M. Oda ont changé de place dans l'ordre des préséances au sein de la chambre, en raison de leur élection respectivement comme président et vice-président de la Cour</p>	12 VII 2005 (date de l'arrêt sur le fond)
		<p>M. Guillaume, <i>président de la chambre</i>; MM. Ranjeva et Kooijmans, <i>juges</i>; MM. Bedjaoui et Bennouna, <i>juges ad hoc</i></p> <p>A la suite d'une élection tenue le 16 février 2005 pour pourvoir le poste devenu vacant après la démission de M. Guillaume, la composition de la chambre a été modifiée comme suit: M. Ranjeva, <i>président de la chambre</i>; MM. Kooijmans et Abraham, <i>juges</i>; MM. Bedjaoui et Bennouna, <i>juges ad hoc</i></p>	

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Frontier Dispute (Benin/Niger)</i>	27 XI 2002	<p>After the death of Judge Virally, Mr. Torres Bernárdez was chosen to sit as judge <i>ad hoc</i> in his place and, on 13 December 1989, the Court declared the Chamber to be composed as follows: <i>Judge Sette-Camara (President of the Chamber); Judges Oda and Sir Robert Jennings; Judges ad hoc Valticos and Torres Bernárdez</i></p> <p>On 7 February 1991, Judges Sir Robert Jennings and Oda exchanged places in the order of precedence within the Chamber owing to their election to be, respectively, the Court's President and Vice-President</p> <p><i>Judge Guillaume (President of the Chamber); Judges Ranjeva and Koojijmans; Judges ad hoc Bedjaoui and Bennouna</i></p> <p>Following an election held on 16 February 2005 to fill the vacancy left by the resignation of Judge Guillaume, the composition of the Chamber was as follows: <i>Judge Ranjeva (President of the Chamber); Judges Koojijmans and Abraham; Judges ad hoc Bedjaoui and Bennouna</i></p>	12 VII 2005 (date of the Judgment on the merits)

Affaire	Date de constitution de la chambre	Composition de la chambre	Date de dissolution de la chambre
<i>Demande en revision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	27 XI 2002	M. Guillaume, <i>président de la chambre</i> ; MM. Rezek et Buergethal, <i>juges</i> ; MM. Torres Bernárdez et Paolillo, <i>juges ad hoc</i>	18 XII 2003 (date de l'arrêt sur la recevabilité de la demande d'El Salvador)

Case	Date chamber was formed	Composition of chamber	Date chamber was dissolved
<i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	27 XI 2002	Judge Guillaume (<i>President of the Chamber</i>); Judges Rezek and Buergenthal; <i>Judges ad hoc</i> Torres Bernárdez and Paolillo	18 XII 2003 (date of the Judgment on the admissibility of El Salvador's Application)

ANNEXE 6

AFFAIRES INTRODUITES PAR COMPROMIS

En application du paragraphe 1 de l'article 40 du Statut, les affaires peuvent être portées devant la Cour par compromis. Dans la liste suivante figurent les 17 affaires ainsi introduites.

Affaire	Parties	Date du compromis	Date d'enregistrement
<i>Droit d'asile</i>	Colombie/Pérou	31 VIII 1949	15 X 1949
<i>Minquiers et Ecrebous</i>	France/Royaume-Uni	29 XII 1950	6 XII 1951
<i>Souveraineté sur certaines parcelles frontalières</i>	Belgique/Pays-Bas	7 III 1957	27 XI 1957
<i>Plateau continental de la mer du Nord</i>	République fédérale d'Allemagne/ Danemark	2 II 1967	20 II 1967
<i>Plateau continental de la mer du Nord</i>	République fédérale d'Allemagne/ Pays-Bas	2 II 1967	20 II 1967
<i>Plateau continental</i>	Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne	10 VI 1977	1 ^{er} XII 1978 et 19 II 1979 ¹
<i>Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine</i>	Canada/Etats-Unis d'Amérique	29 III 1979	25 XI 1981
<i>Plateau continental</i>	Jamahiriya arabe libyenne/Malte	23 V 1976	26 VII 1982
<i>Différend frontalier</i>	Burkina Faso/République du Mali	16 IX 1983	20 X 1983
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime</i>	El Salvador/Honduras	24 V 1986	11 XII 1986

¹ La première date concerne la notification faite par la Tunisie et la seconde la notification faite par la Jamahiriya arabe libyenne.

ANNEX 6

CASES INSTITUTED BY SPECIAL AGREEMENT

Pursuant to Article 40, paragraph 1, of the Statute, cases may be brought before the Court by Special Agreement. All 17 cases instituted by such means are listed below.

Case	Parties	Date of Special Agreement	Date of filing
<i>Asylum</i>	Colombia/Peru	31 VIII 1949	15 X 1949
<i>Minquiers and Ecrehos</i>	France/United Kingdom	29 XII 1950	6 XII 1951
<i>Sovereignty over Certain Frontier Land</i>	Belgium/Netherlands	7 III 1957	27 XI 1957
<i>North Sea Continental Shelf</i>	Federal Republic of Germany/ Denmark	2 II 1967	20 II 1967
<i>North Sea Continental Shelf</i>	Federal Republic of Germany/ Netherlands	2 II 1967	20 II 1967
<i>Continental Shelf</i>	Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya	10 VI 1977	1 XII 1978 and 19 II 1979 ¹
<i>Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area</i>	Canada/United States of America	29 III 1979	25 XI 1981
<i>Continental Shelf</i>	Libyan Arab Jamahiriya/Malta	23 V 1976	26 VII 1982
<i>Frontier Dispute</i>	Burkina Faso/Republic of Mali	16 IX 1983	20 X 1983
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute</i>	El Salvador/Honduras	24 V 1986	11 XII 1986

¹ The first date relates to the notification by Tunisia and the second to the notification by the Libyan Arab Jamahiriya.

Affaire	Parties	Date du compromis	Date d'enregistrement
<i>Différend territorial</i>	Jamahiriya arabe libyenne/Tchad	31 VIII 1989	31 VIII 1990 et 3 IX 1990 ²
<i>Projet Gabčikovo-Nagymaros</i>	Hongrie/Slovaquie	7 IV 1993	2 VII 1993
<i>Ile de Kasikili/Sedudu</i>	Botswana/Namibie	15 II 1996	29 V 1996
<i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan</i>	Indonésie/Malaisie	31 V 1997	2 XI 1998
<i>Différend frontalier</i>	Bénin/Niger	15 VI 2001	3 V 2002
<i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge</i>	Malaisie/Singapour	6 II 2003	24 VII 2003
<i>Différend frontalier</i>	Burkina Faso/Niger	24 II 2009	20 VII 2010

² La première date concerne la notification faite par la Jamahiriya arabe libyenne et la seconde le dépôt d'une requête introductive d'instance par le Tchad contre la Jamahiriya arabe libyenne. Les Parties sont ensuite convenues qu'en l'espèce l'instance avait en réalité été introduite par deux notifications d'un même compromis.

Case	Parties	Date of Special Agreement	Date of filing
<i>Territorial Dispute</i>	Libyan Arab Jamahiriya/Chad	31 VIII 1989	31 VIII 1990 and 3 IX 1990 ²
<i>Gabčikovo-Nagymaros Project</i>	Hungary/Slovakia	7 IV 1993	2 VII 1993
<i>Kasikili/Sedudu Island</i>	Botswana/Namibia	15 II 1996	29 V 1996
<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan</i>	Indonesia/Malaysia	31 V 1997	2 XI 1998
<i>Frontier Dispute</i>	Benin/Niger	15 VI 2001	3 V 2002
<i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge</i>	Malaysia/Singapore	6 II 2003	24 VII 2003
<i>Frontier Dispute</i>	Burkina Faso/Niger	24 II 2009	20 VII 2010

² The first date relates to the notification by the Libyan Arab Jamahiriya and the second to the filing by Chad of an Application instituting proceedings against the Libyan Arab Jamahiriya. The Parties subsequently agreed that the proceedings in the case had in effect been instituted by two separate notifications of the same Special Agreement.

ANNEXE 7

AFFAIRES INTRODUITES PAR VOIE DE REQUÊTE

(sur le fondement d'une clause compromissoire et/ou
d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36,
paragraphe 2, du Statut)¹

Le paragraphe 1 de l'article 40 du Statut dispose que les affaires peuvent être portées devant la Cour par notification d'une requête.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 36 du Statut, la compétence de la Cour «s'étend à toutes les affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans la Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur».

L'article 37 dispose :

«Lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la Cour permanente de Justice internationale, la Cour internationale de Justice constituera cette juridiction entre les parties au présent Statut.»

Par ailleurs, le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut prévoit ce qui suit :

«Les Etats parties au présent Statut pourront, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité;
- b) tout point de droit international;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.»

Enfin, au titre du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut :

«Les déclarations faites en application de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale pour une durée qui n'est pas encore expirée seront considérées, dans les rapports entre parties au présent Statut, comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes.»

La compétence de la Cour peut donc être fondée sur une clause compromissoire ou sur une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour.

Le tableau ci-après précise le ou les textes ainsi invoqués, dans la requête, par l'Etat demandeur pour fonder la compétence de la Cour. Le signe «—» signifie, selon la colonne dans lequel il apparaît, qu'aucune clause compromissoire n'a été invoquée ou qu'aucune déclaration n'a été invoquée (ou que le demandeur a invoqué sa propre déclaration en l'absence de déclaration du défendeur) ; le signe «✓» signifie que le demandeur et le défendeur ont effectué des déclarations et que celles-ci ont été invoquées dans la requête introductive d'instance.

¹ Pour les requêtes introduisant une instance dans laquelle il est demandé à la Cour d'interpréter un arrêt, par référence à l'article 60 du Statut, ou de réviser un arrêt, par référence à l'article 61 du Statut, il convient de se reporter aux annexes 15 et 16, respectivement. Pour les affaires présentées par compromis, il convient de se reporter à l'annexe 6 et, pour celles introduites au titre d'un *forum prorogatum*, à l'annexe 8.

ANNEX 7

CASES INSTITUTED BY APPLICATION

(On the basis of a compromissory clause and/or a declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute)¹

Article 40, paragraph 1, of the Statute provides that cases may be brought before the Court by notification of an application.

Under Article 36, paragraph 1, of the Statute, the jurisdiction of the Court “comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in the Charter of the United Nations or in treaties and conventions in force”.

Article 37 provides that:

“Whenever a treaty or convention in force provides for reference of a matter to a tribunal to have been instituted by the League of Nations, or to the Permanent Court of International Justice, the matter shall, as between the parties to the present Statute, be referred to the International Court of Justice.”

Furthermore, Article 36, paragraph 2, of the Statute provides as follows:

“The States parties to the present Statute may at any time declare that they recognize as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all legal disputes concerning:

- (a) the interpretation of a treaty;
- (b) any question of international law;
- (c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;
- (d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.”

Finally, pursuant to Article 36, paragraph 5, of the Statute:

“Declarations made under Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice and which are still in force shall be deemed, as between the parties to the present Statute, to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period which they still have to run and in accordance with their terms.”

The Court’s jurisdiction can thus be founded on a compromissory clause or on a declaration recognizing its compulsory jurisdiction.

The table below lists the text(s) invoked in the Application by the applicant State to found the jurisdiction of the Court. The sign “—”, depending on the column in which it appears, indicates that no compromissory clause or declaration was invoked (or that the Applicant invoked its own declaration in the absence of a declaration by the Respondent); the sign “✓” indicates that the Applicant and the Respondent made declarations and that these were invoked in the Application instituting proceedings.

¹ For Applications instituting proceedings in which the Court is requested to construe a judgment, by reference to Article 60 of the Statute, or to revise a judgment, by reference to Article 61 of the Statute, see Annexes 15 and 16 respectively. For cases submitted by special agreement, see Annex 6, and for cases brought on the basis of *forum prorogatum*, see Annex 8.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)</i>	Convention de Montreux concernant l'abolition des capitulations en Egypte (art. 13)	—
<i>Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Accord de coopération économique entre les Etats-Unis d'Amérique et la France du 28 juin 1948 (art. 10)	✓
<i>Haya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	Protocole d'amitié et de coopération entre la République de Colombie et la République du Pérou du 24 mai 1934 (art. 7)	—
<i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et la Grande-Bretagne du 16 juillet 1926 (art. 29)	—
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	—	✓
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	—	✓
<i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)</i>	Déclaration signée par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique le 25 avril 1951	—
<i>Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)</i>	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise du 24 janvier 1948 (art. 23)	—
<i>Certains emprunts norvégiens (France c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Fisheries (United Kingdom v. Norway)</i>	—	✓
<i>Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt (France v. Egypt)</i>	Montreux Convention regarding the Abolition of the Capitulations in Egypt (Art. 13)	—
<i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	Economic Co-operation Agreement between the United States of America and France, of 28 June 1948 (Art. 10)	✓
<i>Haya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	Protocol of Friendship and Co-operation between the Republic of Colombia and the Republic of Peru, of 24 May 1934 (Art. 7)	—
<i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Great Britain, of 16 July 1926 (Art. 29)	—
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	—	✓
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	—	✓
<i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	Statement between the Governments of the French Republic, the United Kingdom and the United States of America, of 25 April 1951	—
<i>Electricité de Beyrouth Company (France v. Lebanon)</i>	Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, of 24 January 1948 (Art. 23)	—
<i>Certain Norwegian Loans (France v. Norway)</i>	—	✓
<i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs (Pays-Bas c. Suède)</i>	—	✓
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)</i>	—	Les Etats-Unis d'Amérique ont déclaré accepter la juridiction de la Cour aux fins de l'espèce et ont invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour de la Bulgarie
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)</i>	—	✓
<i>Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)</i>	Accord intervenu entre le Honduras et le Nicaragua à Washington le 21 juillet 1957	✓
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne)</i>	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'Espagne du 9 juillet 1927 (art. 2 et 17)	—
<i>Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)</i>	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise du 24 janvier 1948 (art. 23)	—
<i>Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants (Netherlands v. Sweden)</i>	—	✓
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)</i>	—	The United States of America declared that it accepted the Court's jurisdiction for the purposes of this case and invoked Bulgaria's declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom v. Bulgaria)</i>	—	✓
<i>Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906 (Honduras v. Nicaragua)</i>	Washington Agreement between Honduras and Nicaragua, of 21 July 1957	✓
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgium v. Spain)</i>	Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and Spain, of 19 July 1927 (Arts. 2 and 17)	—
<i>Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)</i>	Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, of 24 January 1948 (Art. 23)	—
<i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud)</i> ²	Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand du 17 décembre 1920 (art. 7)	—
<i>Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i> ²	Mandat pour le Sud-Ouest africain allemand du 17 décembre 1920 (art. 7)	—
<i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	Accord de tutelle pour le territoire du Cameroun sous administration britannique (art. 19)	—
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et l'Espagne du 19 juillet 1927 (art. 17)	—
<i>Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan)</i>	Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale (art. 84)	—
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	Accord relatif au transit des services aériens internationaux (art. II) Echange de notes entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement islandais en date du 11 mars 1961	—
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	Echange de notes entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement islandais en date du 19 juillet 1961	—
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	✓

² La Cour a joint les instances dans ces deux affaires par ordonnance du 20 mai 1961.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa)</i> ²	Mandate for German South West Africa, of 17 December 1920 (Art. 7)	—
<i>South West Africa (Liberia v. South Africa)</i> ²	Mandate for German South West Africa, of 17 December 1920 (Art. 7)	—
<i>Northern Camerouns (Cameroon v. United Kingdom)</i>	Trusteeship Agreement for the Territory of the Camerouns under British Administration (Art. 19)	—
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962) (Belgium v. Spain)</i>	Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration between Belgium and Spain, of 19 July 1927 (Art. 17)	—
<i>Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council (India v. Pakistan)</i>	Chicago Convention on International Civil Aviation (Art. 84)	—
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	International Air Services Transit Agreement (Art. II)	—
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom and the Government of Iceland, dated 11 March 1961	—
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	Exchange of Notes between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of Iceland, dated 19 July 1961	—
	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	✓

² The Court joined the proceedings in the two cases by Order of 20 May 1961.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17)	✓
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928 (art. 17) Communiqué conjoint de Bruxelles (31 mai 1975) à l'issue d'un échange de vues entre les premiers ministres de Grèce et de Turquie	—
<i>Personnel diplomatique et consulaire des États-Unis à Téhéran (États-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques, concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1) Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1) Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	—
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)</i>	Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (art. 13, par. 1)	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17)	✓
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	General Act for the Pacific Settlement of International Disputes, of 26 September 1928 (Art. 17) Joint Communiqué of Brussels (31 May 1975) Agreed between the Prime Ministers of Greece and Turkey	—
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Diplomatic Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I) Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	Treaty of Amity, Economic Relations and Consular Rights between the United States of America and Iran, of 15 August 1955 (Art. XXI, para. 2) Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents (Art. 13, para. 1)	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa-Rica)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Electronica Sicula S.p.A. (ELSI) (Etats-Unis d'Amérique c. Italie)</i>	Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 2 février 1948 entre les Etats-Unis d'Amérique et la République italienne (art. XXVI)	—
<i>Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)</i>	—	✓
<i>Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale, telle qu'amendée (art. 84) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14)	—
<i>Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)</i>	—	✓
<i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	—	✓
<i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>	—	✓
<i>Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Electronica Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)</i>	Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of 2 February 1948 between the United States of America and the Italian Republic (Art. XXVI)	—
<i>Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)</i>	—	✓
<i>Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Chicago Convention on International Civil Aviation as amended (Art. 84) Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14)	—
<i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	—	✓
<i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	—	✓
<i>East Timor (Portugal v. Australia)</i>	—	✓
<i>Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	—	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, adopté à Genève par la première conférence des Nations Unies sur le droit de la mer le 29 avril 1958 (art. 1)	✓
<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	Echanges de lettres entre le roi d'Arabie saoudite et l'émir de Qatar, datées des 19 et 21 décembre 1987, et entre le roi d'Arabie saoudite et l'émir de Bahreïn, datées des 19 et 26 décembre 1987, ainsi que le «procès-verbal», signé à Doha le 25 décembre 1990 par les ministres des affaires étrangères de Qatar, de Bahreïn et d'Arabie saoudite	—
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	Optional Protocol of Signature concerning the Compulsory Settlement of Disputes adopted in Geneva by the First United Nations Conference on the Law of the Sea on 29 April 1958 (Art. 1)	✓
<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	Exchange of Letters between the King of Saudi Arabia and the Amir of Qatar, dated 19 and 21 December 1987, and between the King of Saudi Arabia and the Amir of Bahrain, dated 19 and 26 December 1987, and the “Minutes” signed in Doha on 25 December 1990 by the Foreign Ministers of Qatar, Bahrain and Saudi Arabia	—
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	—
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between the United States of America and Iran, of 15 August 1955 (Art. XXI, para. 2)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	—	✓
<i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	—	✓
<i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. États-Unis d'Amérique)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
<i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	—	✓
<i>LaGrand (Allemagne c. États-Unis d'Amérique)</i>	Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	—	✓
<i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	—	✓
<i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	—	✓
<i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	—
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	—
<i>Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	✓
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	—	✓

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	✓
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)	—
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)	✓

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	—
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)	—
<i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)	✓
<i>Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras)</i>	Accord entre l'Inde et le Pakistan relatif aux relations bilatérales du 2 juillet 1972 (art. 1) ³	✓
<i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	Pacte de Bogorá (art. XXXI)	Dans sa requête, le Congo a déclaré accepter la juridiction obligatoire de la Cour et a invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour de la Belgique
<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	—	—
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (art. 1)	Pacte de Bogorá (art. XXXI)

³ La requête renvoie simplement à l'article 36, paragraphe 1, du Statut. Ce n'est que dans son mémoire que le Pakistan a précisé le nom de l'instrument contenant une clause compromissoire susceptible de fonder la compétence de la Cour.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)	—
<i>Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)</i>		
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)	—
<i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	Agreement on Bilateral Relations between India and Pakistan, of 2 July 1972 (Art. 1) ³	✓
<i>Territorial and Maritime Dispute between Nicaragua and Honduras in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Honduras)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	—	In its Application, Congo declared that it accepted the compulsory jurisdiction of the Court and invoked Belgium's declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes (Art. 1)	—
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓

³ The Application simply refers to Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court. Only in its Memorial has Pakistan specified the name of the instrument which contains a special agreement which may found the jurisdiction of the Court.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<p><i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i></p>	<p>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (art. 29, par. 1)</p> <p>Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)</p> <p>Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)</p> <p>Constitution de l'OMS (art. 75)</p> <p>Acte constitutif de l'UNESCO (art. XIV)</p> <p>Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (art. IX)</p> <p>Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile du 23 septembre 1971 (art. 14, par. 1)⁴</p>	<p>—</p>
<p><i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i></p>	<p>Protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)</p>	<p>—</p>

⁴ Sur la base de l'article 66 de la convention de Vienne sur le droit des traités, la République démocratique du Congo a également invoqué des normes de *jus cogens* comme base légale de la compétence de la Cour contenues dans : la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 3, 4, 5, 13, 17, 18), ainsi que ses deux pactes internationaux de 1966 sur les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels; la convention relative au statut des réfugiés (1951) et son protocole (1967); la charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1981) et la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant; la convention relative aux droits de l'enfant (1989); le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés; le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants; les conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<p><i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i></p>	<p>Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Art. 29, para. 1)</p> <p>International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)</p> <p>Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30, para. 1)</p> <p>Constitution of the WHO (Art. 75)</p> <p>Constitution of UNESCO (Art. XIV)</p> <p>Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Art. IX)</p> <p>Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, of 23 September 1971 (Art. 14, para. 1)⁴</p>	<p>—</p>
<p><i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i></p>	<p>Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)</p>	<p>—</p>

⁴ On the basis of Article 66 of the Vienna Convention on the Law of Treaties, the Democratic Republic of the Congo also invoked, as a legal basis for the Court's jurisdiction, the norms of *jus cogens* contained in: the Universal Declaration of Human Rights (Arts. 3, 4, 5, 13, 17, 18), as well as the two International Covenants of 1966 on Civil and Political, Economic, Social and Cultural Rights; Convention relating to the Status of Refugees (1951) and its Protocol (1967); the African Charter on Human and Peoples' Rights (1981) and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child; the Convention on the Rights of the Child (1989); the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict; the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography; the Geneva Conventions of 1949 and Additional Protocols of 1977.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)</i>	Accord additionnel au traité de bon voisinage et de coopération entre la Roumanie et l'Ukraine (1997) (art. 4, al. <i>h</i>)	—
<i>Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI) Accord Tovar-Caldera signé par les Parties le 26 septembre 2002	✓
<i>Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)</i>	Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. I)	✓
<i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>	Statut du fleuve Uruguay entre l'Argentine et l'Uruguay (art. 60, par. 1)	—
<i>Différend maritime (Pérou c. Chili)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Epiandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI) Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (art. 32)	—
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 22)	—
<i>Application de l'accord intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)</i>	Accord intérimaire signé par les Parties le 13 septembre 1995 (art. 21, par. 2)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)</i>	Additional Agreement to the Treaty on Relations of Co-operation and Good Neighbourliness between Romania and Ukraine (1997) (Art. 4 (b))	—
<i>Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI) Tovar-Caldera Agreement signed between the Parties on 26 September 2002	✓
<i>Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)</i>	Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Art. I)	✓
<i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	Statute of the River Uruguay, signed by Argentina and Uruguay (Art. 60, para. 1)	—
<i>Maritime Dispute (Peru v. Chile)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Aerial Herbicide Spraying (Ecuador v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI) United Nations Convention of 1988 against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances (Art. 32)	—
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Art. 22)	—
<i>Application of the Interim Accord of 13 September 1995 (the former Yugoslav Republic of Macedonia v. Greece)</i>	Interim Accord of 13 September 1995 between the Applicant and the Respondent (Art. 21, para. 2)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Immunités juridictionnelles de l'État (Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant))</i>	Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (art. 1)	—
<i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 (art. 30, par. 1)	✓
<i>Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)</i>	—	✓
<i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande (intervenant))</i>	—	✓
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy; Greece intervening)</i>	European Convention for the Peaceful Settlement of Disputes (Art. 1, para. 1)	—
<i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984 (Art. 30)	✓
<i>Certain Questions concerning Diplomatic Relations (Honduras v. Brazil)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters (Belgium v. Switzerland)</i>	—	✓
<i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)</i>	—	✓
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	—	✓
<i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	—	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	—	✓
<i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	—	✓
<i>Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)</i>	—	✓ ⁵

⁵ La Somalie indique à cet égard que la compétence de la Cour est confirmée par l'article 282 de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982.

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	—	✓
<i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	—	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	—	✓
<i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	—	✓
<i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i>	—	✓ ⁵

⁵ Somalia states in this regard that the Court's jurisdiction is underscored by Article 282 of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982.

Affaire	Invocation d'une clause compromissoire	Invocation d'une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour
<i>Différend concernant le statut et l'utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	Pacte de Bogotá (art. XXXI)	—
<i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	Convention de Vienne sur les relations consulaires, concernant le règlement obligatoire des différends (art. 1)	—
<i>Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)</i>	Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran du 15 août 1955 (art. XXI, par. 2)	—

Case	Invocation of a compromissory clause	Invocation of a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court
<i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	Pact of Bogotá (Art. XXXI)	—
<i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	Vienna Convention on Diplomatic Relations, concerning the Compulsory Settlement of Disputes (Optional Protocol) United Nations Convention against Transnational Organized Crime	—
<i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	Treaty of Amity, Economic Relations, and Consular Rights between the United States of America and Iran (Art. XXI, para. 2)	—

ANNEXE 8

AFFAIRES INTRODUITES AU TITRE D'UN *FORUM PROROGATUM*1. *Application du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour*

Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement dispose ce qui suit :

« Lorsque le demandeur entend fonder la compétence de la Cour sur un consentement non encore donné ou manifesté par l'Etat contre lequel la requête est formée, la requête est transmise à cet Etat. Toutefois, elle n'est pas inscrite au rôle général de la Cour et aucun acte de procédure n'est effectué tant que l'Etat contre lequel la requête est formée n'a pas accepté la compétence de la Cour aux fins de l'affaire. »

A ce jour, la compétence de la Cour a été reconnue, en application de cette disposition, dans les deux cas suivants :

- une requête présentée par la République du Congo le 9 décembre 2002 contre la France. Le défendeur a accepté la compétence de la Cour le 11 avril 2003, ce qui a entraîné l'inscription de l'affaire au rôle général, à compter de la date de réception de ladite acceptation, sous le titre *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*;
- une requête présentée par la République de Djibouti le 10 janvier 2006 contre la France. Le défendeur a accepté la compétence de la Cour le 9 août 2006, ce qui a entraîné l'inscription de l'affaire au rôle général, à compter de la date de réception de ladite acceptation, sous le titre *Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France)*.

* *

Aucune suite n'a, en revanche, été donnée dans les cas ci-après :

- une requête a été déposée par la République de Hongrie le 23 octobre 1992 contre la République fédérative tchèque et slovaque, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été présentée par la République fédérative de Yougoslavie le 16 mars 1994 contre les Etats membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mais aucun acte de procédure n'a été effectué, les Etats contre lesquels ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été présentée par l'Erythrée le 16 février 1999 contre l'Ethiopie, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été présentée par le Libéria le 4 août 2003 contre la Sierra Leone, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été déposée par la République du Rwanda contre la France le 18 avril 2007, à laquelle était annexée une « demande en indication de mesures conservatoires ». Aucun acte de procédure n'a cependant été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;

ANNEX 8

CASES INSTITUTED ON THE BASIS OF *FORUM PROROGATUM*1. *Application of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court*

Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court provides as follows:

“When the applicant State proposes to found the jurisdiction of the Court upon a consent thereto yet to be given or manifested by the State against which such application is made, the application shall be transmitted to that State. It shall not however be entered in the General List, nor any action be taken in the proceedings, unless and until the State against which such application is made consents to the Court’s jurisdiction for the purposes of the case.”

To date, consent has been given to the Court’s jurisdiction by virtue of the above provision on two occasions:

- an Application was submitted by the Republic of the Congo on 9 December 2002, seeking to institute proceedings against France. The Respondent consented to the Court’s jurisdiction on 11 April 2003; that consent led to the case being entered into the General List with effect from the date of receipt of the consent as *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*; and
- an Application was submitted by the Republic of Djibouti on 10 January 2006, seeking to institute proceedings against France. The Respondent consented to the Court’s jurisdiction on 9 August 2006; that consent led to the case being entered into the General List with effect from the date of receipt of the consent as *Certain Questions of Mutual Assistance in Criminal Matters (Djibouti v. France)*.

* *

On the other hand, no action was taken in the proceedings in the following instances:

- an Application was submitted by the Republic of Hungary on 23 October 1992, seeking to institute proceedings against the Czech and Slovak Federal Republic, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by the Federal Republic of Yugoslavia on 16 March 1994, seeking to institute proceedings against the member States of the North Atlantic Treaty Organization (NATO), but no action was taken, the States against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by Eritrea on 16 February 1999, seeking to institute proceedings against Ethiopia, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by Liberia on 4 August 2003, seeking to institute proceedings against Sierra Leone, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by the Republic of Rwanda on 18 April 2007, seeking to institute proceedings against France, to which was appended a “request for the indication of provisional measures”. However, no action was taken in the proceedings, France having not consented to the Court’s jurisdiction;

- une requête à laquelle était annexée une « demande en indication de mesures conservatoires » a été présentée par la République de Guinée équatoriale contre la France le 25 septembre 2012. Mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête était formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- des requêtes ont été déposées par les Iles Marshall le 24 avril 2014 contre, par ordre alphabétique, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, Israël et la République populaire démocratique de Corée. Aucun acte de procédure n'a cependant été effectué, les pays concernés n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce;
- une requête a été déposée par la République argentine le 7 août 2014 contre les Etats-Unis d'Amérique, mais aucun acte de procédure n'a été effectué, l'Etat contre lequel ladite requête a été formée n'ayant pas accepté la juridiction de la Cour en l'espèce.

Le dépôt des requêtes ci-dessus a simplement fait l'objet d'un communiqué de presse du Greffe. Ces communiqués, classés par date de diffusion, figurent sur le site Internet de la Cour, sous la rubrique « Espace Presse ».

2. *Pratique de la Cour avant l'introduction du paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour*

Avant l'introduction dans le Règlement de la Cour du paragraphe 5 de l'article 38, le 1^{er} juillet 1978, la Cour traitait les requêtes par lesquelles un Etat qui entendait fonder la compétence de la Cour pour connaître d'une affaire sur un consentement non encore donné, ou manifesté par un autre Etat, exposait ses demandes et invitait ce dernier à consentir à ce que la Cour les examine, comme toute autre requête qui lui était adressée: le Greffe procédait aux notifications habituelles et l'« affaire » était inscrite au rôle général de la Cour. Elle ne pouvait être rayée du rôle que si l'Etat défendeur refusait de manière explicite la compétence de la Cour pour en connaître; la Cour était par conséquent amenée à rendre des ordonnances à seule fin de rayer l'« affaire » du rôle.

Tel a été le cas dans les « affaires » suivantes :

- *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Hongrie)*, ordonnance du 12 juillet 1954;
- *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 12 juillet 1954;
- *Incident aérien du 10 mars 1953 (Etats-Unis d'Amérique c. Tchécoslovaquie)*, ordonnance du 14 mars 1956;
- *Incident aérien du 7 octobre 1952 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 14 mars 1956;
- *Antarctique (Royaume-Uni c. Argentine)*, ordonnance du 16 mars 1956;
- *Antarctique (Royaume-Uni c. Chili)*, ordonnance du 16 mars 1956;
- *Incident aérien du 4 septembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 9 décembre 1958;
- *Incident aérien du 7 novembre 1954 (Etats-Unis d'Amérique c. Union des Républiques socialistes soviétiques)*, ordonnance du 7 octobre 1959.

- an Application including “a request for provisional measures” was submitted by the Republic of Equatorial Guinea on 25 September 2012, seeking to institute proceedings against France, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- on 24 April 2014, the Marshall Islands submitted Applications, seeking to institute proceedings against, in alphabetical order, China, the Democratic People’s Republic of Korea, France, Israel, the Russian Federation and the United States of America. However, no action was taken, the States against which the Applications were submitted having not consented to the Court’s jurisdiction;
- an Application was submitted by the Argentine Republic on 7 August 2014, seeking to institute proceedings against the United States of America, but no action was taken, the State against which the Application was submitted having not consented to the Court’s jurisdiction.

The filing of each of the above Applications was simply the subject of a Registry press release. Those press releases can be found on the Court’s website, in order of publication, under “Press Room”.

2. *Practice of the Court prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court*

Prior to the introduction of Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court on 1 July 1978, Applications in which a State that proposed to found the Court’s jurisdiction to entertain a case upon a consent thereto yet to be given or manifested by another State set out its claims, and invited the State against which it wished to institute proceedings to consent to Court’s consideration of those claims, were dealt with by the Court in the same way as any other Application submitted to it: the Registry carried out the usual notifications and the “case” was entered in the Court’s General List. It could only be removed from the List if the respondent State explicitly refused to consent to the Court’s jurisdiction to entertain the “case”; the Court was then required to make an order for the sole purpose of removing the “case” from the List.

Such orders were made in the following “cases”:

- *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Hungary)*, Order of 12 July 1954;
- *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 12 July 1954;
- *Aerial Incident of 10 March 1953 (United States of America v. Czechoslovakia)*, Order of 14 March 1956;
- *Aerial Incident of 7 October 1952 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 14 March 1956;
- *Antarctica (United Kingdom v. Argentina)*, Order of 16 March 1956;
- *Antarctica (United Kingdom v. Chile)*, Order of 16 March 1956;
- *Aerial Incident of 4 September 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 9 December 1958;
- *Aerial Incident of 7 November 1954 (United States of America v. Union of Soviet Socialist Republics)*, Order of 7 October 1959.

En l'affaire du *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, la Cour a estimé, suite au dépôt de la requête du Royaume-Uni, qu'elle avait compétence sur la base de l'acceptation, par l'Albanie, de la recommandation du Conseil de sécurité tendant à ce que les deux pays soumettent leur différend à la Cour (arrêt sur l'exception préliminaire du 25 mars 1948). Immédiatement après le prononcé de l'arrêt sur l'exception préliminaire, les Parties ont notifié à la Cour un compromis.

In the *Corfu Channel* case (*United Kingdom v. Albania*), following the filing of an Application by the United Kingdom, the Court found that it had jurisdiction on the basis of Albania's acceptance of the Security Council's recommendation that the two States should refer their dispute to the Court (Judgment on the preliminary objection, 25 March 1948). Immediately after the delivery of the Judgment on the preliminary objection, the Parties notified to the Court a Special Agreement.

ANNEXE 9

INTERVENTIONS (STATUT, ART. 62 ET 63)

1. *Demandes d'intervention (Statut, art. 62)*

L'article 62 du Statut de la Cour dispose, en son paragraphe 1, que, « [l]orsqu'un Etat estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention » avant de préciser, en son paragraphe 2, que « [l]a Cour décide ».

Dans le tableau ci-après figurent les dix affaires en lesquelles de telles demandes ont été présentées.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande d'intervention	Etat entendant intervenir	Date de la décision de la Cour	Demande d'intervention acceptée?
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	16 V 1973	Fidji	12 VII 1973 (ord.) (sursis à statuer) 20 XII 1974 (ord.)	Non
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	12 VIII 1973	Fidji	12 VII 1973 (ord.) (sursis à statuer) 20 XII 1974 (ord.)	Non
<i>Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)</i>	30 I 1981	Malte	14 IV 1981 (arrêt)	Non
<i>Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)</i>	24 X 1983	Italie	21 III 1984 (arrêt)	Non
<i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/ Honduras)</i>	17 XI 1989	Nicaragua	13 IX 1990 (arrêt)	Oui

ANNEX 9

INTERVENTIONS (ARTS. 62 AND 63 OF THE STATUTE)

1. *Applications for Permission to Intervene (Art. 62 of the Statute)*

Article 62, paragraph 1, of the Statute of the Court provides that “[s]hould a State consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit a request to the Court to be permitted to intervene”. Paragraph 2 of the same provision states that “[i]t shall be for the Court to decide upon this request”.

The table below shows the ten cases in which such requests have been made.

Case	Date of filing of the Application to intervene	State seeking to intervene	Date of the Court's decision	Application to intervene granted?
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	16 V 1973	Fiji	12 VII 1973 (Ord.) (stay of proceedings) 20 XII 1974 (Ord.)	No
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	12 VIII 1973	Fiji	12 VII 1973 (Ord.) (stay of proceedings) 20 XII 1974 (Ord.)	No
<i>Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)</i>	30 I 1981	Malta	14 IV 1981 (Judgment)	No
<i>Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)</i>	24 X 1983	Italy	21 III 1984 (Judgment)	No
<i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/ Honduras)</i>	17 XI 1989	Nicaragua	13 IX 1990 (Judgment)	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande d'intervention	Erat entendant intervenir	Date de la décision de la Cour	Demande d'intervention acceptée?
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	23 VIII 1995 24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Australie Iles Samoa Iles Salomon Iles Marshall Etats fédérés de Micronésie	22 IX 1995 (ord.)	Non
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	30 VI 1999	Guinée équatoriale	21 X 1999 (ord.)	Oui
<i>Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/ Malaisie)</i>	13 III 2001	Philippines	23 X 2001 (arrêt)	Non
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	25 II 2010 10 VI 2010	Costa Rica Honduras	4 V 2011 (arrêt) 4 V 2011 (arrêt)	Non Non
<i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie)</i>	13 I 2011	Grèce	4 VII 2001 (ord.)	Oui

*

Case	Date of filing of the Application to intervene	State seeking to intervene	Date of the Court's decision	Application to intervene granted?
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	23 VIII 1995	Australia	22 IX 1995 (Ord.)	No
	24 VIII 1995	Samoa Islands		
	24 VIII 1995	Solomon Islands		
	25 VIII 1995	Marshall Islands		
	25 VIII 1995	Federated States of Micronesia		
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	30 VI 1999	Equatorial Guinea	21 X 1999 (Ord.)	Yes
<i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia)</i>	13 III 2001	Philippines	23 X 2001 (Judgment)	No
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	25 II 2010	Costa Rica	4 V 2011 (Judgment)	No
	10 VI 2010	Honduras	4 V 2011 (Judgment)	No
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy)</i>	13 I 2011	Greece	4 VII 2011 (Ord.)	Yes

*

2. Déclarations d'intervention (Statut, art. 63)

Aux termes de l'article 63 du Statut de la Cour, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, « [c]hacon d'eux a le droit d'intervenir au procès ».

Dans le tableau ci-après figurent les quatre affaires en lesquelles de telles déclarations ont été présentées.

Affaire	Date d'enregistrement de la déclaration	Etat auteur de la déclaration	Date de la décision de la Cour	Déclaration jugée recevable?
<i>Hayya de la Torre (Colombie c. Pérou)</i>	13 III 1951	Cuba	16 V 1951 (décision rendue par la Cour en audience publique)	Oui
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	15 VIII 1984	El Salvador	4 X 1984 (ord.)	Non
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Iles Samoa Iles Salomon Iles Marshall Etats fédérés de Micronésie	22 IX 1995 (ord.)	Non
<i>Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)</i>	20 XI 2012	Nouvelle-Zélande	6 II 2013 (ord.)	Oui

2. *Declarations of Intervention (Art. 63 of the Statute)*

Under the terms of Article 63 of the Statute of the Court, whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, each of those States “has the right to intervene in the proceedings”.

Declarations of intervention have been made in the following four cases.

Case	Date of filing of the declaration	State author of the declaration	Date of the Court's decision	Declaration found admissible?
<i>Hayya de la Torre (Colombia v. Peru)</i>	13 III 1951	Cuba	16 V 1951 (decision rendered by the Court at public sitting)	Yes
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	15 VIII 1984	El Salvador	4 X 1984 (Ord.)	No
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	24 VIII 1995 24 VIII 1995 25 VIII 1995 25 VIII 1995	Samoa Islands Solomon Islands Marshall Islands Federated States of Micronesia	22 IX 1995 (Ord.)	No
<i>Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan)</i>	20 XI 2012	New Zealand	6 II 2013 (Ord.)	Yes

ANNEXE 10

JONCTIONS D'INSTANCES

L'article 47 du Règlement dispose que la Cour « peut à tout moment ordonner que les instances dans deux ou plusieurs affaires soient jointes ». Il en est allé ainsi dans les affaires suivantes.

Affaires en lesquelles les instances ont été jointes	Date de la décision de la Cour
<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud) et Sud-Ouest africain (Libéria c. Afrique du Sud)</i>	20 V 1961 (ord.)
<i>Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Danemark) et Plateau continental de la mer du Nord (République fédérale d'Allemagne/Pays-Bas)</i>	26 IV 1968 (ord.)
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) et Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	17 IV 2013 (ord.)

ANNEX 10

JOINDERS OF PROCEEDINGS

Article 47 of the Rules provides that “[t]he Court may at any time direct that the proceedings in two or more cases be joined”. The Court joined the proceedings in the following cases.

Cases in which the proceedings were joined	Date of the Court's decision
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa) and South West Africa (Liberia v. South Africa)</i>	20 V 1961 (Ord.)
<i>North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Denmark) and North Sea Continental Shelf (Federal Republic of Germany/Netherlands)</i>	26 IV 1968 (Ord.)
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) and Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	17 IV 2013 (Ord.)

ANNEXE 11

MESURES CONSERVATOIRES

Des mesures conservatoires ont été demandées dans les 44 affaires ci-après.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Etat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	22 VI 1951	Royaume-Uni	5 VII 1951	Oui
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 X 1957	Suisse	24 X 1957	Non
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	19 VII 1972	Royaume-Uni	17 VIII 1972	Oui ¹
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	21 VII 1972	Rép. fédérale d'Allemagne	17 VIII 1972	Oui ²
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	9 V 1973	Australie	22 VI 1973	Oui
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	14 V 1973	Nouvelle-Zélande	22 VI 1973	Oui
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	11 V 1973	Pakistan	13 VII 1973	Non ³
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	10 VIII 1976	Grèce	11 IX 1976	Non

¹ Le 22 juin 1973, le Royaume-Uni, se référant au paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance du 17 août 1972, a demandé à la Cour de confirmer que les mesures indiquées dans cette ordonnance resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif en l'affaire ou une nouvelle ordonnance. La Cour a confirmé que tel était bien le cas dans une ordonnance du 12 juillet 1973.

² Le 22 juin 1973, la République fédérale d'Allemagne, se référant au paragraphe 2 du dispositif de l'ordonnance du 17 août 1972, a prié la Cour de confirmer que ladite ordonnance resterait en vigueur après le 15 août 1973. Par ordonnance du 12 juillet 1973, la Cour a confirmé que les mesures resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu son arrêt définitif en l'affaire.

³ Le Pakistan a fait savoir à la Cour qu'il escomptait que des négociations se déroulent avec l'Inde dans un avenir proche; il l'a donc priée, par une lettre en date du 11 juillet 1973, de différer la suite de l'examen de la demande en indication de mesures conservatoires.

ANNEX 11

PROVISIONAL MEASURES

Provisional measures were requested in the following 44 cases.

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	22 VI 1951	United Kingdom	5 VII 1951	Yes
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	3 X 1957	Switzerland	24 X 1957	No
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	19 VII 1972	United Kingdom	17 VIII 1972	Yes ¹
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	21 VII 1972	Federal Rep. of Germany	17 VIII 1972	Yes ²
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	9 V 1973	Australia	22 VI 1973	Yes
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	14 V 1973	New Zealand	22 VI 1973	Yes
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	11 V 1973	Pakistan	13 VII 1973	No ³
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	10 VIII 1976	Greece	11 IX 1976	No

¹ On 22 June 1973, the United Kingdom, referring to operative paragraph (2) of the Order dated 17 August 1972, requested the Court to confirm that the interim measures of protection indicated in that Order would continue until it had given final judgment in the case or until further order. The Court confirmed that such was the case by an Order of 12 July 1973.

² On 22 June 1973, the Federal Republic of Germany, referring to operative paragraph (2) of the Order of 17 August 1972, asked the Court to confirm that the said Order would continue to be operative after 15 August 1973. By an Order dated 12 July 1973, the Court confirmed that the measures would remain operative until it had given its final judgment in the case.

³ Pakistan informed the Court that it expected negotiations to take place with India in the near future; it therefore asked the Court, by letter of 11 July 1973, to postpone further consideration of its request for provisional measures.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Erat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	29 XI 1979	Etats-Unis d'Amérique	15 XII 1979	Oui
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	9 IV 1984	Nicaragua	10 V 1984	Oui
<i>Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)</i>	30 XII 1985 7 I 1986	Burkina Faso Mali	10 I 1986	Oui
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	21 III 1988	Nicaragua	31 III 1988	Non ⁴
<i>Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)</i>	18 I 1990	Guinée-Bissau	2 III 1990	Non
<i>Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)</i>	23 V 1991	Finlande	29 VII 1991	Non
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	3 III 1992	Libye	14 IV 1992	Non
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 III 1992	Libye	14 IV 1992	Non
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	20 III 1993	Bosnie-Herzégovine	8 IV 1993	Oui

⁴ Le Nicaragua a fait savoir à la Cour, par une lettre en date du 31 mars 1988, qu'il retirait sa demande en indication de mesures conservatoires. En l'espèce, c'est le précédent qui, par ladite ordonnance, a pris acte de ce retrait.

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	29 XI 1979	United States of America	15 XII 1979	Yes
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	9 IV 1984	Nicaragua	10 V 1984	Yes
<i>Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)</i>	30 XII 1985 7 I 1986	Burkina Faso Mali	10 I 1986	Yes
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	21 III 1988	Nicaragua	31 III 1988	No ⁴
<i>Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal)</i>	18 I 1990	Guinea-Bissau	2 III 1990	No
<i>Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)</i>	23 V 1991	Finland	29 VII 1991	No
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	3 III 1992	Libya	14 IV 1992	No
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	3 III 1992	Libya	14 IV 1992	No
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	20 III 1993	Bosnia and Herzegovina	8 IV 1993	Yes

⁴ Nicaragua informed the Court, by letter dated 31 March 1988, that it was withdrawing its request for the indication of provisional measures. In this instance, it was the President who placed that withdrawal on record, by means of the above Order.

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Erat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
	27 VII 1993	Bosnie-Herzégovine	13 IX 1993	Non (mais réaffirmation des mesures indiquées le 8 IV 1993)
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	12 II 1996	Cameroun	15 III 1996	Oui
<i>Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	21 VIII 1995	Nouvelle-Zélande	22 IX 1995	Non
<i>Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	3 IV 1998	Paraguay	9 IV 1998	Oui
<i>LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	2 III 1999	Allemagne	3 III 1999	Oui
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
	27 VII 1993	Bosnia and Herzegovina	13 IX 1993	No (but the Court did reaffirm the provisional measures indicated on 8 IV 1993)
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	12 II 1996	Cameroon	15 III 1996	Yes
<i>Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand v. France) Case</i>	21 VIII 1995	New Zealand	22 IX 1995	No
<i>Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)</i>	3 IV 1998	Paraguay	9 IV 1998	Yes
<i>LaGrand (Germany v. United States of America)</i>	2 III 1999	Germany	3 III 1999	Yes
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Erat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	29 IV 1999	Yougoslavie	2 VI 1999	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	19 VI 2000	Rép. démocratique du Congo	1 ^{er} VII 2000	Oui
<i>Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)</i>	17 X 2000	Rép. démocratique du Congo	8 XII 2000	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	28 V 2002	Rép. démocratique du Congo	10 VII 2002	Non
<i>Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	9 I 2003	Mexique	5 II 2003	Oui
<i>Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)</i>	9 XII 2002	Rép. du Congo	17 VI 2003	Non
<i>Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)</i>	4 V 2006 29 XI 2006	Argentine Uruguay	13 VII 2006 23 I 2007	Non Non
<i>Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique) (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	5 VI 2008	Mexique	16 VII 2008	Oui

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)</i>	29 IV 1999	Yugoslavia	2 VI 1999	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	19 VI 2000	Democratic Rep. of the Congo	1 VII 2000	Yes
<i>Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)</i>	17 X 2000	Democratic Rep. of the Congo	8 XII 2000	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	28 V 2002	Democratic Rep. of the Congo	10 VII 2002	No
<i>Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)</i>	9 I 2003	Mexico	5 II 2003	Yes
<i>Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)</i>	9 XII 2002	Rep. of the Congo	17 VI 2003	No
<i>Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)</i>	4 V 2006 29 XI 2006	Argentina Uruguay	13 VII 2006 23 I 2007	No No
<i>Request for Interpretation of the Judgment of 31 March 2004 in the Case concerning Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America) (Mexico v. United States of America)</i>	5 VI 2008	Mexico	16 VII 2008	Yes

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	État auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	14 VIII 2008	Géorgie	15 X 2008	Oui
<i>Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)</i>	19 II 2009	Belgique	28 V 2009	Non
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	18 XI 2010	Costa Rica	8 III 2011	Oui
	23 V 2013 (demande tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 8 III 2011)	Costa Rica	16 VII 2013	Non (pas de modification des mesures indiquées le 8 III 2011)
	24 IX 2013 (demande en indication de nouvelles mesures conservatoires)	Costa Rica	22 XI 2013	Oui
<i>Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande) (Cambodge c. Thaïlande)</i>	28 IV 2011	Cambodge	18 VII 2011	Oui
<i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	11 X 2013	Nicaragua	13 XII 2013	Non

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	14 VIII 2008	Georgia	15 X 2008	Yes
<i>Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)</i>	19 II 2009	Belgium	28 V 2009	No
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	18 XI 2010	Costa Rica	8 III 2011	Yes
	23 V 2013 (request for the modification of the Order indicating provisional measures of 8 III 2011)	Costa Rica	16 VII 2013	No (no modification to the provisional measures indicated on 8 III 2011)
	24 IX 2013 (request for the indication of new provisional measures)	Costa Rica	22 XI 2013	Yes
<i>Request for Interpretation of the Judgment of 15 June 1962 in the Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand) (Cambodia v. Thailand)</i>	28 IV 2011	Cambodia	18 VII 2011	Yes
<i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	11 X 2013	Nicaragua	13 XII 2013	No

Affaire	Date d'enregistrement de la demande	Erat auteur de la demande	Date de la décision de la Cour	Indication de mesures conservatoires?
<i>Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)</i>	17 XII 2013	Timor-Leste	3 III 2014	Oui
	25 III 2015 (demande tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 III 2014)	Australie	22 IV 2015	Oui (modifications des mesures indiquées le 3 III 2014)

Case	Date of filing of the request	Requesting State	Date of the Court's decision	Indication of provisional measures?
<i>Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data (Timor-Leste v. Australia)</i>	17 XII 2013	Timor-Leste	3 III 2014	Yes
	25 III 2015 (request for the modification of the Order indicating provisional measures of 3 III 2014)	Australia	22 IV 2015	Yes (modification of the measures indicated on 3 III 2014)

ANNEXE 12

AFFAIRES DANS LESQUELLES LA COUR S'EST PRONONCÉE À TITRE PRÉLIMINAIRE
SUR DES QUESTIONS DE COMPÉTENCE ET/OU DE RECEVABILITÉ

La Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité dans les 44 affaires ci-après¹.

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure ?
<i>Droit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	25 III 1948 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Ambatielos (Grèce c. Royaume-Uni)</i>	1 ^{er} VII 1952 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	22 VII 1952 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Non
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	18 XI 1953 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Or monétaire pris à Rome en 1943 (Italie c. France, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique)</i>	15 VI 1954 (arrêt sur la question préliminaire)	Non
<i>Droit de passage sur territoire indien (Portugal c. Inde)</i>	26 XI 1957 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	21 III 1959 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)</i>	26 V 1959 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)</i>	26 V 1961 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)</i>	21 XII 1962 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Cameroun septentrional (Cameroun c. Royaume-Uni)</i>	2 XII 1963 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non

¹ Dans l'affaire du *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)*, la Cour a rejeté la demande de la Belgique tendant à autoriser la présentation par celle-ci, en dérogation des ordonnances du président de la Cour en date des 13 décembre 2000 et 12 avril 2001, d'exceptions préliminaires entraînant la suspension de la procédure sur le fond (ordonnance du 27 VI 2001).

ANNEX 12

CASES IN WHICH THE COURT HAS GIVEN A PRELIMINARY RULING
ON QUESTIONS OF JURISDICTION AND/OR ADMISSIBILITY

The Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility in the following 44 cases¹.

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	25 III 1948 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Ambatielos (Greece v. United Kingdom)</i>	1 VII 1952 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	22 VII 1952 (Judgment on preliminary objection)	No
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	18 XI 1953 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Monetary Gold Removed from Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and United States of America)</i>	15 VI 1954 (Judgment on preliminary question)	No
<i>Right of Passage over Indian Territory (Portugal v. India)</i>	26 XI 1957 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Interhandel (Switzerland v. United States of America)</i>	21 III 1959 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel v. Bulgaria)</i>	26 V 1959 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)</i>	26 V 1961 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)</i>	21 XII 1962 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Northern Cameroons (Cameroon v. United Kingdom)</i>	2 XII 1963 (Judgment on preliminary objections)	No

¹ In the case concerning the *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)*, the Court rejected Belgium's request for authorization, in derogation from the Orders of the President of the Court dated 13 December 2000 and 12 April 2001, to submit preliminary objections involving suspension of the proceedings on the merits (Order of 27 VI 2001).

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure?
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962) (Belgique c. Espagne)</i>	24 VII 1964 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	2 II 1973 (arrêt sur la compétence)	Oui
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	2 II 1973 (arrêt sur la compétence)	Oui
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	19 XII 1978 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	26 XI 1984 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
<i>Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)</i>	20 XII 1988 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui
<i>Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)</i>	26 VI 1992 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)</i>	1 ^{er} VII 1994 (arrêt sur la compétence et la recevabilité) 15 II 1995 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Oui Oui
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)</i>	27 II 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	27 II 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	12 XII 1996 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	11 VII 1996 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962)</i> (Belgium v. Spain)	24 VII 1964 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	2 II 1973 (Judgment on jurisdiction)	Yes
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	2 II 1973 (Judgment on jurisdiction)	Yes
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	19 XII 1978 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	26 XI 1984 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes
<i>Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)</i>	20 XII 1988 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes
<i>Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)</i>	26 VI 1992 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain (Qatar v. Bahrain)</i>	1 VII 1994 (Judgment on jurisdiction and admissibility) 15 II 1995 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	Yes Yes
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)</i>	27 II 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)</i>	27 II 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	12 XII 1996 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	11 VII 1996 (Judgment on preliminary objections)	Yes

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure?
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)</i>	11 VI 1998 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)</i>	4 XII 1998 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)</i>	24 V 2007 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Canada)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. France)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Allemagne)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Italie)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Pays-Bas)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Portugal)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Royaume-Uni)</i>	15 XII 2004 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)</i>	3 II 2006 (arrêt sur la compétence et la recevabilité)	Non
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	18 XI 2008 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Incident aérien du 10 août 1999 (Pakistan c. Inde)</i>	21 VI 2000 (arrêt sur la compétence)	Non
<i>Certains biens (Liechtenstein c. Allemagne)</i>	10 II 2005 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i>	13 XII 2007 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)</i>	11 VI 1998 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)</i>	4 XII 1998 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of the Congo)</i>	24 V 2007 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Belgium)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Canada)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. France)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Germany)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Italy)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Netherlands)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. Portugal)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Legality of Use of Force (Serbia and Montenegro v. United Kingdom)</i>	15 XII 2004 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)</i>	3 II 2006 (Judgment on jurisdiction and admissibility)	No
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	18 XI 2008 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Aerial Incident of 10 August 1999 (Pakistan v. India)</i>	21 VI 2000 (Judgment on jurisdiction)	No
<i>Certain Property (Liechtenstein v. Germany)</i>	10 II 2005 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)</i>	13 XII 2007 (Judgment on preliminary objections)	Yes

Affaire	Décision de la Cour	Poursuite de la procédure?
<i>Demande en révision de l'arrêt du 11 septembre 1992 en l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)) (El Salvador c. Honduras)</i>	18 XII 2003 (arrêt sur la recevabilité)	Non
<i>Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i>	1 ^{er} IV 2011 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Non
<i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	24 IX 2015 (arrêt sur l'exception préliminaire)	Oui
<i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	17 III 2016 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui
<i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	17 III 2016 (arrêt sur les exceptions préliminaires)	Oui

Bien que saisie de questions de compétence et/ou de recevabilité, la Cour n'a pas eu à se prononcer à leur égard, soit en raison du retrait des demandes en ce sens dans une affaire (*Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)*), soit en raison d'un désistement d'instance, dans les cinq affaires ci-après :

- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*
- *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*
- *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)*.

Case	Decision of the Court	Continuance of proceedings?
<i>Application for Revision of the Judgment of 11 September 1992 in the Case concerning the Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening) (El Salvador v. Honduras)</i>	18 XII 2003 (Judgment on admissibility)	No
<i>Application of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (Georgia v. Russian Federation)</i>	1 IV 2011 (Judgment on preliminary objections)	No
<i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	24 IX 2015 (Judgment on preliminary objection)	Yes
<i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	17 III 2016 (Judgment on preliminary objections)	Yes
<i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	17 III 2016 (Judgment on preliminary objections)	Yes

Although seized of questions of jurisdiction and/or admissibility, the Court was not required to rule on them in one case because the requests were withdrawn (*Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)*), nor in the following five cases, because the proceedings were discontinued:

- *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. Bulgaria)*
- *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient (France v. Lebanon)*
- *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)*
- *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)*.

ANNEXE 13
DEMANDES RECONVENTIONNELLES

Dans les neuf affaires suivantes, des demandes reconventionnelles ont été présentées dans le cadre du contre-mémoire.

Affaire	Date des demandes reconventionnelles	Demandes reconventionnelles jugées recevables ?	Demandes jugées recevables accueillies ?
<i>Droit d'asile (Colombie/Pérou)</i>	21 III 1950	Oui (arrêt du 20 XI 1950) ¹	Partiellement (arrêt du 20 XI 1950)
<i>Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc (France c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	20 XII 1951	Ni la France ni la Cour elle-même n'ont soulevé de question de compétence au regard de la demande reconventionnelle des Etats-Unis. La Cour a donc d'emblée procédé à l'examen au fond des conclusions constituant ladite demande ¹	Partiellement (arrêt du 27 VIII 1952)
<i>Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	23 VI 1997	Oui (ord. du 10 III 1998)	Non (arrêt du 6 XI 2003)
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)</i>	22 VII 1997	Oui (ord. du 17 XII 1997)	La Cour a pris acte du retrait des demandes reconventionnelles par la RFY (ord. du 10 IX 2001)

¹ L'affaire s'est déroulée sous l'empire du Règlement de la Cour de 1946, dont l'article consacré aux demandes reconventionnelles (art. 63) était ainsi libellé :

«Lorsque l'instance a été introduite par requête, une demande reconventionnelle peut être présentée dans les conclusions du contre-mémoire, pourvu que cette demande soit en connexité directe avec l'objet de la requête et qu'elle rentre dans la compétence de la Cour. Si le rapport de connexité entre la demande présentée comme demande reconventionnelle et l'objet de la requête n'est pas apparent, la Cour, après examen, décide s'il y a lieu ou non de joindre cette demande à l'instance plénière.»

ANNEX 13
COUNTER-CLAIMS

In the following nine cases, counter-claims were made in relation to the Counter-Memorial.

Case	Date of counter-claims	Counter-claims found admissible?	Admissible counter-claims granted?
<i>Asylum (Colombia/Peru)</i>	21 III 1950	Yes (Judgment of 20 XI 1950) ¹	Partially (Judgment of 20 XI 1950)
<i>Rights of Nationals of the United States of America in Morocco (France v. United States of America)</i>	20 XII 1951	Neither France nor the Court raised the question of jurisdiction in relation to the United States' counter-claim. Thus, the Court proceeded straight to an examination of the merits of the submissions constituting the claim ¹	Partially (Judgment of 27 VIII 1952)
<i>Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	23 VI 1997	Yes (Order of 10 III 1998)	No (Judgment of 6 XI 2003)
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)</i>	22 VII 1997	Yes (Order of 17 XII 1997)	The Court recorded the withdrawal of the counter-claims by the FRY (Order of 10 IX 2001)

¹ This case was entertained while the 1946 Rules of Court were in force. Article 63 of those Rules concerned counter-claims and read as follows:

“When proceedings have been instituted by means of an application, a counter-claim may be presented in the submissions of the Counter-Memorial, provided that such counter-claim is directly connected with the subject-matter of the application and that it comes within the jurisdiction of the Court. In the event of doubt as to the connection between the question presented by way of counter-claim and the subject-matter of the application the Court shall, after due examination, direct whether or not the question thus presented shall be joined to the original proceedings.”

Affaire	Date des demandes reconventionnelles	Demandes reconventionnelles jugées recevables ?	Demandes jugées recevables accueillies ?
<i>Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))</i>	31 V 1999	Oui (ord. du 30 VI 1999)	Non (arrêt du 10 X 2002)
<i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	20 IV 2001	Partiellement (ord. du 29 XI 2001)	Partiellement (arrêt du 19 XII 2005)
<i>Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)</i>	4 I 2010	Compte tenu de l'absence d'objections de la Croatie à la recevabilité des demandes reconventionnelles, la Cour n'a pas estimé devoir se prononcer définitivement sur la question de savoir si lesdites demandes satisfaisaient aux conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 80 du Règlement	Non (arrêt du 3 II 2015)
<i>Immunités juridictionnelles de l'Etat (Allemagne c. Italie; Grèce (intervenant))</i>	23 XII 2009	Non (ord. du 6 VII 2010)	—
<i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	6 VIII 2012	Non ² (ord. du 18 IV 2013)	—

² La Cour a toutefois dit qu'il n'y avait pas lieu pour elle de statuer sur la recevabilité de la première demande reconventionnelle du Nicaragua comme telle; elle a ajouté qu'il n'y avait pas lieu pour elle de connaître de la quatrième demande reconventionnelle du Nicaragua comme telle et que les Parties pourraient aborder, dans la suite de la procédure, toute question relative à la mise en œuvre des mesures conservatoires indiquées par elle dans son ordonnance du 8 mars 2011.

Case	Date of counter-claims	Counter-claims found admissible?	Admissible counter-claims granted?
<i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)</i>	31 V 1999	Yes (Order of 30 VI 1999)	No (Judgment of 10 X 2002)
<i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	20 IV 2001	Partially (Order of 29 XI 2001)	Partially (Judgment of 19 XII 2005)
<i>Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)</i>	4 I 2010	In view of the fact that Croatia did not object to the admissibility of the counter-claims, the Court considered that it need not rule definitively on the issue of whether those claims satisfied the conditions set forth in Article 80, paragraph 1, of the Rules of Court	No (Judgment of 3 II 2015)
<i>Jurisdictional Immunities of the State (Germany v. Italy: Greece intervening)</i>	23 XII 2009	No (Order of 6 VII 2010)	—
<i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	6 VIII 2012	No ² (Order of 18 IV 2013)	—

² The Court found, however, that there was no need for it to adjudicate on the admissibility of Nicaragua's first counter-claim as such; it added that there was no need for it to entertain Nicaragua's fourth counter-claim as such, and that the Parties might take up any question relating to the implementation of the provisional measures indicated by the Court in its Order of 8 March 2011 in the further course of the proceedings.

ANNEXE 14

DÉSISTEMENTS

Les 24 affaires suivantes se sont terminées par un désistement :

- *Protection de ressortissants et protégés français en Egypte (France c. Egypte)*
- *Société Electricité de Beyrouth (France c. Liban)*
- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)*
- *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)*
- *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne) (première requête)*
- *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient (France c. Liban)*
- *Procès de prisonniers de guerre pakistanaï (Pakistan c. Inde)*
- *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)*
- *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)*
- *Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)*
- *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)*
- *Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau c. Sénégal)*
- *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Burundi)*
- *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Rwanda)*
- *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni)*
- *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)*
- *Statut vis-à-vis de l'Etat hôte d'un envoyé diplomatique auprès de l'Organisation des Nations Unies (Commonwealth de Dominique c. Suisse)*
- *Certaines questions en matière de relations diplomatiques (Honduras c. Brésil)*
- *Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France)*
- *Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale (Belgique c. Suisse)*
- *Épandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)*
- *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie).*

*

Les deux affaires suivantes se sont terminées par un désistement à l'égard des questions de réparations qui n'avaient pas été tranchées dans l'arrêt rendu préalablement :

- *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)*
- *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique).*

ANNEX 14

DISCONTINUANCES

The following 24 cases were discontinued:

- *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt* (France v. Egypt)
- *Electricité de Beyrouth Company* (France v. Lebanon)
- *Aerial Incident of 27 July 1955* (United States of America v. Bulgaria)
- *Aerial Incident of 27 July 1955* (United Kingdom v. Bulgaria)
- *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited* (Belgium v. Spain) (first application)
- *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient* (France v. Lebanon)
- *Trial of Pakistani Prisoners of War* (Pakistan v. India)
- *Border and Transborder Armed Actions* (Nicaragua v. Costa Rica)
- *Border and Transborder Armed Actions* (Nicaragua v. Honduras)
- *Passage through the Great Belt* (Finland v. Denmark)
- *Certain Phosphate Lands in Nauru* (Nauru v. Australia)
- *Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal* (Guinea-Bissau v. Senegal)
- *Aerial Incident of 3 July 1988* (Islamic Republic of Iran v. United States of America)
- *Vienna Convention on Consular Relations* (Paraguay v. United States of America)
- *Armed Activities on the Territory of the Congo* (Democratic Republic of the Congo v. Burundi)
- *Armed Activities on the Territory of the Congo* (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)
- *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie* (Libyan Arab Jamahiriya v. United Kingdom)
- *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie* (Libyan Arab Jamahiriya v. United States of America)
- *Status vis-à-vis the Host State of a Diplomatic Envoy to the United Nations* (Commonwealth of Dominica v. Switzerland)
- *Certain Questions concerning Diplomatic Relations* (Honduras v. Brazil)
- *Certain Criminal Proceedings in France* (Republic of the Congo v. France)
- *Jurisdiction and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters* (Belgium v. Switzerland)
- *Aerial Herbicide Spraying* (Ecuador v. Colombia)
- *Questions relating to the Seizure and Detention of Certain Documents and Data* (Timor-Leste v. Australia).

*

The following two cases ended in discontinuance as regarded the question of reparation, which the Judgment had left to be settled:

- *United States Diplomatic and Consular Staff in Tebran* (United States of America v. Iran)
 - *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua* (Nicaragua v. United States of America).
-

ANNEXE 15

DEMANDES EN INTERPRÉTATION

Des demandes en interprétation d'arrêt ont été présentées dans cinq affaires (les deux demandes ayant été accueillies par la Cour, en tout ou en partie, sont signalées par un astérisque) :

- par la Colombie au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 20 novembre 1950 en l'affaire du *Droit d'asile (Colombie/Pérou)*
 - par la Tunisie (conjointement à une demande en revision) au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 24 février 1982 en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)**
 - par le Nigéria au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 juin 1998 sur des exceptions préliminaires en l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*
 - par le Mexique au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 31 mars 2004 en l'affaire *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*
 - par le Cambodge au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Préah Vibéar (Cambodge c. Thaïlande)**.
-

ANNEX 15

REQUESTS FOR INTERPRETATION

Requests for interpretation of judgments of the Court have been made in five cases (the two requests granted by the Court, in whole or in part, are shown with an asterisk):

- by Colombia in respect of the Judgment delivered by the Court on 20 November 1950 in the *Asylum (Colombia/Peru)* case
 - by Tunisia (along with an Application for revision) in respect of the Judgment delivered by the Court on 24 February 1982 in the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)**
 - by Nigeria in respect of the Court's Judgment on preliminary objections of 11 June 1998 in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*
 - by Mexico in respect of the Judgment delivered by the Court on 31 March 2004 in the case concerning *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)*
 - by Cambodia in respect of the Judgment delivered by the Court on 15 June 1962 in the case concerning *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)**
-

ANNEXE 16

DEMANDES EN REVISION

Des demandes en revision d'arrêt ont été présentées dans trois affaires :

- par la Tunisie (conjointement à une demande en interprétation) au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 24 février 1982 en l'affaire du *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriyah arabe libyenne)*
- par la Yougoslavie au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 juillet 1996 sur les exceptions préliminaires en l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)*
- par El Salvador au sujet de l'arrêt rendu par la Cour le 11 septembre 1992 en l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant))*.

*

Aucune des demandes en revision présentées à ce jour n'a été jugée recevable.

ANNEX 16

APPLICATIONS FOR REVISION

Applications for the revision of judgments of the Court have been made on three occasions:

- an Application for revision (along with a request for interpretation) of the Court's Judgment of 24 February 1982 in the case concerning the *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* was filed by Tunisia
- an Application for revision of the Court's Judgment on preliminary objections of 11 July 1996 in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia)* was filed by Yugoslavia
- an Application for revision of the Court's Judgment of 11 September 1992 in the case concerning the *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)* was filed by El Salvador.

*

To date, none of the Applications for revision submitted to the Court have been found admissible.

ANNEXE 17

TÉMOINS, EXPERTS ET TÉMOINS-EXPERTS

Des témoins, experts et/ou témoins-experts ont été entendus dans les 15 affaires suivantes :

- *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par chacune des Parties.
- *Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par chacune des Parties.
- *Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud; Libéria c. Afrique du Sud)*. Dans ces affaires, la Cour a entendu des témoins et experts présentés par l'Afrique du Sud.
- *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un expert présenté par la Jamahiriya arabe libyenne.
- *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)*. La chambre constituée en cette affaire a entendu un expert présenté par les États-Unis.
- *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par chacune des Parties.
- *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins présentés par le Nicaragua.
- *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (États-Unis d'Amérique c. Italie)*. La chambre constituée en cette affaire a entendu des témoins présentés par les États-Unis et des experts présentés par chacune des Parties.
- *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un témoin présenté par El Salvador.
- *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par la Bosnie-Herzégovine et des témoins, et un témoin-expert présentés par la Serbie-et-Monténégro.
- *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des experts présentés par l'Australie et un expert présenté par le Japon.
- *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Croatie c. Serbie)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu des témoins et témoins-experts présentés par la Croatie.
- *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu un expert présenté par le Costa Rica et deux experts présentés par le Nicaragua.
- *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*. Dans cette affaire, la Cour a entendu quatre experts présentés par le Nicaragua et deux experts présentés par le Costa Rica.

ANNEX 17

WITNESSES, EXPERTS AND WITNESS-EXPERTS

Witnesses, experts and/or witness-experts have been called in the following 15 cases:

- *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*, where the Court heard witnesses and experts presented by each of the Parties.
- *Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand)*, where the Court heard witnesses and experts presented by each of the Parties.
- *South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa)*, where the Court heard witnesses and experts presented by South Africa.
- *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)*, where the Court heard an expert presented by the Libyan Arab Jamahiriya.
- *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, where the Chamber constituted heard an expert presented by the United States.
- *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, where the Court heard experts presented by each of the Parties.
- *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, where the Court heard witnesses presented by Nicaragua.
- *Elektronika Sicula S.p.A. (ELSI) (United States of America v. Italy)*, where the Chamber constituted heard witnesses presented by the United States and experts presented by each of the Parties.
- *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)*, where the Court heard a witness presented by El Salvador.
- *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, where the Court heard experts presented by Bosnia and Herzegovina and witnesses and a witness-expert presented by Serbia and Montenegro.
- *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan: New Zealand intervening)*, where the Court heard experts presented by Australia and an expert presented by Japan.
- *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Croatia v. Serbia)*, where the Court heard witnesses and witness-experts presented by Croatia.
- *Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)*, where the Court heard an expert presented by Costa Rica and two experts presented by Nicaragua.
- *Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)*, where the Court heard four experts presented by Nicaragua and two experts presented by Costa Rica.

Des experts ont été désignés par la Cour dans les quatre affaires suivantes :

- *Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*. Dans cette affaire, la Cour a désigné des experts par ordonnance et prescrit une enquête sur les lieux.
 - *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)*. La chambre constituée en cette affaire a nommé par ordonnance, à la demande des Parties et conformément au compromis conclu entre elles, un expert technique pour l'aider dans sa tâche.
 - *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)*. Dans cette affaire, la Cour a désigné, après le prononcé de son arrêt au fond et en application du compromis conclu entre les Parties, des experts pour assister les Parties aux fins de l'opération de démarcation de leur frontière dans la zone contestée.
 - *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)*. Dans cette affaire, la Cour a décidé de faire procéder à une expertise par ordonnance avant de désigner deux experts pour déterminer l'état de la côte entre les points invoqués respectivement par les Parties.
-

Experts were appointed by the Court in the following four cases:

- *Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)*, where the Court made an Order appointing experts to carry out an on-site investigation.
 - *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada/United States of America)*, where the Chamber constituted appointed, by Order, at the request of the Parties and in accordance with the Special Agreement concluded between them, a technical expert to assist it in its work.
 - *Frontier Dispute (Burkina Faso/Niger)*, where the Court, having delivered its Judgment on the merits and in accordance with the Special Agreement concluded between the Parties, appointed experts to assist the Parties in the demarcation of their frontier in the disputed area.
 - *Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)* where the Court decided, by Order, to arrange for an expert opinion before appointing two experts to determine the state of the coast between the points suggested by the Parties.
-

ANNEXE 18

DÉFAUTS

Des arrêts ou ordonnances ont été rendus en l'absence de l'une des parties dans les 11 affaires ci-après. Si, dans certains cas, il y a eu défaut pendant toutes les phases de l'instance, dans d'autres, il y a eu défaut pendant certaines phases seulement. Les phases pertinentes sont donc indiquées dans le tableau qui suit.

Affaire	Partie ayant fait défaut	Phases de l'instance au cours desquelles il y a eu défaut
<i>Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)</i>	Albanie	Fixation du montant des réparations
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (Royaume-Uni c. Iran)</i>	Iran	Mesures conservatoires
<i>Nottebohm (Liechtenstein c. Guatemala)</i>	Guatemala	Exception préliminaire
<i>Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)</i>	Islande	Mesures conservatoires, compétence de la Cour et fond
<i>Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)</i>	Islande	Mesures conservatoires, compétence de la Cour et fond
<i>Essais nucléaires (Australie c. France)</i>	France	Mesures conservatoires et phase ayant abouti à la décision de non-lieu à statuer
<i>Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)</i>	France	Mesures conservatoires et phase ayant abouti à la décision de non-lieu à statuer
<i>Procès de prisonniers de guerre pakistanais (Pakistan c. Inde)</i>	Inde	Mesures conservatoires
<i>Plateau continental de la mer Egée (Grèce c. Turquie)</i>	Turquie	Mesures conservatoires et compétence
<i>Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran (Etats-Unis d'Amérique c. Iran)</i>	Iran	Mesures conservatoires et fond
<i>Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)</i>	Etats-Unis d'Amérique	Fond, formes et montant de la réparation

ANNEX 18
NON-APPEARANCES

Judgments or orders were delivered in the absence of one of the parties in the following 11 cases. In some cases, a party failed to appear at every stage of the proceedings; in others, during certain phases only. The relevant phases are indicated in the table below.

Case	Party failing to appear	Phases during which the party failed to appear
<i>Corfu Channel (United Kingdom v. Albania)</i>	Albania	Assessment of amount of compensation
<i>Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)</i>	Iran	Provisional measures
<i>Nottebohm (Liechtenstein v. Guatemala)</i>	Guatemala	Preliminary objection
<i>Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)</i>	Iceland	Provisional measures, jurisdiction of the Court and merits
<i>Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)</i>	Iceland	Provisional measures, jurisdiction of the Court and merits
<i>Nuclear Tests (Australia v. France)</i>	France	Provisional measures and phase resulting in the decision not to proceed to judgment on the merits
<i>Nuclear Tests (New Zealand v. France)</i>	France	Provisional measures and phase resulting in the decision not to proceed to judgment on the merits
<i>Trial of Pakistani Prisoners of War (Pakistan v. India)</i>	India	Provisional measures
<i>Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)</i>	Turkey	Provisional measures and jurisdiction
<i>United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)</i>	Iran	Provisional measures and merits
<i>Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)</i>	United States of America	Merits, forms and amount of reparation

ANNEXE 19

AVIS CONSULTATIFS

En vertu de l'article 65 de son Statut, la Cour peut donner un avis consultatif sur toute question juridique, à la demande de tout organe ou institution qui aura été autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander cet avis.
A ce jour, 26 demandes ont été soumises à la Cour, qui a donné 27 avis¹.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure		Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	
Assemblée générale	<i>Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)</i>	24 XI 1947	Australie Canada Chine El Salvador Etats-Unis d'Amérique Grèce Guatemala Honduras Inde Iraq Siam Ukraine	France Pologne Secrétaire général des Nations Unies Tchécoslovaquie	28 V 1948

¹ La liste chronologique des procédures consultatives figure à l'annexe 1 (p. 98). Dans le cadre de l'une de ces procédures, à savoir celle relative à la demande en *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie*, la Cour a donné son avis en deux temps (le 30 mars 1950 (première phase) et le 18 juillet 1950 (seconde phase)).

ANNEX 19

ADVISORY OPINIONS

By virtue of Article 65 of its Statute, the Court may give an advisory opinion on any legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request.

To date, 26 advisory proceedings have been submitted to the Court, which has rendered 27 Advisory Opinions¹.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)</i>	24 XI 1947	Australia Canada China El Salvador Greece Guatemala Honduras India Iraq Siam Ukraine Union of Soviet Socialist Republics	Czechoslovakia France Poland Secretary-General of the United Nations	Belgium Yugoslavia	28 V 1948

¹ The chronological list of advisory proceedings can be found in Annex 1 (p. 98). In one of these proceedings, namely those relating to the *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, the Court rendered two Advisory Opinions (on 30 March 1950 (first phase) and on 18 July 1950 (second phase)).

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Union des Républiques socialistes soviétiques			
Assemblée générale	<i>Réparation des dommages subis au service des Nations Unies</i>	7 XII 1948	Chine Etats-Unis d'Amérique Inde	Belgique Secrétaire général des Nations Unies	France Royaume-Uni	11 IV 1949
Assemblée générale	<i>Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie</i>	3 XI 1949	<i>Première phase</i> Australie Bulgarie Hongrie République socialiste soviétique de Biélorussie République socialiste soviétique d'Ukraine Roumanie Tchécoslovaquie Union des Républiques socialistes soviétiques	<i>Première phase</i> Secrétaire général des Nations Unies	<i>Première phase</i> Etats-Unis d'Amérique Royaume-Uni	<i>Première phase</i> 30 III 1950

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			United States of America			
General Assembly	<i>Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations</i>	7 XII 1948	China India United States of America	Belgium Secretary-General of the United Nations	France United Kingdom	11 IV 1949
General Assembly	<i>Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania</i>	3 XI 1949	<i>First Phase</i> Australia Bulgaria Czechoslovakia Hungary Romania Soviet Socialist Republic of Byelorussia Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics	<i>First Phase</i> Secretary-General of the United Nations	<i>First Phase</i> United Kingdom United States of America	<i>First Phase</i> 30 III 1950

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations</i>	28 XI 1949	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>	<i>Second Phase</i>
			Argentina Czechoslovakia Egypt Secretary-General of the United Nations Soviet Socialist Republic of Byelorussia Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics United States of America Venezuela	France Secretary-General of the United Nations	United Kingdom ² United States of America	18 VII 1950
						3 III 1950

² The Government of the United Kingdom had previously stated its views on the questions dealt with in the second phase of these proceedings in its written statement submitted during the first phase.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Statut international du Sud-Ouest africain</i>	27 XII 1949	Egypte Etats-Unis d'Amérique Inde Pologne	Philippines Secrétaire général des Nations Unies	Union sud-africaine	11 VII 1950
Assemblée générale	<i>Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide</i>	20 XI 1950	Etats-Unis d'Amérique Jordanie Organisation des Etats américains Organisation internationale du Travail Pays-Bas Philippines Pologne République populaire de Bulgarie République populaire de Roumanie République socialiste soviétique de Biélorussie	France	Israël Royaume-Uni Secrétaire général des Nations Unies	28 V 1951

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>International Status of South West Africa</i>	27 XII 1949	Egypt India Poland United States of America	Philippines Secretary-General of the United Nations	South African Union	11 VII 1950
General Assembly	<i>Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide</i>	20 XI 1950	Czechoslovakia International Labour Organization Jordan Netherlands Organization of American States People's Republic of Bulgaria People's Republic of Romania Philippines Poland Soviet Socialist Republic of Byelorussia	France	Israel Secretary-General of the United Nations United Kingdom	28 V 1951

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure		Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	
			République socialiste soviétique d'Ukraine		
			Tchécoslovaquie		
			Union des Républiques socialistes soviétiques		
Assemblée générale	<i>Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité</i>	21 XII 1953	Chili Chine Equateur Guatemala Iraq Mexique Organisation internationale du Travail Philippines Suède Turquie ³	Etats-Unis d'Amérique France Grèce Pays-Bas Royaume-Uni Secrétaire général des Nations Unies	13 VII 1954

³ N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées à l'Assemblée générale par leurs représentants : Canada, Egypte, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal</i>	21 XII 1953	Soviet Socialist Republic of Ukraine Union of Soviet Socialist Republics United States of America			13 VII 1954
			Chile China Ecuador ³ Guatemala International Labour Organization Iraq Mexico Philippines Sweden Turkey		France Greece Netherlands Secretary-General of the United Nations United Kingdom United States of America	

³ Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed by their representatives in the General Assembly: Canada, Czechoslovakia, Egypt, Union of Soviet Socialist Republics, and Yugoslavia.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain</i>	6 XII 1954	Etats-Unis d'Amérique Inde Pologne ⁴			7 VI 1955
Assemblée générale	<i>Admissibilité de l'admission de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain</i>	22 XII 1955	Chine Etats-Unis d'Amérique ⁵	Royaume-Uni		1 ^{er} VI 1956
Assemblée générale	<i>Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)</i>	27 XII 1961	Afrique du Sud Bulgarie Danemark Espagne France Haute-Volta Japon Portugal République socialiste soviétique de Biélorussie	Norvège	Australie Canada Etats-Unis d'Amérique Irlande Italie Pays-Bas	20 VII 1962

⁴ N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées à l'Assemblée générale par leurs représentants : Chine et Israël. La Yougoslavie a également exprimé son point de vue.

⁵ N'a pas présenté d'exposé écrit, mais a renvoyé aux vues exprimées à l'Assemblée générale : Inde.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa</i>	6 XII 1954	India ⁴ Poland United States of America			7 VI 1955
General Assembly	<i>Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa</i>	22 XII 1955	China ⁵ United States of America	United Kingdom		1 VI 1956
General Assembly	<i>Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)</i>	27 XII 1961	Bulgaria Czechoslovakia Denmark France Japan Portugal Romania South Africa Soviet Socialist Republic of Byelorussia	Norway	Australia Canada Ireland Italy Netherlands Union of Soviet Socialist Republics	20 VII 1962

⁴ Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed by their representatives in the General Assembly; China and Israel. Yugoslavia also expressed its views.

⁵ Did not submit a written statement, but referred to the views expressed in the General Assembly; India.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Sahara occidental</i>	21 XII 1974	République socialiste soviétique d'Ukraine Roumanie Tchécoslovaquie ⁶	Algérie Zaïre	Royaume-Uni Union des Républiques socialistes soviétiques	16 X 1975
	<i>Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies</i>	7 III 1988	Etats-Unis d'Amérique République arabe syrienne République démocratique allemande		Secrétaire général des Nations Unies	26 IV 1988

⁶ N'ont pas présenté d'exposés écrits, mais ont attiré l'attention sur les vues exprimées en leurs noms respectifs à l'Assemblée générale : Mexique, Philippines et Pologne.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Western Sahara</i>	21 XII 1974	Soviet Socialist Republic of Ukraine		United Kingdom	16 X 1975
			Spain		United States of America	
			Upper Volta ⁶			
			Chile	Algeria	Mauritania	
			Colombia	Zaire	Morocco	
			Costa Rica		Spain	
			Dominican Republic			
			Ecuador			
			France			
			Guatemala			
			Nicaragua			
			Panama			
			General Assembly	<i>Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947</i>	7 III 1988	
Syrian Arab Republic						
United States of America						

⁶ Did not submit written statements, but drew attention to the views expressed on their behalf in the General Assembly: Mexico, the Philippines and Poland.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Assemblée générale	<i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i>	6 I 1995	Bosnie-Herzégovine Burundi Equateur Finlande Inde Irlande Lesotho Nauru Pays-Bas République populaire de Corée Suède	Australie Costa Rica Indonésie Philippines Zimbabwe	Allemagne Egypte Etats-Unis Fédération de Russie France Iles Marshall Iles Salomon Iran (Rép. islamique d') Italie Japon Malaisie Mexique Nouvelle-Zélande Qatar Royaume-Uni Saint-Marin Samoa	8 VII 1996
Assemblée générale	<i>Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé</i>	10 XII 2003	Allemagne Australie Belgique Brésil Cameroun	Algérie Bangladesh Belize Cuba Madagascar	Afrique du Sud Arabie saoudite Indonésie Jordanie	9 VII 2004

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
General Assembly	<i>Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons</i>	6 I 1995	Bosnia and Herzegovina Burundi Ecuador Finland India Ireland Lesotho Nauru Netherlands People's Republic of Korea Sweden	Australia Costa Rica Indonesia Philippines Zimbabwe	Egypt France Germany Iran (Islamic Rep. of) Italy Japan Malaysia Marshall Islands Mexico New Zealand Qatar Russian Federation Samoa San Marino Solomon Islands United Kingdom United States of America	8 VIII 1996
General Assembly	<i>Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory</i>	10 XII 2003	Australia Belgium Brazil Cameroon Canada	Algeria Bangladesh Belize Cuba Madagascar	Indonesia Jordan League of Arab States Malaysia	9 VII 2004

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure		Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement Phases écrite et orale	
			Canada	Ligue des Etats arabes	
			Chypre	Malaisie	
			Cuba	Organisation de la Conférence islamique	
			Egypte	Palestine	
			Espagne	Sénégal	
			Etats fédérés de Micronésie	Soudan	
			Etats-Unis		
			d'Amérique		
			Fédération de Russie		
			France		
			Grèce		
			Guinée		
			Iles Marshall		
			Irlande (au nom de l'Union européenne)		
			Irlande (en son nom propre)		
			Israël		
			Italie		
			Japon		
			Koweït		
			Liban		
			Malte		
			Maroc		

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Cuba		Organisation of the Islamic Conference	
			Cyprus			
			Czech Republic			
			Democratic People's Rep. of Korea		Palestine Saudi Arabia Senegal South Africa Sudan	
			Egypt			
			Federated States of Micronesia			
			France			
			Germany			
			Greece			
			Guinea			
			Ireland (on behalf of the European Union)			
			Ireland (on its own behalf)			
			Israel			
			Italy			
			Japan			
			Kuwait			
			Lebanon			
			Malta			
			Marshall Islands			
			Morocco			

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Namibie Norvège Organisation des Nations Unies Pakistan Palaos Pays-Bas Rép. populaire démocratique de Corée République tchèque Royaume-Uni Suède Suisse Syrie Yémen			
Assemblée générale	<i>Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo</i>	10 X 2008	Egypte Estonie Iran (Rép. islamique d') Irlande Jamahiriya arabe libyenne Japon Lettonie	Arabie saoudite Biélarus Bulgarie Burundi Croatie Jordanie Viet Nam	Albanie Allemagne Argentine Auteurs de la déclaration unilatérale d'indépendance Aurriche Azerbaïdjan	22 VII 2010

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
			Namibia Netherlands Norway Palau Pakistan Russian Federation Spain Sweden Switzerland Syria United Kingdom United Nations Organization United States of America Yemen			
General Assembly	<i>Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo</i>	10 X 2008	Czech Rep. Egypt Estonia Iran (Islamic Rep. of) Ireland Japan Latvia Libyan Arab Jamahiriya	Belarus Bulgaria Burundi Croatia Jordan Saudi Arabia Viet Nam	Albania Argentina Authors of the unilateral declaration of independence Austria Azerbaijan Bolivia Brazil	22 VII 2010

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Maldives Pologne Rép. tchèque Sierra Leone Slovaquie Slovénie Suisse		Bolivie Brésil Chine Chypre Danemark Espagne Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie Finlande France Norvège Pays-Bas Roumanie Royaume-Uni Serbie Venezuela	
Conseil de sécurité	<i>Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité</i>	10 VIII 1970	France Hongrie Pologne Tchécoslovaquie Yougoslavie	Organisation de l'unité africaine Viet Nam	Afrique du Sud Etats-Unis d'Amérique Finlande Inde Nigéria Pakistan Pays-Bas	21 VI 1971

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Security Council	<i>Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)</i>	10 VIII 1970	Luxembourg		China	21 VI 1971
			Maldives Poland Sierra Leone Slovenia Slovakia Switzerland		Cyprus Denmark Finland France Germany Netherlands Norway Romania Russian Federation Serbia Spain United Kingdom United States of America Venezuela	
			Czechoslovakia France Hungary Poland Yugoslavia	Organization of African Unity Viet Nam	Finland India Netherlands Nigeria Pakistan Secretary-General of the United Nations	

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Conseil économique et social	<i>Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies</i>	13 VI 1989	Canada Rép. fédérale d'Allemagne Rép. socialiste de Roumanie	—	Secrétaire général des Nations Unies Etats-Unis d'Amérique Secrétaire général des Nations Unies	15 XII 1989
Conseil économique et social	<i>Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme</i>	10 VIII 1998	Allemagne Etats-Unis Grèce Luxembourg Royaume-Uni Suède	—	Costa Rica Italie Malaisie Secrétaire général des Nations Unies	29 IV 1999
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	<i>Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'UNESCO</i>	2 XII 1955	Chine Etats-Unis France Royaume-Uni UNESCO	—	—	23 X 1956

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Economic and Social Council	<i>Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations</i>	13 VI 1989	Canada Federal Rep. of Germany Socialist Rep. of Romania	—	South Africa United States of America Secretary-General of the United Nations United States of America	15 XII 1989
Economic and Social Council	<i>Difference Relating to Immunity from Legal Process of a Special Rapporteur of the Commission on Human Rights</i>	10 VIII 1998	Germany Greece Luxembourg Sweden United Kingdom United States of America	—	Costa Rica Italy Malaysia Secretary-General of the United Nations	29 IV 1999
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)	<i>Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against UNESCO</i>	2 XII 1955	China France UNESCO United Kingdom United States of America	—	—	23 X 1956

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Organisation mondiale de la santé (OMS)	<i>Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Égypte</i>	28 V 1980	Bolivie Iraq Jordanie Koweït	OMS ⁷ Tunisie	Egypte Emirats arabes unis Etats-Unis d'Amérique Syrie	20 XII 1980
OMS	<i>Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé</i>	3 IX 1993	Arabie saoudite Azerbaïdjan Colombie Finlande Inde Irlande Kazakhstan Lituanie Nauru Norvège Ouganda Papouasie-Nouvelle-Guinée Pays-Bas République de Moldova	Egypte Iles Marshall Indonésie OMS Zimbabwe	Allemagne Australie Costa Rica Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie France Iles Salomon Iran (Rép. islamique d') Italie Japon Malaisie Mexique Nouvelle-Zélande	8 VII 1996

⁷ L'OMS a déclaré à l'audience ne pas avoir l'intention d'exposer des arguments à la Cour sur les questions énoncées dans la demande d'avis. L'Organisation a toutefois répondu aux questions qui lui ont été posées par des membres de la Cour.

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
World Health Organization (WHO)	<i>Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt</i>	28 V 1980	Bolivia Iraq Jordan Kuwait	Tunisia WHO ⁷	Egypt Syria United Arab Emirates United States of America	20 XII 1980
WHO	<i>Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict</i>	3 IX 1993	Azerbaijan Colombia Democratic People's Rep. of Korea Finland India Ireland Kazakhstan Lithuania Nauru Netherlands Norway Uganda Papua New Guinea	Egypt Indonesia Marshall Islands WHO Zimbabwe	Australia Costa Rica France Germany Iran (Islamic Rep. of) Italy Japan Malaysia Mexico New Zealand Philippines Russian Federation Solomon Islands Samoa	8 VII 1996

⁷ The WHO stated at the public sitting that it did not intend to submit any arguments to the Court on the questions set out in the request for Opinion. However, it answered questions put to it by Members of the Court.

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Fonds international de développement agricole (FIDA)	<i>Jugement n° 2867 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail sur requête contre le Fonds international de développement agricole</i>	26 IV 2010	Rép. populaire démocratique de Corée Rwanda Sri Lanka Suède Ukraine	—	Philippines Royaume-Uni Samoa	1 ^{er} II 2012
Organisation maritime internationale (OMI) ⁸	<i>Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime</i>	25 III 1959	Belgique Chine Danemark France Inde Suisse	—	Etats-Unis d'Amérique Italie Libéria Norvège Panama Pays-Bas Royaume-Uni	8 VI 1960

⁸ Dénommée précédemment Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	<i>Judgment No. 2867 of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization upon a Complaint Filed against the International Fund for Agricultural Development</i>	26 IV 2010	Rwanda Republic of Moldova Saudi Arabia Sri Lanka Sweden Ukraine Bolivia IFAD Ms Saez Garcia (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	— —	United Kingdom United States of America —	1 II 2012
International Maritime Organization (IMO) ⁸	<i>Constitution of the Maritime Safety Committee of the Intergovernmental Maritime Consultative Organization</i>	25 III 1959	Belgium China Denmark France India Switzerland	—	Italy Liberia Netherlands Norway Panama United Kingdom United States of America	8 VI 1960

⁸ Formerly known as the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO).

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	3 VII 1972	M. Falsa (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif) Secrétaire général des Nations Unies	—	—	12 VII 1973
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	28 VII 1981	Etats-Unis d'Amérique France M. Mortished (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)	—	—	20 VII 1982
Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif	<i>Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies</i>	10 IX 1984	Canada Etats-Unis d'Amérique Italie Secrétaire général des Nations Unies	—	—	27 V 1987

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings			Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only	Written and oral phases	
Committee on Applications for Review of the United Nations Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	3 VII 1972	Mr. Falsa (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	—	—	12 VII 1973
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	28 VII 1981	France Mr. Mortished (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)	—	—	20 VII 1982
Committee on Applications for Review of Administrative Tribunal Judgments	<i>Application for Review of Judgment No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal</i>	10 IX 1984	Canada Italy Secretary-General of the United Nations Union of Soviet Socialist Republics	—	—	27 V 1987

Auteur de la demande	Procédure	Date d'enregistrement	Entités ayant participé à la procédure			Date de l'avis consultatif
			Phase écrite uniquement	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	
			Phase écrite uniquement Union des Républiques socialistes soviétiques M. Yakimetz (ancien fonctionnaire que concernait le jugement du Tribunal administratif)	Phase orale uniquement	Phases écrite et orale	

Organ requesting the Opinion	Proceedings	Date of filing	Entities having participated in the proceedings		Date of the Advisory Opinion
			Written phase only	Oral phase only Written and oral phases	
			United States of America Mr. Yakimetz (the former staff member to whom the judgment of the Administrative Tribunal is concerning)		

ANNEXE 20
BUDGET DE LA COUR

*Budget approuvé (montant révisé) pour l'exercice biennal 2014-2015
(en dollars des États-Unis)*

<i>Programme</i>		
Membres de la Cour		
0311025	Indemnités pour frais divers	1 304 100
0311023	Pensions	4 344 500
0393909	Indemnités de fonctions (juges <i>ad hoc</i>)	1 228 300
2042302	Frais de voyage des membres de la Cour en mission	51 100
0393902	Emoluments	7 778 400
Total partiel		14 706 400
Greffé		
0110000	Postes	18 653 900
0170000	Postes temporaires pour l'exercice biennal	234 400
0200000	Dépenses communes de personnel	7 073 100
1540000	Frais médicaux et associés, après cessation de service	541 800
0211014	Indemnités de représentation	7 200
1210000	Assistance temporaire pour les réunions	1 676 200
1310000	Assistance temporaire autre que pour les réunions	286 200
1410000	Consultants	217 800
1510000	Heures supplémentaires	103 600
2042302	Frais de voyage du personnel en mission	47 500
0454501	Dépenses de représentation	20 700
Total partiel		28 862 400
Services communs		
3030000	Traductions réalisées à l'extérieur	444 400
3050000	Travaux d'imprimerie	596 000
3070000	Services informatiques contractuels	1 012 400
4010000	Location/entretien des locaux	3 426 100
4030000	Location de mobilier et de matériel	366 500
4040000	Communications	207 200

ANNEX 20

BUDGET OF THE COURT

*Approved budget (revised appropriation) for the biennium 2014-2015
(United States dollars)*

<i>Programme</i>		
Members of the Court		
0311025	Allowances for various expenses	1,304,100
0311023	Pensions	4,344,500
0393909	Duty allowance (judges <i>ad hoc</i>)	1,228,300
2042302	Travel on official business	51,100
0393902	Emoluments	7,778,400
	Subtotal	14,706,400
Registry		
0110000	Established posts	18,653,900
0170000	Temporary posts for the biennium	234,400
0200000	Common staff costs	7,073,100
1540000	Medical and associated costs, after suspension of services	541,800
0211014	Representation allowance	7,200
1210000	Temporary assistance for meetings	1,676,200
1310000	General temporary assistance	286,200
1410000	Consultants	217,800
1510000	Overtime	103,600
2042302	Official travel	47,500
0454501	Hospitality	20,700
	Subtotal	28,862,400
Programme Support		
3030000	External translation	444,400
3050000	Printing	596,000
3070000	Data-processing services	1,012,400
4010000	Rental/maintenance of premises	3,426,100
4030000	Rental of furniture and equipment	366,500
4040000	Communications	207,200

<i>Programme</i>		
4060000	Entretien du mobilier et du matériel	133 500
4090000	Services divers	43 400
5000000	Fournitures et accessoires	504 800
5030000	Livres et fournitures pour la bibliothèque	241 300
6000000	Mobilier et matériel	310 400
6025041	Acquisition de matériel de bureautique	160 400
6025042	Remplacement de matériel de bureautique	282 800
6040000	Véhicules	105 100
Total partiel		7 834 300
Total		51 403 100

*

<i>Programme</i>		
4060000	Maintenance of furniture and equipment	133,500
4090000	Miscellaneous services	43,400
5000000	Supplies and materials	504,800
5030000	Library books and supplies	241,300
6000000	Furniture and equipment	310,400
6025041	Acquisition of office automation equipment	160,400
6025042	Replacement of office automation equipment	282,800
6040000	Transportation equipment	105,100
Subtotal		7,834,300
Total		51,403,100

*

*Budget approuvé (montant initial) de la Cour pour l'exercice biennal 2016-2017
(en dollars des États-Unis)*

<i>Programme</i>		
Membres de la Cour		
0393902	Emoluments	7 848 800
0311025	Indemnités pour frais divers	1 238 500
0311023	Pensions	4 889 800
0393909	Indemnités de fonctions (juges <i>ad hoc</i>)	1 015 200
2042302	Frais de voyage des membres de la Cour en mission	50 000
Total partiel		15 042 300
Greffé		
0110000	Postes	15 727 800
0200000	Dépenses communes de personnel	5 881 600
1540000	(Frais médicaux et associés, après cessation de service)	526 100
0211014	Indemnités de représentation	7 200
1210000	Assistance temporaire pour les réunions	1 163 900
1310000	Assistance temporaire autre que pour les réunions	226 100
1410000	Consultants	297 200
1510000	Heures supplémentaires	81 900
2042302	Frais de voyage du personnel en mission	41 300
0454501	Dépenses de représentation	25 100
Total partiel		23 978 000
Services communs		
3030000	Traductions réalisées à l'extérieur	404 200
3050000	Travaux d'imprimerie	495 400
3070000	Services informatiques contractuels	1 600 800
4010000	Location/entretien des locaux	2 967 400
4030000	Location de mobilier et de matériel	262 900
4040000	Communications	162 100
4060000	Entretien du mobilier et du matériel	156 000
4090000	Services divers	55 400
5000000	Fournitures et accessoires	354 700
5030000	Livres et fournitures pour la bibliothèque	209 800

*Approved budget (initial appropriation) of the Court for the biennium 2016-2017
(United States dollars)*

<i>Programme</i>		
Members of the Court		
0393902	Emoluments	7,848,800
0311025	Allowances for various expenses	1,238,500
0311023	Pensions	4,889,800
0393909	Duty allowance: judges <i>ad hoc</i>	1,015,200
2042302	Travel on official business	50,000
Subtotal		15,042,300
Registry		
0110000	Permanent posts	15,727,800
0200000	Common staff costs	5,881,600
1540000	After-service medical and associated costs	526,100
0211014	Representation allowance	7,200
1210000	Temporary assistance for meetings	1,163,900
1310000	General temporary assistance	226,100
1410000	Consultants	297,200
1510000	Overtime	81,900
2042302	Official travel	41,300
0454501	Hospitality	25,100
Subtotal		23,978,000
Programme Support		
3030000	External translation	404,200
3050000	Printing	495,400
3070000	Data-processing services	1,600,800
4010000	Rental/maintenance of premises	2,967,400
4030000	Rental of furniture and equipment	262,900
4040000	Communications	162,100
4060000	Maintenance of furniture and equipment	156,000
4090000	Miscellaneous services	55,400
5000000	Supplies and materials	354,700
5030000	Library books and supplies	209,800

<i>Programme</i>		
6000000	Mobilier et matériel	139 000
6025041	Acquisition de matériel de bureautique	43 100
6025042	Remplacement de matériel de bureautique	104 600
Total partiel		6 955 400
Total		45 975 700

<i>Programme</i>		
6000000	Furniture and equipment	139,000
6025041	Acquisition of office automation equipment	43,100
6025042	Replacement of office automation equipment	104,600
Subtotal		6,955,400
Total		45,975,700

TABLE DES MATIÈRES



TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction	1
Première partie. De l'activité de la Cour entre le 1^{er} août 2015 et le 31 juillet 2016.	2
I. Des activités judiciaires.	2
A. Présentation générale	2
1. Nouvelles requêtes.	2
2. Audiences	3
3. Décisions.	4
B. Fiches signalétiques des affaires pendantes	4
1. <i>Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)</i>	7
2. <i>Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)</i>	8
3. <i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	9
4. <i>Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)</i>	10
5. <i>Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)</i>	11
6. <i>Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie)</i>	12
7. <i>Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Colombie)</i>	13
8. <i>Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (Costa Rica c. Nicaragua)</i>	14
9. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Inde)</i>	15
10. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Pakistan)</i>	16

TABLE OF CONTENTS

	<i>Page</i>
Introduction	1
Part One. Activity of the Court between 1 August 2015 and 31 July 2016. . . .	2
I. Judicial activity.	2
A. General overview	2
1. New applications.	2
2. Hearings	3
3. Decisions.	4
B. Case summaries of pending cases	4
1. <i>Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)</i>	7
2. <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)</i>	8
3. <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	9
4. <i>Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica)</i>	10
5. <i>Obligation to Negotiate Access to the Pacific Ocean (Bolivia v. Chile)</i>	11
6. <i>Question of the Delimitation of the Continental Shelf between Nicaragua and Colombia beyond 200 Nautical Miles from the Nicaraguan Coast (Nicaragua v. Colombia)</i>	12
7. <i>Alleged Violations of Sovereign Rights and Maritime Spaces in the Caribbean Sea (Nicaragua v. Colombia)</i>	13
8. <i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua)</i>	14
9. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. India)</i>	15
10. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. Pakistan)</i>	16

11. <i>Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (Iles Marshall c. Royaume-Uni)</i>	17
12. <i>Délimitation maritime dans l’océan Indien (Somalie c. Kenya)</i>	18
13. <i>Différend concernant le statut et l’utilisation des eaux du Silala (Chili c. Bolivie)</i>	19
14. <i>Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)</i>	20
15. <i>Certains actifs iraniens (République islamique d’Iran c. Etats-Unis d’Amérique)</i>	21
II. Des autres activités	22
A. Visites	22
B. Discours	23
Appendice. Suite donnée aux décisions de la Cour	24
Deuxième partie. De l’organisation de la Cour et de son Greffe	27
I. De la Cour	27
A. Textes de base	27
1. Présentation.	27
a) Charte des Nations Unies	27
b) Statut de la Cour.	27
c) Règlement de la Cour et instructions de procédure	28
d) Résolution visant la pratique interne de la Cour en matière judiciaire	29
2. Application du Statut et du Règlement: digeste des décisions de la Cour	29
B. Composition.	34
1. Les membres de la Cour	34
2. Les juges <i>ad hoc</i>	35
3. Les chambres.	37
a) Chambre de procédure sommaire	37
b) Chambres prévues à l’article 26, paragraphe 1, du Statut.	37
c) Chambres constituées en vertu du paragraphe 2 de l’article 26 du Statut	37
4. Les assesseurs.	38
C. Privilèges et immunités	38
D. Finances	38

11. <i>Obligations concerning Negotiations relating to Cessation of the Nuclear Arms Race and to Nuclear Disarmament (Marshall Islands v. United Kingdom)</i>	17
12. <i>Maritime Delimitation in the Indian Ocean (Somalia v. Kenya)</i>	18
13. <i>Dispute over the Status and Use of the Waters of the Silala (Chile v. Bolivia)</i>	19
14. <i>Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)</i>	20
15. <i>Certain Iranian Assets (Islamic Republic of Iran v. United States of America)</i>	21
II. Other activities	22
A. Visits	22
B. Speeches	23
Appendix. Action pursuant to decisions of the Court	24
Part Two. Organization of the Court and its Registry	27
I. The Court	27
A. Basic texts	27
1. Introduction	27
(a) Charter of the United Nations	27
(b) Statute of the Court	27
(c) Rules of Court and Practice Directions	28
(d) Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court . .	29
2. Application of the Statute and Rules of Court: Digest of the Court's decisions	29
B. Composition	34
1. Members of the Court	34
2. Judges <i>ad hoc</i>	35
3. Chambers	37
(a) Chamber of Summary Procedure	37
(b) Chambers provided for in Article 26, paragraph 1, of the Statute . .	37
(c) Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute . . .	37
4. Assessors	38
C. Privileges and immunities	38
D. Finances	38

1. Règles suivies	38
2. Traitements et autres émoluments des membres de la Cour	39
3. Traitements, indemnités et frais du greffier	41
4. Traitements, indemnités et frais du personnel du Greffe	41
5. Services communs	41
II. Du Greffe	42
A. Textes de base	42
1. Statut	42
2. Règlement	42
3. Instructions pour le Greffe	42
4. Statut du personnel du Greffe	42
B. Composition	43
1. Le greffier	43
2. Le greffier adjoint et les autres fonctionnaires	44
C. Privilèges et immunités	46
D. Diffusion des informations sur la Cour et son activité	46
1. Contacts	46
2. Informations sur la Cour et ses travaux	46
a) Site Internet	47
b) Présentation du fonctionnement et des travaux de la Cour au public	47
c) Bibliothèque et archives du Tribunal de Nuremberg	47
3. Publications de la Cour	48
a) <i>Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances</i>	48
b) <i>Mémoires, plaidoiries et documents</i>	48
c) <i>Actes et documents relatifs à l'organisation de la Cour</i>	49
d) <i>Annuaire-Yearbook</i>	49
e) <i>Bibliographie de la Cour</i>	49
Diffusion des publications de la Cour	49
Troisième partie. De la compétence de la Cour et de la procédure suivie par elle	51
I. De la compétence de la Cour	51
A. Compétence en matière contentieuse	51

1. Applicable rules	38
2. Salaries and other emoluments of Members of the Court	39
3. Salaries, allowances and expenses of the Registrar	41
4. Salaries, allowances and expenses of officials of the Registry.	41
5. Common services	41
II. The Registry	42
A. Basic texts	42
1. Statute.	42
2. Rules of Court.	42
3. Instructions for the Registry	42
4. Staff regulations for the Registry	42
B. Composition.	43
1. The Registrar	43
2. The Deputy-Registrar and other staff.	44
C. Privileges and immunities	46
D. Dissemination of information about the Court and its activities	46
1. Contacts	46
2. Information about the Court and its work.	46
(a) Website	47
(b) Presentation of the work and functioning of the Court to the public	47
(c) Library and archives of the Nuremberg Tribunal	47
3. Publications of the Court	48
(a) <i>Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders.</i>	48
(b) <i>Pleadings, Oral Arguments, Documents</i>	48
(c) <i>Acts and Documents concerning the Organization of the Court</i>	49
(d) <i>Annuaire-Yearbook</i>	49
(e) <i>Bibliography of the Court.</i>	49
Dissemination of the publications of the Court.	49
Part Three. Jurisdiction of the Court and the procedure followed by it	51
I. Jurisdiction of the Court.	51
A. Jurisdiction in contentious cases	51

1. Compétence <i>ratione personae</i>	51
a) Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies	51
b) Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, mais parties au Statut	57
c) Etats non parties au Statut, mais pouvant être admis à ester devant la Cour	57
2. Compétence <i>ratione materiae</i>	58
a) Compromis	58
b) Traités et conventions	58
c) Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour . .	59
d) <i>Forum prorogatum</i>	60
3. Observations relatives à la compétence	61
a) La Cour se prononce sur sa propre compétence	61
b) Compétence de la Cour après le prononcé d'un arrêt	61
B. Compétence en matière consultative	62
1. Présentation générale	62
2. Entités admises à saisir la Cour en matière consultative	62
C. Fonctions occasionnellement confiées au président de la Cour	68
1. Actes internationaux prévoyant la désignation d'arbitres ou autres	68
2. Autres demandes de désignation d'arbitres	68
3. Désignations diverses	69
II. De la procédure suivie par la Cour	72
A. Présentation générale	72
1. Langues officielles	72
2. Communications officielles	72
3. Procès-verbaux	72
4. Rôle général	72
B. Procédure suivie en matière contentieuse	72
1. Généralités	72
a) Introduction de l'instance et désignation des agents	72
b) Procédure écrite	73
c) Procédure orale	74
d) Délibéré	75
e) Arrêt	76

1. Jurisdiction <i>ratione personae</i>	51
(a) States Members of the United Nations	51
(b) States, not members of the United Nations, parties to the Statute	57
(c) States, not parties to the Statute, to which the Court may be open	57
2. Jurisdiction <i>ratione materiae</i>	58
(a) Special agreement	58
(b) Treaties and conventions	58
(c) Declarations recognizing the jurisdiction of the Court as compulsory	59
(d) <i>Forum prorogatum</i>	60
3. Remarks concerning jurisdiction	61
(a) The Court itself decides any question as to its jurisdiction	61
(b) Jurisdiction of the Court after delivery of a judgment	61
B. Advisory jurisdiction	62
1. General overview	62
2. Entities entitled to seek an advisory opinion of the Court	62
C. Occasional functions entrusted to the President of the Court	68
1. International instruments providing for appointment of arbitrators or others	68
2. Other requests for appointment of arbitrators	68
3. Other appointments	69
II. Procedure followed by the Court	72
A. General overview	72
1. Official languages	72
2. Official communications	72
3. Minutes	72
4. General List	72
B. Procedure followed in contentious cases	72
1. General	72
(a) Institution of proceedings and appointment of agents	72
(b) Written proceedings	73
(c) Oral proceedings	74
(d) Deliberations	75
(e) Judgment	76

<i>f)</i> Exécution de l'arrêt	76
<i>g)</i> Frais	76
2. Procédures particulières	77
<i>a)</i> Jonction d'instances	77
<i>b)</i> Mesures conservatoires	77
<i>c)</i> Questions de compétence et de recevabilité.	78
<i>d)</i> Demandes reconventionnelles.	79
<i>e)</i> Interventions.	79
<i>f)</i> Renvoi spécial devant la Cour.	80
<i>g)</i> Défaut	80
<i>h)</i> Arrangement amiable et désistement.	80
<i>i)</i> Interprétation et révision d'un arrêt.	81
C. Procédure suivie en matière consultative	81
1. Requête.	81
2. Procédure écrite et orale.	82
3. Délibéré.	82
4. Avis consultatif	82
Note thématique. Le désistement d'instance	83
I. Introduction.	83
II. Historique rédactionnel	83
A. La Cour permanente de Justice internationale.	83
1. L'article 61 du Règlement de 1922	83
2. Les modifications envisagées en 1926	84
3. L'évolution de la situation en 1933	85
4. Le rapport du greffier de juin 1933	86
5. Les articles 68 et 69 de 1936	86
B. La Cour internationale de Justice	88
1. Les articles 68 et 69 du Règlement de 1946.	88
2. Les articles 73 et 74 du Règlement de 1972.	88
3. Les articles 88 et 89 du Règlement de 1978.	89
III. Pratique	89
A. La Cour permanente de Justice internationale.	89

(f) Implementation of the judgment	76
(g) Expenses and costs	76
2. Occasional rules	77
(a) Joinder of proceedings	77
(b) Provisional measures	77
(c) Questions of jurisdiction and admissibility	78
(d) Counter-claims	79
(e) Interventions	79
(f) Special reference to the Court	80
(g) Non-appearance.	80
(h) Settlement and discontinuance	80
(i) Interpretation and revision of judgments	81
C. Procedure followed in advisory proceedings	81
1. Request	81
2. Written and oral proceedings	82
3. Deliberations.	82
4. Advisory opinion.	82
Special topic. Discontinuance of Cases.	83
I. Introduction.	83
II. Legislative History	83
A. The Permanent Court of International Justice.	83
1. Article 61 of the 1922 Rules	83
2. Amendments to the Rules discussed in 1926	84
3. Developments in 1933	85
4. Registrar's Report of June 1933	86
5. Rules 68 and 69 as adopted in 1936	86
B. The International Court of Justice.	88
1. Articles 68 and 69 of the 1946 Rules.	88
2. Articles 73 and 74 of the 1972 Rules.	88
3. Articles 88 and 89 of the 1978 Rules.	89
III. Practice.	89
A. The Permanent Court of International Justice.	89

B. La Cour internationale de Justice	90
*	
<i>Annexes</i>	
Annexe 1. Liste chronologique des procédures portées devant la Cour depuis 1947	98
Annexe 2. Anciens membres de la Cour	106
Annexe 3. Anciens présidents et vice-présidents de la Cour	109
Annexe 4. Anciens greffiers et greffiers adjoints de la Cour	111
Annexe 5. Chambres constituées en vertu de l'article 26, paragraphe 2, du Statut	112
Annexe 6. Affaires introduites par compromis	115
Annexe 7. Affaires introduites par voie de requête (sur le fondement d'une clause compromissaire et/ou d'une déclaration effectuée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut)	117
Annexe 8. Affaires introduites au titre d'un <i>forum prorogatum</i>	132
Annexe 9. Interventions (Statut, art. 62 et 63)	135
Annexe 10. Jonctions d'instances	138
Annexe 11. Mesures conservatoires	139
Annexe 12. Affaires dans lesquelles la Cour s'est prononcée à titre préliminaire sur des questions de compétence et/ou de recevabilité	145
Annexe 13. Demandes reconventionnelles	149
Annexe 14. Désistements	151
Annexe 15. Demandes en interprétation	152
Annexe 16. Demandes en révision	153
Annexe 17. Témoins, experts et témoins-experts	154
Annexe 18. Défauts	156
Annexe 19. Avis consultatifs	157
Annexe 20. Budget de la Cour	173

B. The International Court of Justice.	90
------------------------------------------------	----

*

Annexes

Annex 1. Chronological list of proceedings before the Court since 1947	98
Annex 2. Former Members of the Court.	106
Annex 3. Former Presidents and Vice-Presidents of the Court	109
Annex 4. Former Registrars and Deputy-Registrars of the Court	111
Annex 5. Chambers formed under Article 26, paragraph 2, of the Statute	112
Annex 6. Cases instituted by special agreement	115
Annex 7. Cases instituted by application (on the basis of a compromissory clause and/or a declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute)	117
Annex 8. Cases instituted on the basis of <i>forum prorogatum</i>	132
Annex 9. Interventions (Arts. 62 and 63 of the Statute)	135
Annex 10. Joinders of proceedings	138
Annex 11. Provisional measures	139
Annex 12. Cases in which the Court has given a preliminary ruling on questions of jurisdiction and/or admissibility	145
Annex 13. Counter-claims	149
Annex 14. Discontinuances	151
Annex 15. Requests for interpretation	152
Annex 16. Applications for revision	153
Annex 17. Witnesses, experts and witness-experts.	154
Annex 18. Non-appearances.	156
Annex 19. Advisory opinions	157
Annex 20. Budget of the Court	173

AFRIQUE/AFRICA

Afrique du Sud/South Africa

Bevan Group
8 Nobel Street, The Interchange
Somerset West, 7130, South Africa
www.bevan.co.za

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES/LATIN AMERICA AND THE CARRIBEAN

Argentine/Argentina

SBS, Libreria Internacional
Avelino Diaz 533
Parque Chacabuco C1424CUE
Ciudad Autonoma de Buenos Aires, Argentina
www.sbs.com.ar

Barbade/Barbados

University of the West Indies Bookshop
Cave Hill, St. Michael
Barbados
www.uwibookshop.com

Canada

Renouf Publishing Co. Ltd
22-1010 Polytek Street
Ottawa, ON, Canada
K1J 9J1
www.renoufbooks.com

Etats-Unis d'Amérique/United States of America

Bernan
15200 NBN WAY
Blue Ridge Summit
PA 17214, USA
www.bernan.com

Mexique/Mexico

Valher Promociones y Representaciones
Hilario Medina N16 Local 1
Col. Constitucion de 1917
CP Iztapalapa, Mexico
valherpy@prodigy.net.mx

Uruguay

Libreria Técnica Uruguaya
Colonia 1543 Oficina 702 7mo. Piso
11200 Montevideo, Uruguay
ltu@cs.com.uy

Trinité-et-Tobago/Trinidad and Tobago

Systematics Studies Limited
The Emerald Plaza – Unit #2
11 Eastern Main Road
St. Augustine, Trinidad and Tobago

ASIE ET PACIFIQUE/ASIA AND PACIFIC

Australie/Australia

Coinfo
200A Rooks Road
Vermont, Victoria 3133, Australia
www.coinfo.com.au/
Inbooks c/o- James Bennett
Locked Bag 537
Frenchs Forest NSW 2086, Australia
www.inbooks.com.au

Chine/China

China National Publications Import
& Export Corporation (CNPIEC)
16 Gongti East Road Beijing 100020, China
China National Publications Import
& Export Corporation Shanghai Branch
88 Guang Zhong Road P.O. Box 083-101
Shanghai 200083, China
Tycoon Information Inc.
5th Floor, No. 500
Chang-Chun Road, Taipei, Taiwan

Corée (Rép. de)/Korea (Rep. of)

Eulyoo Publishing Co. Ltd
46-1 Susong-Dong Jongro-gu
Seoul 110, Rep. of Korea
eulyoo@chollian.net

Hong Kong

Bloomsbury Books Ltd
2302 Bonham Trade Centre
50 Bonham Strand
Sheung Wan, Hong Kong
www.bloomsbury.com.hk

Inde/India

Anand Associates
1219, Stock Exchange Towers
12th Floor Dalal Street
Mumbai 400 023, India
www.myown.org
Bookwell
24/4800 Ansari Road, Daryaganj
New Delhi 110002, India
www.bookwellindia.com
Viva Books Private Limited
4737/23 Ansari Road, Daryaganj
New Delhi 110002, India
www.vivagroupindia.com

Indonésie/Indonesia

CV. ADA UTAMA
RT 01 No. 28A Dongkelan – Bantul
Yogyakarta 55188, Indonesia

Japon/Japan

Far Eastern Book Sellers
P.O. Box 72 Kanda, Tokyo, Japan
www.kyokuto-bk.co.jp
Kinokuniya Company Ltd
Book Import Department P.O. Box 55 Chitose
Tokyo 156, Japan
www.kinokuniya.co.jp
Maruzen Company Ltd
Nihombashi 3-9-2, Chuo-ku
Tokyo 103-8244, Japan
www.maruzen.co.jp

Malaisie/Malaysia

MDC Publishers Sdn Bhd
MDC Building, 2717 & 2718
Jalan Permatap Empat, Taman Permatap
Hulu Kelang 53300
Kuala Lumpur, Malaysia
www.mdcpublishers.com

Nouvelle-Zélande/New Zealand

Legislation Direct
PO Box 12418
Thordon, Wellington 6144, New Zealand
www.legislationdirect.co.nz

Pakistan

Pak Book Corporation
Aziz Chambers
21 Queen's Road
Lahore 54000, Pakistan
www.pakbook.com

Singapour/Singapore

Select Books Ltd
65A, Salan Tenteram
#02-06, St. Michael's Industrial Estate
328958, Singapore
www.selectbooks.com.sg
UBS Library Services Pte Ltd
Blk 1008 Toa Payoh North #03-18
Toa Payoh Ind Estate
318996, Singapore
www.ubspress.com

Thaïlande/Thailand

Booknet Co., Ltd
No. 8 Soi Krungthep Kreetha 8
Yaek 8 Huamark, Bangkok
Bangkok 10240, Thailand
www.booknet.co.th

ASIE OCCIDENTALE ET MOYEN-ORIENT/WESTERN ASIA AND THE MIDDLE EAST

Egypte/Egypt

The Middle East Readers Information
Center-MERIC
2 Bahgat Aly St. Appt. 24, El Masry Tower D
Cairo/Zamalek, Egypt
www.mericonline.com

Iran (Rép. islamique d'/Islamic Rep. of)

Katibeh Information Services
Unit 2, No. 13, Marjan Alley, Sadaf Street
West Sarv Street, Saadat Abad
P.O. Box 14665-749
Tehran, Iran

Israël/Israel

TELDAN Information Systems
7 Derech Hashalom
IL, 67892 Tel Aviv, Israel
www.teldan.com

EUROPE

Danemark/Denmark

Gad Import Booksellers
c/o GAD Direct
31-33 Fiolstraede
1171 Copenhagen K, Denmark

Espagne/Spain

Diaz de Santos
Albasanz 2, 28037 Madrid, Spain
www.editdiazdesantos.com

Libreria Juridica
Marquez de la Ensenada, 4
28004 Madrid, Spain
www.librerialexnova.com

Fédération de Russie/Russian Federation

Ves Mir Publishers
1 Stroenie 52, Sophii Kovalevskoi ulitza,
127214 Moscow, Russian Federation
www.vesmirbooks.ru

KnoRus/Knizhnaya logistika LLC
Prospect Mira 105/1
12908-5 Moscow, Russian Federation
www.knorus.ru

Finlande/Finland

Stockmann/Academic Bookstore
Keskuskatu 1
00100 Helsinki, Finland
www.akateeminenkirjakauppa.fi

France

UBIFRANCE – Librairie du Commerce
International
77 Boulevard Saint Jacques
75014 Paris, France
www.ubifrance.fr

Grèce/Greece

ANACO LTD
Vouliagmenis Ave 117 & Kritonos str
16674 Glyfada-Athens, Greece
www.anaco.gr

Italie/Italy

Licosa, Libreria Commissionaria
Sansoni S.p.A.
Via Duca Di Calabria 1/1
50125 Florence, Italy
www.licosa.com

DEA Mediagroup SpA
Via Pietro Boccanelli 27
00138 Rome RM, Italy
www.deastore.com

Norvège/Norway

FN-sambandet
Østlandsavdelingen
Besøksadr: Storgata 33 A
0184 Oslo, Norway
www.fn.no

Pays-Bas/Netherlands

Roodveldt Publidis
Wilhelminalaan 49
1161 TW Zwanenburg, Netherlands
www.publidis.org

Pologne/Poland

Siedziba główna
Ul. Grzybowska 3
00-855 Warsaw, Poland
www.ips.com.pl

Royaume-Uni/United Kingdom

Dandy Booksellers,
Unit 3 & 4
31-33 Priory Park Road
London NW6 7UP, United Kingdom
www.dandybooksellers.com

Labeline International Ltd
Midax House
Chivenor Business Park Nr. Barnstaple
N Devon EX31 4AY, United Kingdom
www.labeline.com

Mallory International LTD
Aylesbeare Common Business Park
Exmouth Road
Aylesbeare, Devon
EX5 2DG, United Kingdom
www.malloryint.co.uk

The Charlesworth Group
250 Deighton Road
Huddersfield
HD2 1JJ, United Kingdom
www.charlesworth-group.com

The Stationery Office Ltd
Customer Services
PO Box 29
Norwich NR3 1GN, United Kingdom
www.tsoshop.co.uk

Suisse/Switzerland

Planetis Sarl
16, chemin des Pins
1273 Arzier, Switzerland
www.planetis.ch

DISTRIBUTEUR PRINCIPAL/PRINCIPAL DISTRIBUTOR

Afrique/Africa, Asie occidentale et Moyen-Orient, Western Asia and Middle East, Chine et territoires de Hong Kong et Taïwan/China and the territories of Hong Kong and Taiwan, Europe

Eurospan Group

3 Henrietta Street,
Covent Garden, London,
WC2E 8LU, United Kingdom
www.eurospanbookstore.com

*

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES/PHOTOGRAPHIC CREDITS

La Cour dans sa composition actuelle/The Court in its current composition: CIJ-ICJ/Max Koot Studio.

Grande salle de justice/Great Hall of Justice: CIJ-ICJ/Franck van Beek.

Les juges *ad hoc*/The Judges *ad hoc*: CIJ-ICJ/P&E Photo; avec l'aimable autorisation de M. le juge *ad hoc* Brower/By kind permission of Judge *ad hoc* Brower: CIJ-ICJ/Capital Photos/Phil Nijhuis; CIJ-ICJ/Frank van Beek; CIJ-ICJ/Gerald van Daalen/Capital Photos; CIJ-ICJ/Fotoburo Dijkstra BV: Peter Brom et Cor Salverius; CIJ-ICJ/Frank van Beek/ANP-in-Opdracht; CIJ-ICJ/Max Koot; CIJ-ICJ/ANP-in-Opdracht/Frank van Beek; CIJ-ICJ/P&E Photo; CIJ-ICJ/Capital Photos/Gerald van Dalen; CIJ-ICJ/P&E Photo; OSA Images; CIJ-ICJ/ANPiO/Bas Arps.

